



Investir dans les populations rurales

Comité de l'évaluation

Cent vingt-quatrième session
Rome, 22 mars 2024

Évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale

Cote du document: EC 2024/124/W.P.5

Point de l'ordre du jour: 6

Date: 23 février 2024

Distribution: Publique

Original: Espagnol

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Comité de l'évaluation est invité à examiner l'évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale.

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur

Bureau indépendant de l'évaluation

courriel: i.naidoo@ifad.org

Fabrizio Felloni

Directeur adjoint

Bureau indépendant de l'évaluation

courriel: f.felloni@ifad.org

Table des matières

Résumé **ii**

Appendices

Informe principal - Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor
Seco de América Central 1

Évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale

Résumé

I. Introduction

1. La présente évaluation est la deuxième évaluation infrarégionale réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Les objectifs sont les suivants:
i) repérer les difficultés de développement et les possibilités stratégiques du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale; ii) recenser les approches d'intervention appuyées par le FIDA et les résultats obtenus; iii) tirer des enseignements que le FIDA pourra utiliser pour consolider le fruit de son travail en collaboration avec les autorités nationales et d'autres partenaires au niveau national et infrarégional.
2. **Le couloir sec est une zone écologique de la sous-région d'Amérique centrale.** Selon la définition la plus communément admise, donnée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2012, le couloir sec d'Amérique centrale correspond à un ensemble d'écosystèmes de la région écologique de la forêt tropicale sèche d'Amérique centrale, qui s'étend le long de la côte pacifique, depuis le Chiapas au Mexique jusqu'aux basses terres du littoral, et couvre une grande partie de la région centrale prémontagneuse d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. Le couloir sec se caractérise par des périodes de sécheresse prolongée suivies de fortes précipitations.
3. Dans le couloir sec, la pauvreté rurale revêt de multiples dimensions. La présente évaluation met en évidence les fractures socioéconomiques liées à certains groupes (femmes, jeunes et peuples autochtones), à la fragilité des institutions, à la violence et aux activités criminelles, qui minent le tissu social et le développement. La forte émigration peut être source de revenus et d'investissements, mais présente des risques pour les migrants et entraîne des pénuries de main-d'œuvre et des pertes de compétences dans les territoires d'origine.
4. Au moins 18 projets de coopération officielle axés sur le couloir sec ont été approuvés entre 2011 et 2023, pour un montant de 717 millions d'USD. Malgré l'importance de ce montant, la coordination interinstitutionnelle des interventions menées dans la zone est limitée. Ces dernières années, la Banque centraméricaine d'intégration économique et la FAO ont élaboré des stratégies et des programmes infrarégionaux axés sur le couloir sec.
5. **Portée de l'évaluation.** Établie au niveau stratégique infrarégional et axée sur la zone écologique du couloir sec (études de cas en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua), la présente évaluation porte sur la période 2008-2023 et vise à examiner la performance des interventions achevées et en cours, ainsi que l'évolution des approches adoptées.
6. Bien que le FIDA et les gouvernements guatémaltèque, hondurien, nicaraguayen et salvadorien aient approuvé différents programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP), le FIDA n'a pas de stratégie (explicite ou implicite) portant précisément sur le couloir sec ou l'Amérique centrale. La présente évaluation a circonscrit 15 prêts du FIDA en faveur de projets menés en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua, dont les interventions portaient sur des municipalités du couloir sec. Huit de ces projets ont été exécutés presque exclusivement dans le couloir sec, tandis que les sept autres couvraient également des municipalités situées en dehors.

7. Le FIDA a financé des dons (principalement infrarégionaux) pour tenter d'encourager la collaboration entre les pays et les interactions avec les organisations intergouvernementales d'Amérique centrale. Aux fins de la présente évaluation, un échantillon de 14 dons a été sélectionné et analysé plus en détail.
8. L'évaluation repose sur: i) une étude sur dossier des documents existants portant sur les activités, les stratégies, les COSOP, les prêts et les dons du FIDA, les publications scientifiques et les rapports analytiques concernant le contexte du couloir sec; ii) une analyse des données du portefeuille de prêts financés par le FIDA, réalisée à partir des bases de données existantes du Fonds; iii) des entretiens à distance ou en modalité hybride avec le personnel du FIDA, des fonctionnaires gouvernementaux, des représentants d'organisations internationales et infrarégionales, des instituts de recherche, des centres d'études et des organisations non gouvernementales (ONG); iv) des missions menées dans les pays (El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua); v) l'analyse des données tirées des systèmes d'information géographique (statistiques géographiques à l'échelon municipal et images satellites).

II. Principales constatations

A. Pertinence

9. **Les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) ne sont pas explicitement axés sur le couloir sec, mais les plus récents visent les risques environnementaux et climatiques.** Dans les COSOP élaborés après 2010 (soit après que le FIDA a adopté des politiques et des stratégies relatives aux ressources naturelles et à l'adaptation aux changements climatiques), les questions suivantes sont abordées: i) les changements climatiques et la vulnérabilité des ressources naturelles; ii) les ressources provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques; iii) les programmes nationaux en faveur de la protection et de la remise en état des ressources naturelles et les programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques. Les problèmes socioéconomiques liés au contexte (violence, criminalité organisée et insécurité publique, migration et utilisation des envois de fonds) sont mentionnés dans les COSOP, sans y occuper une place centrale. Les objectifs stratégiques relèvent davantage d'un modèle de conception classique: il s'agit d'améliorer l'accès des petits producteurs aux actifs, aux ressources financières, aux marchés ou aux technologies.
10. **En général, les projets examinés ne disposaient pas d'une approche territoriale ni de critères de ciblage territorial** qui permettraient d'organiser et de hiérarchiser les interventions liées aux possibilités de production dans la zone et d'impliquer activement les institutions publiques, les organisations de producteurs et les entreprises. Cette absence d'approche territoriale a souvent amené à multiplier les interventions sans lien précis avec le couloir sec ou les priorités des municipalités.
11. **Malgré l'absence d'approche stratégique et systémique, certaines pratiques méritent d'être prises en compte dans la perspective des prochaines interventions.** Dans le cadre du projet *Rural Adelante* mené en El Salvador, des plans d'adaptation aux changements climatiques destinés aux municipalités et aux groupes de municipalités (*mancomunidades*) ont été promus. Parmi les autres initiatives intéressantes figurent les projets de renforcement de la production et de la commercialisation de denrées adaptées au couloir sec, tels que les noix de cajou, les produits de l'apiculture, les produits de l'élevage mixte (viande et lait) et le café [au Honduras, le Programme de développement rural durable de la région du Sud (*EMPRENDESUR*), et au Nicaragua, le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés (*PROCAVAL*) et le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (*NICADAPTA*)].

12. Certains projets récemment approuvés ou en cours d'élaboration [le Programme pour le développement économique durable et inclusif favorisant une nutrition de qualité des zones rurales d'El Salvador (Rural Adelante 2.0) et le projet INNOVASAN au Honduras] mettent en avant des concepts – comme l'approche axée sur les bassins versants ou la durabilité multidimensionnelle – qui, s'ils sont correctement développés, pourraient aider à travailler de manière plus cohérente dans le couloir sec.
13. **Certains dons financés par le FIDA ont permis de mettre en place des activités plus proches d'une approche infrarégionale intégrée.** Les dons du FIDA ont appuyé des thématiques pertinentes au niveau de la sous-région et du couloir sec (agriculture familiale et adaptée aux changements climatiques, jeunes et innovations dans la finance rurale), et ont impliqué plusieurs pays et différents acteurs (organisations intergouvernementales et de la société civile). Ces dons ont été l'occasion de mettre à jour et de renouveler les pratiques du FIDA et des gouvernements dans le couloir sec. Toutefois, les synergies entre les prêts et les dons du FIDA ont été limitées. Les dons n'avaient pas été conçus pour contribuer directement aux investissements du FIDA ou aux stratégies de chaque pays. La durée d'exécution des dons était trop courte (généralement deux à trois ans) pour institutionnaliser les initiatives et élaborer une stratégie de retrait.

B. Cohérence

14. **Peu d'enseignements ont été tirés des expériences clés du FIDA dans d'autres sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes.** Au Brésil, en Colombie, dans l'État plurinational de Bolivie et au Pérou, le FIDA a encouragé les innovations concernant: i) l'élaboration de plans de développement à l'intention des organisations et des entreprises; ii) les approches axées sur le développement territorial; iii) le patrimoine agricole et alimentaire infrarégional et régional et les marchés locaux; iv) l'adaptation aux conditions climatiques semi-arides (nord-est du Brésil). Nombre de ces expériences sont peu connues dans les quatre pays couverts par la présente évaluation.
15. **La concertation sur les politiques au niveau national sur les questions intéressant le couloir sec n'a pas été un élément central des programmes de pays.** Au lieu d'influencer la formulation ou la mise à jour des politiques publiques, les projets ont été alignés sur les cadres politiques gouvernementaux, et les fonds investis dans le respect de ces cadres. Aucun processus structuré n'a été mis en place pour favoriser la concertation sur les politiques publiques concernant le couloir sec. Toutefois, certains projets ont joué un rôle plus actif dans la réalisation d'études thématiques susceptibles de fournir des contributions à cet égard (par exemple, l'étude sur les services financiers en milieu rural du programme *Amanecer Rural* en El Salvador et l'étude sur la filière de l'anacardier du programme *EMPRENDESUR* au Honduras).
16. **Le FIDA a collaboré avec le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) dans le cadre de dons en faveur de la concertation sur les politiques au niveau infrarégional.** Les représentants du SICA ont souligné l'importance de la collaboration dans les domaines du renforcement des institutions publiques consacrées aux jeunes et de l'appui aux réseaux de jeunes ruraux. L'initiative comprenait des activités visant à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes ruraux. Il convient également de souligner la contribution à l'élaboration de la politique d'agriculture familiale en faveur des petits exploitants, des peuples autochtones et des populations afrodescendantes, qui a été approuvée par le Conseil des ministres du Conseil agricole d'Amérique centrale en 2018 et ce, à titre de document de référence pour les politiques publiques relatives à l'agriculture familiale dans la sous-région. Toutefois, les entretiens ont mis en évidence la faiblesse du suivi assuré par les autorités publiques des pays concernés.

C. Efficacité

17. **Au cours de leur exécution, les projets ont couvert une grande partie des municipalités du couloir sec, en particulier en El Salvador et au Nicaragua.** La part des municipalités du couloir sec couvertes par les projets examinés a atteint 100% en El Salvador, 90% au Nicaragua, 71% au Guatemala et 43% au Honduras. Les interventions examinées ont eu lieu dans un contexte géographique caractérisé par d'importants investissements réalisés au titre de la coopération internationale. Les résultats obtenus ne sont donc pas attribuables aux seuls projets du FIDA, mais à un ensemble d'interventions menées par de multiples acteurs (organisations multilatérales, ONG) dont le FIDA fait partie.
18. **Besoins essentiels et capital humain.** Au moins sept projets ont contribué à améliorer les conditions d'hygiène et de santé et l'accès aux transports. Malgré des budgets plutôt limités, ces investissements (systèmes d'adduction d'eau, latrines, fours améliorés et citernes) ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable et les conditions d'hygiène et de santé, de réduire les maladies gastro-intestinales et respiratoires et d'alléger la charge de travail des femmes et des enfants. Les résultats directs les plus importants ont été obtenus dans le cadre du Projet de développement durable des familles rurales dans le Couloir sec du Nicaragua (NICAVIDA), qui a facilité l'accès à l'eau potable de plus de 15 000 familles grâce à la mise en place d'un réseau de puits et d'aqueducs ruraux.
19. **Certains projets ont favorisé le recours à des technologies et pratiques respectueuses de l'environnement, notamment dans les domaines de la gestion des sols et de l'eau et de la diversification des cultures.** Les projets les moins récents [le Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua (PRODESEC), le Programme de Fonds d'assistance technique (FAT), le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est (PRODEMORO), le Projet de développement rural et de modernisation pour les régions Central et Paracentral (PRODEMORO-Central), le Programme national de développement rural – Phase I: région de l'Ouest (PRONADER I) et le Programme national de développement rural: régions centrale et orientale (PNDR)] n'insistaient pas sur les mesures de conservation des sols, la remise en état des terres ou le reboisement. Le NICADAPTA, projet plus récent, visait au contraire la vulnérabilité des exploitations agricoles et de leurs systèmes de production de café et de cacao face aux changements climatiques.
20. Au total, plusieurs projets [PRODESEC, PRODEMOR-Central-Extension, *Amanecer Rural*, PRONADER I, le Programme de développement rural durable pour la région Nord (PRODENORTE) et PROCAVAL] ont permis de mettre en place environ 5 000 systèmes de collecte d'eau et d'installer des systèmes de micro-irrigation et d'irrigation au goutte-à-goutte couvrant 4 800 hectares. Cependant, il existe peu de données concernant l'efficacité de ces investissements et leur pérennité au-delà de l'achèvement des projets.
21. **Dans certains projets, la transformation socioéconomique des zones rurales du couloir sec a été favorisée** grâce au développement des entreprises, à la facilitation de l'accès aux marchés et au renforcement des filières. L'équipe du projet NICADAPTA a apporté un appui aux filières du café et du cacao en améliorant les infrastructures et les liens commerciaux. Dans des projets tels que PRODENORTE, *Amanecer Rural* et *EMPRENDESUR*, la diversification de la production a été encouragée (miel, noix de cajou et aliments transformés, par exemple). Ces projets ont enregistré de meilleurs résultats lorsque la production avait gagné en qualité et qu'il avait été plus facile de l'écouler sur des marchés plus exigeants et à des prix plus rémunérateurs. Dans d'autres projets, l'absence de stratégie efficace en matière d'accès aux marchés a souvent été constatée.
22. **Plusieurs projets ont permis de créer des emplois et d'augmenter les revenus des familles rurales.** Voici quelques exemples de résultats obtenus:

i) hausse de 10% des revenus des ménages bénéficiaires dans le cadre du programme EMPRENDESUR (Honduras); ii) augmentation de 25% des revenus des bénéficiaires dans le cadre du programme *Amanecer Rural* (El Salvador); iii) augmentation des marges brutes de la production agricole de plus de 74% chez les unités familiales sans propriété foncière dans le cadre du projet FAT (Nicaragua); iv) hausse de 25% du revenu brut moyen tiré de produits tels que le café et le cacao dans le cadre du projet NICADAPTA (Nicaragua), bien que l'évaluation d'impact élaborée par le FIDA n'ait pas mis en évidence de changements notables dans le revenu net, probablement en raison de la hausse des dépenses en intrants (engrais) et de la certification biologique, en parallèle de l'absence d'une hausse significative des prix de vente (lorsqu'il n'a pas été possible de vendre du café ou du cacao biologique sur les marchés internationaux).

D. Égalité femmes-hommes, inclusion des jeunes et peuples autochtones

23. La plupart des projets visaient à inclure au moins 30% de femmes. Dans plusieurs cas, la participation des femmes a dépassé 50% (PRODEMORO, PRODEMOR-Central-Extension, *Amanecer Rural* et EMPRENDESUR). Plusieurs projets comportaient des composantes relatives à l'**inclusion sociale et à l'amélioration de la condition des femmes** (par exemple, alphabétisation, prévention de la violence intrafamiliale ou appui à la formation des femmes aux fonctions de direction). Grâce à ces projets, la participation des femmes aux organisations rurales s'est accrue. En El Salvador, dans le cadre du projet PRODEMOR-Central-Extension, 33,8% des postes de direction des organisations appuyées étaient occupés par des femmes. Au Honduras, 48% des organisations appuyées dans le cadre du programme EMPRENDESUR comptaient plus de 11 femmes à des postes de décision. Au Nicaragua, dans le cadre du projet NICADAPTA, les femmes représentaient 44% des membres des conseils d'administration des organisations de producteurs de café ou de cacao appuyées.
24. **Certains projets ont contribué à réduire la charge de travail domestique des femmes** grâce à la fourniture de fourneaux et de cuisinières améliorés. En El Salvador, dans le cadre du projet *Amanecer Rural*, les familles ont économisé environ trois heures par jour sur le temps consacré au transport de l'eau ou du bois de chauffage. Au Guatemala, le projet PRODENORTE a permis de réduire la charge de travail de 2 963 femmes grâce à la fourniture de cuisinières économes en bois et à l'installation de citernes (réduction de trois heures par jour du travail consacré à la préparation des aliments et à la collecte de l'eau).
25. Les cibles en matière d'**inclusion des jeunes** variaient de 10% à 26%. Dans l'ensemble, la portée des activités a été au-dessous des attentes: cette faiblesse s'explique par la migration (qui touche particulièrement les jeunes) et par le manque d'initiatives consacrées aux intérêts et aux difficultés des jeunes. Comprendre la dynamique, les enjeux et les spécificités de ce groupe de population et tenir compte de l'évolution et de la tertiarisation naissante de l'économie rurale constituent un véritable défi.
26. Douze projets étaient axés sur les peuples autochtones et ciblaient des zones géographiques où ceux-ci étaient présents. Selon la répartition des peuples autochtones au niveau local, l'attention accordée à ceux-ci et la capacité à adapter les initiatives, la participation effective a varié. Au Honduras, le Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA) a enregistré un taux de participation élevée selon les estimations du projet (95%), tandis que dans le cas du programme EMPRENDESUR, qui n'était pas clairement axé sur les peuples autochtones, ce taux n'a atteint que 6%. En El Salvador, le projet *Rural Adelante* s'est démarqué par l'attention qui a été portée aux peuples autochtones et qui s'est traduite par des diagnostics, des actions positives et des quotas de participation. Ainsi, 35% des bénéficiaires du projet

étaient issus de peuples autochtones. Selon l'une des conclusions de la mission d'évaluation, la mauvaise définition des priorités et la compréhension insuffisante des stratégies et des demandes des personnes autochtones par les organismes publics ont été des facteurs limitants.

E. Innovations

27. **La plupart des initiatives appuyées dans le couloir sec n'étaient pas entièrement nouvelles, mais n'avaient que rarement cours dans les zones de projet.** Là où ils n'étaient pas répandus, les systèmes d'irrigation et de collecte de l'eau, les serres et les équipements de séchage ont été promus. Au Guatemala, le projet PRODENORTE a financé des systèmes d'irrigation, des systèmes de collecte d'eau et des entrepôts frigorifiques. En El Salvador, l'installation de serres dans certaines zones couvertes par les projets PRODEMORO, *Amanecer Rural* et *Rural Adelante* a contribué à réduire la charge de travail des femmes, à créer de nouveaux emplois au profit des travailleurs journaliers à temps partiel et à diversifier les revenus.
28. **Un intérêt pour l'agrométéorologie a été exprimé dans le cadre des dernières interventions du FIDA.** Les initiatives les plus institutionnalisées ont été recensées au Nicaragua. En effet, grâce au projet NICADAPTA, les capacités du bureau d'agrométéorologie de l'Institut nicaraguayen d'études territoriales ont été renforcées, des stations de mesure automatique ont été construites et des pluviomètres ont été installés dans les municipalités. En El Salvador et au Honduras, les projets ont facilité la mise en place de stations météorologiques alimentant le système national d'information et d'applications logicielles destinées aux agriculteurs en cas d'alerte climatique. Cependant, rien n'indique que ces outils soient beaucoup utilisés par les agriculteurs.
29. **Des initiatives techniques pilotes et novatrices ont été lancées et financées par des dons du FIDA, mais sans grand lien avec les prêts.** Les dons ont joué un rôle important mais peu visible, en raison des faibles liens de synergie établis avec les projets d'investissement. Il convient de souligner les dons en faveur du projet Innovatech et d'Agriterra, qui ont permis d'offrir une assistance spécialisée aux petits producteurs grâce à des solutions technologiques facilement accessibles (plateformes numériques pour la commercialisation des produits et la promotion d'alliances entre petits producteurs et acheteurs). Au Guatemala, un don du FIDA a cofinancé un programme pilote de microassurance fondée sur les conditions météorologiques destiné aux producteurs de maïs et de haricots, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, Heifer International, l'Agence allemande de coopération internationale et la compagnie d'assurance *Aseguradora Rural*.

F. Durabilité

30. **Certains facteurs de fragilité sont inhérents au contexte national et infrarégional.** Les entretiens ont mis en évidence à plusieurs reprises les difficultés institutionnelles (gouvernance, systèmes de soins et de prestation de services dans les zones rurales, application des lois existantes, manque de transparence dans l'utilisation des fonds, criminalité organisée et situations de violence). Les activités du FIDA ont dû affronter un environnement institutionnel fragile qui, à quelques exceptions près, ne permettait pas d'assurer l'appropriation des processus et des résultats obtenus.
31. **Les interventions financées par le FIDA ont favorisé une planification à plusieurs niveaux et associant plusieurs parties prenantes,** visant à promouvoir la durabilité à l'échelon local. Cependant, les plans ont été élaborés par des prestataires de services externes rompus à la production de base, mais moins expérimentés s'agissant de promouvoir une transformation plus élaborée ou une production de qualité (concernant par exemple les engrais organiques, les produits laitiers ou le café). Les prestataires de services n'ont pas fait l'objet d'un contrôle

qualité suffisant dans le cadre des projets. Les plans ont souvent été accompagnés d'une courte formation, même lorsque les utilisateurs finaux avaient besoin d'un appui spécialisé à long terme.

32. **Dans la sous-région, tous les projets du FIDA visaient à renforcer les organisations de producteurs à différents niveaux** et stades de maturité. L'accent a été mis sur les mécanismes de renforcement des capacités, mais les fondements méthodologiques n'ont pas toujours été clairement présentés. Dans le cadre de la conception et de l'exécution des projets, de multiples activités de formation étaient prévues, dont des activités d'assistance technique, des ateliers, des cours et des stages pratiques. Cependant, ces activités se chevauchaient souvent, demandaient beaucoup de temps aux bénéficiaires et prenaient fin à l'achèvement des projets. Dans l'ensemble, on ne disposait pas d'indicateurs et de mesures bien fondés sur les résultats de l'apprentissage (connaissances et compétences) et sur leur utilisation effective.

G. Durabilité des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques

33. **La présente évaluation a mis en évidence des initiatives visant à protéger les ressources naturelles et à renforcer la résilience aux changements climatiques.** Un ensemble d'interventions destinées à promouvoir la résilience environnementale et climatique a également été recensé:
- Techniques de gestion des cultures: diversification et rotation des cultures, production et épandage d'engrais biologiques et utilisation de haies mortes ou vives;
 - Reboisement, agroforesterie dans les sous bassins versants aux fins de l'alimentation en eau, et brigades de bénévoles chargées de la prévention des incendies et de la protection des sources d'eau;
 - Utilisation efficace du bois de chauffage (cuisinières et fourneaux améliorés) pour réduire la pression sur les forêts et les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, notons que peu d'activités ont porté sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelable ou de l'énergie solaire;
 - Techniques et variétés destinées à lutter contre la sécheresse: stockage de l'eau, irrigation au goutte-à-goutte et serres permettant de poursuivre la production pendant les périodes de sécheresse;
 - Variétés plus résistantes aux climats secs (café et cacao).
34. **Toutefois, l'évaluation a révélé un manque d'intégration** entre activités d'un point de vue territorial (initiatives valables mais fragmentées), ainsi qu'un manque d'intégration entre les activités en faveur de la résilience environnementale et les activités d'appui aux filières. Cette lacune est probablement liée à l'absence d'approche territoriale.
35. Si les projets ont favorisé les pratiques de protection de l'environnement, l'évaluation a également relevé des pratiques potentiellement néfastes, parmi lesquelles: l'utilisation intensive de pesticides inorganiques dans les serres maraîchères et les élevages de crevettes, susceptible de nuire aux mangroves en El Salvador; l'absence de tri des sous-produits polluants dans certaines usines de transformation au Honduras; l'élimination inadéquate des déchets solides et des conteneurs de produits agrochimiques au Guatemala.

III. Performance des partenaires

36. **Le FIDA a un bureau au Panama, mais pas dans les quatre pays considérés.** Le FIDA a établi le Centre de coordination sous-régional au Panama en 2018 et a fermé son bureau au Guatemala en 2021. Actuellement, le bureau situé au Panama couvre le portefeuille du Mexique et des pays d'Amérique centrale

et des Caraïbes (23 pays au total), et regroupe les directeurs de pays d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. Y travaillent également des membres du personnel du Département de la stratégie et des savoirs du FIDA (Division environnement, climat, genre et inclusion sociale et Division production durable, marchés et institutions), qui apportent un appui aux activités.

37. Les consultants chargés de la liaison jouent un rôle important, bien qu'ils disposent de ressources limitées et manquent de reconnaissance officielle. Ces consultants recrutés sur le plan national ont pour principale mission d'aider à supprimer les goulets d'étranglement opérationnels et les problèmes de coordination dans les activités de projet. Bien qu'ils jouent un rôle utile à l'exécution des projets, ils ne peuvent pas conclure d'accords au nom du FIDA ni représenter officiellement le Fonds auprès des gouvernements et des partenaires.
38. Il ressort des entretiens que **la flexibilité du FIDA dans la conception des projets a été appréciée**. Toutefois, il est possible d'améliorer la qualité de la conception, de renforcer la gestion des connaissances et les échanges entre pays et de créer des synergies entre prêts et dons.
39. **Les efforts déployés par le FIDA pour assurer une exécution régulière des projets au moyen de missions de supervision et d'appui** ont été mis en évidence dans les documents et les entretiens. Ont notamment été soulignés les travaux menés en vue de supprimer les goulets d'étranglement et de procéder à des ajustements de façon assez flexible pour prolonger la durée d'exécution, outre les mesures prises pour assurer une gestion adéquate des décaissements et des négociations avec les institutions gouvernementales. Les activités de supervision et les examens à mi-parcours ont essentiellement porté sur les questions opérationnelles, ce qui est nécessaire, mais ne **laisse pas suffisamment de place à un examen plus stratégique** des enjeux du développement rural dans le couloir sec, comme l'adaptation aux changements climatiques, le développement de filières durables et le développement territorial. Un examen régulier (par exemple tous les deux ans) au niveau national pourrait améliorer la réflexion stratégique et favoriser les échanges avec d'autres pays et avec les initiatives financées par des dons du FIDA.
40. **Performance des pouvoirs publics.** C'est en El Salvador et au Nicaragua que les meilleurs résultats ont été enregistrés, grâce à la combinaison d'orientations claires formulées par les autorités nationales, à la stabilité du personnel et aux tentatives de collaboration interinstitutionnelle. En El Salvador, le Gouvernement a encouragé la coordination entre les ministères de l'agriculture et des ressources naturelles. Toutefois, il a moins tenu compte de l'attention portée aux peuples autochtones, ce qui a eu une incidence sur la mise en œuvre de la composante « politiques publiques » du projet *Rural Adelante*. Au Nicaragua, les organismes publics sont depuis longtemps coordonnés aux niveaux national, départemental et municipal. Le personnel technique y est stable.
41. Au Guatemala, si l'objectif était d'adapter les projets aux directives gouvernementales, l'intégration des projets et leur coordination avec d'autres programmes publics ont été limitées. Des retards dans la mobilisation des fonds de contrepartie et le manque de suivi des activités de projet ont également été signalés. Au Honduras, il est très difficile de conserver un historique de l'exécution des projets. Les équipes de coordination sont composées d'agents recrutés ponctuellement aux fins de l'exécution, qui quittent leur poste à la fin du projet, ne retournent pas dans des institutions publiques permanentes et emportent leur expérience avec eux.
42. Il ressort de l'évaluation que si les autorités publiques locales (municipalités et *mancomunidades*) ont été consultées dans le cadre de la programmation des activités dans le couloir sec, **l'intégration des projets dans les plans municipaux et les contributions financières des municipalités ont été**

limitées. En ce qui concerne les contributions financières, le problème réside en partie dans l'insuffisante décentralisation budgétaire. El Salvador et le Nicaragua étaient mieux lotis. En El Salvador, les équipes des projets *Amanecer Rural* et *Rural Adelante* ont sollicité la contribution des municipalités pour créer un effet multiplicateur des interventions menées dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques. Malgré ces progrès, le champ d'action des municipalités pour les années à venir reste flou en raison des réformes de l'aménagement du territoire récemment adoptées par le gouvernement central. Au Nicaragua, des membres du personnel des ministères et des organismes techniques nationaux sont détachés au niveau municipal pour faciliter l'exécution des projets de coopération internationale.

43. Les équipes de projet ont peu collaboré avec les *mancomunidades* (groupes de municipalités) dont les plans de développement ont, dans certains cas, reçu un appui au titre de la coopération internationale (de l'Espagne et de l'Agence des États-Unis pour le développement international, par exemple), dans le but de promouvoir le développement local, la remise en état du patrimoine historique et culturel et la gestion des ressources naturelles (protection des forêts et des bassins versants).

IV. Conclusions

44. **Ces 15 dernières années, le FIDA a réussi à couvrir de nombreuses municipalités du couloir sec, en tenant compte des organisations locales et en insistant sur les besoins fondamentaux.** Le FIDA a financé des projets couvrant 71% des municipalités du couloir sec. Ces projets ont appuyé les organisations rurales de base, en mettant l'accent sur la formation, les plans d'investissement et l'officialisation des groupes de producteurs. Au nombre des facteurs limitant figurait l'absence d'une méthode solide pour « systématiser » et hiérarchiser par thème et par territoire les multiples types de formation, d'assistance technique et d'ateliers.
45. **Certaines interventions ont favorisé la transformation socioéconomique des zones rurales du couloir sec grâce au développement des entreprises, à la facilitation de l'accès aux marchés et au renforcement des filières.** Les principales avancées reposaient sur l'amélioration de la qualité des produits et la promotion de leur commercialisation sur des marchés internationaux rémunérateurs et des micromarchés intérieurs, ainsi que sur la capacité des acteurs à contrôler la rentabilité. Des approches axées sur le développement des filières ont été adoptées dans cinq projets (*Amanecer Rural*, EMPRENDESUR, PROCAVAL, NICADAPTA et *Rural Adelante*). Si, à juste titre l'accent a été mis sur les marchés internationaux dans certains projets, les systèmes de passation de marchés publics locaux (notamment pour les cantines scolaires) et les marchés liés au tourisme ont moins retenu l'attention, alors qu'ils pourraient offrir de nouveaux débouchés.
46. **L'absence d'orientations stratégiques précises dans la sous-région ou dans le couloir sec a entravé l'adaptation à certaines caractéristiques structurelles du contexte.** Dans les stratégies de pays, les références au couloir sec sont secondaires, les risques environnementaux et climatiques étant toutefois évoqués dans les derniers COSOP. Les problèmes socioéconomiques liés au contexte (insécurité et violence, migration et envois de fonds, accès à la terre et régimes fonciers) n'ont pas occupé une place centrale dans les COSOP.
47. **Les initiatives appuyées dans le couloir sec n'ont pas été formulées selon une approche territoriale permettant de hiérarchiser les interventions et d'atteindre la masse critique.** L'absence d'approche territoriale intégrée se traduit par une dispersion des initiatives menées en matière de gestion des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques. Les solutions proposées dans certains projets reposent sur des bases solides, mais risquent de

rester lettre morte dans le cadre d'interventions ponctuelles à la portée et au budget limités.

48. **Dans une zone écologique où la coopération internationale est très présente, pour démontrer leur valeur ajoutée, le FIDA et les gouvernements doivent veiller à adopter des approches novatrices et à renforcer leur expertise.** L'expérience du FIDA dans d'autres sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes a été peu exploitée. Les activités de gestion des connaissances ont été ponctuelles et bénéficiaient de ressources limitées. Grâce à son programme de dons, le FIDA a acquis une expérience précieuse et originale, notamment en ce qui concerne les techniques de gestion des cultures, des sols et de l'eau, le développement des écosystèmes agricoles, la numérisation des services financiers et des services aux entreprises, et les régimes d'assurance indexée sur les conditions météorologiques. Malgré des résultats encourageants, les synergies entre dons et prêts ont été limitées.
49. **L'institutionnalisation des projets dans des organismes publics permanents a été insuffisante en El Salvador, au Guatemala et au Honduras.** Les membres des équipes de gestion quittant leur poste après la clôture du projet, ils emportent avec eux l'expérience acquise. En outre, les lacunes observées dans des domaines techniques moins usuels (filières, adoption des technologies numériques, énergies renouvelables et entreprises vertes) constituent une limite globale. Les équipes de projet et les organismes nationaux n'ont pas reçu beaucoup d'informations sur les expériences menées dans d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

V. Recommandations

50. **Recommandation 1. Élaborer des orientations stratégiques au niveau infrarégional, en accordant une attention particulière au couloir sec et à ses nombreux problèmes de développement,** compte tenu des aspects agroclimatiques, socioéconomiques, politiques, institutionnels et culturels. Ces orientations peuvent être structurées dans un document interne évolutif, susceptible d'être ajusté et amélioré au fil du temps. Il s'agirait d'une « feuille de route » destinée à assurer un positionnement plus cohérent et plus systématique face aux difficultés du contexte, tout en offrant des possibilités clés, à savoir: i) le renouvellement des approches et méthodes d'intervention; ii) la formation d'alliances stratégiques avec des acteurs du développement infrarégional dotés de compétences techniques spécifiques; iii) l'ouverture d'un espace pour accroître la participation à la concertation sur les politiques publiques intéressant le couloir sec; iv) l'établissement de priorités relatives au personnel et aux fonds du FIDA, qui sont décentralisés.
51. **Recommandation 2. Le FIDA et les gouvernements ont besoin d'une approche territoriale intégrée pour faire en sorte que l'agriculture familiale et le développement territorial axés sur la résilience deviennent des thèmes centraux de la coopération infrarégionale.** L'adoption d'une approche territoriale qui repose sur une vision de l'agriculture familiale multifonctionnelle et résiliente impliquerait: i) de faire activement participer les institutions publiques locales (comme les municipalités et les *mancomunidades*), les organisations de base et les entités privées; ii) de promouvoir des sources de revenus et des emplois non agricoles attrayants pour les jeunes; iii) de contribuer à l'innovation dans les systèmes agricoles et alimentaires fondés sur la production à petite échelle, et ce en améliorant la gouvernance des filières; iv) de favoriser la création d'un cercle vertueux entre les savoirs traditionnels et les nouvelles technologies et connaissances.
52. **Recommandation 3. Améliorer les outils de ciblage des utilisateurs des projets menés dans le couloir sec,** de sorte que le ciblage contribue au développement territorial (compte tenu des aspects liés à la fragilité

agroécologique, socioéconomique et institutionnelle) et aille au-delà de l'assistance à différentes familles ou associations, qui reste nécessaire. Dans le cadre des approches territoriales, il est important de ne pas perdre de vue les groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

53. Pour intégrer les jeunes, il est essentiel de tenir compte de l'évolution de l'économie rurale, de la croissance des activités de transformation des produits et des filières, sans oublier la tertiarisation naissante des zones rurales. L'intégration des flux d'envois de fonds dans la conception des projets, la collaboration avec les institutions de microfinance destinée à réduire les coûts de transfert de fonds et la mobilisation des réseaux de migrants à l'étranger sont autant de pistes à envisager.
54. **Recommandation 4. Encourager les approches innovantes dans le couloir sec, en mettant davantage l'accent sur la gestion des connaissances, les partenariats stratégiques et la concertation sur les politiques publiques.** Le FIDA et les gouvernements doivent intégrer l'expérience acquise en Amérique centrale (concernant l'appui aux filières, les initiatives pilotes en faveur de la numérisation des services aux entreprises et des services financiers, l'assurance indexée sur les conditions météorologiques, etc.) à celle acquise dans d'autres sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes (concernant notamment les modalités des plans d'activités, le développement territorial, le patrimoine agricole et alimentaire et l'adaptation à des environnements semi-arides).
55. Les initiatives en matière de concertation sur les politiques pourraient mettre l'accent sur les échanges entre pays et avec le SICA et sur les synergies avec les dons du FIDA. La priorité est d'aider les organismes nationaux à multiplier les outils et les procédures disponibles et d'utiliser les enseignements tirés en vue d'éclairer les politiques publiques.
56. **Recommandation 5: Réaffirmer le leadership du FIDA.** Dans un environnement saturé de donateurs, le FIDA doit réaffirmer sa valeur ajoutée et sa capacité à favoriser les solutions innovantes, les échanges de pratiques entre pays et la coopération Sud-Sud et ce, en coordination avec les organismes internationaux, les instituts de recherche, les ONG et les organisations œuvrant dans le cadre du SICA. Le FIDA doit aider les gouvernements à institutionnaliser les projets au sein des organismes et programmes publics.

Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco de América Central

Índice

Equivalencias monetarias, pesos y medidas	3
Siglas y acrónimos	3
Mapa de la zona del Corredor Seco.....	5
I. Introducción, objetivos y metodología de la evaluación	7
A. Introducción	7
B. Metodología y proceso de la evaluación	7
II. El Contexto Subregional de América Central y el Corredor Seco	11
A. Contexto económico y social general y gobernanza en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua.....	11
B. La Agricultura familiar en América Central	15
C. El Corredor Seco: vulnerabilidad a choques naturales y al cambio climático	16
D. Institucionalidad Subregional	18
E. Cooperación al desarrollo en el Corredor Seco.....	20
III. La cartera de intervenciones examinadas, su pertinencia y coherencia....	23
A. Elementos clave de la cartera examinada	23
B. Un esquema conceptual para ordenar el análisis de las intervenciones FIDA en el Corredor Seco.....	25
C. Pertinencia de las operaciones en relación con el Corredor seco	27
D. Coherencia de las intervenciones del FIDA.....	34
IV. Resultados de las Operaciones en el Corredor Seco y Perspectivas de Sostenibilidad	43
A. Cobertura territorial efectiva de los proyectos apoyados por el FIDA en el Corredor Seco	43
B. Los resultados por área temática de intervención	45
C. Equidad.....	51
D. Innovaciones apoyadas por las intervenciones FIDA.....	55
E. Sostenibilidad	57
V. Eficiencia de las operaciones y desempeño del FIDA y del Gobierno	67
A. Eficiencia.....	67
B. Desempeño del FIDA	69
C. Desempeño del gobierno	72
VI. Conclusiones y Recomendaciones	75
A. Conclusiones.....	75
B. Recomendaciones.....	78

Anexos

I.	Informaciones adicionales sobre actividades del FIDA en América Central	81
II.	Matriz de evaluación y clasificación temática de las áreas de intervención del FIDA en el Corredor Seco	92
III.	Definición y calificación de los criterios de evaluación utilizados por la OEI	97
IV.	Fuentes Análisis Sistema de Información Geográfica	99
V.	Alcance de los proyectos FIDA en los municipios del Corredor Seco	101
VI.	Listado de personas encontradas.....	113
VII.	Referencias bibliográficas seleccionadas	122

Equivalencias monetarias, pesos y medidas

Equivalencias monetarias

Unidad monetaria =
 US\$ 1,0 =
 US\$ 1,0 =

Pesos y medidas

1 kilómetro (km) = 0,62 millas
 1 metro = 1,09 yardas
 1 metro cuadrado = 10,76 pies cuadrados
 1 acre = 0,405 hectáreas
 1 hectárea = 2,47 acres
 1 manzana (mz) = 0,7044 ha
 1 hectárea = 1, 4196 mz

Siglas y acrónimos

ALC	División de América Latina y el Caribe del FIDA
ASAP	Programa de Adaptación para la Agricultura de Pequeña Escala (por sus siglas en inglés)
BCIE	Banco Centroamericano de Integración Económica
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
BM	Banco Mundial
COCODE	Consejo Comunitario de Desarrollo
COMUDE	Consejo Municipal de Desarrollo
CCAD	Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo
CENTA	CENTA Centro Nacional de Tecnología Agropecuaria y Forestal
COSOP	Programa de Oportunidad Estratégica de País (por sus siglas en inglés)
DICTA	Dirección de Ciencia y Tecnología Agropecuaria
Emprende Sur	Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur
FIDA	Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
FMAM	Fondo para el Medio Ambiente Mundial (GEF por sus siglas en inglés)
FONAPAZ	FONAPAZ Fondo Nacional para la Paz
IDH	Índice de Desarrollo Humano
IICA	Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura
INETER	Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales
IPSA	Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (Nicaragua)
OIE	Oficina Independiente de Evaluación del FIDA
INJUVE	Instituto Nacional de la Juventud (El Salvador)
ITP	Informe de terminación del proyecto
MAG	Ministerio de Agricultura y Ganadería (El Salvador)
MAGA	Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación (Guatemala)
MARN	Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (El Salvador y Guatemala)
MEFCCA	Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa
MINFIN	Ministerio de Finanzas Públicas
NDVI	Índice de vegetación de diferencia normalizada (por sus siglas en inglés, <i>Normalized Difference Vegetation Index</i>)

NICAVIDA	Proyecto de Desarrollo Sostenible de las Familias Rurales en el Corredor Seco de Nicaragua
OIT	Organización Internacional del Trabajo
PACC	Planes de Adaptación al Cambio Climático
PACA	Política Agrícola Centroamericana
PAFCIA	Política de Agricultura Familiar, Campesina, Indígena y Afrodescendiente
PCRv	Validación de Informe de Cierre de Proyecto (por sus siglas en inglés - Project Completion Report Validation)
PIB	Producto Interno Bruto
PMA	Programa Mundial de Alimentos
PMD	Departamento de Administración de Programas del FIDA (por sus siglas en inglés)
PNUD	Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo
PRODEMORO	Proyecto de modernización y desarrollo rural de la región oriental – El Salvador
PRODEMORO Central	Proyecto de Desarrollo y Modernización Rural para las Regiones Central y Paracentral – El Salvador
PROLENCA	Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental
PRODESEC	Programa para el Desarrollo Económico de la Región Seca de Nicaragua
PRODENORTE	Programa de Desarrollo Rural Sustentable para la Región del Norte
UGP	Unidad Gerencial del Proyecto
SAG	Secretaría de Agricultura y Ganadería (Honduras)
SEGEPLAN	Secretaría General de Planificación (Guatemala)
SERNA	Secretaría de Recursos Naturales y Ambiente (Honduras)
SICA	Sistema de Integración Centroamericana
SIG	Sistema de información geográfica
SNPCC	Sistema Nacional de Producción, Consumo y Comercio (Nicaragua)

Mapa de la zona del Corredor Seco

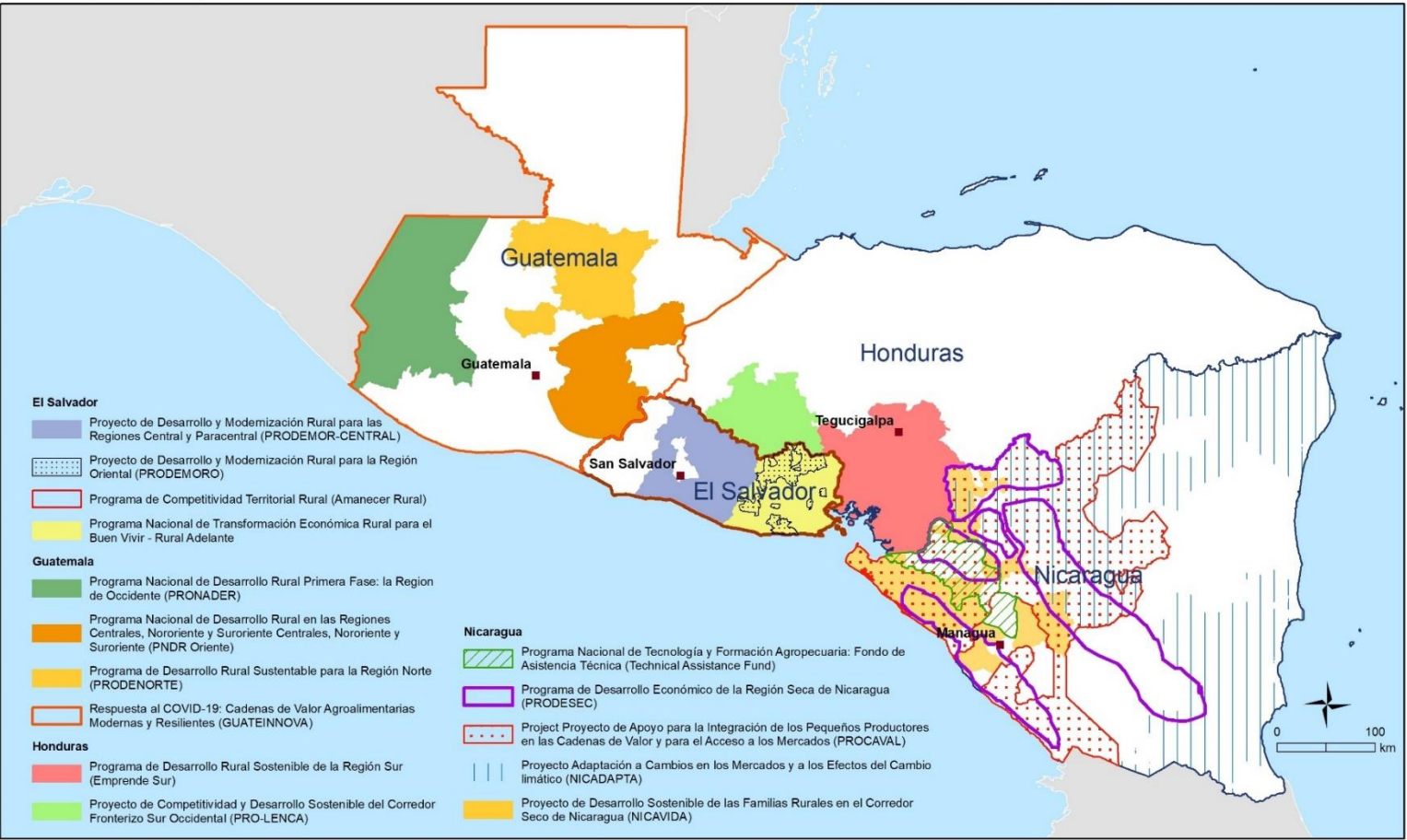


Fuente: FAO (2016). Corredor Seco de América Central. Informe de situación. https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/CorredorSeco-Informedesituacio%CC%81nJunio%202016.pdf

Mapa de los proyectos FIDA considerados por esta evaluación

Corredor Seco de Centro América

Evaluación sub-regional



Las denominaciones empleadas y la forma en que aparecen presentados los datos en este mapa no suponen juicio alguno del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) respecto de la demarcación de las fronteras o límites que figuran en él ni acerca de las autoridades competentes.

Mapa elaborado por el FIDA | 31-01-2023

Informe principal

Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco Centroamericano

I. Introducción, objetivos y metodología de la evaluación

A. Introducción

1. En diciembre de 2022, la Junta Ejecutiva del FIDA aprobó la Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco Centroamericano (El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua).¹ Ésta es la segunda evaluación subregional que la Oficina Independiente de Evaluación (OIE) del FIDA ha llevado a cabo, conforme a la Estrategia de Evaluación Plurianual de OIE (2022-2027).² OIE seleccionó el tema de la evaluación y los países en consulta con la división regional del FIDA para América Latina y el Caribe (ALC). Una evaluación subregional agrupa varios países que comparten algunas características agroecológicas o socioeconómicas y analiza los enfoques de ejecución del FIDA y su estructura orgánica (por ejemplo, la coordinación entre oficinas en los países). Esta evaluación sigue los principios generales de la Política de Evaluación del FIDA de 2021³ y el marco metodológico del Manual de Evaluación del FIDA de 2022.⁴
2. Los **objetivos** generales de esta evaluación son: i) identificar los desafíos de desarrollo y las oportunidades estratégicas del FIDA en el Corredor Seco; ii) analizar los enfoques de intervención comunes respaldados por el FIDA en la subregión y los resultados obtenidos; iii) con base en el análisis, proporcionar aprendizaje que el FIDA pueda utilizar para fortalecer los enfoques y la coherencia de las intervenciones y sus resultados y la colaboración con las autoridades nacionales y los otros socios nacionales y subregionales.
3. **El Corredor Seco es una ecozona dentro de la Subregión de América Central.** La definición del Corredor Seco Centroamericano más comúnmente aceptada fue elaborada por la FAO (Van der Zee et al., 2012) y corresponde a un grupo de ecosistemas combinados en la ecorregión del bosque seco tropical de América Central con una extensión de unos 1.600 km de largo y de 100 a 400 km de ancho, extendiéndose por la costa del Pacífico desde Chiapas (México) e incluyendo las zonas bajas de la vertiente del mencionado océano, así como en gran parte de la región central pre-montaña de Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua.⁵ La zona del Corredor Seco es caracterizada por ciclos de sequía prolongada, seguidos de intensas lluvias. Cabe señalar, sin embargo, que el contexto del Corredor Seco no incluye solamente riesgos agroclimáticos sino también situaciones de pobreza, vulnerabilidad social, económica e institucional, como se discute más en detalle en el capítulo II de este documento.

B. Metodología y proceso de la evaluación

4. **Preguntas principales.** Esta evaluación responde a las siguientes preguntas generales: i) ¿Cuáles son las intervenciones apoyadas por el FIDA en el Corredor seco?; ii) ¿En qué medida los programas apoyados por el FIDA han implementado iniciativas pertinentes, eficaces, eficientes y sostenibles para enfrentar desafíos del desarrollo rural del Corredor seco?; iii) ¿Cuál fue el valor añadido de las intervenciones financiadas por el FIDA y la complementariedad con intervenciones de otras organizaciones?; iv) ¿En qué medida el FIDA, los gobiernos y otros socios nacionales y subregionales promovieron la calidad del diseño y del desempeño de las operaciones, el escalamiento de los resultados?; v) ¿En qué manera el FIDA podría intervenir de forma más coherente y eficaz en colaboración con socios nacionales, subregionales e internacionales?
5. **Alcance de la evaluación.** Esta evaluación se establece a **nivel estratégico subregional** con énfasis en la ecozona del Corredor Seco (estudios de caso en El

¹ <https://webapps.ifad.org/members/eb/137/docs/spanish/EB-2022-137-R-3.pdf> (Párrafo 119).

² <https://webapps.ifad.org/members/eb/134/docs/spanish/EB-2021-134-R-36.pdf> (Párrafo 28).

³ <https://webapps.ifad.org/members/eb/132/docs/spanish/EB-2021-132-R-5-Rev-1.pdf>

⁴ <https://ioe.ifad.org/en/w/evaluation-manual-third-edition>

⁵ El Corredor Seco Centroamericano es una de las tres más importantes zonas semiáridas de América Latina; las otras son el Gran Chaco Americano (Argentina, Bolivia, Paraguay) y el Semiárido del Nordeste de Brasil.

Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua). El marco temporal de esta evaluación se establece en el **periodo 2008-2023**, para apreciar el desempeño de operaciones cerradas (distintas generaciones) y en curso (la evaluación también tuvo acceso a documentos de préstamos en fase de preparación) y la evolución de los enfoques.

6. Si bien el FIDA y los gobiernos de El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua han aprobado estrategias (COSOP, por sus siglas en inglés) de país individuales, **el FIDA no tiene una estrategia específica para el Corredor Seco ni para América Central** y, más en general el FIDA no tiene estrategias 'formales' a nivel regional o subregional. ALC ha preparado un documento interno (*Libro blanco*) que provee una visión general para toda América Latina y Caribe en el periodo 2022-2027.⁶
7. **Las operaciones crediticias del FIDA en el área del Corredor Seco.** Esta evaluación encontró quince proyectos (préstamos) aprobados por el FIDA en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua con intervenciones ubicadas en el área del Corredor Seco. El capítulo III presenta y discute el listado de los proyectos. Ocho proyectos fueron ejecutados casi exclusivamente en el área del Corredor (tomando en cuenta la definición y los municipios identificados en Van der Zee et al., 2012-FAO, ver anexo V, cuadro 2) y siete incluían municipalidades dentro del Corredor y afuera. En el periodo evaluado, el FIDA también aprobó cinco proyectos que se ejecutaron fuera del Corredor y que no fueron incluidos en el análisis de esta evaluación. La selección fue validada con el FIDA y representantes de los gobiernos en la fase preparatoria de la evaluación.⁷
8. **Donaciones con vocación subregional.** El FIDA ha financiado donaciones que intentaron impulsar la colaboración entre los países e interacciones con organizaciones intergubernamentales de América Central (incluyendo iniciativas de cooperación sur-sur, como el intercambio con experiencias de agricultura en zona semiárida en el Nordeste de Brasil). Si bien las donaciones no se focalizaron exclusivamente en el Corredor Seco, muchas de éstas encararon temas pertinentes a los desafíos de desarrollo rural en el Corredor. En el periodo evaluado, se identificaron 44 donaciones que involucraban a los cuatro países considerados y se seleccionó una muestra de catorce donaciones, para un repaso más detallado (anexo II, cuadro 2). La selección tomó en cuenta: a) los diversos ejes de intervención del FIDA vinculados al desarrollo del Corredor Seco (ver figura III.1 en este informe) ; b) la cobertura geográfica; c) la importancia de revisar donaciones nacionales y subregionales, debido a la naturaleza de esta evaluación; d) la diferente naturaleza de las actividades de las donaciones (donaciones que ofrecen insumos 'técnicos' y otras que contribuyen a la difusión y manejo de aprendizaje); e) donaciones antiguas (2007-2018) y recientes, pero con mayor énfasis en las recientes.
9. **Otras iniciativas.** Dada su pertinencia a temas de desarrollo en el Corredor Seco, se revisaron actividades selectas: i) del Fondo de Financiamiento para Remesas,⁸ ii) de la *International Land Coalition*, una organización separada pero acogida por el FIDA; iii) Actividades del *Indigenous People Assistance Facility* (financiadas a través de donaciones y contribuciones de donantes).
10. La evaluación también consideró selectivamente la experiencia de otros organismos multilaterales en la región (p.ej., Banco Mundial, Banco Interamericano de Desarrollo,

⁶ IFAD (2022). Latin American and Caribbean Division White Paper: A Strategic Vision 2022-2027. Mimeo. La 'teoría del cambio' del Libro Blanco es presentada en el anexo III, figura 1. En particular, dentro del pilar *amplificar el impacto*, el Libro blanco resalta tres temas prioritarios: a) adaptación al cambio climático y resiliencia; b) vinculación a los mercados; y c) finanza rural inclusiva. Éstos son alineados con los objetivos del Marco estratégico del FIDA para 2016-2025. Dentro del pilar de *ampliar el impacto*, el Libro blanco también plantea potencializar algunas de las iniciativas corporativas del FIDA, como las enfocadas en la vinculación al sector privado y en el apoyo al uso de herramientas digitales para el desarrollo agrícola. Ver, por ejemplo, el Private Sector Strategy (2011), Private Sector Financing Programme (PSFP) e Information and Communication Technology for Development (ICT4D) Strategy 2020-2030.

⁷ En El Salvador, Programa de Reconstrucción y Modernización Rural (proyecto de reconstrucción de infraestructura después del sismo de 2001); Honduras: i) Proyecto de Mejora de la Competitividad Económica Rural de Yoro; ii) Horizontes del Norte-Proyecto Competitividad y Desarrollo Rural Sostenible en la Zona Norte; iii) Proyecto para la Inclusión Económica y Social de Pequeños Productores Rurales del Noreste de Honduras; Nicaragua: Programa de Desarrollo Rural en la Costa Caribe.

⁸ Es un programa manejado por el FIDA y con apoyo financiero de España, Luxemburgo, Suecia y la Unión Europea. Las actividades consisten en estudios, iniciativas de capacitación para entidades públicas y experiencias piloto que ayudarían a formular futuras operaciones financiadas por préstamos. El tema de las remesas es importante, siendo la migración internacional una característica típica de América Central.

Banco Centroamericano de Integración Económica, FAO, Fondo Verde para el Clima FMAM, OIM, OIT, PMA, PNUD, Unión Europea) y agencias bilaterales (Agencias Francesa de Desarrollo, Agencia Española de Cooperación Internacional, COSUDE, USAID) y preparó una nota técnica sobre la cooperación internacional en el Corredor.

11. **Criterios de evaluación.** Conforme al Manual de Evaluación del FIDA de 2022 (parte II), esta evaluación toma en cuenta los criterios de evaluación (pertinencia, coherencia, eficacia, eficiencia, impacto y sostenibilidad, innovación, escalamiento, manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático, igualdad de género y desempeño de los socios), y los adapta al contexto subregional y a ejes temáticos de análisis pertinentes al Corredor Seco.
12. **Recopilación de datos para el análisis.** La evaluación se basó en:
 - Un estudio de escritorio de la documentación existente sobre las actividades del FIDA, estrategias (COSOP),⁹ préstamos y donaciones (incluyendo las evaluaciones de OIE); publicaciones científicas y reportes analíticos sobre el contexto del Corredor Seco. En particular se realizaron dos documentos de trabajo detallados sobre los préstamos y las donaciones. Cabe señalar que los informes de evaluación de OIE estaban disponibles para once de los quince préstamos (estas evaluaciones analizaban el desempeño y los resultados generales de los proyectos y no exclusivamente las actividades en el Corredor Seco).
 - Análisis de datos de la cartera de los proyectos (préstamos) financiados por el FIDA (p.ej., información financiera, plazos de ejecución, notas de las evaluaciones), utilizando las bases de datos existentes en el FIDA.
 - Entrevistas en modalidad remota o híbrida con personal del FIDA, funcionarios gubernamentales, representantes de organizaciones internacionales y subregionales; instituciones regionales de investigación y centros de estudios.
 - Misiones en los países. Las misiones incluyeron operaciones en curso y cerradas. Las visitas de campo se concentraron en los préstamos siguientes: i) El Salvador, *Rural Adelante* (en curso) y *Amanecer rural* (cerrado); ii) Honduras, *PROLENCA* (en curso) y *Emprende Sur* (cerrado); iii) Nicaragua, *NICAVIDA* (en curso) y *NICADAPTA* (cerrado). En el caso de Guatemala, se visitó el único proyecto cerrado en los últimos tres años (*PRODENORTE*, en 2020).¹⁰ Además, el equipo de evaluación tuvo la oportunidad de discutir operaciones anteriores con los socios a nivel nacional y local. Las visitas de campo incluyeron entrevistas y grupos focales con representantes de instituciones públicas locales, personal de proyectos (en curso y cerrados), usuarios finales de los proyectos (tomando en cuenta aspectos de género, edad, etnicidad), empresarios, representantes de organizaciones no gubernamentales y asociaciones locales.
 - La evaluación se benefició de datos de sistemas de información geográfica. Se utilizaron dos clases de datos: i) estadísticas geográficas municipalizadas; ii) bases de datos de imágenes satelitales para analizar las coordenadas de los sitios visitados durante las misiones (y sitios de 'control' sin proyecto) y calcular el Índice de vegetación de diferencia normalizada (*Normalized Difference Vegetation Index- NDVI*). El anexo IV presenta más detalles.
13. **Desafíos y limitaciones.** La documentación sobre los préstamos es relativamente abundante, pero no se focaliza hacia la zona del Corredor Seco, sino que abarca el desempeño general de los proyectos. La documentación sobre la cartera de las donaciones del FIDA es más limitada, sobre todo en lo que concierne a las actividades desarrolladas en los países individuales y a los resultados. El equipo trianguló la

⁹ COSOP de El Salvador 2015-2019 y 2023-2031; Guatemala 2008-2017 y 2022-2027; Honduras 2012-2018 y 2020-2025; Nicaragua 2013-2018 y Nota Estratégica 2022-2024.

¹⁰ Visitas de Campo. El Salvador: departamentos de La Unión (municipio de Pasaquina), Morazán (Cacaopera, Delicias de Concepción, Perquín) San Miguel (Ciudad Barrios, Chapeltique), Usulután (Jiquilisco). Guatemala: Baja Verapaz (Cubulco, Rabinal, San Miguel Chicaj) Honduras: departamentos de Choluteca (Choluteca, Corpus, Linaca), Intibucá (Santa Lucía, San Juan), Lempira (San Francisco). Nicaragua: departamentos de Estelí (Estelí, Pueblo Nuevo, San Nicolás), Madriz (Palacaguina, San Juan del Río Coco, Totogalpa), Managua (Villa El Carmen).

información a través de entrevistas con representantes de las organizaciones administradoras de las donaciones y entrevistas en los países.

14. Los datos cuantitativos sobre los resultados de los proyectos y su impacto en la pobreza rural estaban disponibles en la mayoría de los casos, pero no siempre sustentados por métodos rigurosos de atribución y fueron triangulados con informaciones más cualitativas y puntuales. La División del FIDA de Investigación y Análisis de Impacto realizó encuestas cuantitativas sobre dos proyectos en Nicaragua (PRODESEC y NICADAPTA).
15. Las visitas de campo presentaban riesgos de seguridad y desafíos de organización que se discutieron con las representaciones de las Naciones Unidas, con los responsables de FIDA, con los gobiernos, y con los equipos de los proyectos. Los horarios de visitas al campo y el número de sitios visitados tomaron en cuenta los procedimientos estándares de las Naciones Unidas. Todo ello limitó el número de actividades que se pudieron visitar directamente. Sin embargo, las visitas y entrevistas en los países fueron suficientes para examinar los principales aspectos institucionales y triangular información puntual sobre las actividades en el campo con la gran cantidad de información recopilada a través de los estudios de escritorio y las entrevistas remotas. En Guatemala y en Honduras, fue un desafío recuperar la memoria histórica sobre los proyectos cerrados y en curso, a causa de los cambios de gobierno y de las responsabilidades de las instituciones nacionales y los frecuentes cambios del personal.
16. **Proceso de evaluación.** La ESR comprendió cuatro fases principales. Durante la *fase preparatoria*, OIE efectuó una revisión inicial de la documentación disponible y redactó el documento de orientación, que compartió con la Dirección del FIDA y con Agencias de Gobierno en los cuatro países (enero-marzo de 2023). Enseguida, OIE realizó una *revisión documental y entrevistas virtuales* con representantes de organizaciones internacionales, organizaciones no gubernamentales e instituciones de investigación científica (febrero-junio de 2023). Las *misiones en los cuatro países* fueron organizadas entre el 20 de junio y el 10 de julio de 2023. Al final de las misiones, los equipos discutieron los hallazgos preliminares con representantes del gobierno. El equipo de evaluación organizó un taller técnico para identificar los resultados principales, en San Salvador de 11 a 13 de julio de 2023. Una discusión de los hallazgos emergentes con los directores de país fue realizada a finales de agosto de 2023 y una presentación sobre los principales hallazgos se organizó con la dirección de ALC en diciembre de 2023. Durante la fase de *análisis y de redacción del informe*, OIE preparó un borrador de informe, que fue sometido a una 'revisión por pares' dentro de la división. OIE compartió la versión revisada con la Dirección del FIDA y con los gobiernos en noviembre de 2023 y finalizó el informe, tomando en cuenta los comentarios recibidos, en enero de 2024.
17. **Los capítulos siguientes.** El capítulo II informa sobre el contexto subregional y del Corredor Seco. El capítulo III presenta informaciones clave sobre la cartera del FIDA en el Corredor, el esquema conceptual utilizado en esta evaluación y un análisis de la pertinencia y coherencia de las estrategias y operaciones en el Corredor. El capítulo IV es dedicado a la discusión de los resultados y su sostenibilidad. En el capítulo V se presentan las conclusiones y recomendaciones.

Observaciones principales

- El alcance de esta evaluación es subregional, con énfasis en el Corredor Seco Centroamericano y en cuatro países (El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua). El periodo evaluado es 2008-2023. La evaluación llevó a cabo una revisión detallada de los COSOP aprobados en el periodo indicado, de 15 préstamos y una muestra de 14 donaciones, en su mayoría subregionales. Otras iniciativas relevantes (remesas, pueblos indígenas, International Land Coalition) también fueron revisadas.
- Además de la revisión de escritorio de la documentación y de los estudios pertinentes, la evaluación realizó entrevistas virtuales y cuatro estudios de caso de país, incluyendo visitas en el campo, y se benefició de datos obtenidos de un sistema de información geográfica.

II. El Contexto Subregional de América Central y el Corredor Seco

18. Aunque se trate del tema del Corredor Seco, es esencial considerar el contexto más amplio de la subregión centroamericana. Este capítulo introduce elementos clave del contexto socioeconómico e institucional de la subregión, enfocándose en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua, y en el Corredor Seco de estos países, cuando existen datos desagregados. El capítulo presenta también algunas informaciones sobre las organizaciones subregionales y la cooperación internacional en el Corredor Seco.

A. Contexto económico y social general y gobernanza en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua

19. En 2021, la **población** total de los cuatro países era estimada en 40,6 millones de habitantes (Banco Mundial, 2021): El Salvador 6,3; Guatemala 17,2; Honduras 10,3 y Nicaragua 6,9 millones respectivamente. La tasa de fecundidad es relativamente baja en los cuatro países: en El Salvador 2 hijos por mujer (por debajo del nivel de reemplazo) y 2,3 en Nicaragua, 2,4 en Honduras y 2,5 en Guatemala.
20. **Población rural.** Durante los últimos 20 años, el porcentaje de personas que residen en zonas rurales cambió considerablemente en Guatemala y Honduras, pasando de 58% a 37% y de 53% a 43% respectivamente. En Nicaragua y El Salvador se mantuvo en porcentajes similares alrededor de 43% y 37%, respectivamente. Tradicionalmente, lo rural se definía por exclusión de lo urbano, delimitando como zonas urbanas las ciudades principales y considerándose rural la población residente en los restantes espacios. Las zonas rurales están experimentando cambios significativos, incluyendo la modernización de la agricultura y la aparición de nuevas ocupaciones, una mayor integración en las cadenas de valor nacionales e internacionales, una interacción entre lo rural y lo urbano, y, a veces, la integración geográfica de zonas rurales en zonas periurbanas.
21. De hecho, desde los 1990s, se ha acuñado la expresión “nueva ruralidad” (Arias, 2022), indicando nuevas funciones de espacios rurales: aumento en la movilidad de personas, bienes, informaciones, deslocalización de actividades económicas, nuevos usos especializados (maquilas, segunda residencia, sitios turísticos, parques y zonas de desarrollo), nuevas redes sociales. El FIDA-ALC también comisionó a CEPAL un estudio sobre este tema.¹¹
22. **Macro indicadores económicos y sociales claves.** El Banco Mundial clasifica las economías de El Salvador, Honduras y Nicaragua como de ingreso medio bajo (cuadro II.1). Guatemala recientemente ascendió a ingreso medio alto. Nicaragua, por su parte, es el segundo país más pobre de Latinoamérica según su PIB y renta per cápita.¹² El cuadro II.1 también muestra la importancia del sector agrícola como componente del PIB en Guatemala, Honduras y Nicaragua (9,3% o más).
23. **Situación de pobreza y desigualdad.** El cuadro II.2 presenta indicadores de pobreza bastante altos en Guatemala, Honduras y Nicaragua, brecha de la pobreza, indicadores de desigualdad (como el coeficiente de Gini, alto en todos los casos y en particular Guatemala, Honduras y Nicaragua) y tasa de desnutrición crónica (*stunting*). Las tasas de desnutrición crónica infantil son altas, particularmente en Guatemala. Al mismo tiempo, se señala una prevalencia de sobrepeso y obesidad de los adultos entre 12% y 24%, debido sobre a factores dietético (mala calidad y variedad de la dieta), sociales (sedentarismo) y genéticos.
24. **Desigualdad de género.** En términos de Índice de Desarrollo de Género (cuadro II.2),¹³ El Salvador, Honduras y Nicaragua están en el grupo de países considerados con una

¹¹ <https://www.cepal.org/es/videos/proyecto-nueva-ruralidad-cepal-fida>

¹² Las medidas restrictivas durante la pandemia COVID causaron una contracción del PIB (El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua -8,5%, -1,5%, -8,0% y -3,0%, respectivamente, en 2020), así como los huracanes Eta y Iota (2020).

¹³ Este indicador mide las desigualdades de género del IDH. Se encuentra dividido en 5 grupos según la desviación absoluta por paridad de género. Así, los 5 grupos son los siguientes: grupo 1, alta igualdad en los logros del IDH entre hombres y mujeres; grupo 2, igualdad media-alta; grupo 3 igualdad media; grupo 4 igualdad media-baja; grupo 5, baja igualdad.

igualdad media-alta de género. Guatemala se encuentra en el grupo con IDH de igualdad medio-baja de género. Las mujeres son jefas de hogares¹⁴ entre 24,1% y 38.1% en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua. El promedio de América Latina es de 35% al 2021 (CEPAL 2023). Sin embargo, según datos de CEPAL, en 2020, la tasa de participación laboral de las mujeres en Centroamérica era del 49,4%, en comparación con el 74,3% de los hombres. Además, 51% de las mujeres guatemaltecas, 41,9% de las mujeres salvadoreñas y 36,1% de las hondureñas no tenían ingresos propios (en el caso de los hombres, los porcentajes correspondientes eran del 14%, 15,6% y 13,9% respectivamente). En las áreas rurales, según la Red Centroamericana de Mujeres Rurales, Indígenas y Campesinas (2015) las mujeres apenas poseían el 15% de la tierra en Guatemala, 13 % en El Salvador y 12 % en Honduras, sin contar con el menor tamaño, la peor calidad y seguridad jurídica de estas tierras.

Cuadro II.1

Indicadores económicos generales en los países considerados

País	PIB per cápita, (US\$ 2021)			Agricultura % PIB	Clasificación según Banco Mundial
	2010	2015	2021		
El Salvador	3.017	3.762	4.451	4,9%	Ingreso medio bajo
Guatemala	2.797	3.886	4.776	9,3%	Ingreso medio alto
Honduras	1.874	2.257	2.713	11,0%	Ingreso medio bajo
Nicaragua	1.496	2.025	1.996	15,5%	Ingreso medio bajo

Fuente: Banco Mundial (World Development Indicators (2023))

Cuadro II.2

Indicadores socio económicos y de pobreza

País	Tasa de Recuento de la pobreza, US\$3,65 por día ajustado por PPA 2017 (%)	Brecha de la pobreza ajustado por PPA 2017	Coefficiente de Gini	Tasa de desnutrición crónica infantil* 0-60 meses (año de encuesta)	Tasa e obesidad de los adultos (>18 años)	Índice Desarrollo Humano/ Ranking global	Índice Desarrollo por género/Grupo
El Salvador	7	2	38,8	13,6% (2014)	24,6% (2016)	0,675/125	0,964/2
Guatemala	26	9	48,3	46,0% (2021)	21,2% (2016)	0,627/135	0,917/4
Honduras	26	11	48,2	18,7% (2019)	21,4% (2016)	0,621/137	0,960/2
Nicaragua	14	4	46,2	17,2% (2011)	12,0% (2014)	0,667/126	0,956/2

*Talla inferior a la estándar para la edad (niños de 0 a 5 años)

Fuente: Banco Mundial (2023), CEPALSTAT (2020), WHO (2023), FAO (2021)

25. **El Corredor Seco alberga gran parte de la población indígena de los países centroamericanos.** El país con mayor proporción de población indígena es Guatemala, 48% (XII Censo Nacional de Población y VII de Vivienda 2019), concentrada en la región norte, noroccidente y en el altiplano central (en parte en el Corredor Seco).¹⁵ Por su parte, la población hondureña que se autodenomina indígena es de un 7%. Entre los pueblos indígenas el grupo mayoritario de los Lenca se encuentran localizados principalmente en los departamentos de La Paz, Intibucá, Lempira, Ocotepeque y Francisco Morazán (centro, noroccidente y suroccidente – esencialmente Corredor Seco).¹⁶ En El Salvador (cuyo territorio pertenece casi totalmente al Corredor Seco), los datos del Consejo Nacional para la Cultura y el Arte (2003) estimaban la población

¹⁴ Indicador definido como: Hogares donde una mujer es la principal aportante de ingresos. Información extraída a noviembre 2023. CEPAL / Comisión Económica para América Latina y el Caribe / Sobre la base de encuestas de hogares de los países. Banco de Datos de Encuestas de Hogares (BADEHOG).

¹⁵ https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---ifp_skills/documents/publication/wcms_744898.pdf. Corredor seco de Guatemala, IDEG http://www.rtmg.org/layers/geonode%3Acorredor_seco

¹⁶ En estas zonas, el país cuenta con siete pueblos indígenas. En el Pacífico, centro y norte, se encuentran los Chorotega (221.000), los Cacaopera o Matagalpa (97.500), los Ocanxiu o Sutiaba (49.000) y los Nahoa o Náhuatl (20.000). https://www.iwgia.org/es/nicaragua/4793-mi-2022-nicaragua.html#_edn1

indígena entre un 10 y 12%.¹⁷ En el caso de El Salvador, los datos sobre la población indígena no son homogéneos,¹⁸ lo cual representa un desafío para el desarrollo de intervenciones enfocadas en este grupo poblacional. Por su parte, los datos de Nicaragua muestran que la mayoría de los pueblos indígenas se encuentra en las regiones de Pacífico, centro y norte (sólo en parte dentro del Corredor). Según datos del último censo poblacional del 2005, la población indígena representaba un 6% del total.¹⁹ La pobreza y la exclusión social afectan de manera desproporcionada a los pueblos indígenas en América Central, especialmente en áreas rurales y la variabilidad climática del Corredor empeora su situación, ya que sus actividades económicas, sociales y culturales están estrechamente relacionadas con los recursos naturales (PRISMA-CDKN, 2014a).

26. **Los jóvenes.** Aunque faltan estadísticas actualizadas para los cuatro países considerados en esta evaluación, un estudio comisionado por el FIDA (Zevallos et al., 2018), estimaba que la población entre 15 y 29 años representaba 28,5% del total en El Salvador, 28% en Guatemala, 30,7% en Honduras y 28,5% en Nicaragua.²⁰ Del total de los jóvenes, en El Salvador 12,4% eran clasificados como indigentes y 31,5% como pobres pero no indigentes, con porcentajes respectivos de 23,5% y 26,2% en Guatemala, 25% y 37,5% en Honduras y 25,4 y 29,7% en Nicaragua.²¹ Además, del trabajo precario, el desempleo afectaba entre el 7% y el 20% de los jóvenes en los cuatro países a nivel nacional. Los jóvenes enfrentan problemas de inseguridad y violencia, lo que los puede llevar a situaciones en que son amenazados o presionados para integrarse a bandas o grupos criminales. Por su parte, las fuerzas de seguridad, de manera estereotipada, consideran a los jóvenes que viven en las zonas de influencia de grupos criminales, como parte de éstos (Zevallos et al., 2018).
27. **En la última década, la subregión centroamericana ha sufrido altos y bajos en sus procesos democráticos, estabilidad institucional y democracia.**²² Descontentos y disturbios sociales, cambios en regímenes políticos y riesgos externos como el COVID-19, han generado presión en el estatus institucional y democrático. Según datos del Latinobarómetro,²³ la percepción en la satisfacción de la democracia ha presentado una caída en los últimos años, con un 19 por ciento de la población encuestada de los cuatro países indicando no estar satisfecha en el 2008 con la situación de la democracia y un 30 por ciento en el 2020. En 2023, el nivel de insatisfacción era de 74% en Guatemala y en Honduras (estable desde 2008) pero de 32% en El Salvador, (con una mejora, con respecto a 40% en 2008; no se reportaban datos para Nicaragua).
28. **A nivel de la gobernanza local, hay limitada descentralización fiscal y dependencia de transferencia del gobierno central.** Si bien en los cuatro países las constituciones reconocen la autonomía municipal y hay autoridades locales elegidas por voto popular, como nota un estudio del Banco Interamericano de Desarrollo (2018), las fuentes de ingresos propios de los municipios son limitadas y existen desbalances entre los gastos e ingresos propios municipales. Según este estudio, en 2015 el porcentaje de los ingresos municipales sobre el total consolidado de los ingresos públicos en los cuatro países se situaba entre el 3,9% (Honduras) y el 10,6% (Nicaragua). Con respecto al total de los gastos públicos consolidados, los gastos municipales representaban entre el 7,0% (Honduras) y el 16,8% (Nicaragua). En comparación, el promedio del porcentaje de gastos municipales sobre el total de los gastos públicos en el resto de América Latina era cerca de 25% y a un nivel similar en los países OECD.²⁴

¹⁷ <https://www.upo.es/investiga/enredars/wp-content/uploads/2017/03/138-157.pdf> Por otro lado, datos del IV Censo de Población y de Vivienda (2007) estiman la población que se autoidentifica como indígenas en 0,2% del total.

¹⁸ Nota técnica de país sobre cuestiones de los pueblos indígenas, República de El Salvador. IWGIA y FIDA. 2022.

https://www.ifad.org/documents/38714170/40258424/elsalvador_ctn_s.pdf/5cbe6149-5e4d-4caf-9df2-1903ef0f4ba9

¹⁹ Indigenous Latin America in the Twenty-First Century The First Decade. The World Bank, 2015.

²⁰ E.Zevallos, G.Lathrop y F. Rodríguez (2018): *La situación de la Juventud Rural en el Área del Sistema de Integración Centroamericana*, FLACSO Costa Rica.

²¹ La línea de pobreza representa el ingreso mínimo necesario por persona para cubrir el costo de una canasta mínima individual para la satisfacción de las necesidades básicas, alimentarias y no alimentarias. La línea de indigencia representa el ingreso mínimo necesario por persona para cubrir el costo de una canasta alimentaria.

²² IDEA International. Latin America Political and Electoral Outlook 2023.

²³ Latinobarómetro datos de indicadores: Satisfacción con la democracia. <https://www.latinobarometro.org/latOnline.jsp>

²⁴ <https://blogs.iadb.org/gestion-fiscal/es/finanzas-municipales-en-america-central/>

29. **Situaciones de violencia.** A nivel agregado, en Centroamérica (en particular en El Salvador) bajó la tasa de homicidios de 30,7 por cada 100 000 habitantes en el 2019 a 20 por cada 100 000 en 2022.²⁵ Este avance ubica a Centroamérica por primera vez, por debajo de la tasa latinoamericana de 20,5 por 100 000 habitantes. A pesar de ello, Honduras presenta una de las tasas de homicidio más alta de Latinoamérica: 38,6 por cada 100.000 habitantes (2021). En Guatemala las tasas era 16,6 y en Nicaragua 5,7.²⁶ El contexto de violencia debilita las instituciones y el clima de inversión. Entre las principales causas de la violencia de la subregión se encuentran: el tráfico de drogas; las maras; la disponibilidad de armas de fuego; y la debilidad de las instituciones judiciales. Eso se suma a la falta de oportunidades educativas y laborales (Shifter, 2012).
30. **Migración y Remesas.** Los cuatro países conformaban, en el año 2020, el 12% de la migración de toda América Latina y el Caribe (cuadro II.3). Estos países tienen en común la alta vulnerabilidad de sus territorios, altos índices de inseguridad y violencia, precarias condiciones laborales, altos niveles de pobreza, y un creciente deterioro del estado de derecho.²⁷ El incremento de la población cumulativa de migrantes de Guatemala Honduras y Nicaragua, a partir del 2010, es casi el doble que el de ALC.^{28 29} El destino principal de la migración es Estados Unidos, donde la población latina es de 62.6 millones (censo del 2021) y la población migrante es sujeto de violaciones a los derechos humanos, por la intervención de organizaciones criminales que han extendido sus actividades al tráfico de personas, por rutas controladas por el crimen organizado.³⁰

Cuadro II.3

Población migrante cumulativa de Centroamérica (miles de personas)

País	2000	2010	2020	Cambio 2010-2020	Cambio 2000-2020
Guatemala	583	925	1,368	48%	135%
Honduras	342	588	985	68%	188%
Nicaragua	502	611	850	39%	69%
El Salvador	949	1,337	1,599	20%	68%
ALC	22,110	31,752	39,747	25%	80%

Fuente: elaboración con datos de UNDESA; Organización Internacional para las Migraciones (OIM, 2022).

31. Las remesas en Centroamérica constituyen el flujo internacional más importante: superan en 2,6 veces a la inversión extranjera directa (Banco Centroamericano de Integración Económica, 2021). En 2020, en El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua, la proporción de remesas en el PIB nacional correspondía al 24,0%, 14,6%, 24,1% y 14,7%, respectivamente.³¹ Las remesas son un factor importante de alivio a la pobreza. Sin embargo, para emigrar, las familias incurren en venta de activos, préstamos, o usan todos sus ahorros. En el contexto rural, hay pérdidas importantes del capital de trabajo, de la mano de obra agrícola, de experiencias y conocimientos.
32. La exposición a situaciones de inseguridad, violencia y a las migraciones puede aumentar el **riesgo de sufrir discapacidades físicas y psicosociales**. Un reporte del Banco Mundial (2021), muestra proyecciones sobre el porcentaje de personas con

²⁵ CONARE (2021). Estado de la Región 2021. Costa Rica.

²⁶ De igual modo, otro factor atribuible a la violencia es el alto índice de impunidad. según datos del Global Impunity Index (2017), Honduras, El Salvador, Guatemala y Nicaragua tienen una puntuación de 65,04; 65,03; 62,40; y 66,34, respectivamente, y se encuentran dentro los más altos en América Latina.

²⁷ Sobre la relación entre situaciones de violencia y migración, ver: Organización Internacional para las Migraciones (OIM, 2019). Estudio sobre reintegración: migración y ciudades. Honduras.

²⁸ En El Salvador los flujos migratorios fueron grandes durante la guerra civil (años 80). El 25% de la población es migrante.

²⁹ Para responder a la migración CEPAL en 2021 elaboró un Plan de desarrollo integral que pretende "crear un espacio de desarrollo sostenible y una nueva región económica entre El Salvador, Guatemala, Honduras y el sur-sureste de México" para que "la migración sea una opción y no una obligación".

³⁰ Hay también migración entre países Centroamericanos, que se mueve por la demanda de mano de obra semi-especializada (maquilas, turismo, construcción) y no especializada (cosecha de cultivos agrícolas de exportación: café, caña de azúcar, cacao, piña).

³¹ Ver también un estudio financiado por el FIDA sobre migraciones y remesas:

<https://www.ifad.org/es/web/latest/-/news/strong-increase-of-remittances-to-central-america-and-the-caribbean>

discapacidades para el 2020 (basadas en datos de 2010) en El Salvador (4.1% de las personas), Guatemala (9,2%) y Honduras (2,2).³² El reporte reconoce la conexión entre discapacidad y factores fisiológicos, tal como diabetes (a su vez, debido a obesidad, mala calidad de la nutrición y actividad física limitada), y otros factores, tal como el envejecimiento de la población, desastres naturales y situación de violencia y discapacidades físicas y psicosociales. En particular, en relación con situaciones de violencia, el reporte subraya los efectos de largo plazo para las víctimas, sus familias y la sociedad entera. Además del trauma, los individuos pueden experimentar pérdidas de productividad e ingresos. Sobre la relación entre migración y salud mental, un estudio (B.Suárez y E.Zapata, 2011; basado en una Municipalidad de México) documenta los efectos sufridos por las familias y las esposas de migrantes.³³

B. La Agricultura familiar en América Central

33. **Agricultura Familiar.** La agricultura familiar (i.e., basada en el trabajo de familias y como fuente principal de ingresos de familias),³⁴ es un subsector clave en los cuatro países y en América Central en general, debido a su relevancia para la seguridad alimentaria, el desarrollo de la economía local y la conservación de los recursos naturales. En 2014 (estadísticas más recientes), en los cuatro países examinados, más de 80% de las unidades agrícolas estaban en manos de familias rurales (ver cuadro II.4), agrupaban alrededor del 20% de la superficie agrícola y representaban entre 40 y 55 % del valor añadido del sector agropecuario. El promedio estimado de la superficie de las unidades de producción de economía familiar era de 3,13ha en América Central y México, contra un promedio estimado de 13,85ha para la totalidad de las unidades de producción agrícola (FAO 2014). Además, se estimaba que 75% de las unidades de producción familiar pertenecían al segmento de subsistencia, orientado al autoconsumo.
34. El mismo estudio FAO notaba las barreras en el acceso a recursos productivos como la tierra, el agua y los créditos, así como la escasez de asistencia técnica y capacitación para mejorar la productividad de las unidades agrícolas familiares. La alta tasa de migración de la población joven aumenta la edad promedio de las y los jefes de fincas y las situaciones de violencia aumentan la vulnerabilidad de este subsector.

Cuadro II.4
Proporción de unidades agrícolas familiares sobre el universo de explotaciones en los países de la evaluación subregional del corredor seco.

País	Total de explotaciones agrícolas	Número de unidades agrícolas familiares	% Unidades agrícolas familiares sobre el total
Guatemala	830,684	718,585	86.5%
El Salvador	397,433	325,895	82.0%
Honduras	317,199	308,347	97.2%
Nicaragua	268,527	223,374	83.2%

Fuente: FAO (2014).

35. Los gobiernos han implementado diversas **políticas públicas para apoyar la agricultura familiar** y mejorar la seguridad alimentaria en la subregión, algunas de las

³²García Mora, María Elena, Steven Schwartz Orellana y Germán Freire. 2021. Inclusión de las personas con discapacidad en América Latina y el Caribe: Un camino hacia el desarrollo sostenible. Washington, DC: Banco Mundial.

³³ Se trata de sensación de abandono, depresión, problemas de rendimiento escolar de los infantes. B.Suárez San Román y E.Zapata Martelo (2011): “Efectos psicosociales d la migración internacional en mujeres jefas de hogares en el Municipio de Hueyotiplán, Tlaxcala”. Revista de Ciencias Sociales 24 (2011).

³⁴ En el contexto del año internacional de la agricultura familiar (2014), FAO propuso la siguiente definición operacional: “La Agricultura Familiar (incluyendo todas las actividades agrícolas basadas en la familia) es una forma de organizar la agricultura, ganadería, silvicultura, pesca, acuicultura y pastoreo, que es administrada y operada por una familia y, sobre todo, que depende preponderantemente del trabajo familiar, tanto de mujeres como hombres. La familia y la granja están vinculados, co-evolucionan y combinan funciones económicas, ambientales, sociales y culturales.” Las diferentes definiciones que se usan en la región para el registro de productores de agricultura familiar como población meta parten de tres criterios: a) acceso a la tierra y capital; b) uso de la fuerza de trabajo familiar; c) tener la agricultura/ganadería como principal fuente de la renta familiar, pudiendo ser complementada por otras actividades. CEPAL/FAO/IICA (2014). Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe: nuevas perspectivas.

cuales se observan también en el ámbito de los proyectos FIDA. Ellas consisten en: i) programas para apoyar a la *productividad* de pequeños agricultores (p.ej., provisión de semillas mejoradas, fertilizantes, herramientas agrícolas, capacitación técnica y acceso a créditos); ii) políticas para promover *prácticas de conservación* del suelo y el agua (p.ej., construcción de terrazas, sistemas de riego eficientes y prácticas agrícolas sostenibles); iii) programas de *alimentación escolar* para mejorar la nutrición y la educación de los niños en las zonas rurales, comprando alimentos a los pequeños agricultores locales; iv) políticas para promover el *comercio justo* y la equidad en las relaciones para mejorar el ingreso y las condiciones laborales de los pequeños agricultores.

C. El Corredor Seco: vulnerabilidad a choques naturales y al cambio climático

36. **Corredor Seco y variabilidad climática.** En el primer capítulo ya se presentó una definición del Corredor Seco Centroamericano según FAO (2012). Estudios de paleoantropología muestran que este territorio fue habitado por poblaciones humanas, por lo menos desde 10 000 a.C., que se adaptaron a sus condiciones climáticas.³⁵ De los 53 millones de hectáreas que tiene la superficie de Centroamérica, un 30% está ubicado en la franja considerada Corredor Seco (en el caso del El Salvador, la casi totalidad del territorio). Según Quesada-Hernández et al. (2019), la zona afectada por vulnerabilidad a la sequía varía según los ciclos climáticos, que son cada vez más erráticos.
37. El Niño-Oscilación del Sur es uno de los factores que influyen en la variabilidad climática del Corredor (Alfaro E, et al 2020). La topografía volcánica del istmo y la confluencia de las dinámicas de los dos océanos afectan la precipitación de la costa pacífica de América Central (Hidalgo et al 2015). La precipitación dentro del Corredor Seco está en un rango de 800 a 2 000mm promedio anual, con zonas de precipitación más baja (800-1 000 mm). Cabe señalar que, según FAO (2012), 7,5% del área total del Corredor Seco era una zona con efectos severos de sequía (50,5% con efectos altos y 42% con efectos bajos, cuadro II.5 y mapa II.1). Los patrones de lluvia van de mayo a octubre, con un periodo intermedio sin precipitación (julio – agosto) conocido como canícula.³⁶
38. En término de población que vive en el Corredor Seco Centroamericano, las estimaciones varían entre 10,5 millones (FAO 2016) y 17,6 millones (estudio de la Columbia University de 2020, con datos georreferenciados; ver anexo IV).

Cuadro II.5
Efectos estimados de sequía en el Corredor Seco

Severidad de la sequía	Características
Severa	7,5% del área total del Corredor. Precipitación pluvial baja (800-1,200 mm / año), más de 6 meses secos. Evaporación potencial alta, promedio mayor de 200 mm/mes. Arbustales, sabana de graminoides con arbustos deciduos, bosques deciduos con muchas especies de hojas compuestas microfoliadas.
Alta	50,5% del área total del Corredor. Precipitación pluvial media (1,200-1,600 mm/año, de 4-6 meses secos. Evapotranspiración media, promedio alrededor de 130 mm/mes. Bosques deciduos, sabana de graminoides con arbustos deciduos, pinares, bosques mixtos.
Baja	42% del área total del Corredor. Precipitación pluvial alta (1,600-2,000 mm / año), 4-6 meses secos. Evapotranspiración baja, promedio menor de 100 mm / mes. Bosques deciduos, bosques siempreverde estacional (submontano, montano y altimontano), algunos pinares y bosques mixtos, bosques riberinos.

Fuente: FAO (2012)

39. **Sequía e inseguridad alimentaria.** Las variaciones climáticas han tenido impactos significativos en la agricultura y ganadería del Corredor Seco. Por ejemplo, la sequía del 2014 en el Corredor Seco afectó a 168 278 familias en Guatemala, 160 356 en El Salvador, 76 712 en Honduras y 40 000 en Nicaragua (Global Water Partnership,

³⁵ R.E Díaz Bolaños (2019). El Corredor Seco Centroamericano en perspectiva histórica. Anuario de Estudios Centroamericanos, vol. 45, pp. 288-313, 2019. Universidad de Costa Rica.

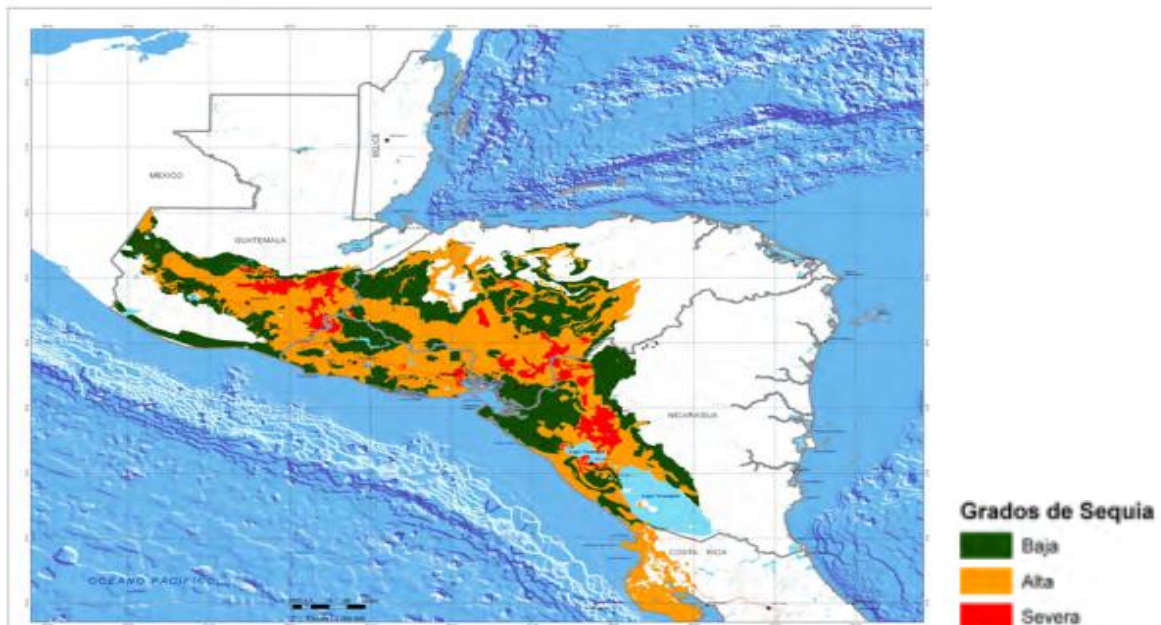
³⁶ Ramírez et al. (2010).

2014).³⁷ En el año 2019, el Corredor experimentó su quinto año consecutivo de sequía, lo que provocó pérdidas significativas de cultivos y afectó a más de 2.2 millones de personas, según datos del Programa Mundial de Alimentos (PMA) de 2019 y 2020.³⁸ Aunque con menos frecuencia, los ciclos de sequía se alternan con períodos de lluvias torrenciales e inundaciones, debido al carácter dual de El Niño y La Niña.

40. El Centro de Estudios Geofísicos de la Universidad de Costa Rica, usando modelos de proyección del clima para el período 2050-2099 predice que las condiciones meteorológicas se verán afectadas de forma severa en la parte norte del istmo Centroamericano, con reducciones de hasta un 14% en el promedio anual de precipitación, bajo escenarios de emisiones moderados.³⁹ Una simulación de CEPAL (mapa II.2) muestra un progresivo aumento del promedio de meses sin lluvia en la región centroamericana y en particular en la zona del Corredor Seco.

Mapa 1

Corredor Seco y severidad de sequía



Fuente: FAO (2012). Estudio de Caracterización del Corredor Seco Centroamericano

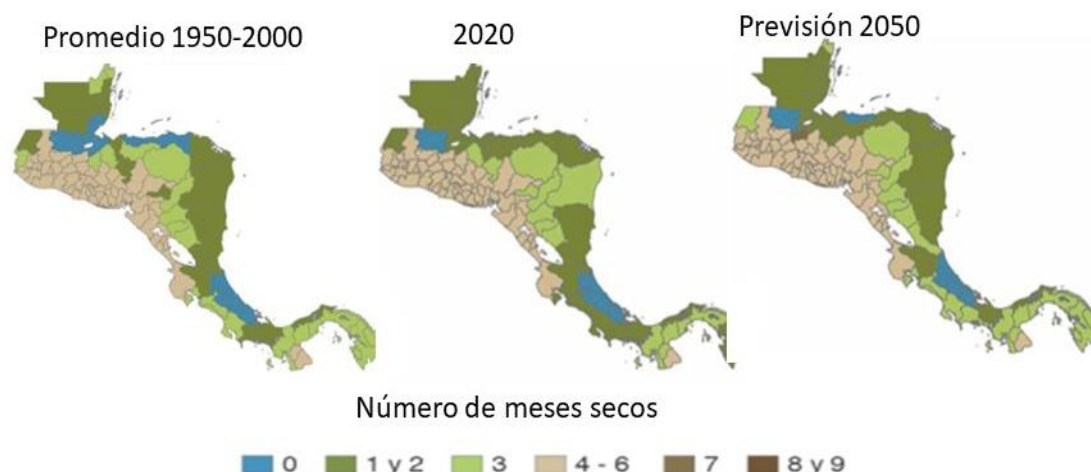
Mapa II.2

Número de meses secos por año y por departamento

³⁷ De hecho, El Salvador sufrió la pérdida del 90% de la cosecha de frijol; en Honduras las pérdidas en cosechas de maíz y frijol fueron del 60% el 2016; Guatemala tuvo pérdidas de 82.000 toneladas de maíz y 118.299 toneladas de frijol. Nicaragua, en 2015 perdió el 50% de las cosechas de granos básicos en los departamentos de Carazo, Estelí y Chinandega Boaco.

³⁸ Según OXFAM, en el año 2019, el gobierno de Guatemala declaró un estado de emergencia en el departamento de Chiquimula debido a una sequía prolongada que afectó a más de 30,000 personas. En 2020, el Gobierno de El Salvador declaró una emergencia por sequía en los departamentos de La Paz y Cuscutlán, que afectó a más de 77,000 personas.

³⁹ Hugo G. Hidalgo, Jorge A. Amador, Eric J. Alfaro, Beatriz Quesada. (2013). Hydrological climate change projections for Central America, Journal of Hydrology, Volume 495, 2013.



Fuente: ECLAC/CEPAL (2015): Climate Change in Central America.

41. La variabilidad climática del Corredor Seco se suma a un contexto de **pérdida de cobertura forestal, biodiversidad y degradación de suelos**. Eso es característico de Centroamérica, que contiene un 12% de la biodiversidad biológica mundial –en 2% de su territorio– distribuida en 206 ecosistemas, 33 ecorregiones y 20 zonas de vida. No obstante, a la fecha, se estima que se ha perdido más de la mitad de la biodiversidad original y un 34% del suelo (CCAD y Sistema de integración Centroamericana, SICA., p.19). Según estadísticas del Banco Mundial, al año 2020, el área con cobertura forestal ha decrecido en un 11.7% con respecto al área de 2000. El crecimiento demográfico, la pobreza, la presión por tenencia de tierras, así como prácticas productivas inadecuadas, han generado degradación de la tierra.⁴⁰
42. Existe un **importante capital hídrico** per cápita de aproximadamente 31.064 mm³/año en la subregión de Centroamérica. Sin embargo, dicho recurso no se encuentra distribuido homogéneamente en la población o en el territorio, y además hay situaciones de competencia entre empresas agroindustriales y población. En el 2015, el acceso de las personas a agua potable en el Corredor Seco era de 61% en Honduras, mientras que en El Salvador, Guatemala y Nicaragua el acceso se situaba en torno al 77%, 79% y 78%, respectivamente. No obstante, la variabilidad climática puede afectar significativamente la disponibilidad de agua, en las zonas más secas (Banco Interamericano de Desarrollo, 2018, p. 28) y en algunas áreas rurales el acceso puede ser tan bajo como un 25%.

D. Institucionalidad Subregional

D.1 Principales organismos subregionales en Centroamérica:

43. La subregión Centroamérica cuenta con una gran cantidad de organizaciones regionales y décadas de esfuerzos para armonizar los instrumentos de integración y cooperación. Son de particular interés las instituciones públicas que promueven políticas para el bienestar de las poblaciones rurales y el desarrollo integral de sus comunidades y territorios.
44. Creada en 1948, la Organización de los Estados Americanos (OEA)⁴¹ es el organismo regional más consolidado de ALC. La Organización fue fundada con el objetivo de lograr "un orden de paz y de justicia, fomentar su solidaridad, robustecer su colaboración y defender su soberanía..." Hoy en día, la OEA reúne a 35 Estados independientes de las Américas y constituye el principal foro gubernamental, político, jurídico del hemisferio.
45. El Sistema de integración Centroamericana (SICA) es un sistema de acuerdos y organizaciones intergubernamentales que actualmente incluye: Belice, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá y República Dominicana. Entre sus órganos, hay la Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo, integrada por los ministros de Medio ambiente y el Consejo Agropecuario Centroamericano, integrado por

⁴⁰ Según un estudio FAO que cubre de manera específica el Corredor Seco, se estima que el 85% de la tierra está degradada. FAO. (2021). Estado de los recursos forestales y de la biodiversidad en América Latina y el Caribe.

⁴¹ https://www.oas.org/es/acerca/quienes_somos.asp

los ministros de agricultura. Socios del SICA son también el Instituto de Nutrición de Centroamérica y Panamá y el Centro para la promoción de la Micro y Pequeña Empresa en Centroamérica.

46. El Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA) es la organización especializada en el ámbito agrícola y rural de las Américas más antigua. Fundada en 1942, tiene como objetivo principal fomentar el desarrollo agrícola y rural sostenible en los países miembros, promover la seguridad alimentaria y combatir la pobreza en el sector rural. Tiene sede en San José, Costa Rica, e integra 34 países miembros y con una red de oficinas en la región.
47. El Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) forma parte del SICA y representa su brazo financiero. Tiene como socios regionales: Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panamá y República Dominicana. Sus áreas de inversiones son: infraestructura productiva y energía, agricultura y desarrollo rural, infraestructura social, industria, desarrollo urbano y servicios para la competitividad, e intermediación financiera.
48. Entre las instituciones privadas, destacan el Consejo Centroamericano de Empresas Privadas, una organización que representa a las empresas privadas de Centroamérica. Fue fundada en 1960 y cuenta con miembros de todos los sectores de la economía. La Asociación de Exportadores de Café de Centroamérica fue fundada en 1963 y tiene como objetivo promover la exportación de café y mejorar las condiciones de vida de los productores. La Federación de Entidades Privadas de Centroamérica, Panamá y República Dominicana tiene una sección especializada en el sector agropecuario y agroindustrial, que representa a productores y empresarios del sector agrícola de la región.

D.2 Estrategias subregionales en el sector agropecuario y cambio climático.

49. **Tres décadas de acuerdos subregionales.** La creación de la Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo (CCAD) en 1989 por los presidentes de Centroamérica marcó el primer hito de relevancia para la agenda ambiental centroamericana, enfocándose en el desarrollo sostenible y la cooperación regional. En el año 1993 firmaron la Alianza para el Desarrollo Sostenible de Centroamérica y el Convenio Regional sobre Cambio Climático, brindando el marco de política para la Declaración de San Pedro Sula del año 2008, que establece los ejes de la actual Estrategia Regional de Cambio Climático. En la XXXI Reunión de Jefes de Estado y de Gobiernos de los países del SICA (2007) se aprobó la Política Agrícola Centroamericana (PACA, 2008-2017). Cada país ha aprobado instrumentos de política pública y estrategia nacional en materia de cambio climático con foco en el sector agropecuario, siendo estos incorporados en planes nacionales de desarrollo.
50. **Existen políticas subregionales a nivel de sector y subsector.** A partir de la Política Agrícola Centroamericana, se formularon diversas políticas complementarias, tales como: i) Estrategia Regional Agroambiental y de Salud (ERAS, 2009-2024); ii) Estrategia Centroamericana de Desarrollo Rural Territorial (ECADERT, 2010-2030); iii) Política Regional para el Desarrollo de la Fruticultura (POR-FRUTAS, 2011-2025); iv) Estrategia Agricultura Sostenible Adaptada al Clima de la Región SICA (2018-2030); v) Política de Seguridad Alimentaria y Nutricional de Centroamérica y República Dominicana (POLSAN, 2012-2032); y vi) Política de Agricultura Familiar, Campesina, Indígena y Afrodescendiente (PAFCIA, 2018-2030).
51. El consejo de ministros del Consejo Agropecuario Centroamericano de abril del 2019 aprobó la Política Agropecuaria de la región SICA 2019 – 2030 que se actualizó considerando los nuevos desafíos de los Objetivos de Desarrollo Sostenible. Otras actualizaciones han sido: i) Estrategia Regional de Cambio Climático actualizada (Plan de Acción 2018-2022; ii) Estrategia Regional Ambiental Marco (ERAM) 2021 -2025; y iii) Política Regional de Modernización y Transformación para las Micro y pequeñas empresas en los países del SICA 2022-2050.
52. Es importante destacar que **las políticas subregionales mencionadas se han implementado a nivel nacional en diferentes momentos y maneras** y su éxito ha dependido del compromiso de los líderes gubernamentales de cada país. El Salvador,

Guatemala, Honduras y Nicaragua han aprobado instrumentos de política pública y estrategia nacional en materia de cambio climático con foco en el sector agropecuario, siendo estos incorporados en planes nacionales de desarrollo. (el cuadro 3 en anexo V ofrece más detalles).

E. Cooperación al desarrollo en el Corredor Seco

53. **Alto número y volúmenes financieros de intervenciones internacionales en el Corredor Seco, aunque no todas se refieren a agricultura familiar.** Si bien no existe una clasificación oficial de las intervenciones internacionales en el Corredor Seco, la Secretaría del SICA estimaba en 2022 que un monto total de US\$ 490 millones había sido aprobado por agencias internacionales para ejecución en el período 2023-2027.⁴² A través de una revisión de la documentación y entrevistas, esta evaluación encontró evidencia de 18 proyectos (nacionales y subregionales) enfocados hacia el Corredor Seco (pero no solamente enfocados hacia agricultura familiar), aprobados entre 2011 y 2023, por un monto de US\$ 717 millones. Si se considera también proyectos activos en zonas rurales que incluyen el Corredor Seco de manera no exclusiva, el monto financiero total sube a US\$ 1 938 millones. Los cooperantes principales incluyen el Banco Mundial, el Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE), el Banco Interamericano de Desarrollo, USAID, Fondo Verde para el Clima, Unión Europea, FAO, FIDA, Programa Mundial de Alimentos, el Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura, el Sistema de la Integración Centroamericana, y la Sociedad Alemana de Cooperación Internacional (GIZ). Este recuento no incluye iniciativas financiadas por organizaciones no gubernamentales o privadas.
54. **Los proyectos de la cooperación internacional son financiados principalmente a través de préstamos soberanos.** Del total de proyectos identificados (con enfoque exclusivo o parcial sobre el Corredor) un 54% son financiados a través de préstamos y 46% a través de donaciones y cooperación técnica.⁴³ Para los bancos multilaterales de desarrollo, los términos de financiamiento de préstamos para el sector público son diversos, según la oferta de instrumentos financieros. Los préstamos incorporan también elementos de asistencia técnica o donaciones como parte del paquete total. Para el Banco Mundial, los préstamos en el Corredor Seco se otorgan principalmente bajo el marco de financiamiento IBRD, destinados al sector público según el nivel de endeudamiento e ingreso de los países.⁴⁴ Por su parte, el BID entrega préstamos bajo términos concesionales y financiamiento paralelo, considerando el marco de sostenibilidad de la deuda de cada país.⁴⁵ Para Nicaragua y Honduras, el BID también otorga préstamos concesionales.⁴⁶ El BCIE en el Corredor Seco ofrece préstamos al sector público bajo la tasa anual LIBOR.⁴⁷ Además el BCIE y BID utilizan esquemas de garantía, sobre todo en su apoyo a pequeñas y medianas empresas.
55. Las principales temáticas de los proyectos que buscan incidir de manera exclusiva en el Corredor Seco son agricultura familiar, cambio climático, resiliencia, manejo de recursos hídricos, medios de vida y producción agrícola sostenible. Los proyectos que incluyen el Corredor de manera no exclusiva muestran mayor diversidad de enfoque e intervenciones, con temáticas focalizadas en micro, pequeñas y medianas empresas, resiliencia, seguridad alimentaria, cambio climático y fortalecimiento de capacidades de actores (privados y públicos) y beneficiarios.

⁴² Entrevista con la Secretaría Técnica del Consejo Agropecuario Centro Americano (febrero de 2023).

⁴³ La evaluación encontró también un ejemplo de canje de deuda para la adaptación al cambio climático en Guatemala, aprobado por el Gobierno de la República Federal de Alemania, a través de la Cooperación Financiera Alemana KfW, por un monto total de Euro 10 millones. El organismo ejecutor es el Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales de Guatemala. El Ministerio de Finanzas amortiza los pagos de la deuda trasladando recursos semestralmente, por un período de seis años, a una cuenta especial del MARN, para ejecutar el *Proyecto Canje de Deuda para la Adaptación al Cambio Climático* en el departamento de Quiché, que beneficiará cerca de 1 mil 500 familias de las comunidades indígenas de los pueblos Quiché y Sacapulteco.

⁴⁴ Para el Banco Mundial, los términos de préstamo bajo IBRD son de 0.25% por compromiso.

⁴⁵ <https://treasury.worldbank.org/en/about/unit/treasury/ibrd-financial-products/lending-rates-and-fees>

⁴⁶ <https://www.iadb.org/es/acerca-del-bid/recursos-concesionales>

⁴⁷ <https://www.iadb.org/es/bid-finanzas/financiamiento-concesional>

⁴⁷ Esta actualmente oscila entre 1.85 a 2.35% Condiciones Financieras del Sector Público, BCIE:

<https://www.bcie.org/modalidades-e-instrumentos-financieros/condiciones-financieras-del-sector-publico>

56. **La mayoría de los cooperantes internacionales todavía no ha desarrollado estrategias específicas para intervenir en el Corredor Seco, pero nuevos intentos están surgiendo en el caso de BCIE y FAO.** Si bien cooperantes como Unión Europea, BID, BM, el PMA, USAID y el FIDA implementan proyectos que buscan incidir directamente en el Corredor Seco, éstos no han desarrollado estrategias específicas focalizadas en la subregión. Por su parte, el SICA, instancia en la cual están representados los Gobiernos de los países de la región, no ha establecido una estrategia específica para intervenir en el Corredor Seco, más allá de la ECADERT, la cual está enfocada en el desarrollo territorial de los países.
57. El BCIE ha preparado un *Programa para la Adaptación Basada en Ecosistemas para Aumentar la Resiliencia al Cambio Climático en el Corredor Seco Centroamericano y las Zonas Áridas de la República Dominicana* (con un presupuesto de US\$ 127 y en colaboración con el Fondo Verde para el Clima). Por su parte, la FAO ha desarrollado una estrategia para canalizar inversiones en el Corredor Seco, titulada *Mano de la Mano*. Esta iniciativa tiene como objetivo fortalecer las capacidades de las micro y pequeñas empresas, cooperativas rurales y organizaciones de productores bajo agricultura familiar ubicadas en el Corredor Seco. La iniciativa busca atraer donantes e inversionistas del sector privado. Con el apoyo de la FAO, Mano de la Mano está siendo liderada por el SICA y la Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo. En total, a través de Mano de la Mano, se pretende canalizar inversiones de hasta US\$ 260 millones.

Observaciones principales

- El Corredor Seco cubre alrededor de 30% del área de América Central. La variabilidad climática y la sequía (y con menor frecuencia, las lluvias torrenciales e inundaciones) son características típicas del Corredor, aunque, según un estudio de la FAO, solamente 7,5% del área total del Corredor Seco era zona con efectos severos de sequía y 50,5% con efectos altos. Sin embargo, el área del Corredor Seco sigue teniendo potencial para la agricultura y un importante capital hídrico que no es distribuido de manera homogénea.
- La vulnerabilidad a fenómenos atmosféricos y al cambio climático no son los únicos desafíos al desarrollo rural. Los países que conforman el Corredor Seco padecen de situaciones de vulnerabilidad institucional, violencia y actividades criminales que minan el tejido social y el desarrollo.
- En los países examinados, más de 80% de las unidades agrícolas pertenecen al subsector de agricultura familiar, representando alrededor de 20% de la superficie agrícola y entre 40% y 55% del valor añadido del sector agropecuario. Se estima que 75% de las unidades de producción familiar pertenecen al segmento de subsistencia.
- La fuerte migración al extranjero no depende solamente de la percibida escasez de oportunidades económicas y empleo, sino también de situaciones de violencia y expectativas de mejores condiciones de vida en otros países. Hay riesgos para los migrantes, porque organizaciones criminales se involucran en tráfico de personas. Las remesas en Centroamérica superan en 2,6 veces a la inversión extranjera directa. Las familias para emigrar gastan los ahorros o se endeudan. Con las migraciones se pierde experiencia, mano de obra rural y población joven.
- Tanto a nivel nacional, como en el Corredor Seco, la prevalencia de la pobreza se suma a problemas de calidad de nutrición y se observa, por un lado, problemas de desnutrición crónica infantil y, por otro lado, obesidad de los adultos. En lo relativo a la pobreza, hay condiciones de desigualdad de género, por grupo étnico (poblaciones indígenas) y grupo de edad (juventud), que se manifiestan en brechas en el acceso a educación, bienes productivos, empleos, ingresos y servicios de base.
- La institucionalidad subregional es desarrollada, a través de organizaciones como el Sistema de Integración Centroamericana (SICA), el Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura y el Banco Centroamericano de Integración Económica. Hay abundancia de acuerdos, políticas y marcos subregionales, generalmente adoptados por los países con estrategias y leyes nacionales, cuya vigencia efectiva es variable y depende del compromiso de los gobiernos nacionales.
- A través de una revisión de la documentación y entrevistas, esta evaluación encontró evidencia de 18 proyectos (nacionales y subregionales) enfocados hacia el Corredor Seco (pero no

exclusivamente hacia agricultura familiar). Solamente BCIE y FAO han desarrollado programas o estrategias integrales para el Corredor Seco Centroamericano.

III. La cartera de intervenciones examinadas, su pertinencia y coherencia

58. Este capítulo presenta una descripción de la cartera examinada, un esquema conceptual para ordenar y analizar las actividades financiadas por la cartera, y el análisis de la pertinencia y de la coherencia de las estrategias de país y de las operaciones, con respecto a temas de desarrollo que se refieren al Corredor Seco.

A. Elementos clave de la cartera examinada

A.1 Las operaciones principales

59. **Préstamos.** Esta evaluación revisó quince proyectos financiados principalmente por préstamos (cuadro III.1), de los cuales: i) ocho aprobados antes de 2010 (El Salvador: PRODEMORO y PRODEMOR-Central; Guatemala: PRONADER, PNDR Oriente y PRODENORTE; Nicaragua: FAT, PRODESEC y PROCAVAL); ii) siete aprobados desde 2010 (El Salvador: *Amanecer Rural*, *Rural Adelante*; Guatemala: Guateinnova (todavía no vigente); Honduras: *Emprende Sur*, PROLENCA; Nicaragua: NICADAPTA, NICAVIDA). La distinción entre antes y después de 2010, tiene que ver con el periodo durante el cual el FIDA introdujo políticas y estrategias en materia de gestión de recursos naturales y adaptación al cambio climático.
60. El costo total de estos préstamos fue US\$ 652,4 millones, financiados por fondos del FIDA, US\$ 265,1 millones (41% del costo total, con un promedio de US\$ 17,7 millones; principalmente préstamos a condiciones ordinarias),⁴⁸ contribuciones de organizaciones internacionales por US\$ 276 millones (42%, promedio de US\$ 18,4 millones), contrapartes de los gobiernos por US\$ 44,0 millones (7%), contribuciones de los beneficiarios y otros contribuyentes por US\$ 68,0 millones (10%). El monto de los préstamos aprobados por el FIDA para los quince proyectos representa 17% del total de préstamos aprobados en ALC en el periodo 1999-2021.
61. Las contribuciones internacionales incluyen un préstamo del Banco Mundial a Guatemala por US\$ 153 millones. Este préstamo no es vigente y podría ser cancelado si el Gobierno no lo ratificara dentro de junio de 2024. Los otros contribuyentes internacionales fueron el Fondo OPEC para el Desarrollo Internacional, por US\$ 61 millones; El Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE), por US\$ 44 millones; El Fondo Fiduciario de España, por US\$ 15 millones; el FMAM (GEF) por US\$ 3 millones; y el Gobierno Suizo, por \$ 0,35 millones.
62. **Donaciones.** Además de los préstamos, el FIDA financió 44 donaciones en la subregión en el periodo evaluado, por una contribución de US\$ 53 millones, con un promedio de US\$ 1,3 millones. Esta evaluación seleccionó 14 donaciones (anexo I, cuadro-2) por un financiamiento total del FIDA de US\$ 21,6 millones (US\$ 1,5 millones en promedio). Las áreas temáticas financiadas fueron: i) apoyo al diálogo sobre políticas rurales regionales; ii) inclusión social; iii) apoyo a agro y ecosistemas resilientes a riesgos naturales y al cambio climático; iv) apoyo a la producción no agrícola, promoción de empresas y finanza rural incluyente. La mayoría de las donaciones seleccionadas abarcaron por lo menos dos países de América Central. Las excepciones son las donaciones "Jóvenes con Todo" y DAKI (Manejo de conocimiento sobre prácticas agrícolas adaptadas al cambio climático), con actividades previstas solamente en El Salvador y la donación "Seguros para resiliencia rural", con actividades solamente en Guatemala.

⁴⁸ La contribución del FIDA también contó con algunas donaciones de país y con US\$ 21 millones de fondos del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala - ASAP, para los proyectos *Rural Adelante* en El Salvador y NICADAPTA en Nicaragua).

Cuadro III.1

Proyectos (préstamos) financiados por el FIDA en el Corredor Seco (periodo evaluado)

<i>País</i>	<i>Título</i>	<i>Periodo de ejecución</i>	<i>Evaluación</i>
El Salvador	1. Proyecto de Desarrollo y Modernización Rural para las Regiones Central y Paracentral (PRODEMOR Central-Ampliación)	Cerrado (2009-2015)	PCRV 2018
	2. Proyecto de modernización y desarrollo rural de la región oriental (PRODEMORO)	Cerrado (2008-2016)	PCRV 2021
	3. Programa de Competitividad Territorial Rural (Amanecer Rural)	Cerrado (2012-2018)	PCRV 2020
	4. Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir - Rural Adelante	En curso (2019-2024)	No
Guatemala	5. Programa Nacional de Desarrollo Rural - Fase I: Región del Occidente (PRONADER I)	Cerrado (2006-2012)	PPE 2017
	6. Programa Nacional de Desarrollo Rural – Regiones Central y Oriental (PNDR Oriente)	Cerrado (2008-2017)	PCRV 2020
	7. Programa de Desarrollo Rural Sustentable para la Región del Norte (PRODENORTE)	Cerrado (2012-2019)	PCRV 2020
	8. Respondiendo al COVID-19: Proyecto de Cadenas de Valor Agroalimentarias Modernas y Resilientes.	No vigente	No
Honduras	9. Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur (Emprende Sur)	Cerrado (2011-2019)	PCRV 2020
	10. Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental (PROLENCA)	En curso (2014-2023)	No
	11. Programa Fondo de Asistencia Técnica para los Departamentos de León, Chinandega y Managua. (FAT)	Cerrado (2001-2013)	PPE 2017
	12. Programa para el Desarrollo Económico de la Región Seca de Nicaragua. (PRODESEC)	Cerrado (2004-2010)	PCRV 2012
Nicaragua	13. Proyecto de Apoyo para la Integración de los Pequeños Productores en las Cadenas de Valor y para el Acceso a los Mercados (PROCAVAL)	Cerrado (2008-2015)	PCRV 2018
	14. Proyecto de Adaptación a cambios en los mercados y a los efectos del cambio climático" (NICADAPTA)	Cerrado (2014-2020)	PCRV 2022
	15. Proyecto de Desarrollo Sostenible de las Familias Rurales en el Corredor Seco de Nicaragua (NICAVIDA)	En curso (2017-2023)	No

Fuente: equipo de evaluación (octubre de 2023)

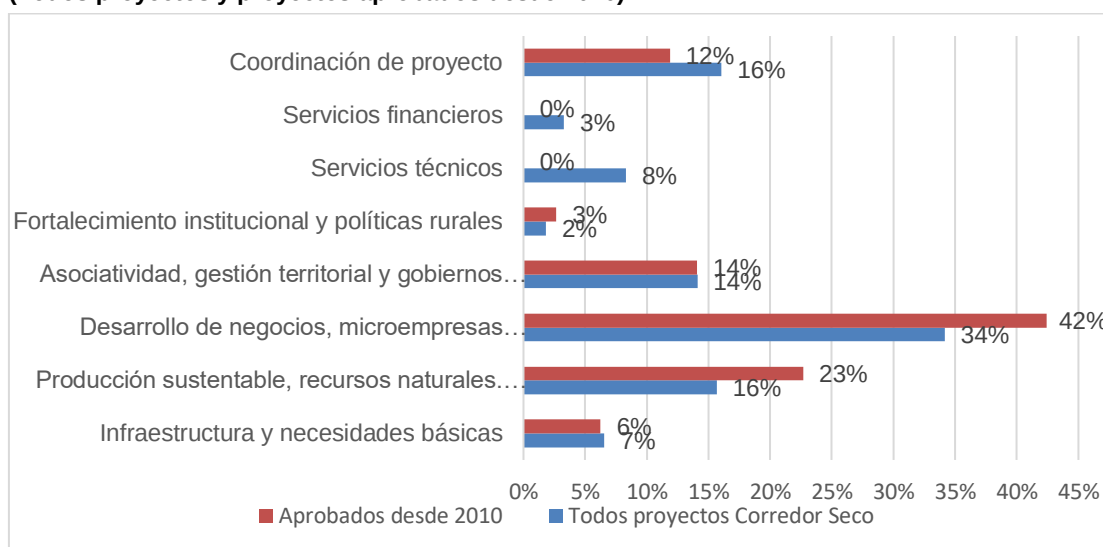
A.2 Distribución de los costos de proyectos (préstamos) por área de intervención

63. El análisis de la distribución de los costos de los proyectos por categoría de actividad se basa en los datos disponibles en los archivos electrónicos del FIDA (Oracle QI) y en los informes de cierre de los proyectos. Los datos se refieren a la distribución de los costos en la época del cierre de los proyectos (se utiliza la estimación en la época del diseño para tres proyectos en curso: *Rural Adelante*, NICAVIDA, PROLENCA). Cabe señalar que la definición de las categorías de actividades no es uniforme entre los proyectos.
64. **Micro y pequeñas empresas, desarrollo de negocios y acceso a mercados es la categoría de intervención con más incidencia sobre el costo total de la cartera.** El gráfico III.1 muestra el porcentaje de costos de varias categorías de actividades y compara la situación entre todos proyectos revisados por esta evaluación y el subgrupo de proyectos aprobados desde 2010. Las categorías más frecuentes son las de: i) desarrollo de negocios, empresas rurales y acceso a mercado; ii) producción sustentable, recursos naturales y adaptación al cambio climático; iii) asociatividad, gestión territorial y apoyo a gobiernos locales. Las intervenciones en infraestructura y necesidades básicas (agua potable, saneamiento, caminos rurales) se atestán a un nivel de 6-7% de los costos. Los servicios técnicos y los servicios financieros representan un porcentaje muy menor del costo total de proyectos.

65. **Desde 2010, la proporción de costos de desarrollo de negocios y acceso a mercados incrementó, así como manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático.** La mayor atención que el FIDA ha dedicado a la adaptación al cambio climático (a través de políticas y estrategias institucionales) en la última década puede explicar este cambio. Se nota que los servicios financieros (que ya antes tenían un porcentaje menor) y los “servicios técnicos” desaparecieron de los costos estimados de los proyectos aprobados desde 2010, quizás por un cambio de rubro. El porcentaje de los costos de coordinación de proyecto bajó de 16% a 12%. El apoyo a las asociaciones de base y a las interacciones entre las mismas y los gobiernos locales en planificación de actividades permanece constante (14%) entre cohortes de proyectos diseñados antes y después de 2010 (Gráfico III.1).

Gráfico III.1

Porcentajes promedio de actividades financiadas por los proyectos FIDA en el Corredor Seco (Todos proyectos y proyectos aprobados desde 2010)



Fuente: Elaboración de la evaluación de datos de Oracle QI y documentos FIDA (2023).

A.3 Notas de las evaluaciones anteriores de OIE

66. **Las notas de las evaluaciones de proyectos disponibles son comparables al promedio ALC y FIDA.** Los cuadros 3.a y 3.b en el anexo II presentan las notas promedio, según los criterios de evaluación, de los proyectos en el Corredor Seco que ya fueron evaluados por OIE (faltan las notas de los proyectos todavía no cerrados: NICAVIDA, PROLENCA *Rural Adelante*). Las tablas indican que las notas de los proyectos seleccionados por esta evaluación son comparables (o ligeramente superiores) a las de proyectos del FIDA en ALC y en la cartera global. Si se excluye las notas de los proyectos en Guatemala, las notas en promedio son más altas que en el resto de América Latina y el Caribe y en las otras regiones del FIDA. Los proyectos en Guatemala recibieron notas generalmente bajas, sobre todo en los criterios de eficiencia, sostenibilidad, innovación, ampliación de escala y desempeño del gobierno, como se discute más adelante en este informe. Es menester señalar que las evaluaciones previas de OIE analizaron el desempeño general de los proyectos y no se concentraron en aspectos específicos del Corredor Seco. Por lo tanto, la presente evaluación, en algunos casos, llega a conclusiones diferentes.

B. Un esquema conceptual para ordenar el análisis de las intervenciones FIDA en el Corredor Seco

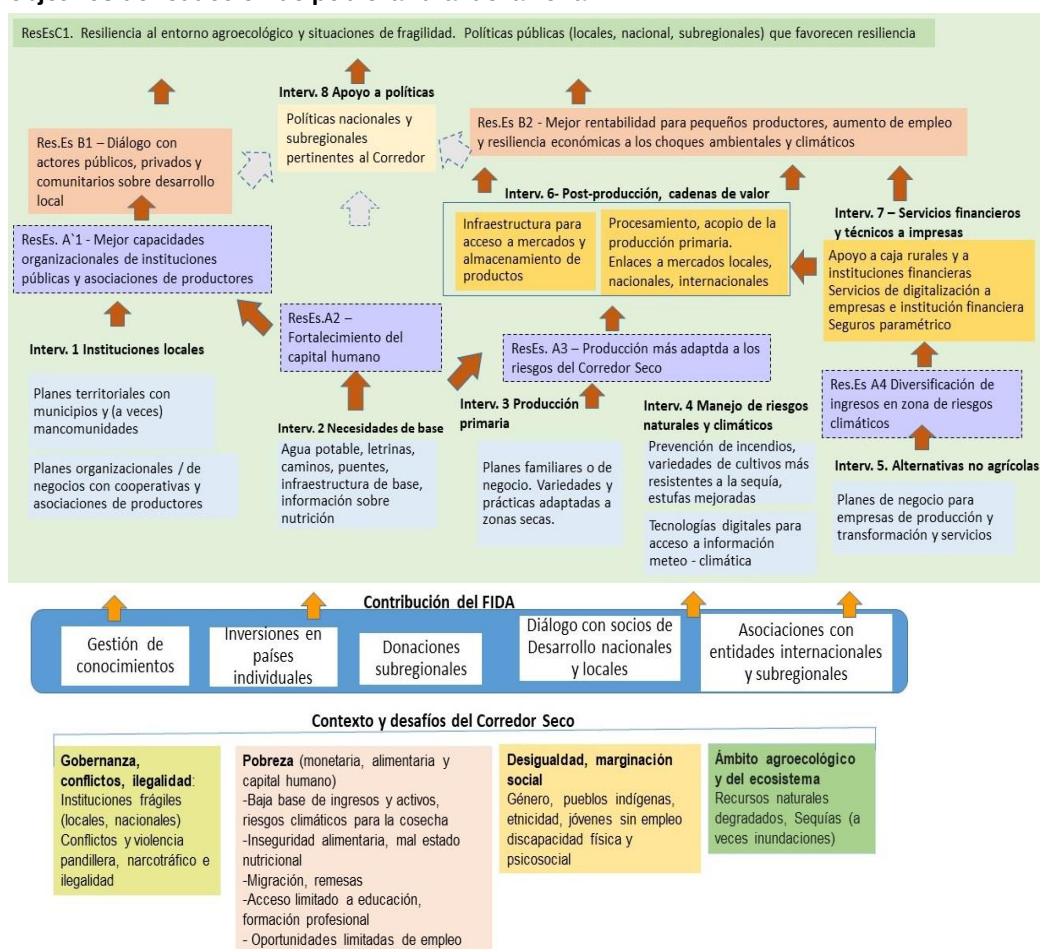
67. Esta sección propone un esquema de las intervenciones del FIDA en el Corredor Seco que se ha utilizado para organizar el análisis de esta evaluación. Si bien no existe una estrategia específica del FIDA para intervenir en el Corredor Seco, existen marcos y

objetivos para COSOP y proyectos individuales).⁴⁹ Esta evaluación propone un esquema gráfico para reconstruir una teoría del cambio que conecta los desafíos del Corredor Seco con las principales iniciativas que los proyectos y donaciones han desarrollado. Lo que se presenta a continuación (Figura III.1) no se refiere a una estrategia de país ni a un proyecto específico, sino que busca poner en orden varios elementos encontrados en distintos proyectos o COSOP y establecer 'caminos hacia los resultados'.

68. La figura III.1 muestra (cuadro inferior) cuatro categorías de desafíos para el desarrollo rural en el Corredor Seco: i) naturaleza agroecológica y climática de la zona (ecosistema); ii) características de la pobreza, incluyendo aspectos de migración, acceso a educación y oportunidades económicas para la población vulnerable; iii) desigualdades y marginación social (por ejemplo, vinculada a género, poblaciones indígenas, discapacidad); y iv) situaciones de fragilidad de gobernanza e institucional (incluyendo situaciones de conflicto, violencia e ilegalidad). Más arriba, la Figura III.1 muestra cómo el FIDA puede intervenir a través de sus instrumentos financieros (préstamos, donaciones) que se acompañan a asistencia técnica, diseño y ejecución de proyectos. Hay también actividades no plasmadas en proyectos individuales, como las asociaciones con entidades gubernamentales y subregionales, con organizaciones multilaterales y con actores que emanan de la sociedad civil o del sector privado; y también la gestión de los conocimientos que se derivan de las inversiones financiadas por el FIDA o de la experiencia de otros socios.

Figura III.1

Esquema conceptual y teoría del cambio sobre intervenciones en el Corredor Seco y su conexión con objetivos de reducción de pobreza rural de la zona



⁴⁹ El hecho de no tener objetivos específicos no es un impedimento para una evaluación. El evaluador puede observar y medir todos los resultados, efectos o impactos reales, intencionados o no, todo ello sin necesitar intenciones explícitas del programa. La cuestión desde una perspectiva teórica de la evaluación ha sido aclarada desde rato. Ver por ejemplo el clásico Scriven, M. (1991). "The Pros and Cons of Goal-Free Evaluation". The American Journal of Evaluation, Vol 12, Issue 1.

Fuente: equipo de evaluación (2023)

69. La parte superior de la figura III.1 presenta una mirada sobre las áreas temáticas y los 'caminos causales' que las distintas intervenciones del FIDA han abarcado y cómo se pueden vincular a objetivos de desarrollo rural en el Corredor Seco. Se identifican intervenciones que: i) se enfocan en instituciones locales, públicas (municipalidades) y comunitarias (intervención. 1); ii) pretenden satisfacer las necesidades de base (agua potable, saneamiento, nutrición infraestructura (int. 2); iii) apoyan la producción primaria, aumentando la productividad y reduciendo los riesgos de pérdida de cosecha o mortalidad animal (int. 3); iv) tratan de proteger los recursos naturales y fortalecer la resiliencia a los aleas climáticos (int. 4); v) fomentan actividades no agrícolas, como fuente de diversificación de ingreso (int. 5); vi) buscan agregar valor a la producción e insertar los productores en cadenas de valor (int. 6); vii) proveen servicios financieros y no financieros a las empresas (int.7); y viii) se involucran en la formulación o revisión de políticas públicas con base en las experiencias de préstamos y donaciones (int.8).
70. Algunas *suposiciones implícitas* respaldan este esquema: i) se supone que exista un diagnóstico de los riesgos agroclimáticos, socioeconómicos e institucionales; y ii) haya un enfoque de integración compartido entre los socios principales, para crear sinergias entre diferentes intervenciones y enfrentar los desafíos identificados en los diagnósticos; y iii) haya capacidad institucional a los niveles nacionales y locales para realizar estas sinergias.
71. Encima de la Figura III.1, se muestra un resultado esperado común: mejorar la resiliencia a los desafíos a nivel de familia, entorno agroecológico, entorno institucional y de políticas públicas (locales, nacionales y subregionales). Cabe señalar una vez más que las estrategias de país (COSOP, por sus siglas en inglés) y los proyectos, no articularon de manera explícita y coherente los objetivos y las actividades alrededor de los desafíos del Corredor Seco. Este esquema fue utilizado principalmente para ordenar el análisis de la evaluación.

C. Pertinencia de las operaciones en relación con el Corredor seco

C.1 Pertinencia de las estrategias del FIDA con respecto a las políticas nacionales y a los desafíos del Corredor Seco

72. **Hay políticas o estrategias nacionales pertinentes, aunque no sean enfocadas exclusivamente en el Corredor.** Las autoridades nacionales reconocen los retos del Corredor Seco y han elaborado políticas y estrategias que son pertinentes al desarrollo en el Corredor y traen inspiración de políticas subregionales elaboradas por el SICA (anexo V, cuadro 3). Generalmente los países tienen marcos de políticas públicas o estrategias territoriales que incluyen, pero no están focalizadas de manera exclusiva, en el Corredor, con excepciones parciales en Guatemala y Nicaragua.⁵⁰ En las agencias 'técnicas' del Sector Público (como por ejemplo el Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales o el Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria de Nicaragua), a veces se utiliza una definición meteorológica o agroclimática del Corredor (con menor atención a aspectos socioeconómicos e institucionales). Los ministerios que se ocupan del desarrollo de agricultura familiar reconocen estas definiciones, pero las matizan:
 - i) Enfatizan los retos sociales e institucionales (no solamente agroecológicos) de operar en el Corredor Seco (en Guatemala el diagnóstico del MAGA considera estos aspectos);
 - ii) Señalan que municipalidades tradicionalmente no consideradas como parte del Corredor Seco han sufrido los efectos de las sequías en los últimos años (ampliación geográfica de los riesgos climáticos);
 - iii) Consideran el Corredor Seco, a pesar de los riesgos, no una zona marginada, sino un área donde ya hay producción agropecuaria y oportunidades para incrementarla y

⁵⁰ En Nicaragua en 2017 se formuló un *Marco estratégico para el desarrollo de la agricultura resiliente al clima en el Corredor Seco*. Este marco era funcional para guiar la preparación e implementación de un préstamo del Banco Mundial que al final no fue aprobado. En Guatemala, la Unidad De Planificación Geográfica Y Gestion De Riesgo del Ministerio del Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación (MAGA) tiene un diagnóstico dedicado al Corredor <https://www.maga.gob.gt/download/macro-micro.pdf>

mejorar la calidad, incluso para productos de agroexportación. Por ello insisten en que el Corredor no tiene que ser "victimizado".

73. **Los COSOP del FIDA no se orientan explícitamente al Corredor Seco, pero en los COSOP más recientes hay referencia a riesgos ambientales y climáticos.** El FIDA preparó estrategias (COSOP) para Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua. Las referencias al Corredor, en los COSOP preparados antes 2010 son casi ausentes. En los COSOP más recientes (desde 2010) se menciona: i) cambio climático y vulnerabilidad de recursos naturales; ii) recursos del Programa de Adaptación al Cambio Climático para la Agricultura en Pequeña Escala; iii) programas nacionales para protección y o reparación de recursos naturales o de adaptación al cambio climático. Se muestra una preocupación general en esos temas, pero sin una orientación geográfica o temática más precisa.
74. **Los COSOP mencionan problemáticas socioeconómicas claves del contexto, pero sin darles un rol central en la estrategia y en los proyectos.** Las manifestaciones de violencia, crimen organizado e inseguridad ciudadana, las migraciones y el uso de las remesas, no son abordadas centralmente. Los objetivos estratégicos responden más bien a diseños 'clásicos' de operaciones del FIDA: mejor acceso de los productores de pequeña escala a activos, recursos financieros, tecnología, información, mercados, en escenarios que requieren de mayor atención a la resiliencia, a la sostenibilidad de la agricultura, y al empoderamiento de determinados actores (jóvenes, mujeres, pueblos indígenas). La narrativa de estos COSOP podría aplicarse a otros ecosistemas, y países de América Central y América del Sur.

C.2 Pertinencia de los proyectos (préstamos)

75. **En la fase de diseño, los proyectos examinados cubrían una proporción significativa de los municipios ubicados en el Corredor Seco.** De los quince proyectos aprobados por el FIDA y considerados en esta evaluación, ocho fueron ejecutados casi exclusivamente en el Corredor Seco del país (En El Salvador: PRODEMORO, PRODEMOR-Central, *Amanecer Rural* y *Rural Adelante*; en Guatemala: PRODENORTE; en Honduras: PROLENCA; en Nicaragua: PRODESEC y NICAVIDA). Los restantes siete proyectos operaron dentro y fuera del Corredor. En los diseños iniciales, los proyectos pretendían cubrir poco más de la mitad de los municipios ubicados en el Corredor Seco. En el caso de cinco proyectos (NICAVIDA, *Rural Adelante*, PNDR, *Emprende Sur* y PRODESEC), por lo menos un cuarto de estos municipios formaba parte del grupo afectado en grado 'severo' por la sequía bajo la categorización FAO 2012 (capítulo II de este informe). El cuadro 6 anexo V muestra los municipios que se incluyeron en los diseños. Como se evidencia más adelante (capítulo IV), la meta en términos de cobertura de municipios fue sobrepasada. El análisis de la cartera y los estudios de caso de país sugieren que los proyectos con focalización geográfica exclusiva no siempre tenían atención más marcada a los problemas fundamentales de desarrollo del Corredor que los proyectos que operaron en el Corredor de manera no exclusiva.
76. **La evolución histórica del diseño de los proyectos fue impulsada sobre todo por las directivas generales del FIDA.** La mayoría de los proyectos se configura en intervenciones multicomponentes, según la tradición del FIDA, con inversiones en infraestructura de base, apoyo a organizaciones de productores, apoyo a la producción primaria y microempresas y, en los proyectos aprobados después de 2010, manejo de recursos naturales y comercialización. Cuatro proyectos PROCAVAL y NICADAPTA (Nicaragua), *Emprende Sur* (Honduras) y *Amanecer Rural* (El Salvador) tuvieron una orientación más marcada en apoyo a cadenas de valor agropecuarias.
77. Los proyectos son pertinentes con el Marco Estratégico del FIDA de su época, en particular los Marcos 2007-2011, 2011-2015 y 2016-2025 y la Reposición de fondos FIDA9, FIDA 10, FIDA11 FIDA12). En particular:
 - a) en los proyectos diseñados antes de 2010, las componentes de agua y saneamiento eran enfatizadas, lo que se redujo después (con la importante excepción de NICAVIDA);
 - b) la orientación hacia cadenas de valor se observa en proyectos adoptados después de 2007, y sigue la trayectoria general del FIDA;

- c) desde el 2010, la atención a los recursos naturales y el cambio climático es conforme a las estrategias institucionales del FIDA;
- d) el tema nutrición es reciente y se encuentra enfatizado en el último proyecto en Nicaragua – NICAVIDA.⁵¹

78. **En los diseños, hubo brechas con respecto a desafíos clave del Corredor.** En los diseños de los préstamos se apunta a contribuir a la reducción de pobreza y mejorar las condiciones de vida de las poblaciones rurales a través de estrategias y acciones enfocadas en activar y dinamizar la economía. A pesar de ello, se reportan ciertos desafíos y debilidades:

- a) **Cambio climático y manejo de recursos naturales.** Los proyectos de generación más antigua (i.e. aprobados hasta 2009, cuando el tema no era una prioridad en el FIDA) no incluían un enfoque explícito para abordar los efectos del cambio climático y el deterioro de los recursos naturales característicos de las zonas del Corredor (p.ej. PRODEMORO, PRONADER I, PNDR, FAT, PRODESEC). Las generaciones posteriores plantean el tema, proponen medidas válidas, pero a menudo sin un enfoque integrador y con riesgos de dispersión, como se discute más adelante;
- b) **Inseguridad y violencia.** La mayoría de los diseños no presenta referencia al tema y medidas para reducir los riesgos y efectos negativos derivados de estas problemáticas (que incluyen desincentivos a inversiones y emprendimientos);
- c) **Remesas.** No se encontró referencia a acciones concretas. Sólo hay referencia indirecta cuando los proyectos tratan de apoyar productos financieros de ahorro;
- d) **Acceso y tenencia de la tierra.** El acceso a la tierra y la existencia de disputas alrededor de la tenencia es un factor problemático y se menciona en muchos documentos de diseños. Sin embargo, los documentos revisados no muestran que se hayan promovido acciones en este tema, con la excepción de PROLENCA.
- e) **Inclusión de personas con discapacidad,** que puede referirse a discapacidad física o psicosocial (relacionada por ejemplo a situaciones de violencia o de migración). A excepción de NICAVIDA, los diseños no mencionaron el tema.⁵² Hay que reconocer que, en el FIDA, la discapacidad apareció desde 2017 como tema de atención (FIDA11).

79. **En general los proyectos examinados carecen de un 'enfoque territorial' y de criterios de focalización en el territorio** que ayuden a organizar y priorizar las intervenciones alrededor de oportunidades productivas de la zona e involucre activamente a las instituciones públicas y organizaciones de productores y de empresas (ver definición de enfoque territorial en el recuadro III.1). Durante las visitas de campo, y a veces por la misma admisión del personal responsable, se constataron múltiples intervenciones sin un hilo conductor claro, y sin vinculación al Corredor Seco o a las prioridades municipales. Un ejemplo evidente fue el omnipresente apoyo a las tiendas de consumo, pulperías y panaderías y microempresas caseras que se encuentran en muchos otros proyectos financiados por el FIDA, y que los socios nacionales no conectan con un eje estratégico bien definido.

Recuadro III.1
Desarrollo territorial

Definición según CEPAL (2019)

"El desarrollo territorial se entiende como un proceso de construcción social del entorno, impulsado por la interacción entre las características geofísicas, las iniciativas individuales y colectivas de distintos actores y la operación de las fuerzas económicas, tecnológicas, sociopolíticas, culturales y ambientales en el territorio" Comisión Económica para América Latina y el Caribe (2019).

Hay una extensión de la definición a través del enfoque de desarrollo territorial con identidad cultural que reconoce la importancia de la valorización del patrimonio cultural. C.Ranaboldo y A.

⁵¹ También el tema nutrición se menciona en el COSOP de Guatemala para 2022-2027 y en el COSOP de El Salvador 2023-2031. En los proyectos anteriores, el tema nutrición es tratado de manera indirecta.

⁵² Un ejemplo anecdótico fue recogido por la evaluación a nivel institucional sobre cadenas de valor (2018): una iniciativa para ayudar a jóvenes afectados por sordera, dentro del proyecto PROLENCA en Honduras (*Centro Integral Misión de Amor*).

Schejtman (2009). Con “identidad” se considera “el sentido de pertenencia a una colectividad, a un sector social, a un grupo específico de referencia.”

Fuente: CEPAL (2019), Planificación para el desarrollo territorial sostenible en América Latina y el Caribe, Santiago. C. Ranaboldo y A. Schejtman, eds., (2009) El valor del patrimonio cultural: Territorios rurales, experiencias y proyecciones latinoamericanas; Lima: IEP, RIMISP.

80. **A pesar de la falta de un enfoque estratégico y sistémico, algunas prácticas merecen atención (y mayor elaboración) para las intervenciones futuras.** En El Salvador, donde el proyecto *Rural Adelante* incluye planes de adaptación al cambio climático destinados a municipalidades y mancomunidades, financiados a través de los fondos ASAP. *Rural Adelante* también ha establecido un conjunto de convenios como con el Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN) y ha apoyado al ministerio con la entrega de equipos y estaciones meteorológicas para el sistema de información nacional, y aplicaciones informáticas que deberían servir a los agricultores para las alertas climáticas. A pesar de estos esfuerzos, gran parte de las acciones se asemejan a anteriores actividades de desarrollo agropecuario o rural, con infraestructuras para la gestión del agua.⁵³
81. Otras orientaciones de interés son las de proyectos de desarrollo de la producción y comercialización de productos que se adaptan bien al Corredor, como el marañón, la apicultura, ganadería (mixta carne y leche) y la caficultura (Honduras: *Emprende Sur*, Nicaragua: PROCAVAL, NICADAPTA).
82. **Los nuevos proyectos en preparación muestran continuidad con enfoques y áreas temáticas anteriores, introducen una mayor orientación hacia los sistemas agroalimentarios, la alimentación saludable, y el cambio climático. Sin embargo, el Corredor Seco no se destaca como un eje ordenador de las intervenciones.** En Guatemala, el llamado “Guateinnova”⁵⁴ (actualmente no vigente) pretende apoyar cadenas de valor agroalimentarias modernas y resilientes con una inversión de magnitud de parte del Banco Mundial. La inversión del FIDA se orienta a campañas de concientización del consumidor para promover mejores patrones de consumo y ventas para microempresas agroindustriales. En Honduras, INNOVASAN,⁵⁵ proyecto en diseño, se propone mejorar los ingresos y la seguridad alimentaria y nutricional de los pequeños productores, jóvenes y mujeres, que viven en la pobreza, mediante el desarrollo de sistemas agroalimentarios sensibles a la nutrición y resilientes a eventos climáticos, económicos y de salud adversos. En el caso de El Salvador, el llamado “*Rural Adelante 2.0*”,⁵⁶ aprobado por el FIDA en diciembre de 2023, busca ampliar la cobertura a la región central, paracentral y occidental del país. Sin embargo, la referencia al Corredor y sus diferencias en el territorio nacional no es explícita. La orientación es hacia la transformación de los sistemas de producción agropecuarios en sistemas alimentarios⁵⁷ sostenibles y saludables.
83. **Sobre la consonancia entre el diseño de las operaciones y las capacidades de implementación de los socios, la evaluación observó situaciones distintas.** El caso más favorable es el de Nicaragua: el diseño de los proyectos se inserta en la coordinación institucional y alcance territorial. En NICADAPTA y en NICAVIDA, se evidencia coordinación de las agencias públicas del sector agrícola a través del Sistema Nacional de Producción, Consumo y Comercio. El Ministerio de Agricultura Familiar Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA) es un órgano ejecutor de proyectos orientados a la agricultura familiar y la economía rural campesina, lo cual no se observa

⁵³ El nuevo proyecto en preparación, Rural Adelante 2.0, busca cómo abordar algunas de estas debilidades encontradas, así como poner un mayor foco de atención a sistemas productivos resilientes, adaptación al cambio climático y mayor consideración de elementos contextuales que influyen en el desarrollo del proyecto.

⁵⁴ Project Responding to COVID-19: modern and resilient agri-food value chains. Documento del 9.12.2020. El proyecto

⁵⁵ Strengthening innovation, resilience and sustainability of agri-food systems in North Central Honduras. Documento del 15.8.2023.

⁵⁶ Programme for the Sustainable, Inclusive and Nutritional Economic Development Rural Areas in El Salvador. IFAD. Documento del 11.8.2023.

⁵⁷ Entre otros referentes, se menciona que el proyecto incorporará el aprendizaje y las experiencias de la implementación de la donación de Puentes/R4YP, y contribuirá al establecimiento de un programa de escuelas culinarias, replicando la experiencia de MANQA en Bolivia y MISKA en Honduras.

comúnmente en otros países de Centro y Sur América. A pesar de ello, los conocimientos y la experiencia de las agencias de ejecución son menos evidentes y actualizados respecto a los sistemas de mercado, a las oportunidades y a las barreras que existen para productores y empresarios de pequeña escala a nivel local, nacional e internacional. Los planes de negocio reflejan esta carencia.

84. En El Salvador, hay convenios institucionales de carácter intersectorial (p.ej., entre el Ministerio de Agricultura y Ganadería – MAG y el Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales – MARN) y existe una buena Unidad de Gestión de Proyectos, pero se observa una marcada subcontratación de consultores externos, aun cuando hay capacidades instaladas de agencias públicas o de organizaciones de productores. En Guatemala, hay limitaciones en la capacidad del personal técnico y alta rotación del personal. Los proyectos funcionaron al margen de las entidades estatales relevantes. En Honduras, la presencia de la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG) y de la Dirección de Ciencia y Tecnología Agropecuaria es limitada en el territorio. En Honduras los proyectos no son 'institucionalizados': todo el personal es contratado para la ejecución y no tiene oportunidad de asignación a agencias nacionales. La ejecución de las iniciativas de terreno es subcontratada a proveedores de servicios cuyo involucramiento termina al final del contrato.

C.3 Focalización socioeconómica de los proyectos

85. Un aspecto de focalización común a todos los proyectos es el **apoyo a organizaciones de base** como cooperativas, asociaciones, grupos solidarios, comités de agua y comunidades indígenas, con miembros involucrados en agricultura familiar, pequeñas empresas, con pocos recursos productivos e ingresos bajos. Estas organizaciones son un vehículo útil para alcanzar a los grupos vulnerables. Dentro de este marco, los proyectos del FIDA en el Corredor Seco utilizaron tres enfoques o rutas de trabajo con las organizaciones:
- a) **Cobertura de necesidades básicas** (agua potable e infraestructura local), que se materializa a través del apoyo a los programas del gobierno nacional, siendo Nicaragua el caso más representativo de este modelo.
 - b) **Fortalecimiento de acceso a mercados**, a través del trabajo con asociaciones/organizaciones establecidas y mecanismos de transmisión indirectos como apoyo a cadenas de valor, exportación, desarrollo de marcas, suministro de insumos, asistencia técnica y creación de empleo.
 - c) **Apoyo a microempresas** (a menudo empresas caseras a tiempo parcial) de negocios rurales que típicamente incluyen actividades productivas como panaderías caseras, tiendas de sastrería y costura, producción semiprofesional de queso, procesamiento de frutas para refrescos, cría de pollos o productos de artesanía, entre otros.
86. Los principios de focalización son claros, sin embargo, en el momento de realizarlos concretamente en la zona de ejecución, hay poca interrelación entre los tres tipos de enfoques (por ejemplo, frecuentemente se apoyan a algunas familias o asociaciones con necesidades básicas, otras con apoyo a microempresas, pero en pocos casos se integran los dos), lo que dificulta la creación de una ruta coherente de progreso sostenible para las poblaciones rurales en desventaja.
87. En los cuatro países, las políticas públicas dirigen la cooperación internacional a apoyar entidades colectivas (p.ej., cooperativas, asociaciones) y generalmente no empresas individuales. Esto constituye un reto: a menudo las organizaciones de base presentaban debilidades y capacidades organizativas incipientes que les impidieron colaborar con los proyectos y/o acceder a fondos de inversión, por lo que fue necesario el establecimiento de mecanismos de intervención alternativos y diferenciados. Se apoyaron procesos de adquisición de personalidad jurídica y se introdujeron estrategias de atención diferenciada a las organizaciones con el financiamiento de planes de desarrollo organizacional. También se dio importancia al fortalecimiento institucional. En el caso de Nicaragua, los proyectos optaron por establecer organizaciones temporáneas.

88. La mayoría de los proyectos prestó atención a grupos vulnerables como mujeres, jóvenes y pueblos indígenas, pero con limitantes: las herramientas empleadas no fueron siempre basadas en un diagnóstico actualizado y vinculado con el contexto local y territorial. Sintomático fue el uso de 'capacitaciones' generalistas (ver también *Sostenibilidad*).
- **Mujeres.** Muchos de los proyectos se enfocaron en aumentar la participación de las mujeres en las actividades de los proyectos, con el propósito de facilitar su acceso a los servicios de los proyectos. Las metas de participación de mujeres variaron del 30% (p.ej. PROLENCA, PRODEMOR-Central-Ampliación, PRODEMORO, *Emprende Sur*, *Amanecer Rural*, FAT, PRODENORTE) al 35-40% (p.ej. PNDR, PROANDER I, *Rural Adelante*, PRODESEC), llegando hasta al 50% con NICAVIDA y PROCAVAL. Sin embargo, no todos los proyectos contaron con acciones afirmativas específicas y líneas presupuestarias para promover la participación de las mujeres y mejorar sus capacidades económicas, productivas, organizativas y sociales.
 - **Jóvenes.** La mayoría de los diseños de proyecto dio atención a los jóvenes, en particular, la capacitación y formación para la inserción laboral (p.ej. a través de programas de becas y alianzas con instituciones para la formación). No siempre se incluyeron indicadores específicos en los marcos lógicos o metas claras en cuanto a su participación. Por ejemplo, los marcos lógicos de *Emprender Sur*, *Amanecer Rural*, NICADAPTA, PROCAVAL, GUATEINNOVA y PRONADER I no incluyeron cuotas de participación de jóvenes dentro del grupo objetivo. Cuando fue prevista, la meta de participación de jóvenes varió entre 0 por cientos (p.ej. PRODENORTE y PRODEMOR-Central-Ampliación) y el 26 por ciento (PNDR).
 - **Pueblos indígenas.** En consideración de la concentración de la población indígena, 12 proyectos prestaron atención, con metas entre el 3 por ciento de la población objetivo (p.ej. PNDR) hasta llegar al 65 o 90 por ciento con PRONADER I, PRODENORTE, respectivamente.⁵⁸ Sin embargo, en la mayoría de los proyectos,⁵⁹ no se llevó a cabo un análisis detallado de los desafíos particulares de la población o distinciones entre las características de interseccionalidad de este grupo poblacional a manera de informar el diseño de las intervenciones. Adicionalmente, en varios casos no se incluyeron acciones afirmativas (p.ej. *Emprende Sur*) y metas de participación (p.ej. *Amanecer Rural*, PRODEMOR-Central-Ampliación, PROCAVAL), ni diagnósticos de oportunidades y desafíos en el Corredor Seco.

C.4 Pertinencia de las donaciones con respecto al Corredor Seco

89. **Algunas donaciones apoyadas por el FIDA han desarrollado actividades más cercanas a un enfoque integrador a nivel de la subregión.** Es el caso de la antigua Unidad Regional de Asistencia Técnica (RUTA) que estuvo activa de 1982 a 2011, llegó a ser conformada por 16 socios de los países de Centro América y alrededor de 9 agencias multilaterales de cooperación como FIDA, Banco Mundial, PNUD, BID, entre otros, y disponer de hasta 8 oficinas. Si bien RUTA no trabajó directamente en el Corredor Seco, llevó a cabo actividades en apoyo al corredor biológico mesoamericano del que el Corredor Seco es parte. RUTA ayudó a los gobiernos y las agencias de cooperación internacional para diseñar operaciones de envergadura. Hubo un despliegue de especialistas y consultores y espacios de debate, más vinculados sectorialmente a las cuestiones agrarias, que involucraban sobre todo tomadores de decisiones del sector público central y del SICA a nivel subregional.
90. En tiempos más recientes, las donaciones FIDA apoyaron temáticas pertinentes a nivel subregional y también para el Corredor Seco (agricultura familiar y adaptada a los

⁵⁸ En el caso de PROLENCA (Honduras), la zona de proyecto se destaca por fuerte presencia de indígenas de etnia Lenca. El diseño del proyecto no contempla meta de población indígena pero el documento de supervisión de 2022 menciona una meta de 85% y un logro de 90%. La misión que visitó Honduras en 2018, en el ámbito de la evaluación a nivel de la institución sobre las cadenas de valor anotó que, al principio, la relación del proyecto con los líderes Lenca fue tensa, en cuanto el título PROLENCA fue interpretado como un proyecto de atención exclusiva al grupo indígena Lenca y no como un proyecto que actuaba en zonas donde los Lenca tenían alta concentración pero que podría apoyar a otros grupos también.

⁵⁹ A excepción de Rural Adelante, el cual desarrolló un estudio de diagnóstico de la población indígena atendida por el proyecto, llevado a cabo durante su implementación, con el propósito de informar las actividades del Componente III de Políticas Públicas.

cambios climáticos, juventud, innovación en finanzas rurales). Se involucraron varios países y actores distintos (organizaciones gubernamentales y de la sociedad civil) y no sólo del ámbito gubernamental. Se señalan a continuación algunos casos significativos:

- El “Programa para el Dialogo Rural Regional (PDRR)⁶⁰ – Centroamérica y República Dominicana” que se ejecutó entre 2016 y 2019 a través del Consorcio PRISMA-OXFAM-RIMISP y trabajó en el fortalecimiento de la estructura organizativa y la capacidad de incidencia política de organizaciones de productores de agricultura familiar,⁶¹ bajo un enfoque que incluye el desarrollo territorial, el cambio climático, la restauración de ecosistemas y la economía social y solidaria. Entre sus resultados está la aprobación, dentro del SICA, de la Política Regional de Agricultura Familiar Campesina, Indígena y Afrodescendiente Regional (PAFCIA).
- El “Programa Un viaje Común en la Agricultura Climáticamente Inteligente” que se ejecutó entre el 2017 y el 2020 a través del CIAT. Desarrolló mesas agroclimáticas y generación de conocimientos sobre protección contra el cambio climático a través de intercambios entre funcionarios de los ministerios, expertos y pequeños productores.
- La donación Dryland Adaptation Knowledge Initiative (DAKI), cuyo objetivo es desarrollar capacidades institucionales para apoyar las tres regiones áridas de América Latina⁶² a adaptarse al cambio climático. El proyecto pretende desarrollar capacidades de asistencia técnica y extensión rural para enfrentar los desafíos de cambio climático, utilizando cursos de agricultura resiliente al clima y productos de conocimiento.
- El “Programa Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la región del Sistema de Integración Centroamericana (SICA)” que se ejecutó entre 2018 y 2022 a través del PROCASUR. Los intercambios, la elaboración de políticas públicas inclusivas de las juventudes rurales y los encuentros regionales, fomentaron la conformación de redes, planes y programas de distinto alcance.
- La donación “INNOVATECH: soluciones innovadoras Agro/Fintech como respuesta al COVID 19” que se está ejecutando entre el 2021 y el 2023 con Sparkassenstiftung alemana para la cooperación internacional (DSIK) y que incluye recursos del Fondo de Estímulo para los Pobres Rurales (“RPSF”) del FIDA. Busca reducir la brecha digital entre las zonas rurales y urbanas, y promover empresas emergentes (*startups*) del sector privado y digitalización de empresas y servicios financieros.

91. **Las donaciones han representado una ocasión para la actualización y renovación de los enfoques y prácticas del FIDA y los gobiernos en la subregión, pero con limitantes.** La donación DAKI ha hecho explícita referencia al Corredor Seco, mientras que las demás se han centrado progresivamente en los retos relevantes del mismo (adaptación al cambio climático, inclusión social en situaciones de conflictos, desarrollo territorial y agro-ecosistémico, innovaciones tecnológicas), a través de una lógica más horizontal e incluyente de diálogos multinivel y multi-actor, estableciendo redes.
92. Según el análisis realizado por esta evaluación, el promedio de las notas sobre la pertinencia de las donaciones con respecto al Corredor Seco fue alto (Cuadro III.2).⁶³ Los diseños de las donaciones buscan incidir de manera directa o indirecta en las problemáticas de la subregión y ecozona. A pesar de ello, se muestran limitantes como la corta duración de las donaciones (dos o tres años) y la falta de una estrategia consistente de articulación y sinergias con los préstamos del FIDA que viabilice un escalamiento de abordajes y mecanismos innovadores.

⁶⁰ El PDRR anteriormente contó con el apoyo técnico de RUTA. Además, la apertura de espacios de debate e influencia viene de las experiencias previas de los Grupos de Diálogo Rural (GDR) que fueron impulsados por Rimisp en América Latina y Central. En este caso, se establecieron entonces conexiones entre donaciones de cobertura y períodos distintos.

⁶¹ El PDRR está conformado por 23 organizaciones campesinas, indígenas y afrodescendientes de 8 países centroamericanos y la República Dominicana, representando a más de un millón de afiliados.

⁶² Las tres regiones áridas de América Latina consideradas son: región del Chaco, ubicada en Argentina (en las provincias de Salta, Santa Fé, Santiago del Estero y Jujui), el Corredor Seco en El Salvador, y el semiárido brasileño en la región Nordeste.

⁶³ Evaluación Subregional sobre El Corredor Seco Centroamericano. Revisión de donaciones seleccionadas en Corredor Seco de Centroamérica: Descripción y resumen de principales resultados. OEI, mayo 2023.

93. **Otras actividades apoyadas por el FIDA son pertinentes, pero establecen pocas sinergias con las carteras de inversión.** Esta evaluación revisó también actividades selectas de: i) el Fondo de Financiamiento para Remesas;⁶⁴ ii) la *International Land Coalition (ILC)*, una organización separada pero acogida por el FIDA; iii) el *Indigenous People Assistance Facility (IPAF)* (financiadas a través de donaciones y contribuciones de donantes). Estos mecanismos, al ser de carácter internacional, pueden aportar una masa crítica rica de experiencias y propuestas desde distintos países del mundo, para algunas de las temáticas relevantes del Corredor. Sin embargo, se muestran limitaciones de signo distinto: i) el tránsito macro-micro, que consiste en concretizar estudio e iniciativas de diálogo político en proyectos (p.ej., no se han operativizado los estudios y diagnósticos del Fondo de Financiamiento de las Remesas); ii) el tránsito opuesto micro-macro (p.ej., con el IPAF se han apoyado actividades pequeñas y dispersas, a partir de las cuales es difícil escalar). En el fondo, estas actividades padecen del mismo problema de las donaciones, su escasa sinergia con las carteras de inversión del FIDA.
94. **Resumen sobre la pertinencia.** La pertinencia se puede considerar moderadamente satisfactoria. Si bien hay elementos pertinentes, son ausentes una conceptualización actualizada y diagnósticos orientados explícitamente al contexto del Corredor Seco en los préstamos del FIDA y, parcialmente, en las donaciones. Los enfoques y operaciones del FIDA fueron bastante convencionales y faltó un enfoque integrador de desarrollo territorial. Los diseños de los nuevos proyectos (en preparación) enfatizan sistemas de producción agroalimentarios sostenibles, con mayor atención a la seguridad alimentaria y nutricional y prácticas de resiliencia. Algunas de las nociones que aparecen en los nuevos diseños (enfoque sistémico, territorial, abordaje de cuenca, sostenibilidad multidimensional), si son desarrolladas de manera adecuada, representarían una oportunidad para trabajar más consistentemente en el Corredor.

D. Coherencia de las intervenciones del FIDA

D.1 Sinergias entre préstamos y donaciones del FIDA

95. **Globalmente, la sinergia 'interna' entre préstamos y donaciones del FIDA, y entre donaciones, es limitada.** El análisis documental, las entrevistas y las visitas a terreno no permitieron visualizar muchas articulaciones entre operaciones y las 14 donaciones del FIDA examinadas. Varios factores explican esta situación:
- Como se observó bajo '*Pertinencia*', las donaciones no fueron diseñadas para contribuir directamente a las inversiones del FIDA ni a las estrategias-país y no presentan mecanismos concretos para la integración de sus resultados. Los tiempos de ejecución entre una donación y un préstamo, no siempre coinciden. Las donaciones no dialogan entre ellas ni trabajan en red, incluso cuando se focalizan en actores similares (mujeres, jóvenes, pueblos indígenas) o abordan temáticas complementarias (agricultura familiar, desarrollo territorial, digitalización, servicios financieros y formación).
 - El tiempo de ejecución de las donaciones es corto (típicamente 2-3 años) e insuficiente para consolidar e institucionalizar las iniciativas y los resultados y preparar una estrategia de salida. Además, algunas donaciones apoyan experiencias piloto que deben validarse antes de pasar a una colaboración con préstamos. Si las actividades no están sentadas en programas más grandes y de más largo plazo o en instituciones permanentes, se pierden iniciativas valiosas y a veces innovadoras.
 - No se cuenta con información organizada de manera sistemática. Los informes de ejecución no documentan suficientemente las conexiones y los resultados alcanzados. Además, durante las misiones se constató que el personal de los proyectos del FIDA, los funcionarios nacionales y representantes de agencias internacionales y los actores locales tenían poco conocimiento sobre las donaciones.
96. Esta evaluación llevó a cabo un repaso detallado de la muestra de 14 donaciones. Se utilizaron tres criterios principales: i) pertinencias a temas de desarrollo rural en el

⁶⁴ Es un programa manejado por el FIDA y con apoyo financiero de España, Luxemburgo, Suecia y la Unión Europea. Las actividades consisten en estudios, iniciativas de capacitación para entidades públicas y experiencias piloto que ayudarían a formular futuras operaciones financiadas por préstamos.

Corredor; ii) eficacia en lograr los objetivos de la donación (con respecto al desarrollo en el Corredor); iii) coherencia e integración con otras intervenciones del FIDA en el Corredor. Se utilizó un sistema de notación (de 1= altamente insatisfactorio a 6 = altamente satisfactorio) similar a lo utilizado en las evaluaciones de proyecto del FIDA. El cuadro III.2 presenta estadísticas sobre las notas. La totalidad de las donaciones examinadas tenía pertinencia por lo menos moderadamente satisfactoria (4) con cuestiones de desarrollo vinculadas al Corredor Seco. La mayoría de las donaciones alcanzó sus objetivos internos de manera por lo menos moderadamente satisfactoria. En cambio, la mayoría de las donaciones no se integró de manera satisfactoria con actividades de programas nacionales del FIDA.

Cuadro III.2
Notas de las donaciones examinadas

	Pertinencia	Eficacia y Resultados	Integración/ Coherencia con programas nacionales del FIDA	Todas donaciones examinadas
Promedio calificaciones	4,57	4,29	3,55	4,21
Porcentaje de notas 4 y más altas	100%	86%	46%	64%
Número de observaciones *	14	14	11	

* Para tres donaciones, falta evidencia sobre la integración y coherencia con programas nacionales del FIDA
Fuente: análisis del equipo de evaluación (2023)

97. **La evaluación encontró algunos intentos de crear sinergias con donaciones que muestran campos de oportunidades y también algunas limitaciones.** El recuadro III.2 presenta los ejemplos más relevantes. De manera general, se muestra que sí hubo algunos casos de sinergia (en El Salvador, Guatemala y Honduras): se trató sobre todo de experiencias piloto, que necesitan más apoyo para que puedan ser escaladas, que involucraron un número limitado de organizaciones / beneficiarios apoyados por proyectos FIDA. En Nicaragua, no se observaron casos de sinergia durante el periodo evaluado.

Recuadro III.2
Intentos de colaboración entre donaciones y programas de país FIDA

En Guatemala:

- INNOVA AF implementado por IICA ayudó el MAGA a pilotar prácticas de adaptación al cambio climático, y apoyo la mesa agroclimática de Guatemala.
- Micro seguros (implementado con PMA, Heifer International, GIZ y la compañía de seguros Aseguradora Rural), ha otorgado micro seguros basados en indicadores meteorológicos). El MAGA está analizando mecanismos para escalar la intervención, en colaboración con PMA que reconoce como socio principal.

En Honduras:

- PROLENCA, a través de un convenio con PROCASUR, está implementando la iniciativa Innova Raíz (inclusión económica y social de los jóvenes mediante capacitación y cofinanciamiento a proyectos de innovación), en la línea con las donaciones subregionales orientadas a jóvenes (Young Leaders SICA Región; Promoting Young People's Entrepreneurship/Juventudes Rurales).
- INNOVATECH pilotó la digitalización de algunas empresas rurales con start-up de microfinanzas.
- Se intentó acercar PROLENCA con la donación AKSAAM (intercambio de conocimientos de producción agrícola) y en A Common Journey (mesas agroclimáticas). Sin embargo, no se tiene información de la magnitud de estas colaboraciones para determinar si el resultado fue significativo.

En El Salvador:

- El equipo de *Rural Adelante* conocía donaciones implementadas por PROCASUR, pero se destacó INNOVATECH, sobre todo por el fortalecimiento del uso de la tecnología con los jóvenes y se está intentando llegar a un acuerdo con la entidad implementadora (SparkassenStiftung) para continuar los servicios con pago a cargo de los productores.
- Con DAKI/FUNDE, Rural Adelante firmó una carta de entendimiento para capacitar técnicos en cambio climático, pero luego no se concretizaron acciones por falta de tiempo.
- En el diseño de Rural Adelante 2.0 se busca implementar lecciones aprendidas de la donación regional (Bolivia, Colombia y Honduras) Puentes/Rural4YoungPeople (escuelas culinarias). Esta

donación se basa en experiencias llevadas a cabo en Bolivia, Chile y Perú con actores públicos y privados, y en una donación anterior del FIDA (Back to the Roots).

En Nicaragua:

- Sólo se tiene noción de las rutas de aprendizaje que se implementaron hace más de 15 años con PROCASUR. No se conoce ninguna de las otras donaciones del FIDA

Fuente: entrevistas y revisión de documentos de la evaluación.

D.2 Colaboración o interacción con otras agencias de desarrollo

98. **A pesar de la abundancia de recursos de la cooperación internacional para el Corredor Seco, hay escasa coordinación entre programas y agencias de desarrollo.** Como fue ya señalado, hay muchas agencias internacionales activas en el Corredor Seco Centroamericano. La gran mayoría de entrevistas realizadas a nivel internacional y durante la visita a los países, muestra que el problema de la escasa coordinación está diagnosticado, es fuente de mucha preocupación por parte del conjunto de actores involucrados, pero no hay al momento respuestas operativas que logren construir alternativas. Las mesas de donantes funcionan de manera parcial, solamente en algunos territorios/regiones o *ad hoc* para ciertas temáticas o contingencias (p.ej. mesas agroclimáticas, pandemia; sequías severas). La articulación no sólo del día a día sino también estratégica se hace más difícil para agencias (como el FIDA) que no tienen representación en los países. Los gobiernos de la región generalmente no tienen marcos de ordenamiento de la cooperación internacional, o no los aplican⁶⁵, a excepción de Nicaragua.⁶⁶ Hay una tendencia a delegar la ejecución a entidades como FAO y PMA con el riesgo de que se vuelvan "supra-agencias" implementadoras de programas sustancialmente "autónomos".
99. **A pesar de que el SICA tenga una estrategia subregional de desarrollo territorial, al nivel nacional los avances son limitados. Al nivel local en algunos países, se visualizan intentos de armar agendas compartidas y planes.** Si bien existe una estrategia -marco regional, formulada a nivel del SICA (Estrategia Centroamericana de Desarrollo Rural Territorial-ECADERT) y algunos países han buscado incursionar en acciones de carácter territorial, no se visualizan sólidos procesos de desarrollo territorial. Esto no contribuye a la coordinación inter agencial.
100. Sin embargo, al nivel local, se muestran algunos avances en este sentido, a los que el FIDA contribuyó. En El Salvador, entidades territoriales como asociaciones de municipios y alcaldías,⁶⁷ sin apoyo directo de las agencias internacionales, utilizan sus propios planes estratégicos - entre ellos los Planes de Adaptación al Cambio Climático (PACC/*Rural Adelante*) - para articular y canalizar los fondos de los proyectos internacionales y nacionales. En Nicaragua, los Planes Territoriales (NICAVIDA) para atender a necesidades básicas son parte de la gestión local, involucrando a múltiples actores (p.ej., a través de los Comités de Agua Potable y Saneamiento). En Honduras y en Guatemala, la preparación de planes de adaptación al cambio climático es más incipiente. En Honduras, a pesar de la presencia de otras agencias en el área donde operó PROLENCA (USAID, BCIE, FAO, Cooperación de Andalucía) se encontró poca evidencia de colaboración con FIDA.
101. **En las alianzas del FIDA predomina el sector público nacional. La situación es más incipiente en cuanto a otras posibles alianzas.** Se observa al respecto que: la mayoría de los convenios y alianzas consignadas por parte de los proyectos FIDA son con instituciones del sector público nacional (ministerios, entidades de servicios, institutos educativos y universidades, comisiones nacionales, entre otros). Otra porción se refiere

⁶⁵ Por ejemplo, en Honduras, la coordinación general de proyectos y recursos debería darse a través de los Planes de Política Pública (Plan Misión-Visión-Nación) pero cada agencia tiene su propia agenda. En El Salvador, desde el MAG se reconoció que la articulación y sinergia de acciones de las agencias de cooperación en el país es una de las principales prioridades del Ministerio y del Gobierno, y recién se está buscando operativizarla. En Guatemala sucede lo mismo, aunque existe el problema de fondo de una información muy limitada para mapear los recursos.

⁶⁶ En Nicaragua el "ordenador" de la cooperación es el Sistema Nacional de Producción, Consumo y Comercialización (SNPCC). Si bien funciona más a nivel de alianzas continuativas y eficaces entre instituciones públicas nacionales, también ha facilitado coordinaciones con gobiernos locales, universidades y algunas agencias de cooperación.

⁶⁷ Por ejemplo. Microrregión Manantiales del Norte de San Miguel-MANORSAM; Alcaldía Pasaquina; CODEM/Cacaopera.

al sector privado (bancos nacionales, cámaras empresarias, fundaciones y fondos empresariales) aunque se reconoce que los avances con el sector privado son más limitados. Se señalan algunos convenios con las ONG (p.ej. Oxfam América, Fundación Fe y Alegría/PRODEMORO; Swisscontact / *Amanecer Rural* en El Salvador).

102. Con otras agencias internacionales, las entrevistas y las visitas a terreno muestran escenarios a fortalecerse. En Guatemala se observaron pocas colaboraciones del FIDA con otras agencias a pesar de que muchas trabajan en temas similares (FAO/RECLIMA; UICN). Hubo algunas parciales excepciones, sobre todo casos de cooperación puntual: PNDR cofinanció con el PMA iniciativas en la Mancomunidad El Gigante. FIDA colaboró con ONU MUJERES sobre empoderamiento económico de las mujeres. También, hubo interacción con PMA y algunos grupos de ahorro apoyados por PRODENORTE en el ámbito de un Programa de Alimentación Escolar. Guateinnova, que implica un cofinanciamiento con el BM, no está vigente.
103. En Honduras, donde se concentran los fondos de la cooperación internacional de apoyo al Corredor Seco, hubo una alianza para el Corredor impulsada por USAID, BID y BM, pero está inactiva y el FIDA nunca fue involucrado. En El Salvador, la situación es paradigmática ya que desde *Rural Adelante* y RECLIMA/FAO se argumentó que no hay la posibilidad de operar de manera colaborativa porque “los grupos objetivos son distintos, la coincidencia es sólo geográfica”, mientras se constató que son las instituciones locales (municipales, sobre todo) que generan sinergias operativas. En Nicaragua, el gobierno observó las dificultades de la comunicación inter agencial y la cada vez mayor competencia por la ejecución de fondos entre PMA y FAO. En este país, la cofinanciación de FIDA con BCIE podría constituir un buen ejemplo de articulación prolongada en años, pero en la ejecución se observa duplicación de mecanismos de verificación y trámites.

D.3 Colaboración con entidades subregionales (SICA)

104. El Sistema de Integración Centroamericana (SICA) puede apoyar una visión y coordinación regional respecto al Corredor Seco con base en: i) los marcos normativos referenciales a nivel regional; ii) los sistemas integrados de información y observatorios en temas sociales, económicos y climáticos; iii) una institucionalidad articulada como el Consejo Agropecuario Centroamericano (CAC) que facilita la participación de instancias técnicas y políticas; iv) una trayectoria de años de ejecución de proyectos de seguridad alimentaria y nutricional (*Programa Regional en Seguridad Alimentaria y Nutricional de Centroamérica*), y un amplio abanico de socios para el desarrollo.⁶⁸
105. **Con SICA, la mayor interrelación del FIDA fue a través de donaciones para procesos de diálogo político subregional.** Representantes de SICA destacaron como significativa la colaboración a través de *Young Leaders SICA Región*, ejecutada por PROCASUR,⁶⁹ en particular el fortalecimiento de las instituciones públicas dedicadas a la juventud (buscando superar la desconexión entre éstas y los ministerios de agricultura) y el apoyo a las redes de juventud rural. La iniciativa también contempló actividades de promoción de emprendimientos de jóvenes rurales. SICA participó en algunos Foros Mundiales organizados por el FIDA en Roma y se buscó afianzar la colaboración a través de una propuesta que vinculaba seguridad alimentaria y jóvenes rurales. El desarrollo de estas fue pausado debido a las restricciones generadas por la pandemia global COVID-19 y a la reasignación del personal en el FIDA.
106. Cabe destacar otra donación regional que se canalizó a través del Programa para el Dialogo Rural Regional (PDRR) - Centroamérica y República Dominicana (PRISMA, OXFAM y

⁶⁸ Sobre la cooperación internacional en el Corredor Seco, representantes del SICA (entrevistas con Secretaría Ejecutiva del Consejo Agropecuario y con el Equipo Directivo de la Secretaría General) es importante: i) combinar el enfoque subregional con un enfoque territorial en lo operativo y para llegar a resultados concretos y evitar multiplicación de capacitaciones, pequeñas iniciativas; ii) que los cooperantes amplíen el enfoque agrícola sectorial tomando en cuenta de manera sistémica problemáticas de la subregión y posibles soluciones; iii) sincerar fuentes y mecanismos de financiamiento y coordinación, y las consecuentes competencias institucionales, eliminando también las intermediaciones innecesarias; iv) averiguar también los roles en términos de agencias de NNUU que ejecutan programas públicos como “implementadoras” bajo la hipótesis de que los gobiernos no tendrían capacidades.

⁶⁹ De hecho, es la única que se señala en el cuadro de Socios para el Desarrollo como FIDA/PROCASUR con el 0,83 % (2,5 millones de USD) de recursos totales durante el período 2014-2019 <https://www.sica.int/recursos/SociosDesarrollo>

RIMISP) y que contribuyó a la preparación de la PAFCIA, aprobada por el Consejo de ministros del CAC en el 2018, como un instrumento de referencia para el desarrollo de las políticas públicas para la agricultura familiar en la subregión. Sin embargo, a distancia de cinco años, las entrevistas con SECAC y SICA señalaron el limitado seguimiento dado por las autoridades de los países. El mismo PRISMA como socio implementador señaló la debilidad en la operativización de los marcos normativos nacionales a nivel nacional en América Central, así como la dificultad de obtener resultados de mayor alcance con donaciones de corta duración.

D.4 Gestión de conocimientos

107. **Intercambio de conocimientos entre generaciones de proyectos.** La ejecución de los proyectos abastece enseñanzas y conocimientos. A pesar de los esfuerzos, hay limitantes en aprovechar estas experiencias e intercambiar entre proyectos y países de la subregión. Cabe destacar que el FIDA tradicionalmente tuvo pocos recursos administrativos y personal a nivel de la subregión para la gestión de conocimientos. **Las actividades de gestión del conocimiento son todavía poco estructuradas, y generan pocos espacios compartidos con otros actores en temáticas relevantes para el Corredor Seco.** En algunos proyectos se evidenciaron: i) falta de planes y estrategias para la gestión de conocimientos (p.ej. PROLENCA, PRODENORTE, PNDR); ii) falta de habilidades y competencias en el equipo del proyecto sobre gestión de conocimientos sobre todo con respecto a temas vinculados con el cambio climático (p.ej. PROLENCA, NICADAPTA).
108. Guatemala es quizás el país donde menos actividades se han realizado en este sentido.⁷⁰ En Honduras, debido a la rotación del personal en las instituciones públicas y al alto nivel de dependencia de consultores y proveedores de servicios externos, existen procesos discontinuos y poca memoria institucional. Las Unidades de Gestión de Proyectos (PROLENCA y *Emprende Sur*) no tienen mecanismos explícitos para transmitir el conocimiento interno y el personal se disuelve cuando se acaba el proyecto. En El Salvador, no se encuentra evidencia de que los 'productos de conocimiento' reportados en los informes hayan sido utilizados para ajustar las operaciones o para superar algunos cuellos de botella (p.ej. mejoras en los servicios de asistencia técnica, los sistemas de innovación, las sinergias necesarias entre planes). Sin embargo, hay dos iniciativas que se pueden destacar: la cooperación con un proyecto FIDA en Colombia;⁷¹ y la difusión de la metodología Cerrando Brechas.⁷²
109. En Nicaragua, por un lado, se encontraron señales de apropiación de conocimientos a nivel técnico (p.ej. sala de hidrometeorológica en INETER; selección de variedades y aplicaciones móviles de monitoreo de producción en IPSA; geolocalización -Origami en MEFCCA). Por otro lado, hay poco intercambio con experiencias y países de ALC, que podrían aportar a temáticas estratégicas en las que Nicaragua tiene menor capacidad instalada (p.ej. en acceso a sistemas de mercado; desarrollo territorial; energías alternativas; estrategias de resiliencia y adaptación al cambio climático).
110. **Aprovechamiento limitado de experiencias del FIDA en otras subregiones de ALC.** Hay experiencias valiosas en otros países (también documentadas por evaluaciones

⁷⁰ Según el informe final, el manejo del conocimiento en el PRODENORTE consistió mayormente en la sistematización de experiencias de vida e historias de interés, sobre todo a través de material audiovisual. Los temas abordados fueron: ahorro y préstamos comunitarios; funcionalidad de las estufas ahorradoras de leña; vivero agroforestal municipal, modelo de escuela de aprendizaje de huertos; experiencia de bosque modelo Lachúa; modelo de escuelas apícolas; y experiencias de planes de negocio de cacao; especies resistentes al cambio climático. Se realizó una ruta de aprendizaje sobre el manejo de recursos naturales en el marco del cambio climático, la valorización de activos y la generación de ingresos de las familias rurales con el Proyecto Sierra y Selva Alta de Perú.

⁷¹ Rural Adelante realizó un intercambio – referido a sistemas de información y seguimiento - con el Proyecto de Construcción de Capacidades Empresariales Rurales (Campo Emprende) en Colombia.

⁷² Según la información de Rural Adelante, la metodología de Cerrando Brechas se actualizó para adaptarse de manera más práctica al contexto y contempla el desarrollo de un plan de acciones afirmativas conjuntas entre los socios. Como práctica de cooperación sur sur y triangular, esta experiencia fue compartida con 17 organizaciones en Ecuador, en coordinación con el Proyecto de Fortalecimiento de los Actores de la Economía Popular y Solidaria, y aportando al Programa Conjunto (FAO, PMA, FIDA) sobre Enfoques de Género Transformadores para lograr la Seguridad Alimentaria, la Mejora de la Nutrición y la Agricultura Sostenible. También fue compartida durante un evento de intercambio del FIDA sobre buenas prácticas de género, nutrición y cambio climático en Roma.

anteriores). Muchas de estas experiencias son poco conocidas en los países visitados y los enfoques observados en América Central carecían de los elementos más innovadores. En el recuadro III.3, se consideran cuatro ejemplos: i) elaboración de planes; ii) desarrollo territorial; iii) patrimonio agroalimentario (sub)regional y mercados locales; (iv) adaptación a condiciones semiáridas (nordeste de Brasil).

Recuadro III.3

Experiencias en otros países de ALC

A. Elaboración de planes. Existe una tradición del FIDA, especialmente en Perú (p.ej. MARENASS, Corredor Puno-Cusco, Sierra Sur), Colombia (p.ej. Oportunidades Rurales, Campo Emprende) Bolivia (p.ej. MARENA, PROSAT) y Brasil (Dom Helder Câmara), referida al uso de distintos tipos de planes (de asistencia técnica, manejo de recursos naturales, negocios) para fortalecer las organizaciones de productores y las micro y pequeñas empresas en sus estrategias de vida y acceso a mercados. Estas experiencias se desarrollaron en situaciones de extrema pobreza (p.ej. en el área altoandina de Bolivia y Perú; en municipios con poblaciones campesinas, indígenas y afrodescendientes de Colombia) y en contextos conflictivos. Algunos elementos clave que no se observaron en América Central:

i) Comités Locales de Aprobación de Recursos: responsables de la valoración y priorización de las mejores propuestas presentadas por grupos y/o asociaciones a las convocatorias para asignar de manera pública y competitiva los recursos. Facilitaron el relacionamiento con la institucionalidad local (las alcaldías municipales) y promovieron la transparencia y control social de los procesos de concursabilidad y acceso a fondos (frente a eventuales injerencias clientelares).

ii) Procesos de gestión del conocimiento y desarrollo de capacidades basados en la recuperación de saberes y talentos locales e intercambios o asesoría entre pares.

iii) Ejemplos de escalamiento, como el diseño del primer Proyecto Alianzas Rurales y de la segunda fase del Proyecto de Desarrollo de Comunidades Rurales en Bolivia y rutas de aprendizaje al interior de la oferta del Servicio Nacional de Aprendizaje y la Agencia Presidencial de Cooperación Internacional en Colombia.

B. Desarrollo territorial, planificación y presupuestos participativos, y gobernanza local.

Proyectos del FIDA en Perú como el Corredor Puno-Cusco y MARENASS, abordaron el fortalecimiento y diversificación de negocios rurales, servicios técnicos y financieros, actividades colectivas y familiares de manejo de recursos naturales, en una lógica agro-ecosistémica y territorial que trasciende las fincas, las organizaciones y las comunidades individuales. En Bolivia (1990s), la Ley de Participación Popular, fue una normativa vinculada a la planificación y el presupuesto participativos con enfoque de género y los fondos de inversión municipales, transfiriendo 30 % de los recursos fiscales nacionales en un esquema que ponía al centro la participación y la vigilancia de las llamadas organizaciones territoriales de base. Parte de ello, pese a los intentos re- centralizadores de varios gobiernos, aún se mantiene. Brasil también tiene tradición de programas públicos relevantes de desarrollo territorial, por ejemplo, el programa Territorios de Identidad del gobierno federal, el Programa Desarrollo Sostenible de Territorios Rurales y el Programa Territorios de la Ciudadanía.

C. Patrimonio Agroalimentario Regional, gastronomía, mercados locales. En ALC, hay una tradición de atención a la gastronomía (cocinas tradicionales e innovadoras), que ha sido vitalizada en la última década por movimientos gastronómicos, en Perú (Asociación Peruana de Gastronomía, Feria Mistura, Perú Mucho Gusto) y en Bolivia con Movimiento Boliviano de Integración Gastronómica. Una de las primeras iniciativas a evidenciar la gastronomía como vehículo de desarrollo territorial, seguridad alimentaria y circuitos cortos de comercialización fue el Programa de Desarrollo Territorial con Identidad Cultural) impulsado por RIMISP y la Plataforma Diversidad Biocultural y Territorios, con apoyos de la Ford e IDRC, entre otros. Se formuló el concepto de Patrimonio Agroalimentario Regional (PAR) que animó programas nacionales públicos (*Qali Warma* ('Niño Sano' en quechua) con el Ministerio de Inclusión y Desarrollo Social; y universidades.⁷³

D. Experiencia de adaptación a un entorno agroecológico semiárido. La referencia inmediata es a la experiencia del FIDA en Brasil, en términos de técnicas y prácticas agrícolas adaptadas al bioma *Caatinga*, con técnicas desarrolladas por EMBRAPA y, en algunos casos, de manera original por los proyectos FIDA,⁷⁴ tal como el ahorro de agua en patios productivos, manejo

⁷³ El FIDA financió la donación *Back to the Roots* (Innovando desde las Raíces a través de la gastronomía) implementada en Bolivia, Chile y Perú. También constituyó - a partir de las Escuelas Manq'a en Bolivia - un antecedente para otra donación del FIDA esta vez para Bolivia, Colombia y Honduras. El nuevo proyecto Rural Adelante 2.0 intenta aprovechar estas experiencias.

⁷⁴ Ver por ejemplo la evaluación de país de OIE sobre Brasil (2015):

https://ioe.ifad.org/documents/38714182/39714601/bra_cpe_2015.pdf/5d3e974f-d438-485e-94f2-2afeb36ff4c0

mejorado de pequeños rumiantes en *fundo de pasto*, cadenas productivas con productos adaptados a las condiciones de sequía (*umbu, ouricuri*), instalación de plantas desalinizadoras (energía solar), prácticas de conservación del suelo, almacenamiento de agua, filtros de aguas grises. Brasil acoge aún hoy día rutas de aprendizaje – desde el semi-árido – que abordan, entre otros temas, el protagonismo juvenil y enfoques de género transformadores en proyectos de desarrollo agrícola y rural, buenas prácticas de producción de leche y carne.⁷⁵ Cabe señalar nuevamente las donaciones que intentaron establecer y compartir un repositorio de buenas prácticas del nordeste brasileño: INNOVA AF logró organizar talleres para personal de agencias técnicas nacionales e iniciativas piloto en el campo (Guatemala, Honduras), mientras que las donaciones DAKI y AKSAAM encontraron dificultades en establecer una ruta de incidencia en Centroamérica. Sin embargo, el personal y los consultores de los proyectos examinados por esta evaluación conocían poco estas experiencias.

Fuente: varios documentos FAO, FIDA

D.5 Diálogo sobre políticas públicas

111. **Aunque se identificaron algunas iniciativas válidas, el diálogo sobre políticas en temas de relevancia para el Corredor Seco no ha sido un elemento central de los programas de país.** A través de los documentos de cierre y las entrevistas con representantes de gobierno se resaltaron tres elementos:

- i) más que incidir en la formulación o actualización de políticas públicas nacionales, los proyectos estuvieron alineados con los marcos de políticas, estrategias de los gobiernos e invirtieron fondos dentro de estos marcos;
- ii) no hubo procesos estructurados para involucrarse en diálogo sobre políticas públicas pertinentes al Corredor Seco, sino intervenciones coyunturales, tal como la participación de representantes de proyectos o a veces personal del FIDA en talleres donde se discutían temas relacionados a programas nacionales, pero sin armar una agenda coherente basada en experiencia de los proyectos;
- iii) como ejemplos más proactivos, algunos proyectos llevaron a cabo estudios temáticos (en el caso de *Amanecer Rural*- El Salvador, sobre servicios financieros rurales; diagnósticos para mejorar procesos internos del Ministerio de Agricultura y Ganadería; *Emprende Sur* en Honduras realizó un diagnóstico sobre la cadena de valor del marañón en asociación con el IICA).

112. A través de los estudios de país, en Guatemala se confirmó que proyectos como el PNDR y PRODENORTE no generaron incidencia, también por la debilidad de su coordinación con el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación. En Nicaragua, NICADAPTA contribuyó a fortalecer agendas existentes, como las vinculadas a la producción de café y cacao con productores de pequeña escala, en el marco de estrategias nacionales de transformación y desarrollo de estos productos. En El Salvador, aunque la incidencia a nivel nacional fue menor, un elemento interesante fue el apoyo (*Rural Adelante*) a los gobiernos locales y federaciones de organizaciones de base (mancomunidades, municipios, asociaciones comunitarias, organizaciones indígenas), a través de distintos tipos de planes (p.ej. PACC y planes territoriales indígenas). La pregunta principal en este caso es si esta experiencia en El Salvador podrá seguir avanzando bajo la nueva reforma administrativa territorial que reduce el número de municipalidades.

113. **Resumen sobre la coherencia.** La coherencia de las intervenciones con respecto a las problemáticas del Corredor Seco se puede considerar moderadamente insatisfactoria. Las sinergias entre préstamos y donaciones son escasas, y limitan objetivamente las oportunidades de FIDA para una intervención más integral e innovadora en el Corredor Seco. En la zona del Corredor Seco la escasa articulación entre agencias es un tema de preocupación. Las contribuciones a la gestión del conocimiento y el diálogo sobre políticas nacionales son reducidas y puntuales, limitando el valor agregado del FIDA en escenarios donde, al contrario, son urgentes aportes sustantivos para enfrentar desafíos de magnitud. Sin embargo, se puede rescatar el apoyo del FIDA al SICA para la preparación de políticas subregionales (en tema de jóvenes y Política de Agricultura Familiar, Campesina, Indígena y Afrodescendiente). El reto de traducir estas políticas en

⁷⁵ <https://lac-conocimientos-sstc.ifad.org/pt/noticias>

estrategias nacionales, programas concretos de desarrollo, e iniciativas locales, podría informar operaciones futuras apoyadas por el FIDA.

Observaciones clave

Operaciones revisadas

- Esta evaluación consideró 15 proyectos financiados por préstamos del FIDA, con costo total de US\$ 652,4 millones, financiados por fondos del FIDA, US\$ 265 millones (41%), organizaciones internacionales por US\$ 276 millones (42%, promedio), contrapartes de los gobiernos por US\$ 44,0 millones (7%), contribuciones de los beneficiarios y otros contribuyentes nacionales por US\$58,4 millones (10%). Los préstamos aprobados por el FIDA representan 17% del total de préstamos aprobados en ALC en el periodo 1999-2021.
- La evaluación también revisó una muestra de 14 donaciones por un financiamiento total del FIDA de US\$ 21,6 millones (US\$ 1,5 millones en promedio). La mayoría de las donaciones seleccionadas abarcaron por lo menos dos países de América Central.
- Micro y pequeñas empresas, desarrollo de negocios y acceso a mercados es la categoría de intervención con más incidencias sobre el costo total de la cartera. Desde 2010, la proporción de costos de desarrollo de negocios y acceso a mercados incrementó, así como aumentó la incidencia en la cartera del manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático.

Pertinencia

- Los responsables de políticas públicas nacionales reconocen los retos del Corredor Seco. Existen políticas y estrategias pertinentes, pero no enfocadas exclusivamente en el Corredor. Las estrategias y operaciones apoyadas por el FIDA están en consonancia con los documentos de políticas nacionales y con las orientaciones institucionales del FIDA. Las referencias al Corredor Seco son tangenciales en los COSOP recientes (riesgos ambientales y climáticos) y ausentes en los más antiguos. Las problemáticas socioeconómicas clave del contexto (por ejemplo, inseguridad y violencia, migración y remesas, acceso y tenencia de tierra) son mencionadas, pero sin tener un rol central.
- La cobertura geográfica de la cartera del FIDA examinada fue alta en términos de número de municipios. Los principios generales de focalización (cobertura de necesidades básicas, acceso a mercado y cadena de valor, apoyo a microempresas) así como categorías de beneficiarios que necesitan atención especial (mujeres, jóvenes, poblaciones indígenas) son claros. Sin embargo, falta un 'enfoque territorial' para conectar los principios al contexto, instituciones y oportunidades económicas locales y tener un hilo conductor claro para ordenar las intervenciones a nivel local. Además, se encontraron limitaciones en el diseño, implementación y monitoreo de estrategias diferenciales para apoyar a grupos como jóvenes y los pueblos indígenas (y considerar interseccionalidad con cuestiones de género).
- Algunas donaciones FIDA impulsaron un enfoque integrador a nivel de la subregión, apoyando procesos de formación de políticas públicas subregional con el SICA (agricultura familiar y adaptada a los cambios climáticos, juventud). Otras han introducido actividades piloto de innovación tecnológica y de producto (digitalización de impresas y finanza rural, seguros indexados). Sin embargo, la sinergia 'interna' realizada entre préstamos y donaciones del FIDA es generalmente limitada y las donaciones son poco conocidas en los países.

Coherencia

- A pesar de la abundancia de recursos para el Corredor Seco, hay escasa coordinación de los programas y débil interacción entre agencias de desarrollo. En El Salvador, y parcialmente en Nicaragua, se visualizan capacidades incipientes al nivel subnacional (municipalidades, sobre todo) para armar agendas compartidas y planes a los que el FIDA ha contribuido.
- Las actividades de gestión del conocimiento son todavía poco estructuradas, coyunturales, y respaldadas por pocos recursos. Hubo aprendizaje limitado entre generaciones de proyectos y, sobre todo, se aprovechó poco la experiencia previa en ALC (planes de negocio, desarrollo territorial, patrimonio agroalimentario, agricultura en zonas semiáridas).
- A nivel nacional, el diálogo sobre políticas en temas de relevancia para el Corredor Seco no ha sido un elemento central de los proyectos. Los proyectos estuvieron alineados con los marcos de políticas, de los gobiernos e invirtieron fondos dentro de estos marcos. En El Salvador, un elemento por destacar fue el apoyo a los gobiernos locales y federaciones de organizaciones de base para la preparación de planes de adaptación al cambio climático. En Nicaragua, los financiamientos del FIDA contribuyeron a fortalecer agendas existentes, vinculadas a la producción de café y cacao, con productores de pequeña escala.

IV. Resultados de las Operaciones en el Corredor Seco y Perspectivas de Sostenibilidad

114. Este capítulo es dedicado a los resultados de cortos y largo plazo de las intervenciones analizadas, la equidad de los enfoques desarrollados en las intervenciones realizadas en el Corredor Seco, en relación con categorías y temas priorizados por el FIDA (género, jóvenes, pueblos indígenas) y la sostenibilidad de los resultados en términos institucionales, económicos y de manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático. Se ofrece una apreciación agregada de los resultados obtenidos por el conjunto de las inversiones en las siguientes áreas temáticas: a) capital humano, social e infraestructura básica; b) producción agropecuaria sostenible y desarrollo de negocios; c) mejora y diversificación de fuentes de ingresos y empleo; d) servicios financieros y e) fortalecimiento de instituciones. La referencia que se adopta es la figura III.1. Para facilitar síntesis, se presentan resultados en materia de objetivos inmediatos de los proyectos (típicamente tratados bajo el criterio de eficacia) junto con resultados de medio-largo plazo (normalmente tratados bajo el criterio de impacto).

A. Cobertura territorial efectiva de los proyectos apoyados por el FIDA en el Corredor Seco

115. **Durante la ejecución, la cobertura territorial fue alta en términos de número de municipios del Corredor Seco, particularmente en El Salvador y en Nicaragua.** Para este análisis la evaluación utilizó la definición geográfica del Corredor Seco según FAO (2012) y se benefició de datos de sistema de información geográfica. El mapa IV.1 y el cuadro IV.1 muestran la cobertura de municipios del Corredor Seco por proyectos financiados por el FIDA (cumulativamente 71% de los municipios en el Corredor fueron cubiertos por proyectos FIDA en los cuatro países). Como muestra el cuadro IV.1, en El Salvador, los proyectos considerados cubrieron 100% de los municipios del Corredor, en Nicaragua 90%, 71% en Guatemala y 43% en Honduras.⁷⁶ Además se encontraron **municipios con más de un proyecto FIDA**, hasta dos proyectos (en términos cumulativos) en Guatemala y Honduras y hasta tres o cinco en El Salvador y en Nicaragua, durante el periodo examinado. El Mapa IV.1 presenta el número de proyectos financiados por el FIDA en cada municipio con variable intensidad de colores (blanco=sin proyecto; azul oscuro = 5 proyectos).

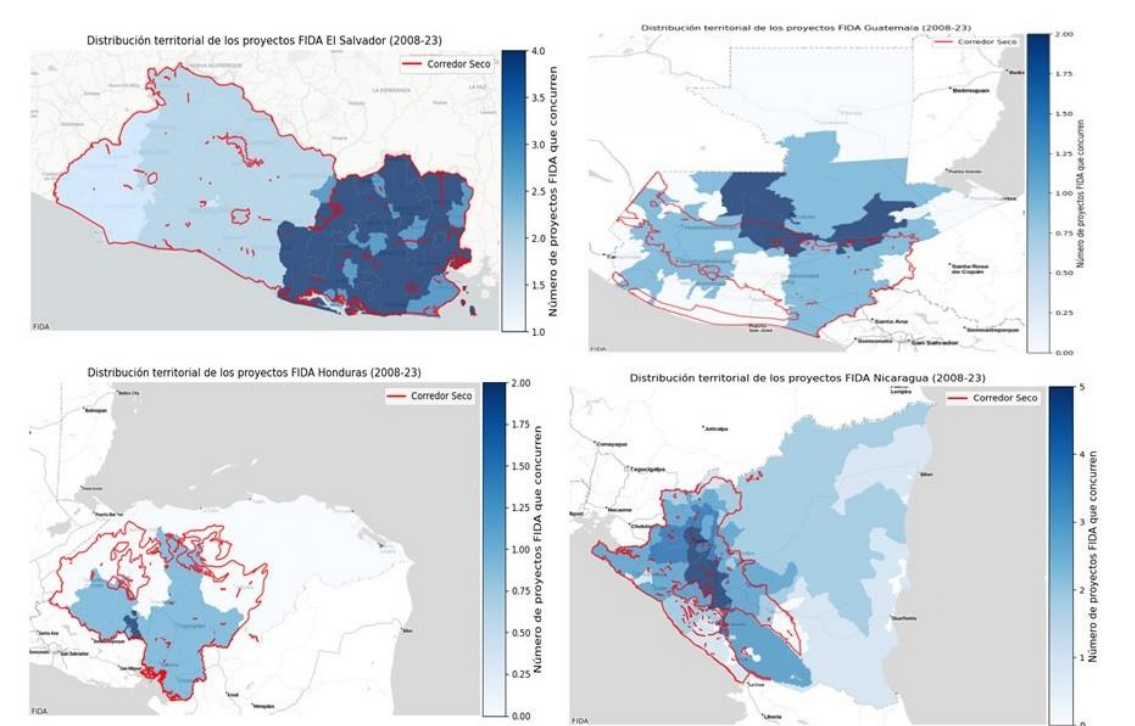
116. **Según las cifras disponibles, los proyectos alcanzaron un número alto de beneficiarios en términos absolutos y el promedio de las inversiones de los proyectos por municipio y por beneficiario es alto.** El cuadro IV.2 presenta las informaciones siguientes:

- El número de municipios del Corredor Seco cubiertos por los proyectos en los cuatro países (como ya se ha notado, la cobertura fue alta).
- Las inversiones acumulativas de los proyectos en promedio por municipio (son cifras que se pueden considerar significativas).
- El número de beneficiarios directos alcanzados en cada país por los proyectos: son números altos en términos absolutos, pero representan un porcentaje bajo de la población en cada municipio (de 4,97% en El Salvador a 7,13% en Honduras), un hallazgo bastante común en los proyectos FIDA, con los recursos disponibles.
- El promedio de las inversiones de los proyectos por beneficiario directo (en un rango entre US\$ 407 y 942) y su porcentaje, con respecto a los ingresos promedio de los municipios (en un rango entre 4,4% en El Salvador, pero entre 11,5% y 17% en los demás países), lo que se puede considerar significativo.⁷⁷ Los datos más detallados por proyecto se encuentran en el anexo V, cuadro 8.

⁷⁶ En El Salvador los comunes cubiertos ocupaban 100% del área del Corredor Seco y de la población estimada en 2020, en Guatemala 63% y 66% respectivamente, en Honduras 33% y 28% y en Guatemala 94% y 97%.

⁷⁷ Los datos sobre los beneficiarios emanan de los sistemas de seguimiento y de evaluación de los proyectos, sobre los cuales esta evaluación no pudo efectuar un control de calidad. El conteo de los beneficiarios no es objetivamente fácil y las

Mapa IV.1
 Áreas geográficas de los proyectos FIDA en el Corredor Seco



Fuente: análisis de datos SIG – Equipo de evaluación (2023). El color de cada municipio indica el número de proyectos FIDA (blanco=sin proyecto; azul oscuro = 5 proyectos).

Cuadro IV.1.
 Distribución de la cobertura de préstamos FIDA de municipios del Corredor Seco (el eje horizontal ordena los municipios según número de proyectos financiados por FIDA, de cero a cinco)

País	Porcentaje de municipios según el número de proyectos (cumulativos) financiados por el FIDA en el período evaluado					
	Sin proyectos FIDA	Con 1 proyecto	Con 2 proyectos	Con 3 proyectos	Con 4 proyectos	Con 5 proyectos
El Salvador (ES)	0%	12%	48%	9%	31%	0%
Guatemala (GT)	29%	64%	8%	0%	0%	0%
Honduras (HN)	57%	41%	2%	0%	0%	0%
Nicaragua (NI)	10%	22%	20%	31%	11%	6%

Fuente: análisis de datos SIG – Equipo de evaluación (2023).

Cuadro IV.2
 Cobertura e inversiones promedio de los proyectos por beneficiario y municipio

País	Municipios (cumul.)	Inversiones / Municipio (US\$ millones) *	Personas beneficiarias directas por cada proyecto (promedio)	Invers / beneficiario directo (US\$) *
ES	121	0,15	45 927 (=4,97% población) ^a	406.9 (4,4% ingreso per cápita promedio) ^b
GT	94	0,31	73 069 (=5,40% de la pob. ^a)	505.9 (11,5% ingreso per cápita promedio) ^b
HN	54	0,59	41 382 (=7,13% de la pob) ^a	785.1 (17,2% ingreso per cápita promedio) ^b
NI	81	0,51	45 019 (=5,78% de la pob.) ^a	942,2 (14,8% ingreso per cápita promedio) ^b

* Las 'inversiones' corresponden a los costos efectivos de los proyectos excluyendo los costos de manejo de los proyectos. (para los proyectos en curso en la época de la evaluación: Rural Adelante, PROLENCA, NICAVIDA, costos en el diseño).
^a Porcentaje de los beneficiarios directos en relación con la población total de los municipios en 2020.
^b Porcentaje de las inversiones del proyecto por beneficiario directo, en relación con el ingreso promedio de la población de los municipios del Corredor Seco apoyados por los proyectos FIDA.

evaluaciones de proyecto de OIE suelen encontrar algunas situaciones de doble o triple conteo, cuando el mismo beneficiario participa en varios componentes de proyectos.

Fuente: elaboración de datos de informes de cierre / diseño y de datos SIG.

B. Los resultados por área temática de intervención

117. **Cautela en la atribución de los resultados.** Para discernir sobre la eficacia de los proyectos, las visitas de campo levantaron dos observaciones de importancia respecto a la atribución e interpretación de los resultados:

- Las intervenciones examinadas se desarrollaron en un entorno geográfico de altas inversiones de la cooperación internacional. De hecho, la mayoría de las organizaciones visitadas recibió apoyo de otras organizaciones internacionales y gubernamentales antes de ser apoyadas por los proyectos FIDA o viceversa. Por consiguiente, los logros no son atribuibles únicamente a los proyectos FIDA, sino a una secuencia de intervenciones de múltiples actores (ONG, organizaciones multilaterales, programas nacionales).
- Las entidades productoras más robustas contaron con apoyo externo prolongado de hasta más de dos décadas.⁷⁸

B.1 Necesidades básicas y capital humano

118. **Por lo menos siete proyectos contribuyeron a mejorar condiciones de higiene, salud, acceso a transportes.** A pesar de los presupuestos bastante limitados, estas inversiones (p.ej., sistemas de agua, letrinas, estufas mejoradas y aljibes) mejoraron el acceso al agua potable, la higiene, y la salud, reduciendo las enfermedades gastrointestinales y respiratorias y la carga laboral de mujeres y niños. El cuadro IV.3 ofrece una idea del tamaño de las realizaciones.⁷⁹
119. El caso de mayor resultado directo en atención a necesidades básicas fue el proyecto NICAVIDA, que facilitó el acceso a agua potable a más de 15,000 familias mejorando y ampliando la red de pozos y acueductos rurales. Este logro se complementa con intervenciones de otros proyectos, tales como *Amanecer Rural*, PRODEMOR-Central Ampliación, PNDR, PRODENORTE y *Emprende Sur*, que implementaron aljibes en hogares rurales, mejorando así el acceso a agua.
120. Otros resultados de beneficio directo a familias es la **expansión de caminos rurales** (135 km de carreteras y 646,85 km de caminos terciarios), mejorando el transporte, accesibilidad a mercados, servicios de salud y educación. Sin embargo, en todos los proyectos que ejecutaron obras de caminos (PRODENORTE, *Emprende Sur*, PROLENCA, PROCAVAL, NICADAPTA y NICAVIDA), **en términos cuantitativos los logros fueron por debajo de las metas previstas**, siendo las principales razones el cambio de contrapartes institucionales, y atrasos en fondos de contrapartida.
121. La contribución más directa a **nutrición** fue en el proyecto NICAVIDA que propuso un enfoque integrado, con la diversificación de los productos de alimentos locales, educación, y articulación con programas públicos. Sin embargo, las visitas de campo mostraron algunas limitaciones: por ejemplo, el tamaño de los jardines o 'patios saludables' para la producción de verduras/frutas era insuficiente para garantizar abastecimientos regular de productos a las familias o a los alumnos de escuela. Se trataba más bien de 'parcelas demostrativas' para sensibilizar a las familias (nutrición de adultos y niños), alumnos y promotores comunitarios y generar capacidades en la comunidad para la producción de alimentos sanos.⁸⁰ El hito más importante de NICAVIDA fue vincularse con el Ministerio de Salud que tiene iniciativas permanentes de sensibilización de familias rurales sobre comidas saludables (por lo tanto, tratando también la prevención de obesidad y patologías relacionadas) y medición periódica de los

⁷⁸ En cambio, sobre todo en el caso de Honduras y Guatemala, la asistencia de proyectos FIDA a asociaciones de base suele ser de corta duración (a menudo, menos de un año).

⁷⁹ Los datos en el cuadro muestran realizaciones (que normalmente corresponden a nivel de 'output') para ofrecer una idea de la cobertura de los proyectos. Algunos proyectos detallan la cantidad de beneficiarios en términos de hogares o familias, mientras que otros lo hacen en términos de individuos. Los datos disponibles sugieren que los proyectos lograron amplios alcances en las zonas rurales de los países (no exclusivamente en el Corredor Seco).

⁸⁰ Una Guía Alimentaria está en fase de validación. NICAVIDA ha generado recetas de alimentos autóctonos rescatando los saberes ancestrales de las comunidades indígenas. Sin embargo, algunos recetas revisados por la evaluación proponen recetas que incluyen ingredientes no locales o caros y no fáciles de encontrar, como se conoció en las entrevistas de campo.

niños. NICAVIDA colaboró con alcaldías e INATEC para crear habilidades en la preparación inocua de alimentos.

122. Esta articulación institucional con Unidades de Salud también fue posible en PRODEMOR-Central Ampliación (El Salvador), especialmente para la atención nutricional de niños menores de cinco años en riesgo de desnutrición. En el momento de la preparación de esta evaluación no se disponía de 'datos panel' sobre los efectos nutricionales. Otros proyectos como *Emprende Sur*, PRODEMORO, *Amanecer Rural*, y PNDR contribuyeron a mejorar la dieta de la familia de forma indirecta, a través de diversificación de cultivos, capacitación, mejoras de condiciones de saneamiento básico. *Rural Adelante* colaboró con el Ministerio de Salud en la elaboración de un recetario tradicional.

B.2 Fomento del Capital Social

123. **Los proyectos contribuyeron a fortalecer capacidades organizativas y estructura legal de las organizaciones rurales de base.** Los proyectos de mayor antigüedad, como el FAT, consolidaron cooperativas de primer nivel e introdujeron servicios de asistencia técnica por demanda, conectando las cooperativas con agencias públicas. Los proyectos encontraron organizaciones de base incipientes, con niveles iniciales de organización y sin estructura legalmente reconocida. Dada la importancia de la personería jurídica para acceder a fondos públicos, los proyectos facilitaron la formalización legal de grupos (entre los múltiples ejemplos, se puede mencionar el trabajo de *Rural Adelante* mediante los planes de fortalecimiento organizacional y acciones afirmativas). En las visitas de campo se constató que, aunque el proceso de formalización resulta engorroso (requiere abogado, recursos financieros y toma tiempo), es un camino para que grupos sociales sometidos a la exclusión, se organicen, reciban apoyo de proyectos, agencias públicas y proveedores de servicio y cumplan los primeros pasos para romper barreras de marginación.
124. A través del estudio de la documentación y las visitas de campo, se observaron ejemplos de capacitaciones que permiten a organizaciones de base de ampliar el alcance de actividades, insertarse en cadenas de valor, alcanzar mercados más lucrativos (por ejemplo, cajas rurales, cooperativas que procesan café, miel, venden hortalizas como en el caso de *Amanecer Rural*, *Emprende Sur* y PRODEMOR-Central Ampliación, NICADAPTA). Sin embargo, dos limitaciones generales se destacan: i) hubo un gran número de actividades de capacitación, asistencia técnica y cursos que se ofrecen sin diagnóstico explícito de las necesidades (ver bajo *Sostenibilidad*); ii) se constataron brechas en la calidad de asistencia técnica que se ofrece a las asociaciones de productores, a veces con planes de negocio no viables o que necesitan cambios importantes (ver bajo *Eficiencia*).

Cuadro IV.3

Resumen de los datos reportados de los proyectos sobre las realizaciones

Dotación de infraestructura social básica: PRODEMORO: 8,931 hogares. PRODEMOR-Central-Ampliación: 12,360 personas. Amanecer Rural: 13,018 hogares PNDR Oriente: 1,958 familias y 165 escuelas. PRODENORTE: 8,217 hogares Emprende Sur: 14,290 hogares. NICAVIDA: 38,048 familias (incluyendo caminos rurales)	Capacitaciones y Formación PRODEMORO: 77,232 familias/participantes. PRODEMOR-Central-Ampliación: 11,374 beneficiarios. Amanecer Rural: 12,115 productores/participantes PRONADER I: 2,400 productores. PNDR Oriente: 26,633 productores/personas PRODENORTE: 940 usuarios/promotores Emprende Sur: 12,850 personas FAT: 18,909 productores. PROLENCA: 8,475 productores/personas
En conjunto, los proyectos reportan: • Actividades en más de 13,000 ha para proteger las tierras con técnicas de conservación. • 42,500 mz con incremento de cobertura vegetal en fincas de café y cacao • Construcción de más de 175 embalses y represas para almacenar agua. • Formación de más de 20,000 personas en técnicas de conservación y adaptación al cambio climático. Represas y Embalses: • 14 represas capacidad total de 395 m³	

- 149 embalses capacidad total de 96,900 m³
- Micro riego y riego por goteo:**
- Sistemas mejorados de manejo hídrico en 4,800 ha (que incluían riego por goteo entre otras técnicas)
- 85 ha de riego por gravedad; 570 ha con sistemas de recolección de agua de lluvia

Fuente: Informes de cierre, Informes de supervisión de los proyectos.

B.3 Apoyo a la producción agrícola resiliente a la variabilidad climática

125. Hay evidencia de que **varios proyectos han contribuido a mejorar la productividad y la gestión de riesgos** en el Corredor Seco, gracias a la introducción de cultivos y ganado mejorado para aumentar la resiliencia frente a desafíos ambientales (cuadro IV.3) *Emprende Sur* ha promovido semillas de maíz adaptadas a la sequía, PRODEMOR-Central-Ampliación aves mejoradas, y PRODEMORO y *Amanecer Rural* café resistente a la roya. PROCAVAL y NICADAPTA han adaptado frijol, café y cacao a sus regiones, mientras que PROCAVAL y PRODENORTE también han mejorado abejas reinas. Adicionalmente, PROLENCA ha promovido la mejora de ganado de doble propósito y micro túneles para agricultura protegida y sistemas de riego (hortalizas). Además, en términos de formulación de planes de resiliencia, esta evaluación destaca la experiencia de los PACC en El Salvador (ver bajo *Innovaciones y Sostenibilidad*).
126. Sin embargo, el uso de tecnología intensiva enfrenta desafíos de capacidad técnica. En las visitas de campo a fincas de *Rural Adelante* y *Emprende Sur*, aunque se observa el uso de tecnologías intensivas como la producción de tomate en invernadero, la falta de asistencia técnica y conciencia sobre externalidades ambientales han mermado su eficacia. Un contraste es el uso de invernaderos en el cultivo de fresas de PRODENORTE que ha logrado éxito gracias a acuerdos de asistencia técnica prolongada con la cooperación de Taiwán, subrayando la necesidad de un enfoque más integral y equilibrado en tecnologías intensivas agrícolas.
127. **Información agroclimática: tres proyectos asistieron infraestructura agroclimática, pero la evidencia sobre su utilización por pequeños productores de agricultura familiar no es uniforme.** El caso más exitoso fue el de NICADAPTA en Nicaragua que rehabilitó 15 estaciones y las transformó en agroclimáticas, además de establecer 7 nuevas, brindando servicios de información agroclimática a 26,803 beneficiarios. En Honduras, PROLENCA estableció una red de 30 estaciones meteorológicas básicas en tres departamentos y seis comunidades, con el objetivo de que cada organización beneficiaria pudiera informarse sobre el clima local de manera diaria o semanal. En El Salvador *Rural Adelante* contribuyó a instalar estaciones meteorológicas. Las mesas agroclimáticas promovidas por donantes, y donaciones del FIDA (CIAT), difunden boletines agroclimáticos que contienen la predicción climática, su posible impacto en los cultivos, asociado a recomendaciones de manejo agronómico para cada rubro productivo. Sin embargo, en Honduras y en El Salvador la información sobre clima no fue difundida ampliamente en territorios climáticamente vulnerables. En estos dos países, las estaciones meteorológicas no fueron introducidas de forma coordinada con las instituciones tutelares de agrometeorología o con las instituciones responsables de divulgar los boletines agroclimáticos a los productores.
128. **Algunos proyectos reportan haber fomentado el uso de tecnologías y prácticas eco-amigables, abarcando manejo de suelo, agua y diversificación de cultivos** Los proyectos de generación más antigua (PRODESEC, FAT, PRODEMORO, PRODEMORO-Central, PRONADER I, PNDR) no enfatizaron medidas de conservación de suelo, rehabilitación de tierra o reforestación y cuando las implementaron, llegaron por debajo de las metas (menos de 50% o 30%). Un proyecto más reciente como NICADAPTA enfrentó la vulnerabilidad en las fincas y sus sistemas de producción de café y cacao ante el cambio climático, como sugiere la mejora de los índices de vulnerabilidad calculados según metodología del CATIE.⁸¹ El proyecto también implementó prácticas en 12,291 fincas, centradas en producción orgánica y conservación del suelo. *Emprende Sur* asistió

⁸¹ Informe Final de NICADAPTA, para el análisis de los cambios en vulnerabilidad climática fue empleada la metodología desarrollada por el CATIE.

a 5,600 productores en adaptación a sequías y conservación del suelo, y *Amanecer Rural* apoyó a 5,783 productores en tecnologías agrícolas adaptativas, con 130 organizaciones, fortaleciendo la conservación del suelo. Sin embargo, la documentación muestra incertidumbre sobre el número efectivos de productores que adoptaron las prácticas y siguieron utilizándolas después del cierre de los proyectos.

129. En conjunto, varios proyectos (PRODESEC, PRODEMOR-Central-Ampliación, *Amanecer Rural*, PRONADER I, PRODENORTE, PROCAVAL) reportan haber dotado de alrededor de 5,000 sistemas de captación de agua y sistemas de micro riego y riego por goteo en alrededor de 4,800 ha (solamente el proyecto PRODESEC reporta la porción principal de 2,800ha), además de haber entregado material para el establecimiento de 570 ha de sistemas de recolección de agua de lluvia. No obstante, la documentación carece de evidencia sobre la eficacia de estas inversiones y no hay datos que demuestren los beneficios obtenidos (productividad, resiliencia al clima, costo-beneficio) de estas inversiones y su utilización después del cierre de los proyectos.
130. En términos generales, la falta de capacidad en infraestructura del agua para la agricultura, típica en el Corredor Seco, es una limitación significativa para que funcionen las estrategias de fortalecimiento de cadenas de valor e integración a los mercados de los pequeños productores y para asegurar la sostenibilidad económica y ambiental de las comunidades. Sin una infraestructura adecuada que respalde los sistemas de riego, las inversiones en tecnologías de conservación de agua pueden no alcanzar su potencial completo, limitando así las oportunidades de los agricultores de mejorar sus rendimientos, adaptarse a los desafíos climáticos y acceder a mercados más amplios.

B.4 Diversificación de Ingresos, Acceso a Mercados y Cadenas de Valor

131. **Algunos proyectos han ejecutado intervenciones orientadas a la transformación socioeconómica de zonas rurales del Corredor Seco, a través de desarrollo empresarial, facilitación de acceso a mercados y fortalecimiento de cadenas de valor.** NICADAPTA ha catalizado específicamente las cadenas de café y cacao mediante mejoras infraestructurales y articulaciones comerciales. Proyectos como PRODENORTE, *Amanecer Rural* y *Emprende Sur* han promovido la diversificación productiva, evidenciada en la ampliación de productos, como miel, semillas de marañón (arándano), y alimentos procesados.⁸²
132. **Los proyectos reportan lograr sus mayores resultados cuando las capacidades y la calidad de productos hayan mejorado para poder vender en mercados más exigentes** y con precios más remunerativos. En estos casos, participación en ferias y ruedas de negocio, certificación/desarrollo de marcas, han permitido a productores rurales ingresar en mercados a niveles local, nacional e internacional (NICADAPTA, *Emprende Sur*, en parte *Amanecer Rural*). Sin embargo, un hallazgo frecuente fue que la falta de una estrategia de acceso a mercados está limitando el potencial económico de los productores. A pesar de la asistencia técnica ofrecida, a menudo no existen planes claros para lograr contratos estables o diversificar las estrategias de mercado, resultando en ventas limitadas a mercados comunales y vecinos. NICADAPTA intentó superar esta barrera apoyando las cadenas de café y cacao con infraestructura y acuerdos comerciales, madurando los beneficios de más de dos décadas de asistencia internacional en estos rubros, con mejora de la calidad y apertura de mercados internacionales. Sin embargo, los miembros de cooperativas y asociaciones expresaron que el período de intervención de los proyectos fue corto para poder capitalizar plenamente los beneficios.
133. El caso favorable de la cooperativa exportadora de semilla de marañón (anacardo, un producto que se adapta bien al clima seco y variable) "La Sureñita" en *Emprende Sur* ilustra el tiempo extendido necesario para integrar cadenas de valor en mercados

⁸² El núcleo de las inversiones ha sido: (i) infraestructura de almacenamiento, como centros de acopio, silos, casas malla/invernaderos (p.ej. PRODEMOR-Central-Ampliación, PRODEMORO, Rural Adelante, PRONADER I, PNDR, PRODENORTE, PRODESEC, PROCAVAL, NICAVIDA, NICADAPTA); (ii) infraestructura de transformación, procesamiento y empaque (p.ej. PRODEMORO, Rural Adelante, PNDR, PRODENORTE, PROCAVAL, NICAVIDA, NICADAPTA); (iii) Transformación de la producción primaria (p.ej. Rural Adelante, PRODEMORO, PRONADER I, PNDR, PRODENORTE, PROCAVAL, NICAVIDA, NICADAPTA).

internacionales. El recuadro IV.1 muestra que, a lo largo de casi 40 años, la cooperativa se benefició de asistencia técnica prolongada (a través de personal empleado). La cooperativa genera beneficios múltiples para sus miembros: i) precio de venta de materia prima garantizado; ii) salarios para los miembros que trabajan en el procesamiento del marañón; iii) actividades para fidelizar los productores miembros de las cooperativas (p.ej., entrega gratuita de plantas frutales). Al mismo tiempo, la cooperativa enfrenta el desafío de fidelizar los socios para que vendan materia prima a la cooperativa y no a compradores externos. Además, es preciso notar que el apoyo de agencias de cooperación en el largo plazo es un arma de doble filo, en parte es necesario, pero puede generar dependencia de cooperación externa, si no se establecen principios de graduación.

Recuadro IV.1

El caso de la Sureñita (*Emprende Sur*)

- Trayectoria de la Cooperativa Regional de Producción Agropecuaria La Sureñita Ltda Cooperativa de mujeres activa en el procesamiento del marañón (*anacardium occidentale*)
 - 1985 las mujeres empiezan a colaborar en la siembra de maíz y en la cría de cerdos
 - 1988 primeras parcelas de marañón
 - 1988-1996: apoyo de la fundación alemana Friedrich-Ebert-Stiftung. Soporte técnico y acceso a mercados de comercio solidario en Europa
 - Años 2000s: apoyo de la cooperación suiza (COSUDE)
 - 2015 inversión de Emprende Sur (FIDA) en plantas de procesamiento
 - 2020 apoyo de cooperación suiza (COSUDE)
 - Apoyo actual: COMRURAL (Banco Mundial) – a presente, ejecución suspendida del proyecto
- Venta en Europa y en los Estados Unidos del marañón procesado
Beneficios para las mujeres miembros y sus familias: i) empleo y sueldo; ii) precios ventajosos para la producción primaria de marañón; iii) distribución gratuita de plantas frutales a los miembros y venta a los miembros de tilapia a precios competitivos como estrategia de 'fidelización' (para animar a los miembros a vender la materia prima del marañón a las cooperativas y no a operadores externos); iv) apoyo en gastos de educación a socios e hijos; v) algunas mujeres del consejo directivo tuvieron oportunidades de estudio en Honduras y en el extranjero.
- Asistencia técnica permanente (a la producción y a la comercialización). Hay un técnico salariado a tiempo completo, con fuerte compromiso personal (su padre fue el anterior asesor técnico al consorcio "La Sureñita")
- Desafíos: la planta tiene capacidad de procesar el doble del nivel actual. La limitación es la poca producción primaria de los miembros y la preferencia de algunos miembros de vender parte de la producción a operadores externos, si ofrecen precios más altos que los de la cooperativa. Se están considerando alternativas, incluyendo la opción de cultivar el marañón en zonas de protección de cuencas hidroeléctricas (combinando servicios de protección ambiental y aumento de oferta de materia prima).

Fuente: misión de evaluación (julio de 2023).

134. **Los proyectos reportan haber tenido logros en la generación de empleo y en el aumento de los ingresos de las familias rurales.** Algunos ejemplos de los datos disponibles incluyen: i) en el caso de *Emprende Sur*, un aumento del 10% en los ingresos de las familias beneficiarias, con un notable aumento del 200% en los ingresos de grupos vulnerables de mujeres; ii) la generación de 5,958 empleos en 2018, y un aumento del 25% en los ingresos de sus beneficiarios con la contribución de *Amanecer Rural*; iii) en el proyecto FAT incrementos en el margen bruto de producción agropecuaria, con cifras destacadas como el 74.40% para unidades familiares sin tenencia de tierra; iv) el estudio de impacto del proyecto PRODESEC (llevado a cabo por la división de investigaciones del FIDA con diseño cuasiexperimental) mostró que, tras la intervención del proyecto, las familias tuvieron un leve aumento del 3% en sus bienes duraderos y en el índice de activos del hogar; v) bajo NICADAPTA un aumento del 25% en el ingreso bruto promedio de productos como café y cacao, aunque el estudio de impacto elaborado por el FIDA no observó cambios significativos en ingresos netos, probablemente por el aumento en el gasto en insumos agrícolas (fertilizantes orgánicos), sin aumentos significativos de precios de venta de producto (lo que ocurre cuando se vende café o cacao orgánico en mercados locales o nacionales y no internacionales).

B.5 Servicios Financieros

135. **La finanza rural representó una parte menor de las inversiones, con intervenciones poco eficaces en proyectos antiguos, pero resultados apreciables en dos proyectos más recientes en el fortalecimiento de organizaciones financieras comunitarias.** Como se estima en el capítulo III, las inversiones en finanza rural no sobrepasaron el 3% de la cartera examinada. En los proyectos antiguos, hubo ejemplos no exitosos como en el caso de PRODEMOR-Central-Ampliación (El Salvador): las instituciones microfinancieras identificadas no se comprometieron a ampliar sus servicios a las zonas del proyecto, a causa de los altos costos unitarios para alcanzar los clientes y la fuerte competencia de programas financieros subvencionados por el Gobierno que ofrecían bajos intereses. Problemas similares se señalaron en PNDR, PRODESEC, y PROCAVAL.
136. Sin embargo, se destacan las iniciativas de dos proyectos cerrados pero un poco más recientes, *Emprende Sur* y *Amanecer Rural*, que fomentaron el ahorro y establecieron alianzas entre entidades financieras comunitarias, bancos e instituciones de microfinanza, logrando la inclusión de aproximadamente 10 000 familias y organizaciones rurales. Los enfoques adoptados, que incluyen capacitaciones, formación de grupos de ahorro y transferencia de fondos semilla de capitalización, han acompañado organizaciones financieras comunitarias que ofrecen préstamos a condiciones diferenciadas para distintas inversiones (compra de insumos para producción agrícola, financiamiento de empresas no agrícolas, compra de tierra, consumo familiar) y apoyan iniciativas económicas locales. Por ejemplo, la Federación de Cajas Rurales el Corpus (*Emprende Sur*) muestra un caso exitoso (recuadro IV.2), que se basa en dos décadas o más de apoyo por ONG y cooperación internacional incluyendo el FIDA, donde la federación y las cajas individuales lograron vincularse a bancos para ampliar la cartera de préstamos a sus miembros, los cuales, además de recibir préstamos, participan de la distribución de los beneficios financieros netos de las cajas.

Recuadro IV.2

Federación de Cajas Rurales el Corpus (*Emprende Sur*)

Federación establecida en 2011 en colaboración con la ONG Care y cooperación de Canadá (las cajas individuales ya existían desde 10 años o más). La federación es conformada por 12 cajas, con total de 500 familias miembros.

La federación apoya las cajas individuales con préstamos (16% por año) y con asistencia técnica e intervienen en caso de conflictos en las cajas. Las cajas a su vez prestan a 24% por año – en promedio – a sus miembros; la tasa de interés se diferencia según las actividades para las cuales se utilizan los préstamos, que incluyen actividades de producción, compra de tierra o consumo familiar. El límite máximo de préstamo individual es cinco veces el nivel de préstamos depositados en una caja.

Emprende Sur ayudó a capitalizar la federación con U\$ 73.800, que se distribuyeron a las cajas.

La Federación saca beneficios positivos y las cajas también (según se informa, no hay problemas serios de morosidad crediticia, durante la crisis COVID, las cajas experimentaron retrasos en los pagos, sin comprometer su estabilidad financiera). Al final del año, las cajas pagan gastos de operación, deudas e intereses. De lo que queda (beneficios), dejan las reservas legales (40%), mientras que 60% puede ser repartido a los miembros en proporción de las acciones que poseen en las cajas.

Fuente: misión de evaluación (julio de 2023).

137. **Iniciativas piloto con nuevos servicios financieros.** A través de las donaciones, INNOVATECH y Agritererra manejaron intervenciones pilotos para mejorar los sistemas contables de algunas cajas y empresas rurales con digitalización, documentación de la trazabilidad de los cultivos y registro de procesos de certificación. Falta información sobre el número y el alcance de las cajas y empresas involucradas, lo cual no permite evaluar el alcance e impacto de estas iniciativas. Otra experiencia interesante fue la contribución financiera del FIDA (donación) a un proyecto piloto en Guatemala que experimentó con pólizas de seguro paramétricos indexados a factores climáticos, que activan pagos a los agricultores miembros cuando se verifiquen condiciones de sequía (ver bajo *Innovaciones*) lo que puede contribuir a la resiliencia de la agricultura familiar en el Corredor Seco.

B.6 Fortalecimiento de instituciones públicas nacionales y locales

138. Pese a la existencia de convenios formalmente establecidos, **no se ha observado una mejora sistemática en las capacidades de intervención de las instituciones públicas nacionales o locales, con algunas excepciones en Nicaragua y en El Salvador**. En lo que respecta a la coherencia interinstitucional, se ha observado una carencia de sinergias entre los proyectos y las entidades gubernamentales clave como los Ministerios de Agricultura, los sistemas de extensión agrícola y los institutos técnicos que atienden las cadenas de valor (ver también bajo *Desempeño del Gobierno*). A nivel de las instituciones nacionales, algunas excepciones a este panorama son los proyectos NICAVIDA y NICADAPTA, que han demostrado un mayor nivel de alineación de los proyectos con dichos ministerios e instituciones y con programas públicos.
139. Varios proyectos, como PRODENORTE, PRODESEC y PNDR (Guatemala), han mostrado efectos limitados en las instituciones. En el caso específico del PNDR, la falta de coordinación adecuada con el MAGA resultó en una operatividad subóptima en las comunidades rurales. Adicionalmente, no se han establecido espacios efectivos de evaluación de políticas públicas ni de diálogo, lo cual se traduce en poca influencia en la formulación de políticas públicas y en el entorno normativo.
140. Por último, si bien las Unidades de Gestión de los Proyectos han establecido relaciones funcionales con entidades de gobierno local (en Nicaragua y Honduras hay algunos ejemplos⁸³ y en El Salvador prácticas más sistemáticas e institucionalizadas en la preparación de Planes de Adaptación al Cambio Climático a nivel de municipalidades), las operaciones de los proyectos están poco integradas en los planes municipales (como se explica más precisamente bajo *Desempeño del Gobierno*).

C. Equidad

C.1 Cobertura de municipios y de grupos vulnerables

141. **Hay diferencias entre los municipios del Corredor Seco, con y sin proyectos FIDA en términos de características geofísicas y económicas. Sin embargo, estas diferencias ponen desafíos de interpretación.** El gráfico IV.2 muestra los resultados de indicadores geolocalizados por municipio del Corredor Seco en Guatemala, Honduras y Nicaragua. Se excluye El Salvador, porque en este país todos los municipios del Corredor estuvieron cubiertos por proyectos FIDA. El gráfico IV.2 y compara municipios con y sin intervenciones del FIDA. Los indicadores son: i) PIB per cápita en 2015; ii) elevación (msm); iii) distancia de la ciudad más cercana en minutos (indicador *proxy* de aislamiento y retos de transporte); y iv) porcentaje del área del municipio cubierta por bosques en 2008.⁸⁴ Se calculó el promedio de los municipios en los cuatro países. El eje horizontal de los gráficos muestra el promedio de los municipios sin proyectos, el promedio de los municipios con proyectos y los promedios de los municipios, ordenados por número de proyectos ejecutados allí, de uno a cinco.
142. El gráfico IV.2 evidencia diferencias interesantes, cuya interpretación necesita cautela, dadas las variaciones entre países y proyectos de distinta generación:
 - En el caso del PIB per cápita (2015), el nivel promedio general era similar en municipios con y en municipios sin proyectos FIDA, pero hay diferencia entre los países (en Guatemala y en Honduras el PIB pc era inferior en los municipios con proyectos del FIDA, lo contrario se observa en Nicaragua). Los municipios con cinco proyectos tenían los promedios más bajos en promedio. Faltan datos más granulares sobre la composición de ingresos de hogares (que incluyen las remesas).
 - En el caso de la elevación, los municipios con proyectos están en lugares de mayor altura (msm) que los municipios sin proyecto, pero los municipios con tres o más proyectos están en municipios de menor altura. Este hallazgo podría estar vinculado

⁸³ Hay algunos ejemplos en el caso de caminos rurales, actualización de las juntas directivas de las organizaciones de base (PROLENCA) y almacenamiento de agua (PROLENCA, Empreende Sur) pero son experiencias más puntuales y no realmente parte de una planificación estratégica con las municipalidades.

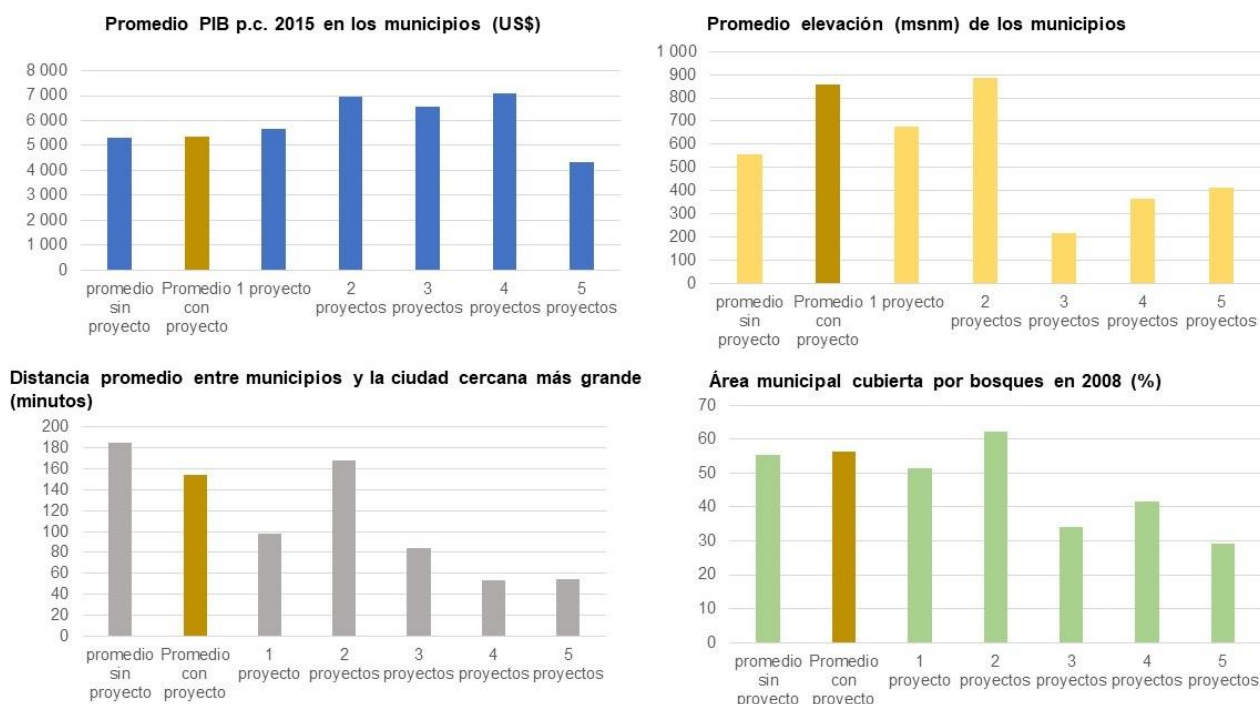
⁸⁴ La selección de los indicadores se basa en la disponibilidad a nivel geolocalizados y al nivel de desagregación municipal. Los datos de PIB pc de 2015 y de cobertura forestal en 2008 son los más antiguos disponibles.

con el énfasis de proyectos FIDA en café u otros cultivos típicos de zonas de altura. Los municipios con tres o más proyectos corresponden a proyectos antiguos, que no daban atención especial a cultivos de altura.

- Con respecto a la distancia de la ciudad más cercana, los municipios en que operaron los proyectos FIDA parecen tener tiempo de viaje menor (i.e., mejor conectados a la infraestructura de transporte), en particular los municipios con tres o más proyectos.
- No hay diferencia significativa en términos de cobertura forestal (datos de 2008) entre municipios con y sin proyecto (pero los municipios con tres proyectos o más tenían baja cobertura forestal en 2008).

Gráfico IV.2

Características de las áreas municipales del Corredor Seco, con y sin intervenciones FIDA en Guatemala, Honduras y Nicaragua (el eje horizontal ordena los municipios según número de proyectos financiados por FIDA. 0= Sin proyecto; 5= cinco proyectos)



Fuente: elaboración de datos SIG por el equipo de evaluación (2023).

143. **Los datos disponibles muestran la atención a varias categorías marginadas.** Las informaciones recopiladas a través del estudio de la documentación, entrevistas y visitas de campo sugieren que hubo generalmente atención a personas pobres y a categoría marginadas, conforme a los diseños de los proyectos.⁸⁵ Los proyectos evaluados tuvieron diferentes niveles de cobertura efectiva para los grupos poblacionales vulnerables (mujeres, indígenas y jóvenes). En general, la cobertura fue alta para mujeres y variable (o no documentada) para jóvenes e indígenas, como se presenta en el cuadro IV.2 y se discute a continuación.

⁸⁵ Durante las misiones, se encontró una mezcla de organizaciones consolidadas y organizaciones incipientes y con miembros provenientes de familias pobres. Sin embargo, se encontró un caso evidente de focalización fuera de la típica atención de FIDA en el centro recreativo JICASUR, Choluteca, financiado por *Emprende Sur*, conformado por un parque recreativo con piscina. Inicialmente el proyecto había aprobado un plan de negocio para producción de tilapia, que nunca se realizó, por falta de agua. Sin embargo, el plan fue convertido para la construcción de centro recreativo con dos transferencias del proyecto (por un total equivalente a US\$ 59 000). Los miembros de la asociación propietaria del centro recreativo son emprendedores locales y profesores de escuela, no pequeños productores rurales.

Cuadro IV.2

Metas y alcances de focalización en grupos vulnerables en el Corredor Seco

País	Proyecto	Mujeres		Jóvenes		Indígenas	
		Meta	Alcance	Meta	Alcance	Meta	Alcance
El Salvador	PRODEMORO	30%	54%	15%	4%	-	-
El Salvador	PRODEMOR-CA	30%	54%	10%	10%	-	-
El Salvador	Amanecer Rural	30%	50,5%	-	-	-	-
El Salvador	Rural Adelante	40%	56%	20%	34%	5%	35%
Guatemala	PRONADER I	37%	-	20%	-	65%	-
Guatemala	PNDR Oriente	38%	24%	26%	1%	3%	7%
Guatemala	PRODENORTE	30%	51,3%	10%	9,3%	90%	95%
Honduras	Emprende Sur	30%	51%	-	19%	-	6%
Honduras	PROLENCA	30%	45%	20%	29%	- ^a	90%
Nicaragua	NICADAPTA	-	40%	-	-	10%	8%
Nicaragua	NICAVIDA	50%	-	20%	-	11%	-

a. El documento de diseño no presenta una meta, pero el informe de supervisión de 2022 menciona una meta de 85% y un logro efectivo de 90%.

Fuente: Documentos de cierre de proyectos o misiones de supervisión.

C.2 Igualdad de género

144. La mayoría de los proyectos tenía la meta de incorporar al menos un 30% de mujeres, con el propósito de aumentar su acceso a servicios ofrecidos en las intervenciones. En varios casos se excedió la marca e incluso se alcanzó una participación de mujeres superior al 50% (PRODEMORO, PRODEMOR-Central-Ampliación, Amanecer y Rural *Emprende Sur*).⁸⁶ En Nicaragua, 40% de las participantes de NICADAPTA fueron mujeres y se atendieron 45.155 hogares, 27% de los cuales tenían mujeres como jefas de hogar. Sin embargo, aunque el proyecto hizo esfuerzos para incluir la igualdad de género, el acceso limitado de las mujeres a la tierra sigue siendo un obstáculo (la proporción de tierra en manos de los varones es de 81% en el café y 84% en el cacao).
145. Los proyectos **facilitaron la participación de las mujeres en los planes de inversión y el acceso a servicios financieros y a la asistencia técnica**. Por ejemplo, la alineación de los proyectos con la política de fomento de cajas rurales en Honduras, como en el caso de la Federación de Cajas Rurales El Corpus, apoyada por *Emprende Sur*, contribuyó al acceso a factores productivos para mujeres en condiciones de vulnerabilidad (viudas, jefas de hogar). En El Salvador, *Rural Adelante* creó un fondo de apoyo para financiar actividades de inclusión de mujeres y jóvenes.⁸⁷ Sin embargo, las acciones afirmativas de *Rural Adelante* para financiar actividades de equidad de género fueron calificadas por la UGP de ese proyecto como insuficientes, con un presupuesto total de USD 15 000.⁸⁸
146. Varios proyectos incluyeron componentes de **inclusión social y fortalecimiento de la posición de la mujer** (ej. alfabetización, prevención de la violencia intrafamiliar, apoyo a la formación del liderazgo femenino). Los proyectos lograron que se incrementara la participación de las mujeres en las organizaciones rurales. Así mismo, algunos de estos recibieron reconocimiento de IFAD por sus esfuerzos en avanzar el empoderamiento económico de las mujeres. Entre estos se encuentran PRODEMORO, en El Salvador y PRODENORTE, en Guatemala (*Gender Awards* del FIDA en 2013 y 2019). En El Salvador, en el marco de PRODEMOR-Central-Ampliación, 33,8 por ciento de los puestos directivos de las organizaciones atendidas estaban en manos de mujeres. *Amanecer Rural* incrementó la participación de las mujeres en 276 organizaciones cooperativas,

⁸⁶ En Honduras, durante la misión de evaluación en la zona de PROLENCA, se notó focalización de género variable: grupos de mujeres (indígenas y mestizas) con niveles altos de vulnerabilidad, pero otros grupos en los que la focalización no era evidente (lácteos, abonos orgánicos).

⁸⁷ Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir - Rural Adelante. Informe de diseño detallado. FIDA, 2015.

⁸⁸ Datos brindados por UGP.

alcanzando a 4 921 mujeres y jóvenes, lo que representa un incremento del 22% respecto a la situación inicial. En Honduras, el 48% de las organizaciones apoyadas por *Emprende Sur* contaron con más de 11 mujeres participando en puestos de toma de decisión y un 30 por ciento con una mujer en un puesto clave (presidencia, vicepresidencia o tesorería). En Nicaragua, las mujeres tienen 44% de representación en consejos de administración de las organizaciones apoyadas por NICADAPTA.

147. **Entrevistas en campo y la revisión documental evidencian que algunos proyectos contribuyeron a la reducción de la carga de trabajo doméstico de las mujeres** a través de la dotación de cocinas, estufas mejoradas y agua potable lograron ahorros de tiempo para las mujeres al eliminar la necesidad de desplazarse. Según la documentación, en El Salvador, en *Amanecer Rural* las familias beneficiadas con aljibes y cocinas lograron un ahorro de tiempo estimado de tres horas al día —alrededor de USD 9-15 USD al mes— por el acarreo de agua y/o leña. En Guatemala, PRODENORTE logró la reducción de la carga laboral de 2,963 mujeres con la entrega de estufas ahorradoras y la dotación de aljibes, lo que -según estimado en el informe de cierre- redundó en una reducción de dos horas de trabajo al día en la preparación de alimentos y de una hora al día en la recolección de agua. Igualmente, se estima que en los proyectos de Guatemala la entrega de 1,788 aljibes y 2,000 estufas ahorradoras ha evitado a las mujeres aproximadamente 2 horas de trabajo diario.
148. “Cerrando Brechas” es una herramienta creada en Guatemala para medir y reducir las brechas de equidad de género en organizaciones rurales.⁸⁹ A través de un cuestionario, se identifican brechas en las organizaciones rurales, para después elaborar planes y respuestas. La herramienta se empleó en PROLENCA, PRODEMOR-Central-Ampliación, *Rural Adelante*, *Emprende Sur* y PNDR.⁹⁰ También se aplicó fuera de América Central (Ecuador). En algunos casos, se implementaron acciones afirmativas como capacitaciones dirigidas a mujeres y hombres en temas de género y masculinidades; capacitación y sensibilización a funcionarios/as o personal técnico de las instituciones públicas (como las coordinadoras de las Oficinas Municipales de la Mujer). Sin embargo, como se pudo apreciar en El Salvador, en algunos casos se aplicó “Cerrando Brechas” con una rigidez que no permitió adaptar la herramienta (i.e., el cuestionario) frente a contextos locales y organizativos distintos, razón por la cual la herramienta no aportó de manera directa para responder a las demandas de las mujeres en el marco de las iniciativas visitadas (*Rural Adelante*).

C.3 Los jóvenes

149. En general, las metas de inclusión de jóvenes variaban entre el 10% y el 26%. Sin embargo, **el alcance en algunos proyectos estuvo por debajo de las expectativas: la migración (que afecta particularmente a los jóvenes) y la falta de iniciativas dedicadas a sus desafíos e intereses particulares y de presupuestos específicos explican los hallazgos**. En El Salvador, el proyecto PRODEMORO tenía una meta del 15% para jóvenes, pero solo alcanzó 4%. De forma similar, PNDR Oriente en Guatemala, con una meta del 26%, solo alcanzó un 1%. Pocos casos, como *Rural Adelante* en El Salvador y PROLENCA en Honduras, alcanzaron porcentajes de 34% y 29% respectivamente, superando sus metas iniciales. En Nicaragua, NICADAPTA incluyó a jóvenes en planes de inversión y capacitación laboral (16% de jóvenes en 105 planes de inversión), pero el proyecto también careció de metas claras e iniciativas específicas. En NICAVIDA, se estima que 24% de las personas que encabezan hogares beneficiarios tienen menos de 30 años de edad. Como en otros proyectos, entre los retos principales para la inclusión de jóvenes se encuentran entender las dinámicas, desafíos y características de este grupo poblacional; abordaje integral de la migración y juventud; tomar en cuenta la evolución de la economía rural y su incipiente terciarización, así como enfrentar un mercado laboral limitado.

⁸⁹ Moreno Ana Lucia. 2022. *Laboratorio técnico Cerrando la Brecha de Género*. Webinar 30 de junio del 2022.

⁹⁰ En el caso de *Amanecer Rural*, solo se llevó a cabo capacitaciones de la metodología Cerrando Brechas, pero no su implementación (actividades, talleres, acompañamiento) en organizaciones.

C.4 Indígenas

150. La gran mayoría de los proyectos (12) prestó atención a pueblos indígenas a través de la focalización en zonas geográficas con población mayoritariamente indígena. **Según la concentración local, la atención dedicada y la capacidad de adaptar las iniciativas, la participación efectiva fue variable.** Para la población indígena en el caso de PRODENORTE, en Guatemala o PROLENCA en Honduras, se logró un alcance del 90% o más. En Honduras, como notado y con la cautela sobre las cifras exactas, la cobertura fue alta, pero *Emprende Sur*, que no tenía un foco claro en población indígena, alcanzó solo un 6%. En El Salvador, *Rural Adelante* destacó por su enfoque en poblaciones indígenas a través de diagnósticos, acciones afirmativas y cuotas de participación: el 35% de la población beneficiaria del proyecto pertenece a pueblos indígenas. Los demás proyectos no especificaron un porcentaje de participación para esta población. La misión de evaluación encontró que es posible que la falta de priorización y la insuficiente comprensión de las estrategias y demandas de la población indígena por parte de las agencias públicas limiten el alcance de los proyectos FIDA en estas poblaciones en El Salvador. Otro factor limitante fue el de tener acciones afirmativas separadas de los demás planes y con presupuestos limitados.
151. En Nicaragua, NICADAPTA y NICAVIDA trabajaron con 96 comunidades indígenas y 14,000 indígenas respectivamente: en ambos proyectos la meta de participación de población indígena era baja: cercana al 11% del total de beneficiarios. Casi todos los proyectos en Guatemala apuntaron a una participación alta de población indígena, pero solo PRODENORTE logró resultados contundentes, reflejando la poca visibilidad otorgada por los proyectos. PRONADER apuntó a un 65% de beneficiarios directos e indirectos pertenecientes a pueblos indígenas, pero la falta de información no permite verificar los resultados. PNDR Oriente solo alcanzó un 7% de beneficiarios indígenas.

D. Innovaciones apoyadas por las intervenciones FIDA

152. Las entrevistas y las misiones de país muestran que los principales socios interesados consideran que la cartera de préstamos del FIDA apoyó generalmente enfoques convencionales (similares a los que están previstos en las políticas nacionales que respaldan la agricultura familiar, ver capítulo II) y que las principales innovaciones se encuentran en la cartera de las donaciones. Los hallazgos de esta evaluación coinciden en términos generales, pero agregan detalles y precisiones.
153. **La gran parte de iniciativas apoyadas en el Corredor Seco no eran 'nuevas en sentido absoluto', pero poco practicadas en las zonas de los proyectos.** Con los proyectos del FIDA, se promovieron sistemas de riego, captación de agua, invernaderos, equipos de secado, entre otros, en áreas de cobertura de los proyectos donde no estaban muy difundidas como alternativas de apoyo a la producción. En Guatemala, PRODENORTE apoyó el establecimiento de sistemas de riego, sistemas de captación de agua y cuartos fríos, beneficiadoras de cacao y secadoras de caucho. Si bien todos ellos no representan una innovación tecnológica para la producción agrícola en términos generales, fueron bastante nuevos en los sistemas productivos específicos asistidos, y contribuyeron a aumentar volúmenes de producción, establecer contratos de compra de productos post cosecha con comercializadoras locales.
154. En El Salvador, la introducción de los invernaderos en algunas de las áreas de cobertura de PRODEMORO⁹¹, *Amanecer Rural*⁹² y *Rural Adelante*⁹³ contribuyó a la reducción de la carga laboral de las mujeres⁹⁴, la generación de nuevos empleos para jornaleros de medio tiempo, la diversificación de la producción agrícola y las fuentes de ingresos.⁹⁵ Sin embargo, como se pudo constatar en terreno, en algunas organizaciones (p.ej. Asociación Cooperativa de Producción Agropecuaria Cumbres del Volcán, Asociación Comunal de Mujeres de Morazán) que trabajan con *Rural Adelante*, el paquete

⁹¹ Evaluación subregional en el Corredor Seco de Centroamérica, Revisión Documental, abril 2023.

⁹² President's Report, Rural Territorial Competitiveness Programme (*Amanecer Rural*). IFAD, 2010

⁹³ Informe de diseño detallado, Programa Nacional de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir – Rural Adelante. FIDA, 2015

⁹⁴ *Amanecer Rural*. Reporte de misión de supervisión 2017. FIDA.

⁹⁵ Notas de entrevistas, organizaciones ACMM y ACPACUV.

tecnológico de los invernaderos no contó con asistencia técnica integral y actualizada hacia los productores (uso de pesticidas e introducción de prácticas amigables para el medio ambiente) y no garantizó la inocuidad de los alimentos para el consumo.

155. **En las últimas operaciones del FIDA se muestra interés hacia agrometeorología y el cambio climático.** La evaluación ha identificado procesos que han incorporado las innovaciones a nivel institucional, pero que aún deben desarrollarse para ser apropiadas y usadas plenamente por los productores y los actores locales. Los casos más institucionalizados se han identificado en Nicaragua. En NICADAPTA, se fortalecieron las capacidades de la oficina de agrometeorología del Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales (INETER), a través de la construcción de siete estaciones de medición automáticas y la instalación de pluviómetros en las comunidades. También se apoyó el establecimiento de un sistema automatizado de vigilancia integrada del Instituto de Protección y Salud Agropecuaria (IPSA). Como resultado, el IPSA extendió su trabajo a la pequeña producción agrícola, incidiendo en la adopción de buenas prácticas y brindando información fitosanitaria a los productores.
156. A diferencia de Nicaragua, en El Salvador y Honduras dichas inversiones aún no han generado los resultados esperados. En El Salvador, *Rural Adelante* apoyó al MARN con la entrega de equipos y estaciones meteorológicas para el sistema de información nacional, y aplicaciones informáticas (App) que deberían servir a los agricultores para las alertas climáticas. No obstante, las visitas de campo y reportes de misión de supervisión no evidencian su uso amplio por parte de los agricultores. En Honduras, PROLENCA, con fondos GEF, implementó un sistema de información geográfica (SIG) para conocer la climatología de la zona de intervención.⁹⁶ Sin embargo, las informaciones generadas fueron poco utilizadas para brindar servicios de asistencia técnica, generar alertas climáticas o proyecciones meteorológicas útiles para los productores y otros actores.
157. **Las innovaciones de mayor interés a nivel territorial e interinstitucional son las impulsadas a través de los planes locales de adaptación al cambio climático.** La mayor evidencia se encontró en El Salvador (ver también sección de *Coherencia*). A través de fondos ASAP, *Rural Adelante* promovió la introducción de los PACC en municipalidades, mancomunidades y Asociaciones de Desarrollo Comunitario. En este ámbito, las innovaciones introducidas trascendieron un abordaje a cadenas de valor y planes de negocio, y abordaron temáticas esenciales para el cambio climático. Esto fue realizado a través de instituciones locales, las cuales a su vez buscaron organizar y canalizar de manera más eficiente los fondos de las agencias de cooperación. Si bien se identifican áreas de mejoras en los PACC (ver sección de *Sostenibilidad*), es un primer paso para iniciativas más integradas y coherentes con los retos del Corredor Seco.
158. **Innovaciones en soluciones técnicas y asistencia a población vulnerable fueron introducidas como iniciativas piloto a través de las donaciones del FIDA.** Las donaciones tuvieron un rol importante, aunque no muy visibilizado, debido a la poca sinergia establecida con los proyectos de inversión (sección *Coherencia*). Destacan las donaciones INNOVATECH y Agriterra, que brindaron asistencia especializada a pequeños productores, a través de soluciones tecnológicas poco costosas, de fácil acceso. Bajo INNOVATECH, se establecieron alianzas con startup locales, las cuales ofrecieron soluciones tecnológicas (aplicaciones) a pequeños productores para el acceso y manejo de finanzas rurales. En El Salvador, INNOVATECH, alcanzó a población vulnerable (jóvenes) que generalmente no logra acceder a servicios financieros, y quienes encontraron la aplicación atractiva.⁹⁷ Similar a INNOVATECH, Agriterra buscó proveer plataformas digitales para comercialización de productos y promoción de alianzas entre pequeños productores y compradoras agrícolas. No obstante, en Guatemala el fortalecimiento de las capacidades de las organizaciones en marketing digital no tuvo los

⁹⁶ Informe de Terminación de Proyecto (ITP). Proyecto de Competitividad y Desarrollo Sostenible del Corredor Fronterizo Sur Occidental FMAM PRO-LENCA.

⁹⁷ Entrevistas con MAG y UGP, Rural Adelante.

mismos resultados, debido a la debilidad organizativa inicial, y la escasa participación de población joven.⁹⁸

159. En Guatemala, una donación del FIDA cofinanció un programa experimental sobre Micro seguros, en colaboración con PMA, Heifer International, GIZ y la compañía de seguros Aseguradora Rural y ha otorgado micro seguros basados en indicadores meteorológicos a 9 370 productores de maíz y frijol (no se conoce cuántos de estos productores eran beneficiarios de préstamos FIDA). El MAGA está buscando mecanismos para escalar la intervención, en colaboración con PMA. Lamentablemente, los socios nacionales no reconocen adecuadamente la contribución del FIDA en esta iniciativa.
160. **En síntesis**, los resultados de desarrollo de corto y largo plazo se pueden considerar moderadamente satisfactorios. La cobertura de necesidades de base fue alta en términos cuantitativos, así como la capacitación de grupos de productores (pero con calidad variable de actividad de formación y planes de negocio), y se observaron algunos ejemplos de uso de tecnologías y prácticas eco-amigables, aunque no fueron siempre elementos centrales de los proyectos, y con brechas en la evidencia sobre los resultados en el caso del manejo de agua. Los avances en el fortalecimiento de instituciones nacionales y locales fueron limitados. Los proyectos aseguraron atención al empoderamiento de mujeres, pero atención y adaptación variable a grupos indígenas y pocas iniciativas adaptadas a los jóvenes.
161. La contribución de los programas y proyectos examinados a las innovaciones es más limitada. Los proyectos apoyaron enfoques bastante convencionales y a veces técnicas ya conocidas, pero poco aplicadas en la zona. Se observa una evolución en cuanto a temáticas relevantes para el Corredor Seco como el cambio climático a nivel territorial. Sin embargo, hasta la fecha faltan líneas claras para un entorno favorable a las innovaciones y se ha aprovechado poco las experiencias piloto de las donaciones.

E. Sostenibilidad

E.1 Sostenibilidad institucional

162. **Las intervenciones financieras por el FIDA impulsaron procesos de planificación multi nivel y multi actor con el intento de promover sostenibilidad local.** Las operaciones apuntalaron varios niveles de planificación con un abanico de actores e instituciones. El recuadro IV.3 sintetiza las tipologías de planes que se utilizaron como instrumentos para promover actividades económicas de familias, organizaciones de base, o desarrollo económico local. Los *planes territoriales* fueron observados esencialmente en El Salvador y en Nicaragua y en el segundo caso se concentraban en infraestructura para necesidades de base (agua potable, caminos rurales). Los *planes de negocio* son orientados a organizaciones mejor establecidas (típicamente involucradas en procesamiento de producción primaria (procesamiento de lácteos, despulpado o tostado de café), y se refieren frecuentemente a compra de maquinarias.
163. Los *planes de fortalecimiento organizacional* se encuentran en la mayoría de los proyectos y sirven generalmente para sostener organizaciones incipientes. Los *planes familiares* (a veces llamados planes de desarrollo productivo) son también frecuentes y se refieren a organizaciones de productores más incipientes y se dirigen a la entrega de bienes de producción más simples (p.ej., hornos de tamaño pequeño, máquinas de coser, herramientas para artesanía). Los *planes de desarrollo financiero* se refieren a organizaciones financieras comunitarias y buscan aumentar el acceso a recurso para ampliar la cartera de préstamos a los miembros (recuadro IV.3)

Cuadro IV.3

Los diferentes tipos de planes en los proyectos⁹⁹

⁹⁸ En Guatemala, solamente se registró una participación de 25 por ciento de población joven. En Honduras, los participantes jóvenes representaron un 43 por ciento. Según el reporte de finalización de Agriterro, la membresía de jóvenes en organizaciones de productores y bancos comunitarios afectó significativamente el alcance de esta meta. Esto pudo haber sido causado por factores externos fuera de la donación, tal como migración, efectos del COVID-19, situación sociopolítica.

⁹⁹ Se encontraron también *Planes de apoyo a categorías específicas o de seguridad alimentaria*, como los planes de inversión de grupos vulnerables apoyados por *Emprende Sur*. Se trata de pequeños proyectos implementados por jóvenes en situación de vulnerabilidad o mujeres en situación de exclusión (p.ej. proyectos de panadería, repostería, corte y confección, tiendas de

Planes territoriales (p. ej., *Rural Adelante*, NICAVIDA, PNDR, *Amanecer Rural*, *Emprende Sur*). Se orientan hacia municipalidades (con menor frecuencia, hacia mancomunidades), asociaciones de base comunitaria, microcuencas. En algunos casos (*Rural Adelante*) han abordado más explícitamente la adaptación al cambio climático (PACC) o modelos de gestión ambiental (fase final de PNDR). En otros (NICAVIDA) se dirigen a servicios de base (p.ej. agua potable, saneamiento básico, pequeñas infraestructuras viales).

Planes de negocio (p.ej. PROLENCA, *Emprende sur*, PRODEMOR-Central-Ampliación, PRODEMORO, *Amanecer Rural*, *Rural Adelante*, PRODENORTE, FAT, PROCAVAL, PRODESEC, NICAVIDA, NICADAPTA). Generalmente se destinan a apoyar grupos asociativos con mayor capacidad de gestión y donde existe posibilidad de inserción en cadenas de valor. Son dirigidos a aumentar el valor agregado y la calidad de los productos y promover una mayor competitividad y acceso a mercados y se refieren a menudo a adquisición de maquinarias para procesamiento de producción primaria.

Planes de fortalecimiento o desarrollo organizacional (p.ej., PROLENCA, *Emprende Sur*, PRODEMOR-Central-Ampliación, *Amanecer Rural*, PROCAVAL). Se enfocan en gobernanza de organizaciones de base, formación en aspectos administrativos, gerenciales y financieros. Buscan aumentar el empoderamiento por parte de las organizaciones.

Planes familiares / de desarrollo productivo (p.ej., PROLENCA, PRODEMOR-Central-Ampliación, *Amanecer Rural*, PROCAVAL, NICAVIDA). Son destinados a apoyar organizaciones con menor desarrollo y capacidad de gestión. Tienen costo total inferior con respecto al plan de negocio y requieren un aporte mínimo de los asociados. Incluyen actividades productivas para mejorar la seguridad alimentaria y/o generar excedentes comercializables en pequeña escala

Planes de desarrollo financiero (p.ej. *Emprende Sur*). Apuntan a vincular a los grupos organizados en Cajas Rurales a entidades financieras (bancos, institutos micro financieros) para que las cajas puedan obtener préstamos y prestar a su vez a sus miembros.

Fuente: Estudio de escritorio y entrevistas de la evaluación (2023)

164. **Sin embargo, hay limitantes en la configuración observada de los planes que afectan la sostenibilidad de los resultados.** Las principales limitaciones fueron las siguientes: i) los planes fueron preparados por proveedores de servicios externos, con experiencia para producción básica (avícola, cerdos) pero con menor experiencia para apoyar procesamientos más elaborados o producción de calidad (p.ej., abonos orgánicos, lácteos, café); ii) el control de calidad insuficiente de los proyectos sobre los proveedores de servicios y consultores externo, lo que llevó en varios casos a aprobar planes no factibles (ver también bajo *Eficiencia*); iii) los planes son frecuentemente acompañados por formación de duración corta, pero los usuarios finales necesitan apoyo especializado y en el largo plazo. Todo ello pone desafíos a la sostenibilidad de las organizaciones de base y de sus actividades económicas.
165. Además, se notó una amplia profusión de planes que no están en sinergia explícita a nivel territorial, ni se complementan en la focalización (por ejemplo, planes territoriales en desfase con planes de negocio en la misma municipalidad). En los proyectos visitados, los planes se han aplicado a menudo con un enfoque vertical de oferta que “baja” a los beneficiarios y sus organizaciones. Se ha observado que “forzar” la organización de grupos para recibir recursos de los proyectos, es una modalidad que, por lo general, ha dado escasos resultados en términos de sostenibilidad.
166. En el caso de los planes de desarrollo financiero, se pudo visitar un número limitado de iniciativas, pero se apreció el compromiso de miembros y órganos directivos y la capacidad de mantener operaciones en el largo plazo con poco apoyo externo.
167. **Hay factores de fragilidad que son inherentes al contexto-país y subregional.** Como se señaló en la sección de *Pertinencia*, más allá de las condiciones de pobreza rural, en la subregión y en el Corredor Seco existen condiciones estructurales que dificultan las operaciones. Por ejemplo, en Guatemala las condiciones de ilegalidad en el Corredor (crimen organizado, clientelismo) afectaron en el pasado el PRODENORTE. En Honduras, se acrecentaron las condiciones de fragilidad (aislamiento de las áreas rurales y escasos servicios básicos, técnicos y financieros, aumento de la violencia, cambios

útiles escolares, elaboración de implementos apícolas) y son similares a los planes familiares. También se ha aplicado estos planes en una lógica explícita de acciones afirmativas hacia mujeres, jóvenes y pueblos indígenas en *Rural Adelante*.

políticos y casos de corrupción) que afectaron *Emprende Sur* y PROLENCA. En El Salvador hay cambios de la política del Gobierno para enfrentar la violencia de gran magnitud de las últimas décadas.

168. La migración es una oportunidad para atraer capital a iniciativas económicas y abrir nuevas rutas comerciales. A pesar de ello, contribuye al aumento del costo de mano de obra y a la disrupción del relevo generacional (sin mencionar dramas humanos, como la trata de seres humanos, secuestros y violencia). El envejecimiento de la población rural, con jóvenes que migran, y la presencia de mujeres solas a cargo del hogar, son problemas estructurales que no se pueden resolver solamente a través de los proyectos.
169. **En las entrevistas se señalaron de manera reiterativa las dificultades de las instituciones** (gobernanza, derechos, sistemas de atención y servicios a las áreas rurales, operativización de las leyes existentes). En países en los que actualmente hay una gran cantidad de recursos de la cooperación internacional, se manifiestan problemas de sobreposición y escaso impacto de los proyectos, que merman las posibilidades de sostenibilidad. Las operaciones FIDA han tenido que enfrentar un entorno institucional frágil que, con algunas excepciones, ha apropiado poco los procesos y resultados logrados, y tampoco puede garantizar su continuidad/mejora en el futuro.
170. En Guatemala, a los cambios de Gobierno y políticas, se ha asociado una constante rotación de funcionarios, procesos de aprobación de préstamos inciertos, falta de recursos de contrapartida. En Honduras se observó una limitada participación de las instituciones públicas (nacionales y locales) en la implementación de los proyectos FIDA por factores como escasa presencia territorial del Estado, modelo de contratación temporal, alta rotación de funcionarios públicos, servicios de asistencia técnica de corto plazo, involucramiento limitado de las alcaldías y otras instituciones para continuar asistiendo las organizaciones que recibieron fondos (PROLENCA). En El Salvador se notan avances (p.ej. convenios interinstitucionales en *Rural Adelante*) pero sigue dándose una débil institucionalización de los proyectos FIDA en el Estado: unidades de gestión de proyectos, servicios y hasta los mismos convenios continúan dependiendo de los recursos FIDA y de otras agencias. No se identifican estrategias de salida ya que los esfuerzos se orientan más bien hacia el diseño y negociación de nuevos proyectos como ocurrió entre *Amanecer Rural* y *Rural Adelante* y ahora con *Rural Adelante 2.0*.
171. En Nicaragua, por sus características de país, el sistema nacional de gestión de inversiones públicas y seguimiento de proyectos es estructurado. El principal riesgo al respecto es la capacidad de gasto para que el gobierno logre mantener el empleo público (p.ej. en MEFCCA). Hubo apropiación institucional de varios de los resultados de los proyectos FIDA y es plausible que continúen por lo menos de manera puntual (p.ej. salas de hidro meteorología y aplicaciones móviles en NICADAPTA; planes familiares más similares a servicios tradicionales de asistencia social en NICAVIDA).
172. **Hay factores de riesgo inherentes a las instituciones locales.** La situación en Guatemala es precaria respecto a la descentralización e institucionalidad local, y las conexiones de los proyectos FIDA con los socios locales públicos (gobiernos locales) y no públicos (asociaciones de productores, asociaciones gremiales, empresas, cámaras de comercio, ONG) han sido limitadas.¹⁰⁰ En Honduras, los proyectos mantuvieron contactos con las municipalidades en PROLENCA y las alcaldías ayudaron a los proyectos a buscar a asociaciones locales, pero sin 'simbiosis institucional' es decir que los proyectos no se relacionan de manera evidente a planes locales de desarrollo.
173. En el Salvador y Nicaragua se pueden identificar avances más notables. En El Salvador, instrumentos de apoyo como los PACC pueden contribuir a fortalecer el tejido organizacional local (mancomunidades, municipios, Asociaciones de Desarrollo Comunitario, comité de cuenca), pero no están vinculados a los otros planes previstos en *Rural Adelante*. Además, en El Salvador, los cambios normativos del país (eliminación del fondo fiscal de transferencia a los municipios y reducción del número de los municipios)

¹⁰⁰ En el caso de desarrollo de caminos rurales bajo PRODENORTE, el FIDA realizó esfuerzos para coordinar dicha actividad con MAGA y gobiernos locales. No obstante, dicha actividad tuvo algunos desafíos, debido a la limitada potestad del MAGA para desarrollar caminos rurales y el presupuesto disponible y accionar de Gobiernos Locales para su implementación.

plantean escenarios inciertos para el futuro. En Nicaragua, los Planes Territoriales (NICAVIDA) se basan en diagnósticos de las necesidades de las familias y permiten ejecutar servicios básicos. Según las observaciones de la misión, se articulan poco con otros instrumentos de planificación de NICAVIDA. Los gobiernos locales podrían mantener los servicios básicos, pero no disponen de importantes transferencias de recursos desde el nivel central, y sus propios niveles de recaudación son insuficientes. Por lo tanto, aun en los ejemplos más avanzados, se muestran limitaciones (disponibilidad de recursos, procesos participativos y de diálogo, confluencia y coherencia entre los instrumentos de planificación, capacidades locales instaladas) que son clave de superarse. En ello el FIDA puede contribuir, pero no sustituir a proceso del país.

E.2 Sostenibilidad relacionada con capital social y humano

174. **Todos los proyectos FIDA en la subregión han procurado fortalecer las organizaciones de productores en distintos niveles y fases de maduración.** La lógica del FIDA, a través del desarrollo de planes, se basa en trabajar con organizaciones de productores de diferente naturaleza, composición y desarrollo, pero legalmente constituidas. Para ello los proyectos apoyaron la obtención de la personalidad jurídica y otros requerimientos legales y financieros.
175. **Los proyectos pusieron énfasis en mecanismos de fortalecimiento de capacidades, pero la base conceptual y metodológica no es siempre clara.** En los diseños y la implementación de los proyectos se encuentran múltiples actividades de formación: i) capacitación; ii) asistencia técnica; iii) talleres; iv) cursos; v) escuelas de campo; vi) escuelas de oficios; vii) diplomados; viii) clases de educación continua; ix) aprendizaje 'campesino a campesino'; x) rutas de aprendizaje. Sin embargo, no se hace referencia explícita a lecciones aprendidas de otras experiencias previas del desarrollo o proyectos FIDA. Se trata de actividades a menudo sobrepuestas las unas a las otras, consumidoras de tiempo de los beneficiarios y que terminan cuando los proyectos cierran. Generalmente, no se establecen sólidos indicadores y formas de medición de los resultados de aprendizajes (conocimientos, competencias), y su uso efectivo.
176. En este marco, se pueden identificar diversas perspectivas de sostenibilidad. En Guatemala, las principales perspectivas se visualizan en las asociaciones con actividades comerciales existentes antes de las inversiones del FIDA. Las organizaciones más sólidas son las que recibieron previamente asistencia técnica y capacitaciones por parte de varias entidades (p.ej., la Asociación de Salamchó que antes de PRODENORTE contó con el apoyo de Alcaldía, FAO, KOIKA, MAGA-DIPRODI). Otro capital social relevante pero no siempre enfatizado por los proyectos fue el de las organizaciones indígenas y de mujeres, especialmente las artesanas.
177. En Honduras, destaca el caso de la Federación de Cajas Rurales el Corpus y las cooperativas de la Sureña (*Emprende Sur*), donde el fortalecimiento es el resultado del encadenamiento del apoyo financiero y técnico de varias organizaciones internacionales durante casi 40 años. Eso muestra el tiempo largo que las organizaciones de base toman para desarrollarse cuando empiezan desde una base muy sencilla, pero se vislumbra también un riesgo de crear dependencia de apoyo externo. En El Salvador, se encontró una mezcla de organizaciones (con productores y empresarios asentados, excombatientes reinsertados en la vida civil) que habían recibido apoyos por lo menos durante 20 años, del FIDA y de distintas agencias, y, por otro lado, organizaciones más recientes con muchas debilidades. Tanto en *Amanecer Rural* como en *Rural Adelante*, se ha dedicado atención a las capacitaciones a través de numerosas consultorías, esperándose efectos "en cascada". Los productores y organizaciones han señalado, en algunos casos, que estas capacitaciones son generalistas y repetidas por diversos programas y agencias de cooperación. No obstante, en general faltó proveer asistencia técnica especializada en temas claves para los planes de negocios (p.ej., producción agroecológica, manejo integrado de plagas, cadenas de valor y acceso a mercados).
178. En Nicaragua, se trabaja con cooperativas, también se forman docentes, estudiantes, profesionales y técnicos institucionales. Objetivamente, la calidad de la asistencia suele ser mayor que en los demás países (especialmente en NICADAPTA en la producción y transformación de café y cacao, pero también en NICAVIDA respecto a ciertas prácticas

fitosanitarias y de conservación de recursos naturales). Sin embargo, no se encontró información sistematizada sobre apropiación y utilización de los conocimientos. El hecho de que muchos de los protagonistas capacitados, luego hayan emigrado, es otro factor problemático para la sostenibilidad.

E.3 Factores y riesgos económicos y financieros

179. Se observaron esencialmente dos clases de factores de soporte o riesgo económico financiero. **En el caso de servicios de base, es clave la capacidad de hacer frente a gastos de funcionamiento y reparaciones, pero el involucramiento variable de los servicios técnicos municipales es un factor de riesgo.** En Nicaragua, por ejemplo, en el caso de los Comités de Agua Potable y Saneamiento, los miembros pagan una contribución mensual (fija o por cantidad consumida de agua, si hay medidor) para comprar material para pequeñas reparaciones. Otros gastos de mantenimiento más importantes necesitan contribuciones adicionales o la intervención de los servicios técnicos de las municipalidades. Eso muestra la importancia de establecer congruencia entre proyectos y planes de desarrollo municipal: varios intentos se observaron en El Salvador y Nicaragua, pero menos frecuentemente en otros países visitados.
180. **En el caso de cooperativas o asociaciones de productores, los elementos críticos son las capacidades organizacionales, el acceso a materia prima y a mercados de venta remuneradores: el reto fue encarado de manera variable por los proyectos.** En el caso de la materia prima, se observaron retos como la búsqueda de leche de calidad para la producción de queso (NICAVIDA) o la fidelización de los miembros de cooperativas de café, cacao o marañón, para que cumplan con los estándares fitosanitarios y vendan la gran parte de la producción a la cooperativa / asociación y no a compradores externos (un problema señalado en PROCAVAL, NICADAPTA, *Emprende Sur*). Los proyectos que adoptaron un enfoque de cadenas de valor y de estrategia de mercados (PROCAVAL, NICADAPTA, *Emprende Sur*, *Amanecer Rural*) ayudaron los productores a introducir medidas oportunas. Otros proyectos no establecieron enfoques claros (p.ej., PRODENORTE, PROLENCA, NICAVIDA).
181. Otro factor clave es vender a precios remunerativos, lo que frecuentemente se identificó con mercados internacionales, sobre todo para la producción orgánica de café que conlleva costos elevados de insumos (fertilizantes, plaguicidas orgánicos) y de certificación.¹⁰¹ Para otros productos (p.ej., cereales, lácteos, carne avícola), la oportunidad de conectar los productores con sistemas de compras públicas (p.ej., programas de alimentación escolar) recibió poca atención, pero podría considerarse en el futuro. Para cooperativas o asociaciones de productores, los factores críticos observados fueron: i) la competencia entre cooperativas establecidas o apoyadas por los proyectos, a veces en las mismas municipalidades (NICADAPTA); ii) la (falta de) capacidad de controlar la rentabilidad de todos los procesos (p.ej. seguimiento poco claro de calidad y beneficios de la cooperativa *Las Diosas*, NICADAPTA y la situación de productores de pienso para ganado en Intibucá, PROLENCA); iv) una tendencia al sobredimensionamiento de las plantas de procesamiento.¹⁰²
182. Proyectos como NICAVIDA, PROLENCA apoyaron a **microempresas**, tal como panaderías caseras, pequeñas tiendas de negocios, cría de pollos, productos de artesanía y otros, a menudo con poca vinculación a las oportunidades o desafíos del Corredor Seco. Generalmente, dada la simplicidad de estas empresas (que son a menudo actividades a tiempo parcial), los micro emprendedores logran utilizar las maquinarias o implementos entregados gratuitamente por los proyectos, pagar los gastos de funcionamiento y materia prima y tener beneficio. Un factor de riesgo es la calidad básica de los productos que en el futuro podrían sufrir competencia (por precio y calidad) de empresas más profesionalizadas o cadenas de distribución.

¹⁰¹ Según algunas cooperativas entrevistadas en San Juan del Río Coco en Nicaragua, 12 onzas de café orgánico se pueden vender en el mercado extranjero por aproximadamente US\$20, mientras que en el mercado interno no superaban los US\$5.)

¹⁰² Por ejemplo, la cooperativa secundaria PRODECOOP apoyada por NICADAPTA procesa café, tiene alto nivel organizativo y contactos sólidos con compradores internacionales, pero necesita aumentar la cantidad procesada para que las inversiones en maquinarias sean rentables

E.4 Sostenibilidad de Recursos Naturales y Adaptación al Cambio Climático

183. Cabe especificar que el FIDA incorporó formalmente el manejo de recursos naturales y la adaptación al cambio climático como eje estratégico solamente en 2010. Por lo tanto, parte de los proyectos fueron diseñados sin enfoque específico sobre el tema, aunque en algunos casos lograron integrarlo parcialmente durante la ejecución.
184. **Iniciativas para proteger recursos naturales y favorecer la resiliencia al cambio climático.** Durante el estudio de la documentación y las visitas de campo se encontraron intervenciones que buscaban robustecer la resiliencia climática y ambiental:
- a) manejo de recursos naturales
 - *Técnicas de manejo de cultivo:* diversificación, rotación, producción y aplicación de bio-fertilizantes, reciclaje de desechos y la utilización de barreras vivas y muertas y algunos casos de prácticas de conservación de suelos (FAT, PRONADER, PRODENORTE, y *Emprende Sur*).
 - *Forestación, reforestación, agrosilvicultura,* reforestación en partes altas de las subcuencas para la recarga hídrica, establecimiento de parcelas agroforestales y silvopastoriles, siembra de árboles forestales, brigadas de voluntarios para la prevención de incendios y protección de fuentes de agua (NICAVIDA, NICADAPTA, PRODEMOR-Central).
 - *Consumo eficiente de leña* (estufas y cocinas mejoradas) para reducir la presión sobre los bosques y la emisión de gases de efecto invernadero (*Emprende Sur*, NICAVIDA, NICADAPTA, PNDR Oriente, PRODENORTE, PRODEMOR Central, Amanecer Rural). Por otra parte, fueron muy pocas y aisladas las actividades centradas en el uso de fuentes de energía renovable (p.ej. el uso de hornos que utilizan combustibles renovables como cáscaras de café (PRODESEC) o energía solar para el secado del grano (PRODENORTE), o biogás.
 - b) Medidas que pueden contribuir a la adaptación al cambio climático
 - *Técnicas y variedades para enfrentar la sequía:* almacenamiento de agua, riego por goteo, invernaderos para mantener la producción estable en épocas secas (*Amanecer Rural, Rural Adelante*, PRODESEC, PRODEMOR-Central-Ampliación, PRONADER I, PRODENORTE, PROCAVAL).
 - Se distribuyeron variedades (café, cacao, cardamomo, marañón) más resistentes a las condiciones climáticas secas (NICADAPTA, *Amanecer Rural y Rural Adelante*).¹⁰³
 - *Información agroclimática* con inversión en estaciones meteorológicas y aplicación para dispositivos móviles y de mensajería, aunque hay poca evidencia clara sobre el uso efectivo por los pequeños productores (NICADAPTA, PROLENCA).
185. **Varias iniciativas de protección de recursos naturales y adaptación al climático corresponden a las necesidades, pero tienen alcance territorial generalmente limitado y falta una estrategia para integrar las acciones a nivel local.** La revisión de la documentación, las entrevistas y las visitas de campo permitieron identificar un abanico amplio de intervenciones para manejar recursos naturales y mejorar la resiliencia climática, pero con limitaciones significativas. En primer lugar, los proyectos antiguos (aprobados antes 2010), se caracterizaron por realizaciones limitadas en términos territoriales (con la excepción de sistemas mejorados de riego que reportan cobertura geográfica alta, pero con poca evidencia sobre los resultados y la continuación después del cierre de los proyectos). En segundo lugar, se notó una carencia de integración entre actividades en el mismo territorio (iniciativas fragmentadas), vinculada, probablemente, a la ausencia de un auténtico enfoque territorial.
186. Si bien los proyectos favorecieron prácticas de protección del medio ambiente, las misiones de campo permitieron observar **también prácticas que pueden tener**

¹⁰³ NICADAPTA logró reducir la vulnerabilidad en las fincas y sus sistemas de producción de café y cacao ante el cambio climático, como demuestra la mejora de los índices de vulnerabilidad calculados según metodología del CATIE.¹⁰³

externalidades perjudiciales, por ejemplo el uso intensivos de plaguicidas inorgánicos en invernaderos para producción de verduras en El Salvador, las camaroneras que pueden dañar los manglares en el mismo país, la no segregación de subproductos contaminantes en algunas plantas de procesamiento en Honduras, y en Guatemala, la disposición inadecuada de residuos sólidos y envases de agroquímicos (tirados en el camino), con riesgos de contaminación a las fuentes de agua, intoxicación de niños o reúso inadecuado de envases. Desde una perspectiva más amplia, el problema de contaminación de agroquímicos genera preocupación en la subregión de América Central que está experimentando una epidemia de enfermedad renal crónica, aparentemente por causa de exposición a contaminantes químicos, trabajo en condiciones precarias y en ambientes de alta temperatura.¹⁰⁴

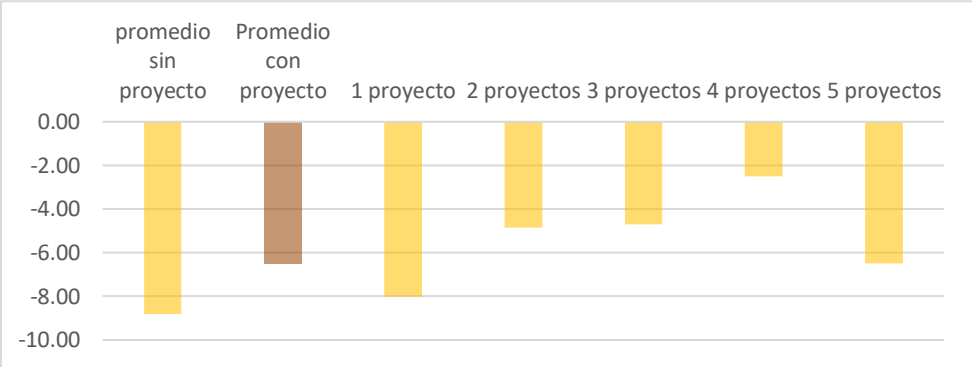
187. **Los desafíos de colaboración entre los actores principales y la falta de sinergias interinstitucional afectan la sostenibilidad agroclimática de las inversiones.** A pesar de que se implementan diversas iniciativas y proyectos en el terreno entre los ministerios de ambiente y ministerios de agricultura, como el caso de la colaboración entre el MAGA y el MARN (Guatemala) que ejecutan conjuntamente proyectos de adaptación al cambio climático (MARN-KFW), existe el desafío de la dispersión de acciones. Particularmente en Guatemala y en Honduras, se notó limitada integración entre proyectos y gobiernos locales, a pesar de algunas interacciones para identificar asociaciones y grupos de usuarios locales. Además, las oficinas de ambiente de gobiernos locales y mancomunidades enfrentan limitaciones en términos de recursos y capacidad de coordinación de los proyectos y de donantes. Hay intercambio insuficiente de informaciones, lecciones aprendidas y poca cooperación entre contrapartes nacionales, agencias públicas de formación y asistencia técnica y gobiernos locales.

E.5 Datos de sistema de información geográfica

188. **El análisis de estadísticas georreferenciadas municipalizadas sugiere que los proyectos FIDA se ejecutaron en municipios con menor pérdida de cobertura vegetal. Sin embargo, la interpretación necesita cautela.** Como primer elemento de análisis, esta evaluación utilizó bases de datos estadísticos georreferenciados a nivel municipal, sobre la pérdida de bosques. El gráfico IV.3 muestra el promedio de pérdida de bosque (en porcentaje), sobre el periodo 2008-2021 en relación con presencia y número de proyectos del FIDA. En todos los municipios del Corredor Seco, independientemente de la presencia de proyectos financiados por FIDA hubo una pérdida de área de bosque. En los cuatro países, en promedio, los municipios sin proyectos FIDA perdieron 8,8% del área de bosque, mientras que los municipios con proyectos perdieron 6,5%. Además, a medida que aumenta el número de proyectos en el municipio, la pérdida de cobertura en bosque disminuye.
189. La prudencia es necesaria al interpretar datos y establecer relaciones causales. En los municipios hay otros factores externos (p.ej., actividades de extracción, deforestación para leña o agricultura) que pueden afectar los resultados. Es plausible que los proyectos FIDA se hayan ubicado en municipios que tenían voluntad política de controlar la pérdida de bosques y hayan apoyado estos procesos. Los hallazgos podrían también reflejar la atención de algunos proyectos que apoyaban la producción de café, cacao, cardamomo o marañón: para estas iniciativas se necesita proteger recursos forestales.

¹⁰⁴ Los estudios han evidenciado particulares frecuencias y severidad de los casos de nefritis en trabajadores de plantaciones de azúcar. Ver, por ejemplo, PAHO (2017). Epidemic of Chronic Kidney Disease in Agricultural Communities in Central America. Case definitions, methodological basis and approaches for public health surveillance. Washington DC.

Gráfico IV.3
Pérdida de área de bosque en promedio en %, municipios con y sin proyectos FIDA 2008-2021.



Fuente: elaboración de datos SIG por el equipo de evaluación (2023).

190. **Las imágenes satelitales muestran un aumento de la cobertura vegetal en los sitios con proyectos FIDA, pero tendencias similares se vislumbran en sitios sin intervenciones FIDA.** Con base en las coordenadas geográficas de los sitios visitados durante las misiones de país, esta evaluación realizó un análisis de imágenes satelitales y calculó el Índice de diferencia de vegetación normalizada (NDVI)¹⁰⁵ en un área de 1 kilómetro a la redonda de cada coordenada (en dos momentos de observación que aproximaban el inicio y conclusión de los distintos proyectos).¹⁰⁶ Asimismo, esta evaluación definió ‘puntos de control’, cercanos a los con proyecto, pero que no tenían iniciativas del proyecto.¹⁰⁷ La figura IV.1 muestra un ejemplo de esta comparación.
191. El cuadro IV.4 resume el análisis que se hizo con las 29 coordenadas utilizables, presenta los resultados por proyecto y compara con las observaciones sin proyecto. El comportamiento del NDVI varía según las iniciativas ejecutadas (NICADAPTA y PRODENORTE están asociados con los aumentos de cobertura vegetal más pronunciados). El promedio general es más alto para las observaciones de post-proyecto, lo que implicaría un aumento (+0,053 en promedio NDVI) de la cobertura vegetal, después de las acciones de los proyectos. Sin embargo, el promedio de las observaciones sin proyecto también muestra un aumento (+0,046). Por lo tanto, no se puede atribuir el cambio observado exclusivamente a los proyectos. Es posible que factores externos (p.ej. sequía en los primeros años o lluvias más abundantes en el año de conclusión de un proyecto; u otras iniciativas de reforestación tomadas de manera independiente del proyecto) hayan también afectado el cambio del Índice.¹⁰⁸

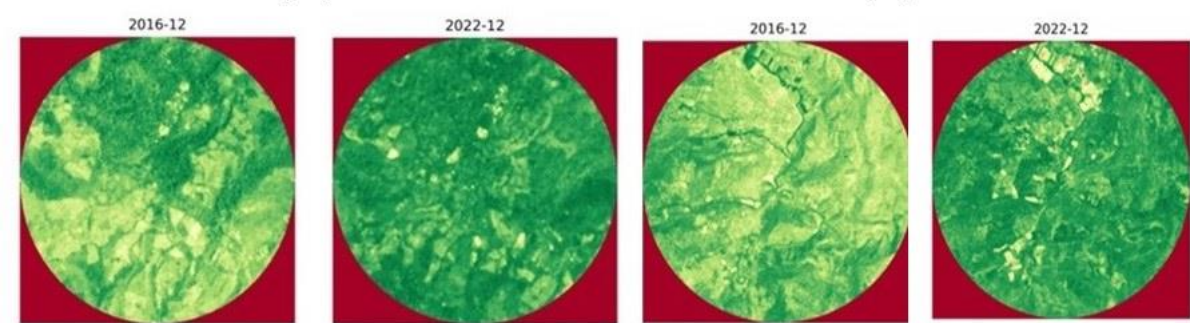
¹⁰⁵ Es un índice que se calcula sobre imágenes aéreas (o satelitales) y ofrece una medida del verdor de los píxeles de la imagen. Más precisamente, los valores de NDVI fluctúan entre -1.0 y 1.0. Los números negativos reflejan la presencia de nubes y agua, mientras que un NDVI cercano a cero se asocia con suelo descubierto. Por otra parte, un NDVI que oscila entre 0.1 y 0.5 indica vegetación menos densa, y valores superiores a 0.6 representan vegetación verde y frondosa. El NDVI es el resultado de una operación aritmética sencilla en dos de las bandas de las imágenes. La operación también produce una imagen adicional que se puede visualizar con un mapa de colores rojo-verde para resaltar las diferencias.

¹⁰⁶ Las fechas varían por cada proyecto. Para evitar ‘sesgo de estación’, por cada proyecto se utilizó el mismo mes de observación inicial y final.

¹⁰⁷ Los puntos de control fueron escogidos al azar empleando los siguientes criterios: a) Evitar traslape: el centroide del punto de control debe estar a por lo menos 2 km del centroide del punto de tratamiento; y el polígono (búfer de 1 km) del punto de control no debe intersectarse con el polígono del punto de tratamiento ni con otro punto de control; b) Asegurar proximidad: el centroide del punto de control debe estar dentro de un radio de máximo 10 km del centroide del punto de tratamiento.

¹⁰⁸ Además, es posible que la escala y densidad espacial de las intervenciones evaluadas (sistemas agrícolas familiares, micronegocios, puntos de agua, cocinas mejoradas), sea baja poder apreciar sus efectos en el paisaje

Figura IV.4
Ejemplo de imágenes satelitales (diciembre de 2016 y 2022) en falso color* de un sitio NICAVIDA visitado y de una zona cercana al mismo sitio sin proyecto.



*Para resaltar aspectos no observables en colores reales.
Fuente: Elaboración de la misión de datos NICFI-Planet (2023)

Cuadro IV.4
Medias y diferencia de medias por proyecto en el NDVI de los puntos visitados

	Proyecto	Promedio inicio proyecto	Promedio post-proyecto	Diferencia (Final – Inicio)
Sitios con proyecto (tratamiento)	Emprende Sur	0,628	0,669	0,041
	NICADAPTA	0,621	0,742	0,121
	NICAVIDA	0,699	0,738	0,038
	PRODENORTE	0,511	0,636	0,125
	PROLENCA	0,677	0,745	0,068
	Rural Adelante	0,675	0,678	0,003
	Total NDVI sitios con proyecto	0,648	0,701	0,053
Sitios sin proyecto (control)	Sin proyecto	0,690	0,736	0,046

Fuente: Elaboración de la misión de datos NICFI-Planet¹⁰⁹

E.6 Escalamiento

192. **Hasta la fecha, los proyectos no han mostrado estrategias claras de escalamiento de intervenciones en el Corredor Seco, en colaboración con socios y recursos externos.**¹¹⁰ Las intervenciones han sido continuadas a través de los proyectos FIDA siguientes, El Salvador siendo el caso más evidente. No son claros los planes de absorción o ampliación de escala de las intervenciones por parte de socios nacionales u otros actores relevantes. En Nicaragua, hay compromiso evidente del gobierno central en dar seguimiento y en buscar oportunidades para ampliar los resultados, pero las principales instituciones financieras internacionales no han aprobado nuevos préstamos desde 2019. Nicaragua sigue recibiendo fondos a través de agencias de las Naciones Unidas (p.ej., FAO, PMA) que han colaborado poco con el FIDA.
193. En Honduras, la práctica de subcontratar los arreglos de ejecución de los proyectos, la débil institucionalización de los mismos y la escasa coordinación de la cooperación internacional, merman las perspectivas de escalamiento. A nivel local, la presencia de varios cooperantes en las mismas zonas de intervención crea oportunidades para que organizaciones encadenen apoyos consecutivos. Los proveedores de asistencia técnica de *Emprende Sur*, como Heifer International, reportan que algunos negocios financiados por FIDA han logrado continuar con financiamiento del BM en un esquema de financiación

¹⁰⁹ Planet, «NICFI Satellite Data Program», 2023, https://university.planet.com/page/nicfi?utm_source=google&utm_medium=paid-search.

¹¹⁰ Según la definición del FIDA, la ampliación de escala se produce cuando: i) los asociados bilaterales y multilaterales, el sector privado y las comunidades adoptan y difunden la solución probada por el FIDA; ii) otras partes interesadas invierten recursos para llevar la solución a escala, y iii) el gobierno aplica un marco normativo para generalizar la solución probada por el FIDA (de la práctica a la política).

compartida. Sin embargo, sin estrategia de escalamiento, el riesgo es que la transición del apoyo de un proyecto a otro proyecto, o de un donante a otro, ocurra de manera arbitraria y que muchas iniciativas no sean escaladas, por falta de información.

194. Fuera del sistema del sector público, un caso positivo es el de las Cajas Rurales de Ahorro y Préstamo en Honduras. El ambiente regulatorio propicio y la demanda de crédito crea oportunidades de escalamiento a través de préstamos otorgados por bancos e instituciones financieras. De forma incipiente, en la Federación de Cajas Rurales el Corpus, algunas cajas sacan préstamos de instituciones financieras para aumentar el capital de trabajo y aprobar préstamos a sus miembros y lograron aumentar el volumen de la cartera global después del cierre del proyecto *Emprende Sur*.
195. En El Salvador, los riesgos asociados a la institucionalidad municipal y la poca interrelación entre los PACC y los planes de negocios también obstaculizan estrategias focalizadas desde los territorios, que contribuyan a la ampliación de escala de los buenos resultados obtenidos en los proyectos. En el caso de PRODENORTE en Guatemala, no se encontró evidencia de esfuerzos del proyecto para crear condiciones habilitantes para ampliar los enfoques promovidos con otras agencias multilaterales, gobierno o sector privado. La corta duración efectiva de PRODENORTE (dos años y medio) afectó el desarrollo de las iniciativas y por ende la ampliación de escala. Asimismo, en la implementación fue ausente una mayor participación de instituciones y actores locales, que posibiliten procesos de ampliación de escala en los territorios.
196. **En síntesis**, la situación de sostenibilidad de los resultados (incluyendo manejo de recursos naturales y adaptación climática) se puede considerar moderadamente satisfactoria. Las poblaciones rurales enfrentan desafíos ecológicos y sociales del Corredor Seco, además de fragilidad institucional de la subregión. Las distintas categorías de 'planes' y de 'fortalecimiento' de capacidades apuntan a crear organizaciones sólidas e instalar capacidades en las zonas de proyecto, pero a menudo carecen de criterios claros de integración y priorización. Si bien se observan medidas oportunas de gestión de recursos naturales y adaptación al cambio climático, la limitada colaboración interinstitucional y la falta de un enfoque territorial plantean un riesgo de dispersión de actividades de menor alcance y presupuesto. Los avances en términos de escalamiento son limitados, con poco énfasis por parte de los proyectos en crear condiciones propicias y también por problemas de coordinación entre instituciones nacionales y entre cooperantes internacionales. En Nicaragua, la situación fue un poco más favorable, gracias a la mayor sinergia entre agencias públicas.

Observaciones clave

Resultados y equidad

- Cumulativamente, los proyectos cubrieron un número alto de municipios del Corredor Seco, particularmente en El Salvador y en Nicaragua. En términos absolutos, el promedio de beneficiarios directos por proyecto fue alto, pero representaba una fracción de la población de los municipios. Las inversiones en promedio por beneficiario directo fueron significativas, con respecto al PIB pc.
- Las intervenciones examinadas se desarrollaron en un entorno geográfico de altas inversiones de la cooperación internacional (con poca coordinación), y los logros no son atribuibles exclusivamente a los proyectos FIDA.
- Los proyectos contribuyeron a mejorar condiciones de higiene, salud. Todos los proyectos apoyaron organizaciones rurales de base, con énfasis en capacitación y financiando planes de inversión y formalización legal de las organizaciones de base. Sin embargo, se señala la generalidad de los contenidos de las capacitaciones.
- Los proyectos reportan generación de empleo y aumento de los ingresos de las familias rurales. Los mayores resultados se lograron cuando se pudo vender productos en mercados más exigentes y remunerativos.
- No se observó una mejora sistemática en las capacidades de intervención de las instituciones públicas nacionales o locales, con algunas excepciones en Nicaragua y en El Salvador. En lo que respecta a la coherencia interinstitucional, se resaltó la poca sinergia entre los proyectos

y entidades gubernamentales clave, como los Ministerios de Agricultura, los sistemas de extensión agrícola y los institutos técnicos que atienden las cadenas de valor.

- Los datos disponibles confirman la atención a varias categorías marginadas. La cobertura fue alta para mujeres y variable (o no documentada) para jóvenes e indígenas, reflejando diferente atención, capacidad de los equipo y visibilidad dada al tema. En el caso de los jóvenes, las dificultades radican en su propensión a emigrar y en el poco énfasis que se ha dado en adaptar las iniciativas a opciones más atractivas ligadas a la 'nueva ruralidad' (economía de los servicios, ecoturismo, negocios 'verdes', agro-gastronomía).

Sostenibilidad

- Las operaciones FIDA enfrentaron un entorno institucional débil que, con algunas excepciones, ha apropiado poco los procesos y resultados logrados. Para promover sostenibilidad, los proyectos apoyaron planificación multi nivel y multi actor. Limitaciones importantes fueron la subcontratación con poco control de calidad y la duración corta de las formaciones. A menudo se trataba de actividades sobrepuestas las unas a las otras, consumidoras de tiempo de los beneficiarios y con resultados que generalmente no se miden en cuanto a apropiación y uso de los nuevos conocimientos y capacidades.
- En cuanto a factores y riesgos económicos y financieros, para las cooperativas o asociaciones de productores primarios o empresas de transformación, los elementos críticos son el acceso a materia prima de calidad, el acceso a mercados de venta a condiciones remuneradoras. Elementos críticos son también la competencia entre cooperativas, la capacidad de controlar la rentabilidad de todos los procesos y la optimización de escala de las plantas de procesamiento, aspectos no siempre atendidos por los proyectos evaluados.
- Varias intervenciones buscaron robustecer la resiliencia climática y ambiental en el Corredor Seco, a través de técnicas de manejo de cultivo, reforestación, agrosilvicultura, consumo eficiente de leña, técnicas y variedades para enfrentar la sequía e información agroclimática. Las iniciativas fueron en principio adecuadas pero limitadas por la falta de una estrategia integradora que evite la fragmentación en acciones de poco alcance.
- Con pocas excepciones, los proyectos no han desarrollado estrategias de escalamiento con socios y recursos externos. La presencia de cooperantes en las mismas zonas de intervención crea oportunidades para que organizaciones encadenen apoyos consecutivos. Sin estrategia de escalamiento, el riesgo es que la transición del apoyo de un proyecto a otro proyecto, o de un donante a otro, ocurra de manera arbitraria y que muchas iniciativas se pierdan.

V. Eficiencia de las operaciones y desempeño del FIDA y del Gobierno

A. Eficiencia

A.1 Plazos entre aprobación, vigencia y cierre de los proyectos

197. **Los proyectos en El Salvador y Guatemala presentan un plazo promedio más alto entre aprobación y cierre que el promedio regional ALC.** Como se muestra en el Cuadro V.1, el plazo entre aprobación de un proyecto y su vigencia fue particularmente alto en El Salvador y en Guatemala. Se puede notar también que el promedio de los cuatro países fue superior al promedio regional de ALC que, a su vez, fue más alto que el promedio de todas las regiones del FIDA. En cambio, el plazo entre aprobación y vigencia en Honduras y Nicaragua fue inferior a los valores promedio de ALC y FIDA.
198. Los datos sobre los plazos entre vigencia y cierre en el Corredor Seco muestran una recuperación durante la ejecución: en efecto ellos son sólo ligeramente más altos que los promedio ALC y FIDA global (Cuadro V.1). El nivel promedio de desembolso final fue alto en El Salvador, Honduras y Nicaragua (respectivamente, 98,4%; 95,3% y 94,1%) y bajo en Guatemala (56,0%).

Cuadro V.1

Promedio de los plazos entre aprobación, vigencia y cierre de los préstamos FIDA seleccionados para la Evaluación Subregional Corredor Seco (años)

	ES	GT	HN	NI	Promedio Proyectos Corredor Seco	ALC (aprobados de 1999 a 2022)	FIDA Todas regiones (aprobados de 1999 a 2022)
Desde la aprobación hasta la vigencia	2,68	3,41	1,23	0,97	1,97	1,70	1,03
Desde la Vigencia hasta el cierre	6,88	7,65	7,77	7,68	7,52	7,28	7,26
Total (años)	9,56	11,06	9,00	8,65	9,49	8,98	8,29

Notas de los proyectos aprobados desde 1999.

Fuente: base de datos ARIE-OIE (mayo de 2023).

199. Entre los desafíos que atrasaron el arranque y la ejecución, se destaca:

- Cambios de gobierno (p.ej. *Emprende Sur*, PRODEMORO, PRODENORTE, PRONADER I) o cambios de entidad ejecutora (PRODENORTE, PRONADER I, PROCAVAL, *Emprende Sur*, FAT)
- Alta rotación del personal de la Unidad de gestión (p.ej. PROLENCA, PRONADER I, PNDR, *Emprende Sur*, PRODEMOR-Central-Ampliación) y/o retrasos en la contratación del personal (p.ej. *Amanecer Rural*) o baja capacidad del personal;
- Altos costos de gestión (p.ej. PNDR, PRODEMOR-Central-Ampliación, PRONADER);
- La movilización de fondos de contrapartida limitada o con retrasos (p.ej. *Amanecer Rural*, PNDR, PRODEMOR-Central-Ampliación, PRODEMORO, PRODENORTE, PRONADER) o retrasos en la firma de los convenios con donantes para otras fuentes de financiamiento (p.ej., *Emprende Sur* para la suscripción del convenio con OFID y BCIE);
- En tiempos más recientes, los efectos de la pandemia COVID-19 (p.ej. PROLENCA, *Rural Adelante*);

200. Los valores promedio de los gastos de gestión de los proyectos (12%-16%) están dentro del rango típico del FIDA. En la mayoría de los casos, los informes de cierre no presentan un análisis financiero y de costo-beneficio detallado. En los casos en que son disponibles, los ejemplos más favorables incluyen NICADAPTA, donde se estimó la tasa interna de rendimiento en 26,97%, casi 15 puntos porcentuales por encima de la tasa social de descuento (12%), *Rural Adelante* con la tasa interna de rendimiento alcanzando un 18,94%. Según su informe de cierre PRODENORTE terminó con una tasa interna de retorno ex post calculada a 16,9% (diseño 20,6%), lo que parece una estimación generosa, si se toma en cuenta la brecha entre el valor presente neto ex ante (US\$ 63.6 millones) y ex post (US\$ 9.8 millones). En el caso de *Emprende Sur* respectivamente, la tasa interna de rendimiento fue calculada en 4% al cierre del proyecto (22,7% diseño), probablemente por los retrasos de ejecución.

201. **La recuperación apresurada de la ejecución durante los últimos meses antes del cierre y la insuficiente verificación de calidad sobre los proveedores de servicios afectaron la eficiencia.** La aceleración de las operaciones en los últimos años o meses generan incentivos a multiplicar los planes en poco tiempo. A eso se suma la subcontratación de actividades a proveedores de servicio, muy marcada en El Salvador, Honduras y Guatemala, con situaciones de planes aprobados que no pueden ser ejecutados por falencias técnicas de formulación no detectadas por los equipos técnicos de los proyectos.¹¹¹

¹¹¹ Dos ejemplos en Honduras (PROLENCA) proporcionan una idea del problema. El proveedor de servicio de una asociación de ganaderos en Intibucá preparó un plan de negocio para producción de leche que desencadenó la compra de una máquina de refrigeración. Después de eso, un técnico del Ministerio de Salud notificó que los locales de la asociación no cumplían con los requisitos higiénicos mínimos y, por consiguiente, la máquina nunca fue utilizada. En Lempira, las mujeres miembros de una Caja Rural de Ahorro y Crédito pasaron por tres diferentes planes de negocio: los primeros dos (respectivamente, un plan

202. En El Salvador, el equipo de la Unidad de gestión de proyectos tuvo la responsabilidad de los dos últimos proyectos y presentó capacidades técnicas y de coordinación adecuadas a los requerimientos de los proyectos. El problema principal fue la calidad de asistencia técnica desigual brindada por los numerosos consultores contratados (particularmente en medio ambiente, género y producción sostenible).
203. En cambio, en Nicaragua, la plantilla del MEFCCA y otras entidades públicas (INETER, MINSA, INATEC) además de su presencia a nivel central, tiene también alcance (delegaciones) a nivel departamental y municipal y hay coordinación entre agencias y programas públicos. Sin embargo, hay áreas donde el personal tiene menos experiencia (p.ej., calidad e inocuidad de productos, acceso a mercados).

B. Desempeño del FIDA

B.1 Los recursos y la organización del FIDA en América Central

204. **El FIDA tiene una oficina multipaís en Panamá, pero no presencia oficial en los cuatro países considerados, lo que limita su interacción con los socios nacionales.** En línea con los cambios corporativos y organizativos del FIDA,¹¹² en 2018, el FIDA estableció el Hub subregional en Panamá y cerró la Oficina de Guatemala en 2021. Actualmente, la Oficina de Panamá cubre la cartera de los países de América Central y el Caribe y además México (total 23 países), albergando a los directores de país de Guatemala, El Salvador, Honduras y Nicaragua. Ninguno de los países del Corredor Seco analizados en esta evaluación cuenta con oficina país propia. Bajo la Oficina de Panamá, se alberga también personal del Departamento de Estrategia y Conocimiento del FIDA (divisiones de Medio Ambiente, Clima, Género e Inclusión Social y división de Producción Sostenible, Mercados e Instituciones) en apoyo a las operaciones en los países asistidos. Para los cuatro países analizados, en la Oficina de Panamá se encuentran ubicados un total de doce miembros del personal FIDA (cuadro V.1)
205. La frecuencia de cambios de directores de país ha estado de la mano con los cambios corporativos del FIDA, principalmente en los años 2018 y 2023. En los países del Corredor Seco, se observa un cambio de dos o tres directores de país del 2016 al 2023 en cada uno de los cuatro países analizados (cuadro V.2). En su mayoría, estos fueron personal reasignado del FIDA.

Cuadro V.1

Personal técnico basado en Oficinas país y MCOs en Mesoamérica y El Caribe, del 2016 al 2022

Cargo	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Director de Hub/MCO	0	0	0	1	1	2	1
Director de País/CPM	1	2	1	1	2	1	2
Oficial de Programas	0	0	1	2	3	3	3
Analista de Programas	0	0	0	1	1	1	1
Asistente de programas	1	1	1	1	2	2	1
Asistente administrativa	0	1	1	1	1	1	0
Analista técnico	0	1	1	0	0	0	0
Técnico especialista ECG	0	0	0	1	3	3	2
Técnico especialista FMD	0	0	0	1	2	2	2
Total	2	5	5	9	15	15	12

Fuente: Análisis en base a datos HRD, Julio 2022

para la crianza de cerdos, un plan para realizar una tienda de negocios), después de su asesoramiento técnico y aprobación, resultaron no viables por razones sanitarias o financiera. El tercer plan (ganado bovino) finalmente pudo ser desarrollado.

¹¹² OpEx- Operational Excellence for Results (OpEx) Exercise. IFAD, 2018. <https://webapps.ifad.org/members/eb/124/docs/EB-2018-124-R-2.pdf>

Cuadro V.2

Asignaciones de dirección de país y Oficina multipaís de Panamá de 2016 a 2022

	2016 (año base)	2017	2018	2022	2023
Director de Hub/Oficina MCO	Sin Cambios/P4	Sin Cambios/P4	Cambio/P5	Sin Cambios/P5	Cambio/P5
El Salvador	Sin Cambios/P4	Sin Cambios/P4	Cambio/P5	Cambio/P4	Sin cambio/P4
Guatemala	Sin Cambios/P4	Nuevo Staff/P5	Sin Cambios/P5	Sin Cambios/P5	Cambio/P4
Honduras	Sin Cambios/P4	Sin Cambios/P4	Cambio/P4	Sin Cambios/P5	Sin Cambios/P5
Nicaragua	Sin Cambios/P4	Nuevo Staff/P5	Sin Cambios/P5	Sin Cambios/P5	Cambio/P5
Total frecuencia cambios staff	0	2	3	1	3

Fuente: Operations Document Centre y ORMS, IFAD.

206. **Los consultores-enlace juegan un papel importante, pero tienen limitantes de recursos y reconocimiento oficial.** Adicional al equipo staff del FIDA en Panamá, los consultores nacionales 'enlace' asisten al desarrollo de actividades del FIDA en los países. A excepción de Guatemala, cada uno de los países analizados cuenta con un consultor enlace quien apoya al desarrollo de actividades, asistencia en mesas de trabajo, coordinación interinstitucional y participa en misiones a los proyectos y en la redacción de reportes. La principal función de los consultores es ayudar a resolver cuellos de botella operativos y de coordinación de actividades de los proyectos. Algunos de estos consultores también dieron seguimiento a las donaciones. Si bien la función de los consultores enlace es clave para la ejecución de los proyectos, dicha figura no puede realizar acuerdos formales en nombre del FIDA ni representar de manera oficial al FIDA ante Gobierno y cooperantes en los países.¹¹³
207. **Los fondos destinados por el FIDA para apoyo a diseño de proyectos en la región de Latinoamérica y el Caribe han disminuido en los últimos años.** Luego de un alza de fondos asignados en ALC (presupuesto general del FIDA) para diseño en el año 2017, por USD 1.2 millones, en los años siguientes estos sufrieron una caída (en el 2018 por USD 0.49 millones). Otras regiones del FIDA también presentaron una caída.
208. **En comparación a los gastos globales del FIDA y gastos por región, los gastos de ALC por misión de supervisión y de apoyo figuran entre los menores.** Aunque esta evaluación no obtuvo información detallada sobre los presupuestos de supervisión, se encontraron datos sobre los gastos. Entre los años 2013 y 2021, a nivel regional, la división con los gastos de supervisión más altos fue África Oriental y Austral con un gasto promedio de US\$ 30 895 por misión. En segundo lugar, se encontró la División de África Occidental y Central, con un gasto promedio de misión de US\$ 27 043. ALC es la división con menores gastos por misión de supervisión (US\$ 20 888, cuadro V.3).

Cuadro V.3

Misiones y gastos promedio en USD, periodo 2013 al 2021

Promedio total 2013-2021			
Países	Total # misiones	Total asignado (US\$)	Costo Promedio misión (US\$)
ALC	732	15 290 333	20 888
Mesoamérica y El Caribe	390	8 155 932	20 913
Corredor Seco	186	3 596 525	19 336
Guatemala	22	486 374	22 108
Honduras	70	1 090 939	15 585
Nicaragua	54	1 215 130	22 502
El Salvador	40	804 082	20 102

¹¹³Bajo la estructura de la Oficina Multipaís de Panamá, no se encuentran registros de consultores enlace en datos de HRD, datos ADM o MCO. Bajo HRD, todos los consultores presentan el título 'freelancer' sin ninguna distinción a su especialización o cargo oficial bajo el MCO.

Fuente: Operations Document Centre y ORMS, IFAD.

B.2 Diseño de los proyectos

209. Las entrevistas en los países **resaltaron la apreciación por la manera consultativa y la flexibilidad del FIDA en la formulación de los proyectos**, lo que también se menciona en evaluaciones de proyectos en Nicaragua (FAT, PROCAVAL, NICADAPTA) y en Honduras, (*Emprende Sur*). En Nicaragua algunos entrevistados subrayaron la buena colaboración del FIDA con agencias técnicas nacionales, mientras que otras agencias internacionales tienden a reclutar a consultores internacionales, aun cuando hay especialistas calificados en las agencias públicas.
210. **Sin embargo, hay espacio para mejorar la calidad del proceso de diseño y fomentar el manejo de los conocimientos e intercambio entre países.** Por ejemplo, aspectos contextuales del Corredor Seco y procesos institucionales no fueron bien examinados en el diseño de las operaciones. Esta evaluación también notó poco conocimiento por parte de las agencias nacionales, de experiencias y prácticas en otros países (p.ej. proyectos FIDA en Perú, Colombia, Brasil, Bolivia) y el FIDA habría podido fomentar más activamente los intercambios (p.ej., a través de las donaciones).
211. El apoyo al aprendizaje entre generaciones de proyectos no siempre fue un punto de fuerza. En El Salvador, las experiencias de *Amanecer Rural* en cuanto a manejo integral de cuencas y producción sostenible no están evidenciadas en el diseño ni en las acciones de *Rural Adelante*. El diseño del nuevo proyecto *Rural Adelante 2.0* busca aplicar lecciones aprendidas.
212. Además, tanto en el diseño como en la ejecución, hubo poca flexibilidad para crear sinergias entre préstamos y donaciones. En los países, los equipos de proyecto y los funcionarios de los ministerios conocen poco las donaciones del FIDA (con algunas excepciones en El Salvador).

B.3 Apoyo del FIDA a la ejecución

213. La documentación y las entrevistas subrayaron los **esfuerzos del FIDA para contribuir a una regular implementación de proyectos a través de misiones de supervisión y apoyo**. Se evidenció el apoyo en resolver cuellos de botella y realizar ajustes con flexibilidad para ampliaciones de periodo de implementación, así como adecuada gestión de desembolsos / flujo de fondos efectivo y regular y contribución a la negociación con instituciones gubernamentales. Una excepción se observó en Guatemala, donde la calidad y frecuencia de la supervisión de proyectos no fue uniforme (PNDR, PRODENORTE), con seguimiento limitado de las medidas recomendadas por las supervisiones. El cierre de la oficina en Guatemala afectó la asistencia de la supervisión y seguimiento del FIDA a los proyectos, así como la coordinación con otros cooperantes y actores clave.
214. **Las supervisiones y las revisiones de medio término se enfocan en cuestiones operacionales, lo que es necesario, pero falta espacio para un repaso más estratégico sobre temas de desarrollo rural en el Corredor Seco**, tal como adaptación al cambio climático, desarrollo de cadenas de valor sostenibles y desarrollo territorial. Se entiende la importancia de revisar los detalles de ejecución y guardar conformidad con el diseño y medidas acordadas. Sin embargo, en el sistema de seguimiento actual, hay poco espacio (y recursos) para un análisis de las cuestiones de desarrollo a nivel más estratégico. Un repaso periódico (p.ej., cada dos años) a nivel de país habría podido propiciar direcciones estratégicas más claras y la introducción de elementos más originales en los proyectos.
215. En Nicaragua, representantes de distintas agencias nacionales expresan su apreciación general por el apoyo del FIDA, pero perciben que la atención del Fondo ha disminuido en los últimos años y se refieren al menor asesoramiento estratégico que se recibe del Fondo y al hecho de que el último préstamo aprobado fue en 2016.
216. **Al igual que en el conjunto de la cooperación internacional en el Corredor Seco, los intercambios entre otras agencias internacionales y el FIDA fueron bastante limitados.** Los representantes de instituciones financieras, como BID y BM, o agencias

técnicas como FAO, PMA u otras de las Naciones Unidas conocen poco el programa del FIDA en el Corredor. En Guatemala, el Banco Mundial cofinancia GuateInnova, que todavía no ha visto luz y se queda en la espera de ratificación del Congreso. Agencias como BCIE y el Fondo del OPEP cofinanciaron varios proyectos en los cuatro países. En Honduras, 2019 se intentó crear una alianza multi-agencial para el Corredor Seco (BM, BID, USAID, FAO), que no fue efectiva y el FIDA no formaba parte de esta iniciativa.

217. **En Nicaragua, las actividades de cofinanciamiento con BCIE fueron importantes per implicaron duplicaciones administrativas.** El FIDA y BCIE han cofinanciado cuatro proyectos en Nicaragua (PRODESEC, PROCAVAL, NICADAPTA y NICAVIDA). La experiencia de NICAVIDA muestra que las dos organizaciones conducen supervisiones separadas y requieren que el gobierno prepare informes distintos, lo que resulta en duplicación del trabajo y reducción del tiempo dedicado a la ejecución.

C. Desempeño del gobierno

C.1 Apoyo a diseño y ejecución

218. **En El Salvador y Nicaragua, se resalta la mayor estabilidad del personal de las agencias nacionales, y algunos intentos de colaboración interinstitucional,** lo que es importante porque en el Corredor Seco se necesita sinergia entre autoridades responsables del desarrollo rural, protección de recursos naturales y adaptación al cambio climático. En El Salvador, el Gobierno fue proactivo en ejecutar los convenios y asegurar coordinación y gestión financiera. El Gobierno apoyó la coordinación interinstitucional entre MAG y MARN, como parte de las actividades de *Rural Adelante*. No obstante, otorgó menor prioridad a la atención hacia la población indígena, afectando el desarrollo del Componente de Políticas Públicas de *Rural Adelante*.
219. En Nicaragua, el apoyo a la implementación se benefició de la cooperación entre instituciones y programas públicos: hay tradición de coordinación interagencial (INATEC, MEFCCA, MINSA, MARENA, INATER, IPSA, y Universidades – UNA, UNI, UNAN, INIFOM), también a nivel de departamento y municipio. Además, hay estabilidad del personal técnico de las agencias públicas, incluso a nivel local. Vinculado a la zona del Corredor Seco, cabe resaltar que NICADAPTA logró fortalecer la agenda nacional (que existía antes) sobre la producción de café y cacao con pequeños productores y, sentó la base técnica y financiera para la promulgación de la Estrategia Nacional Para El Desarrollo De La Caficultura Nicaragüense (2020-2023), siendo el café un cultivo que se adapta a zonas secas.
220. **Desafíos importantes se encontraron en Guatemala y en Honduras, por falta de institucionalización de los proyectos e integración en políticas públicas.** En Guatemala, si bien los proyectos buscaron adaptarse a las directrices de Gobierno y contexto social y político del país, el aprendizaje de experiencias anteriores fue limitado. Por ejemplo, el diseño e implementación de PRODENORTE no presenta evidencia explícita de retomar lecciones aprendidas de PNDR (p.ej., limitada cooperación con el gobierno, consideraciones contextuales y políticas, procesos institucionales y administrativos). La escasa integración y coordinación de los proyectos con agencias y programas públicos limitó también la participación de la población vulnerable. Además, se reportan atrasos en la movilización de fondos de contrapartida, en los trámites de desembolsos.
221. En Honduras hay dificultades en preservar la memoria histórica de la implementación de los proyectos. A nivel central, La Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG) tiene la responsabilidad de los programas de desarrollo en el sector agropecuario. En 2014, la SAG estableció una Unidad Administradora de Proyectos (UAP), responsable de la supervisión administrativa de todos los proyectos en el sector agropecuario con financiamiento internacional. La UAP ofrece apoyo administrativo y de gestión financiera, cuenta solamente con ocho miembros de personal y ha tenido cambios frecuentes de personal en los últimos años.
222. Cada proyecto financiado por la cooperación internacional tiene su propio equipo de coordinación y estos equipos (incluyendo los coordinadores de proyecto) se componen de personal contratado *ad hoc* para la ejecución. No hay personal de la función pública asignado a comisión de servicio para la implementación de proyectos. Por consiguiente,

el personal de los proyectos se disuelve después del cierre, no regresa a instituciones permanentes y lleva consigo su experiencia. Algunos pueden ser reclutados para integrar el equipo de otros proyectos, pero faltan mecanismos institucionales para capitalizar la experiencia de implementación.¹¹⁴

223. El material consultado y las entrevistas efectuadas no levantaron problemas generalizados en términos de aspectos fiduciarios (manejo financiero, licitaciones). Sin embargo, algunas situaciones puntuales fueron señaladas. En Nicaragua, el último informe de supervisión de NICAVIDA (enero de 2023) plantea el tema de la importancia de mejorar la auditoría de adquisiciones para el componente del plan de inversiones familiares, territoriales y empresariales. En Honduras, una investigación cuestionó la efectiva ejecución de contratos firmados por *Emprende Sur* en materia de infraestructura de saneamiento.¹¹⁵ El informe de terminación de PRONADER Occidente (Guatemala), señala que no se pudieron conocer los detalles de ejecución, debido al traspaso de responsabilidad del proyecto de FONAPAZ a MAGA y a limitaciones en el sistema de controles.

C.2 Agencias nacionales desconcentradas y gobiernos locales

224. La evaluación resalta que, **si bien los gobiernos locales fueron consultados** como parte de la programación de las actividades en el Corredor Seco, **el involucramiento en términos de integración en los planes municipales, en apoyo técnico y en financiamiento fue más limitado**. En el caso de los aportes financieros, parte del problema radica en la limitada descentralización fiscal y menor prioridad en la agenda de los gobiernos anteriores y en el diseño de los proyectos.
225. En Honduras, hay presencia limitada en el territorio de las agencias del gobierno nacional (SAG, Dirección de Ciencia y Tecnología Agropecuaria, responsable del apoyo técnico a los productores primarios) a nivel de departamento y municipio (con algunas excepciones en el caso de producción de fresas y papas). Ello es una consecuencia de las políticas de ajuste estructural de los años 1990s, que redujo los recursos para el sistema público de extensión agropecuaria (transición hacia la 'privatización' y la práctica de subcontratar los servicios). En Honduras, las alcaldías fueron consultadas durante el proceso de selección de los usuarios finales y a veces, ayudaron a buscar instalaciones para reuniones o ayudaron a grupos locales a conseguir permisos o licencias, actualizar las juntas ejecutivas de las asociaciones de base y realizar acuerdos para infraestructura local. Las convocatorias públicas no siempre fueron el procedimiento estándar para identificar a los beneficiarios. El involucramiento de las municipalidades en términos de apoyo técnico y cofinanciamiento con fondos municipales fue escaso y las actividades de los proyectos representaban más iniciativas puntuales que elementos de planes estratégicos de desarrollo local.¹¹⁶
226. En Guatemala, el ambiente político local y las modalidades de asistencia del Gobierno afectaron el desempeño de las actividades de fortalecimiento de instituciones locales. Las actividades de desarrollo y fortalecimiento de instancias locales tales como COCODES y COMUDES, organizaciones locales de base y otros representantes de la sociedad civil, fueron afectados por el modelo extensionista del MAG que no coordinó acciones de manera directa con estas instancias. Otro factor clave fue la presencia de intereses políticos partidistas dentro de las comunidades que dificultaron el acercamiento a asambleas comunitarias o municipales.
227. En El Salvador, *Amanecer Rural* y *Rural Adelante* buscaron la participación y contribución de gobiernos locales, asociaciones de municipios y mancomunidades para generar efectos multiplicador de intervenciones en medio ambiente y cambio climático. A pesar de estos avances, el rango de acción de los municipios en los próximos años podría

¹¹⁴ Como ocurrió con algunos antiguos miembros del personal de PROLENCA o *Emprende Sur*, reclutado en PROINORTE, un proyecto del FIDA en el norte del Honduras)

¹¹⁵ En 2022 una investigación del Tribunal Superior de Cuentas cuestionó la efectiva entrega de letrinas, según contratos entre *Emprende Sur* y dos ONG locales.

¹¹⁶ Algunos municipios tienen Unidades de desarrollo local que hacen acompañamiento a iniciativas productivas (San Juan, Intibucá), pero se trata de actividades no integradas con los proyectos.

cambiar, debido a los cambios de ordenamiento territorial dictaminados recientemente por el Gobierno Central. Con el cierre y fusión de muchas alcaldías, y la reducción o eliminación de los Fondos de Desarrollo Económico y Social otorgados a los municipios, hay interrogantes respecto a su rol en una gestión territorial atenta a las demandas de los actores locales.

228. En Nicaragua hay representación de las agencias nacionales dentro de las administraciones locales (municipios y departamentos): personal de ministerios (como el MEFCCA) y de agencias técnicas nacionales es asignado a nivel municipal, donde tiene que facilitar la ejecución de proyectos de la cooperación internacional y ha apoyado en particular la implementación de NIVAVIDA y NICADAPTA. El personal de las alcaldías ayudó a identificar inversiones en infraestructura (por ejemplo, caminos, puentes, agua potable).
229. Los proyectos colaboraron poco con las mancomunidades (grupos de municipios), con algunas excepciones en El Salvador y en Honduras (*Emprende Sur*). Las mancomunidades tienen planes de desarrollo que en algunos casos fueron apoyados por la cooperación internacional (p.ej. cooperación de España y USAID). El apoyo a mancomunidades permite preparar planes de manejo de recursos naturales, como protección de bosques o manejo de cuencas hidrográficas.
230. **En síntesis**, la eficiencia de las operaciones examinadas fue variable, con ejemplos más acertados en El Salvador y en Nicaragua, pero con desafíos en Honduras y especialmente en Guatemala, no solamente por los retrasos de ejecución, sino también por problemas de calidad de los servicios técnicos a los productores.
231. Sobre el desempeño de los socios, en el caso del FIDA, se resalta la buena flexibilidad en el diseño y compromiso en apoyar la ejecución, pero con limitantes en la promoción de intercambios de conocimientos, coordinación con actores internacionales y bajas sinergias entre préstamos y donaciones. El desempeño de los gobiernos fue variable, con los casos más favorables en Nicaragua y en parte en el Salvador, pero con brechas en Honduras y desafíos de implementación en Guatemala.

Observaciones clave

- Los proyectos en los cuatro países presentan un plazo promedio más alto entre aprobación y cierre que el promedio regional ALC, pero se notó una recuperación durante la ejecución. El ritmo lento inicial de ejecución, la recuperación apresurada durante los últimos meses de ejecución y la verificación inadecuada sobre los proveedores de servicios afectaron la eficiencia de las realizaciones, con inversiones que no se aprovechan suficientemente.
- El FIDA tiene una oficina multi país en Panamá, pero no presencia oficial en los cuatro países. Los consultores-enlace juegan un papel importante en resolver cuellos de botella operativos y de coordinación de actividades de los proyectos, pero no pueden representar de manera oficial al FIDA ante gobierno y cooperantes.
- La evaluación resalta la manera consultativa y la flexibilidad del FIDA en la formulación de los proyectos. Sin embargo, el FIDA habría podido fomentar más intercambio de conocimientos dentro de la subregión y con países de otras subregiones de LAC y más sinergias entre préstamos y donaciones.
- El FIDA aseguró seguimiento regular de los proyectos, a través de misiones de supervisión y apoyo. Las supervisiones y las revisiones de medio término se enfocan en cuestiones operacionales, lo que es necesario, pero falta espacio para un repaso más estratégico sobre temas de desarrollo rural en el Corredor Seco, tal como adaptación al cambio climático, desarrollo de cadenas de valor sostenibles y desarrollo territorial.
- El personal de las agencias nacionales estuvo poco expuesto a prácticas en otros países (p.ej. proyectos FIDA en Bolivia, Perú, Colombia y Brasil). Se encontraron desafíos importantes en la ejecución y capitalización de experiencias en Guatemala y en Honduras, por falta de institucionalización de los proyectos (contratación externa).
- Si bien los gobiernos locales fueron consultados como parte de la programación de las actividades, el involucramiento en términos de integración en los planes municipales, en apoyo técnico y en financiamiento fue bastante limitado. Con excepciones en El Salvador, los proyectos colaboraron poco con las mancomunidades, que ahora tienen planes de desarrollo

y su rol puede ganar importancia en el manejo de recursos naturales y fomento de actividades económicas locales (protección del patrimonio histórico y cultural, turismo).

VI. Conclusiones y Recomendaciones

A. Conclusiones

232. **El Corredor Seco se caracteriza por desafíos múltiples y complejos, que no se limitan a las características agroclimáticas.** El Corredor Seco Centroamericano se define generalmente como una ecozona, cuya vulnerabilidad climática (principalmente sequías, pero también episodios de lluvia intensa) pone desafíos a la agricultura en general y a la agricultura familiar de manera particular. A pesar de los desafíos, el Corredor tiene una tradición de producción agropecuaria diversificada, con variedades de cultivos o animales que se adaptan a las condiciones agroclimáticas y tienen oportunidades de venta en mercados remuneradores (p.ej., café, carne, leche, carne, miel, marañón, sin olvidar hortalizas en invernadero).
233. La pobreza rural en el Corredor Seco tiene dimensiones múltiples: hay brechas socioeconómicas relacionadas con grupos específicos (como mujeres, jóvenes, pueblos indígenas), fragilidad institucional, violencia y actividades criminales que minan el tejido social y el desarrollo. La fuerte migración al extranjero genera oportunidades de ingreso e inversiones, pero también riesgos para los migrantes y causa escasez de mano de obra y pérdida de experiencias y capacidades en los territorios de origen.
234. **En el Corredor Seco hay intervenciones importantes de agencias internacionales, pero con poca coordinación.** Esta evaluación encontró evidencia de al menos 18 proyectos (nacionales y subregionales) de la cooperación oficial enfocados en el Corredor Seco (pero no solamente orientados hacia agricultura familiar), aprobados entre 2011 y 2023, por un monto de US\$ 717 millones. El problema de la escasa coordinación es reconocido, pero no hay al momento respuestas que logren construir alternativas y las mesas de donantes funcionan solamente en algunos territorios o en ocasión de contingencias (p.ej., pandemia; sequía severa). La preparación de estrategias o programas subregionales para el Corredor Seco (como en el caso de BCIE y FAO) es un fenómeno reciente que ha permitido ganar atención y forjar alianzas.
235. **Cumulativamente, en los últimos 15 años, el FIDA alcanzó una cobertura alta de municipios en el Corredor Seco de El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua.** Los proyectos financiados por el FIDA lograron una cobertura de 71% de los municipios clasificados como parte del Corredor Seco (cumulando entre todos los proyectos y donaciones examinados en esta evaluación) y un promedio de 45 000 beneficiarios directos por proyecto y con inversiones promedio por municipio y por beneficiario que se pueden considerar significativas.
236. **La ausencia de lineamientos estratégicos específicos a nivel de la subregión o de la ecozona Corredor Seco dificultó la adaptación de las intervenciones a características estructurales del contexto.** El FIDA no tiene una estrategia para el Corredor. Las iniciativas financiadas por los proyectos FIDA abordan algunos de los desafíos del Corredor. Sin embargo, no siempre reflejan problemáticas y tendencias específicas. En las estrategias de país (COSOP), las referencias al Corredor Seco son secundarias, pero se observan menciones a riesgos ambientales y climáticos en los COSOP aprobados después de 2010. Las problemáticas socioeconómicas del contexto (por ejemplo, inseguridad y violencia, migración y remesas, acceso y tenencia de tierra) no tienen un rol central en los COSOP, ni en el diseño de los proyectos. Algunos de los conceptos que aparecen en los diseños de los nuevos proyectos que el FIDA acaba de aprobar (abordaje de cuenca, sostenibilidad multidimensional), podrían ayudar a preparar nuevos lineamientos estratégicos, si desarrollados de manera adecuada.
237. **En términos de cambios en las condiciones de vida de pequeños productores y comunidades rurales, los resultados corresponden a temas de intervención tradicional del FIDA.** Las intervenciones examinadas se desarrollaron en un entorno geográfico de altas inversiones de la cooperación internacional y los logros son el resultado de una secuencia de intervenciones de múltiples actores (entre los cuales

participó el FIDA). Todos los proyectos apoyaron organizaciones rurales de base, con énfasis en capacitación, planes de inversión y formalización de grupos de productores. Sin embargo, un importante factor limitante fue la falta de una metodología sólida para 'poner en sistema' y priorizar temática y territorialmente las múltiples formas de 'capacitación', asistencia técnica, talleres, escuelas de campo y clases. Al final, muchas consistieron en formación de corta duración que terminaron con el cierre de los proyectos, con pocas oportunidades de aplicar posteriormente técnicas y conocimientos.

238. **Con algunas intervenciones, se promovió la transformación socioeconómica de zonas rurales del Corredor, a través de desarrollo empresarial, facilitación de acceso a mercados y fortalecimiento de cadenas de valor.** Los mayores logros dependieron del éxito en mejorar calidad de productos (que se adaptan a las condiciones del Corredor) y en promover su venta en mercados remuneradores (internacionales y nichos de mercados nacionales) y en la capacidad de controlar el sistema de producción y la rentabilidad de todas sus fases. Cabe señalar que cinco proyectos adoptaron enfoques de desarrollo de cadenas de valor (*Amanecer Rural, Emprende Sur, PROCAVAL, NICADAPTA, Rural Adelante*). Los demás no tenían planes explícitos para lograr contratos estables o diversificar las estrategias de mercado. Además, aunque algunos proyectos dieron (correctamente) énfasis a mercados internacionales, se dio menor atención a sistemas de compra pública (p.ej., para mensas escolares) y mercados ligados al turismo, lo que podría ser una oportunidad futura.
239. **En términos de equidad de los beneficios, los proyectos mantuvieron énfasis en categorías marginadas, como mujeres, pueblos indígenas y jóvenes, pero con diferentes éxitos en adaptar los servicios a características y demandas de estos grupos.** Las iniciativas en el campo lograron participación alta de mujeres y variable de jóvenes e indígenas. Los proyectos promovieron participación de las mujeres en los planes de inversión y el acceso a servicios financieros y a la asistencia técnica. Algunos proyectos contribuyeron a la reducción de la carga de trabajo doméstico a través de la dotación de cocinas, estufas mejoradas y agua potable (NICAVIDA introdujo iniciativas para personas con discapacidad).
240. La cobertura de pueblos indígenas varió entre y dentro de los proyectos, según la concentración de estos grupos en las zonas de intervención y según la atención que le aplicaron las unidades de implementación y la capacidad de acomodar las iniciativas a sus demandas específicas. La cobertura de los jóvenes fue menor, por una mezcla de factores contextuales (migraciones) y por la falta de iniciativas atractivas. Hay un reto en adaptarse a la evolución del entorno económico de las zonas rurales, donde las empresas no agrícolas son más atractivas para los jóvenes y la terciarización de la economía (servicios técnicos para empresas y cadenas de valor, turismo local, negocios 'verdes') es incipiente. En NICAVIDA, se incluyó un nuevo segmento poblacional a atender, que son las personas con discapacidad, pero no se dispone de cifras precisas.
241. En términos de los servicios ofrecidos por los proyectos, tres observaciones se generalizan: i) los proyectos subcontrataron el apoyo técnico a proveedores externos sin control sistemático de calidad, lo que resultó en planes de negocio con problemas de viabilidad financiera o fitosanitaria; ii) hay pocos proveedores de servicios en áreas no 'convencionales', como la comercialización de productos de alto valor añadido, que se venden a clientela sofisticada con estándares elevados (productos orgánicos, mercado internacional eco-solidario, gran distribución agroalimentaria, nuevos negocios 'verdes'); iii) el apoyo técnico suele ser disperso y de corta duración.
242. Las asociaciones de productores mejor consolidadas contaron con apoyos externos concadenados (de proyectos del FIDA y de otras entidades cooperantes) de dos décadas o más. Ello muestra la importancia de inscribir las intervenciones en el largo plazo. Pero, en términos de equidad, se necesita también una perspectiva de 'graduación' y un equilibrio entre seguir apoyando las mismas organizaciones de productores (con el riesgo de que sigan dependiendo de apoyo público en lugar de buscar su propia autonomía) y ayudar a nuevas organizaciones más frágiles.
243. **En la concepción de las iniciativas apoyadas en el Corredor Seco, faltó un auténtico enfoque territorial para priorizar las intervenciones, generar masa**

crítica y minimizar dispersión. Las intervenciones examinadas carecen de un 'enfoque territorial' que abarque los recursos naturales y los riesgos climáticos, los activos económicos, sociales, culturales de una zona, e involucre activamente las instituciones públicas, las organizaciones de productores y las empresas privadas locales y nacionales con iniciativas en el territorio. Esta carencia de enfoque territorial y la falta de articulación entre los distintos planes (familiares, de negocio, territoriales) a menudo resulta en acciones segmentadas y proliferación de micro actividades y emprendimientos sin vinculación al contexto del Corredor Seco.

244. La falta de un enfoque integrador de desarrollo territorial se repercute en iniciativas dispersas de manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático. Las soluciones propuestas por algunos proyectos son fundamentadas, pero corren en riesgo de perderse en acciones puntuales con poco presupuesto y alcance. Algunos proyectos implementaron medidas como la conservación de suelo y lucha contra la erosión, reforestación, prevención de incendios y protección de fuentes de agua. A veces distribuyeron variedades de cultivos (sobre todo café, a veces maíz y frijoles) o animales resistentes a clima seco. Las intervenciones en manejo de agua fueron múltiples, pero faltan datos fiables sobre los efectos sobre la productividad agrícola o la adaptación de las fincas a la variabilidad climática, particularmente en zonas críticas como el Corredor.
245. **En una ecozona de alta presencia de cooperación internacional, para demostrar su valor añadido, el FIDA y los gobiernos necesitan asegurar enfoques más innovadores, y mayor especialización, lo que requiere un buen manejo de los conocimientos.** Se ha aprovechado poco las experiencias importantes del FIDA en otras subregiones de ALC, por ejemplo, en tema de elaboración de planes de negocio; desarrollo territorial; y aprovechamiento del patrimonio agroalimentario, adaptación a ecozonas semiáridas. Las actividades de gestión de conocimientos son poco estructuradas, coyunturales, y respaldadas con recursos escasos.
246. A través de su programa de donaciones, el FIDA pilotó experiencias valiosas y originales, tal como técnicas de manejo de cultivos, suelo y agua, inclusión social en situaciones de conflictos, desarrollo territorial y agro-ecosistémico, digitalización de servicios financieros y empresariales y esquemas de seguro basado en índices climáticos. A pesar de los resultados alentadores iniciales, hubo poca sinergia con los préstamos.
247. **La capacidad de intervención de las instituciones públicas en el Corredor Seco no ha cambiado de manera significativa, pero algunas experiencias a nivel local merecen atención.** Esta evaluación destacó las dificultades de las instituciones en los países: problemas de gobernanza, operativización de las leyes existentes, capacidad de ofrecer servicios técnicos de calidad en las áreas rurales. Es difícil operar frente a la poca sinergia entre agencias nacionales (por ejemplo, las responsables de agricultura y las responsables de medio ambiente, infraestructuras y servicios sociales). La situación se repercute en la implementación y asistencia técnica brindada por los proyectos. Una excepción positiva fue la de Nicaragua, donde existe coordinación entre agencias públicas y sinergia entre programas públicos.
248. El diálogo sobre políticas públicas, en temas de relevancia para el Corredor Seco, no ha sido un eje central de los proyectos. Sin embargo, en Nicaragua los financiamientos del FIDA contribuyeron a revitalizar agendas nacionales existentes para sostener la agricultura en la producción de café y cacao.
249. A nivel subregional, y gracias a la colaboración con el SICA, el FIDA apoyó el proceso de definición de políticas en tema de jóvenes y Política de Agricultura Familiar, Campesina, Indígena y Afrodescendiente. Queda pendiente el reto de traducir estas políticas en programas concretos a nivel nacional e iniciativas de desarrollo a nivel local. Este reto podría informar inversiones futuras del FIDA.
250. Con respecto a los gobiernos locales, los proyectos mantuvieron contactos con las municipalidades para identificar algunas actividades y los beneficiarios, pero no fueron generalmente integrados en los planes municipales. Se observaron excepciones positivas en El Salvador, donde las municipalidades prepararon planes locales de adaptación al clima, y en Nicaragua donde NICAVIDA ayudó a preparar planes territoriales, que se

concentran en infraestructura de base (p.ej. agua potable, caminos) y algunas iniciativas de reforestación y protección de recursos naturales. Los proyectos interactuaron poco con las mancomunidades, que han comenzado a preparar planes de desarrollo local con el apoyo de la cooperación internacional.

251. **El FIDA puede ofrecer apoyo estratégico a los gobiernos y a las instancias subregionales y promover intercambio de conocimientos sur-sur. Se ha aprovechado parcialmente estas oportunidades.** El FIDA confronta límites de recursos: tiene una oficina multi-país en Panamá, pero ninguna oficina en los cuatro países considerados. En cada país, consultores enlaces, de manera semiformal, han apoyado el seguimiento de las operaciones y facilitado la comunicación con las agencias gubernamentales. En los últimos ocho años, ALC tuvo recursos promedio de supervisión por misión inferiores a los de otras oficinas regionales FIDA. Sin embargo, las misiones de supervisión y apoyo a la implementación fueron efectuadas de manera regular y ayudaron a resolver problemas de ejecución.
252. Hubo poco intercambio de conocimientos con otras subregiones en LAC y limitada sinergia entre préstamos y donaciones. Los cambios generacionales de los encargados de programa y las reasignaciones del personal pueden haber complicado la gestión de conocimiento, pero estas actividades no fueron priorizadas, en parte por falta de presupuesto y personal dedicado. Las misiones y los reportes de supervisión y revisión de medio término se enfocan en cuestiones operacionales, lo que es indispensable, pero faltó espacio para un repaso más estratégico sobre temas de desarrollo rural en el Corredor Seco, tal como adaptación al cambio climático, desarrollo de cadenas de valor sostenibles y desarrollo territorial.
253. **Con respecto al papel de los gobiernos, en algunos países se notó la limitada institucionalización de los proyectos en agencias públicas permanentes y la pérdida de memoria histórica después del cierre de los proyectos,** un problema particularmente agudo en Guatemala y en Honduras, donde se contractan externamente casi todas las funciones de manejo de proyectos. El personal de los equipos de gestión se disuelve después del cierre, llevando consigo la experiencia del proyecto. Además, aun cuando hay buena institucionalización y cooperación entre agencias, y estabilidad del personal técnico, como en Nicaragua, hay brechas en áreas técnicas menos 'tradicionales' (cadenas de valor, adopción de tecnologías digitales, energías renovables, negocios 'verdes' y manejo de enfoques de inclusión social). Los equipos de proyectos y el personal de las agencias nacionales estuvieron poco expuestos a experiencias de desarrollo de agricultura familiar y desarrollo territorial en otros países de ALC.

B. Recomendaciones

254. **Recomendación 1. Preparar lineamientos estratégicos para un plan de acción subregional, con atención específica al Corredor Seco y a sus múltiples retos de desarrollo.** El FIDA necesita lineamientos estratégicos claros para sus intervenciones y asociaciones en América Central, con énfasis especial en el Corredor Seco. Estos pueden estructurarse - en un tiempo relativamente corto - en un documento interno, ágil, que se puede ajustar de manera paulatina. Sería una hoja de ruta que permita posicionarse más consistente y sistemáticamente frente a los desafíos del contexto. En tal sentido es importante que los lineamientos estratégicos aborden las múltiples dimensiones de desarrollo del Corredor Seco: agroclimática, socioeconómica, política, institucional (incluyendo los retos debidos a situaciones de fragilidad y violencia) y cultural. La preparación de los lineamientos estratégicos propiciarían oportunidades fundamentales: i) innovar en enfoques y métodos para las intervenciones; ii) formar alianzas estratégicas con actores del desarrollo subregional con competencias técnicas específicas, incluyendo a órganos intergubernamentales del SICA; iii) abrir el espacio para mayor involucramiento en el diálogo sobre políticas públicas pertinentes al sector rural; y iv) establecer prioridades para el personal y los recursos descentralizados del FIDA.
255. **Recomendación 2. El FIDA y los gobiernos necesitan establecer un enfoque integrador territorial para que agricultura familiar y desarrollo territorial resilientes sean temas centrales de la cooperación con la subregión.** El enfoque territorial ayudaría a establecer un hilo conductor para las iniciativas apoyadas,

reduciendo la dispersión de actividades. El enfoque territorial, integrado por una visión de una agricultura familiar multifuncional, implicaría: i) involucrar activamente las instituciones públicas locales (p.ej. municipalidades y mancomunidades), las organizaciones de base y las empresas privadas; ii) atender a economías familiares en transición, incluyendo fuentes de ingresos y empleos no agropecuarios; iii) contribuir a la innovación en los sistemas agro-alimentarios basados en la producción de pequeña escala, mejorando la gobernanza de las cadenas de valor; iv) facilitar el círculo virtuoso entre los saberes, tradiciones culturales y los conocimientos y tecnologías nuevos. El FIDA puede ayudar a mejorar las experiencias incipientes de planificación territorial a través de su propia experiencia en otras subregiones de ALC.

256. **Recomendación 3. Afilar los instrumentos de focalización de los usuarios de los proyectos, con atención a los territorios.** Es importante que la focalización tome en cuenta el objetivo de desarrollar un territorio (aspectos de fragilidad agroecológica, socioeconómica e institucional), más allá de la asistencia a familias o asociaciones individuales (que sigue siendo necesaria). Dentro de los enfoques territoriales, es importante mantener atención a grupos sensibles, tal como mujeres, jóvenes e indígenas. Es esencial incluir mecanismos basados en concursos transparentes y con asesoramiento de representantes de organizaciones de las comunidades. Asimismo, para promover equidad, es importante guardar balance entre apoyo a organizaciones consolidadas y apoyo a nuevas iniciativas individuales y asociaciones incipientes.
257. Para integrar a los jóvenes, es importante tomar en cuenta la evolución de la economía rural, el crecimiento de las actividades de transformación de productos y cadena de valor, así como la incipiente terciarización de las zonas rurales. La economía de los servicios rurales (servicios técnicos, apoyo a la comercialización, turismo local, iniciativas agro-culinarias) y la digitalización de procesos financieros y empresariales podrían animar el interés de los jóvenes. Asimismo, hay oportunidades de integrar los flujos de remesas de manera más explícita en el diseño de los proyectos, colaborando con instituciones microfinancieras y comunitarias (por ejemplo, las cajas rurales) para reducir los costos de transferencia monetaria y reinvertir los montos en actividades productivas, implicando las redes de los migrantes que se encuentran en el extranjero.
258. Aunque no es un tema tradicional de la cooperación del FIDA, en el Corredor, la atención psicosocial a familiares de migrantes o víctimas de violencia podría formar el objeto de colaboración piloto con ONG o agencias públicas especializadas.
259. **Recomendación 4. Apoyar enfoques innovadores en el Corredor Seco, con mayor atención al manejo de conocimientos, asociaciones estratégicas y diálogo sobre políticas públicas.** El FIDA puede apoyar las agencias nacionales a elaborar y aplicar enfoques y métodos más allá de los convencionales. En términos de manejo de conocimientos, el FIDA y los gobiernos necesitan integrar las experiencias en América Central (p.ej., apoyo a cadenas de valor; iniciativas piloto en digitalización de servicios empresariales y financieros, seguros indexados e informaciones y mesas agroclimáticas), con experiencias en otras subregiones de ALC (p.ej., planes de negocio, desarrollo territorial, patrimonio agroalimentario, adaptación a contextos semiáridos) y con experiencia de otras organizaciones internacionales, ONG, instituciones de investigación (p.ej., técnicas de protección de suelo y agua, restauración de cobertura vegetal; energías renovables, eco-turismo, comercialización de productos del territorio).
260. En término de diálogo sobre políticas públicas, las iniciativas podrían focalizarse en intercambios entre países, con el SICA y en sinergia con donaciones FIDA. La prioridad es ayudar las agencias nacionales a ampliar la caja de herramientas y utilizar las lecciones aprendidas de los proyectos para fortalecer las políticas públicas. Algunos ejemplos incluyen: i) la ampliación del apoyo de los proyectos a micro y pequeñas empresas individuales (no solamente a entidades colectivas); ii) repensar el uso de la subcontratación para servicios de asistencia técnica, para mejorar la calidad de los servicios a los pequeños productores. Se podría introducir sistemas de acreditación de los proveedores de servicio basados en la retroalimentación de los clientes y acreditar asociaciones de base exitosas como proveedores de servicios para otras asociaciones.

261. **Recomendación 5. Reafirmar el liderazgo del FIDA.** En un entorno saturado por los donantes, el FIDA necesita reafirmar su valor añadido. El FIDA puede ofrecer guía estratégica, más allá del seguimiento operacional de las misiones de supervisión y apoyo a la ejecución. El FIDA puede propiciar intercambios de buenas prácticas e innovaciones a través de cooperación sur-sur y promover coordinación con otras agencias internacionales, instituciones financieras, instituciones de investigación, ONG y organizaciones que operan en el SICA. El FIDA necesita iniciar un diálogo con las autoridades nacionales para institucionalizar los proyectos en las agencias y programas públicos (particularmente en El Salvador, Guatemala y Honduras).

Informaciones adicionales sobre actividades del FIDA en América Central

Cuadro 1
 Detalles sobre fechas de aprobación, vigencia, cierre y fuentes de financiamiento de los préstamos FIDA considerados en esta evaluación

Country	Project ID	Name	Project Type	Approval date	Date of Effectiveness	Date of Completion	Date of Closing	IFAD Financing (US\$ thousands)	IFAD Total (US\$ thousands)	Government Financing (US\$ thousands)	Co-Financing (US\$ thousands)	Beneficiary (US\$ thousands)	Total (US\$ thousands)
EL Salvador	1100001416	Rural Development and Modernization Project for the Central and Paracentral Regions (PRODEMOR Central)	Rural Development	12/09/2007	18/12/2009	31/12/2015	30/06/2016	14 559 (Loan)	14 559	5 418	14 999 (Spanish Fund)	3 394	38 372
	1100001321	Rural Development and Modernization Project for the Eastern Region (PRODEMORO)	Rural Development	19/04/2005	24/12/2008	31/12/2016	30/06/2017	1 000 (Grant) 14 998 (Loan)	15 000	5 200	-	1 000	22 199
	1100001568	Rural Territorial Competitiveness Programme (Amanecer Rural)	Rural Development	15/12/2010	01/06/2012	31/12/2018	30/06/2019	16 999 (Loan)	16 999	150	14 999 (OFID)	4 473	36 622
	1100001736	National Programme of Rural Economic Transformation for Living Well - Rural Adelante	Credit and Financial Services	12/12/2015	02/04/2019	30/06/2024	Ongoing	12 127 (Loan) 5 000 (Grant)	17 127	500	-	1 062	18 689
Guatemala	1100001274	National Rural Development Programme Phase I: the	Rural Development	11/09/2003	20/10/2006	31/12/2012	30/06/2013	30 000 (Loan)	30 000	6 000	10 000 (OFID)	2 000	48 000

		Western Region (PRONADER I)											
	1100001317	National Rural Development Programme: Central and Eastern Regions (PNDR Oriente)	Rural Development	02/12/2004	01/12/2008	31/12/2017	30/06/2018	17 000 (Loan)	17 000	4 000	11 000 (OFID)	1 999	34 000
	1100001473	Sustainable Rural Development Programme for the Northern Region (PRODENORTE)	Rural Development	17/12/2008	27/01/2012	30/09/2019	31/03/2020	17 973 (Loan) 450 (Grant)	18 423	4 349	14 967 (OFID)	2 703	40 442
	2000002250	Responding to COVID-19: Modern and Resilient Agrifood Value Chains Project	Credit and Financial Services	13/01/2021	Not available yet	12/02/2027	[Awaiting confirmation of Loan Agreement]	11 330 (Loan)	11 330	-	150 000 (Multilateral organizations)	17 670	179 000
Honduras	1100001535	Sustainable Rural Development Programme for the Southern Region (Emprende Sur)	Rural Development	16/09/2010	01/02/2011	31/03/2019	30/09/2019	10 000 (Loan)	10 000	3 676	9 999 (OFID) 9 999 (BCIE)	3 530	37 206
	1100001682	Project for Competitiveness and Sustainable Development in the South-Western Border Region (PROLENCA)	Rural Development	17/08/2013	03/03/2014	31/03/2023	Ongoing	20.4 (Loan)	20 484	1 335	3 000 (GEF)	4 005	28 825
Nicaragua	1100001120	Technical Assistance Fund Programme for the Departments of León, Chinandega and Managua (FAT)	Research, extension and training	09/12/1999	20/06/2001	30/06/2013	31/12/2013	200 (Grant) 14 000 (Loan)	14 200	1 230	350 (Switzerland) 3 150 (IDA)	1 648	20 578

1100001256	Programme for the Economic Development of the Dry Region in Nicaragua (PRODESEC)	Rural Development	10/04/2003	17/08/2004	31/12/2010	30/06/2011	14 000 (Loan)	14 000	1 820	4 000 (Domestic Financial Institution) 3 995 (BCIE)	1 183	25 000
1100001380	Inclusion of Small-Scale Producers in Value Chains and Market Access Project (PROCAVAL)	Storage, processing and marketing	12/09/2007	20/08/2008	31/12/2015	28/09/2016	10 414 (Loans) 9 914 (Grants)	20 328	950	7 999 (BCIE) 4 499 (Domestic financial institution)	4 171	37 957
1100001683	Adapting to Markets and Climate Change Project (NICADAPTA)	Storage, processing and marketing	25/11/2013	01/07/2014	31/12/2020	30/06/2021	8 060 (Loan) 16 060 (Grants)	24 120	3 350	7 000 (BCIE)	2 580	37 051
2000001242	Nicaraguan Dry Corridor Rural Family Sustainable Development Project (NICAVIDA)	Rural Development	03/09/2016	15/02/2017	31/03/2023	Ongoing	20 504 (Loan)	20 504	5 974	15 000 (BCIE)	6 984	48 462

Cuadro 2
Muestra de las donaciones revisadas durante la evaluación

Área temática	Título	Cont. FIDA (Mill. US\$) ^a	Periodo de vigencia	Países de América Central ^b	Entidad ejecutora
Apoyo a diseño de programas y al diálogo sobre políticas rurales	Unidad Regional de Asistencia Técnica (RUTA) – Fase final	1,0	2007-2011	ES, GT, HN, NI	UNOPS
	Diálogo Regional Rural Centroamérica y República Dominicana (PDRR)	1,5	2016-2019	ES, GT, HN, NI	PRISMA - Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente, OXFAM y RIMISP
Inclusión social	Young Leaders SICA Region: Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la Región del Sistema de la Integración Centroamericana	2,5	2017-2022	GT, HN, NI	Corporación Regional de Capacitación en Desarrollo Rural -PROCASUR
	Jóvenes con Todo: Promoting linkages & synergies between social & economic policy & initiatives in favour of rural youth	0,5	2017-2021	ES	Ministerio de Hacienda/Instituto Nacional de la Juventud (INJUVE)
	Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas	0.67	2018-2021	ES, GT, HN	Foro Internacional de las Mujeres Indígenas
Apoyo a agro- y ecosistemas resilientes a riesgos naturales y al cambio climático	1303-NAFIN Programme to Strengthen Community-Based Management in Support of the REDD+ Strategy in Mesoamerica	1,2	2011-2016	GT, HN	CONABIO (Biodiversity Trust Fund)
	A common journey on climate smart agriculture	1,0	2017-2019	ES, GT, HN, NI	CIAT/CGIAR
	Conservation agriculture in crop and livestock systems in drylands to enhance water use and soil fertility	2,5	2017-2022	NI	International Center for Agricultural Research in the Dry Areas- ICARDA
	AKSAAM: Adapting Knowledge for Sustainable Agriculture and Access to Markets	2,0	2015-2023	ES, GT, HN	Fundação Arthur Bernardes: FUNARBE-UFV

Producción no agrícola, promoción de empresas y finanza rural incluyente	KM for Adaptation to CC: Knowledge Management for Adaptation of Family Farming to Climate Change INNOVA AF	2,0	2018-2022	GT, HN	Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA)
	DAKI: Dryland Adaptation Knowledge Initiative	1,5	2019-2024	ES	Associação Um Milhão de Cisternas, with FUNDAPAZ and FUNDE.
	INNOVATECH-RPSF: Innovative solutions AGRO/FINTECH as a response for COVID19	2,5	2021-2023	ES, GT, HN	Deutsche Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation
	Digital ALC: Digital solutions virtual TA overcome obstacles rural poor for marketing access financing related COVID-19	2.43	2020-2021	GT, HN	Stichting Agriterra
	_PROCASUR - Promoting Young People's Entrepreneurship/Juventudes Rurales	2,0	2012-2016	ES, GT, HN, NI	Corporación PROCASUR
	Insurance for Rural Resilience & Economic Development (INSURED)- from the SIDA SF Parametric Microinsurance	0,7	2018-2022	GT	International Labour Organization (ILO)

a. Se trata de la contribución financiera del FIDA en millones US\$

b. ES= El Salvador; GT= Guatemala; HN = Honduras; NI = Nicaragua. Algunas donaciones abarcaron también otros países de América Latina y Caribe

Fuente: equipo de evaluación (enero de 2023)

Cuadro 3-a

Notas de las evaluaciones anteriores sobre los proyectos en zona Corredor Seco y comparación con promedio IFAD y ALC

	<i>Pertinencia</i>	<i>Eficacia</i>	<i>Eficiencia</i>	<i>Impacto</i>	<i>Sostenibilidad</i>	<i>Igualdad de Género</i>
Promedio Corr Seco	4.45	4.00	3.45	4.40	3.82	4.64
Pro medio Corr Seco sin Guatemala	4.63	4.38	4.13	4.63	4.25	5.13
Promedio Guatemala	4,00	3,00	1,67	3,50	2,67	3,33
Promedio ALC	4.27	3.85	3.44	3.56	3.96	4.06
Promedio Global FIDA	4.26	3.95	3.60	3.67	4.04	4.20

MRN=manejo de recursos naturales; ACC= Adaptación al cambio climático

Notas de los proyectos aprobados desde 1999.

Fuente: base de datos ARIE-OIE

Cuadro 3-b

Notas de las evaluaciones anteriores sobre los proyectos en zona Corredor Seco y comparación con promedio IFAD y ALC - sigue

	<i>Innovación</i>	<i>Ampliación de escala</i>	<i>MRN</i>	<i>ACC</i>	<i>Desempeño IFAD</i>	<i>Desemp. Gobierno</i>	<i>Promedio de todas las notas</i>
Promedio Corr Sec	4.00	3.73	3.91	3.89	4.82	3.73	4,07
Promedio Corr Sec sin Guatemala	4.63	4.38	4.25	4.33	5.00	4.25	4,50
Promedio Guatemala	2,33	2,33	3,00	3,00	4,33	2,00	2,96
Promedio ALC	3.90	4.15	3.86	3.73	4.33	3.83	3.91
Promedio Global FIDA	4.02	4.12	4.01	3.86	4.19	3.85	3.98

MRN=manejo de recursos naturales; ACC= Adaptación al cambio climático

Notas de los proyectos aprobados desde 1999.

Fuente: base de datos ARIE-OIE

Cuadro 4

Notas de OIE sobre las donaciones examinadas (asignadas por esta evaluación)

Área temática	No.	ID proyecto	Título	Contr. FIDA (Millones US\$)	Periodo de vigencia	Países	Entidad ejecutora	Pertinencia	Eficacia y Resultados	Integración/ Coherencia	Promedio donac. individual
Apoyo a diseño de programas y al diálogo sobre políticas rurales	1	999	Unidad Regional de Asistencia Técnica (RUTA) – Fase final	1.0	2007-2011	Honduras, Guatemala, El Salvador, Nicaragua	UNOPS	4	5	4	4,33
	2	2000001004	Diálogo Regional Rural Centroamérica y República Dominicana (PDRR)	1.5	2016-2019	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	PRISMA, OXFAM y RIMISP	4	4	3	3,67
	3	2000001615	Young Leaders SICA Region: Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la Región del Sistema de la Integración Centroamericana	2.5	2017-2022	Guatemala, Honduras, Nicaragua	Corporación PROCASUR	5	5	5	5,00
Inclusión social	4	2000001807	Jóvenes con Todo: Promoting linkages & synergies between social & economic policy & initiatives in favour of rural youth	0.5	2017-2021	El Salvador	Ministerio de Hacienda/Instituto Nacional de la Juventud (INJUVE)	4	2	NA	NA
	5	2000004264	Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas	0.65	2018-2021	El Salvador, Guatemala, Honduras	Foro Internacional de las Mujeres Indígenas	4	5	2	3,67
Apoyo a agro- y ecosistemas resilientes a riesgos naturales y al cambio climático	6	1000004072	1303-NAFIN Programme to Strengthen Community-Based Management in Support of the REDD+ Strategy in Mesoamerica	1.2	2011-2016	Guatemala, Honduras	CONABIO (Biodiversity Trust Fund)	5	5	N/A	NA
	7	2000001340	A common journey on climate smart agriculture	1.1	2017-2019	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	CIAT/CGIAR	5	4	3	4,00
	8	2000000981	AKSAAM: Adapting Knowledge for Sustainable Agriculture and Access to Markets	2	2015-2023	El Salvador, Guatemala, Honduras	Fundação Arthur Bernardes: FUNARBE-UFV	4	3	3	3,33
	9	2000001611	KM for Adaptation to CC: Knowledge Management for Adaptation of Family Farming to Climate Change INNOVA AF	2	2018-2022	Guatemala, Honduras	Inter-American Institute for	5	5	4	4,67

Producción no agrícola, promoción de empresas y finanza rural incluyente	10	2000002810	DAKI: Dryland Adaptation Knowledge Initiative	1.5	2019-2024	El Salvador	Cooperation on Agriculture (IICA)	5	5	3	4,33
	11	2000003835	INNOVATECH-RPSF: Innovative solutions AGRO/FINTECH as a response for COVID19	2.5	2021-2023	El Salvador, Guatemala, Honduras	Associação Um Milhão de Cisternas, in consortium with FUNDAPAZ and FUNDE.	5	4	4	4,33
	12	2000003469	Digital solutions virtual TA overcome obstacles rural poor for marketing access financing related COVID-19-Agriterra -RPSF	2.4	2020-2022	Guatemala, Honduras	Deutsche Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation	4	4	3	3,67
	13	1000004073	1305_PROCASUR - Promoting Young People's Entrepreneurship/Juventudes Rurales	2	2012-2016	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	Agriterra	5	5	5	5,00
	14	2000002566	Insurance for Rural Resilience & Economic Development (INSURED)- to ILO from the SIDA SF Parametric Microinsurance	0.7	2018-2022	Guatemala	Corporación PROCASUR	International Labour Organization (ILO)	5	4	N/A
Total Millones US\$				21.6			Promedio calificaciones	4.57	4.29	3,55	4,21
							Porcentaje de notas 4 y más altas	100%	86%	46%	64%
							Número de observaciones	14	14	11	11

Fuente: estudio de escritorio de la evaluación subregional Corredor Seco (2023)

Cuadro 5

Asignación de recursos en ALC en IFAD12: Sistema de Asignación de Recursos basado en los Resultados (PBAS) y Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos (BRAM) (2022-2024) ^a

ISO	Country	Income Category	Lending Terms	BRAM eligible (Y/N)	IFAD11 PBAS allocation	IFAD12 PBAS allocation	BRAM
ARG	Argentina	UMIC	O	Y	\$ 13 131 915.43	\$ -	\$ 15 000 000.00
BOL	Bolivia	LMIC	O	Y	\$ 23 601 281.95	\$ 10 000 000.00	\$ 13 000 000.00
BRA	Brazil	UMIC	O	Y	\$ 35 659 393.90	\$ -	\$ 36 000 000.00
JCOL	Colombia	UMIC	O	Y	\$ -	\$ -	\$ 50 000 000.00
DOM	Dominican Republic	UMIC	O	Y	\$ 12 375 596.34	\$ -	\$ 20 000 000.00
SLV	El Salvador	LMIC	O	Y	\$ -	\$ 11 826 368.50	\$ 4 500 000.00
GTM	Guatemala	UMIC	O	Y	\$ 11 339 549.34	\$ -	\$ 20 000 000.00
HTI	Haiti	LMIC	D	N	\$ 23 810 139.24	\$ 22 471 832.49	\$ -
HND	Honduras	LMIC	B	Y	\$ -	\$ 7 706 303.84	\$ 5 000 000.00
MEX	Mexico	UMIC	O	Y	\$ 38 452 817.37	\$ -	\$ 60 000 000.00
PER	Peru	UMIC	O	Y	\$ 23 968 777.24	\$ -	\$ 60 000 000.00

a. Nicaragua no tiene asignación para el periodo FIDA12

O= Condiciones ordinarias (ordinary terms). Estos préstamos tienen un plazo de vencimiento y un período de gracia variables. El plazo máximo de vencimiento que puede solicitar un prestatario es de 35 años, sujeto a un plazo medio máximo de reembolso de 20 años. El período máximo de gracia se establece en 10 años, a partir de la fecha en que el FIDA haya determinado que se cumplen todas las condiciones generales previas al principal retirado. El interés de los préstamos en condiciones ordinarias se compone de una tasa de referencia variable basada en el mercado y de un diferencial. Los prestatarios pueden elegir entre un diferencial variable y un diferencial fijo. El nivel del diferencial del préstamo depende del tramo medio de reembolso, así como de la categoría de ingresos del prestatario, sujeto a otras clasificaciones de los países.

B= Condiciones combinadas (blended terms): Los préstamos en condiciones combinadas tienen un plazo de vencimiento de 25 años, incluido un período de gracia de cinco años a partir de la fecha de aprobación de la Junta Ejecutiva. Se les aplica un cargo por servicios sobre el principal pendiente, sujeto a un mínimo del 0,75 % anual, con ajustes para préstamos en una sola moneda. Además, se pagan intereses sobre el principal pendiente a una tasa fija del 1,25 %, con ajustes para préstamos en una sola moneda, sujetos a un mínimo del 0 %. El principal del préstamo se amortiza al 5 % del total del principal retirado anualmente entre los años 6 y 25.

Cuadro 6
Pobreza Multidimensional: Individuos en Hogares Carenciados en Cada Indicador

Deprivation rate (share of population)									
	Income Group	Survey year	Monetary (%)	Educational attainment (%)	Educational enrolment (%)	Electricity (%)	Sanitation (%)	Drinking water (%)	MP* headcount ratio (%)
Uruguay	HIC	2018	0.1	2.2	0.7	0.2	0.9	0.4	0.1
Chile	HIC	2017	0.3	4	0.4	0.3	0.6	0.1	0
Costa Rica	UMIC	2018	1.5	4.9	1	0.4	1.8	0.1	1.8
Argentina	UMIC	2018	1.3	1.3	0.7	0	0.5	0.3	1.3
Mexico	UMIC	2018	1.7	4.3	2.5	0.5	6.2	4.2	3.3
Brazil	UMIC	2018	4.4	13.9	0.5	0.3	35.7	1.8	9
Dominican Republic	UMIC	2018	0.4	14.4	26.7	1.1	6.7	1.1	6
Peru	UMIC	2018	2.7	5.7	0.6	4.8	12.2	6.8	6
Colombia	UMIC	2018	4.2	5.5	2.6	1.5	8.3	2.5	5.7
Ecuador	UMIC	2018	3.3	3.9	2.3	1.3	3.1	4.4	4.7
Paraguay	UMIC	2018	1.4	6.3	2.7	0.5	10.4	2.8	4.6
Guatemala	UMIC	2014	8.8	24.8	18.3	16.5	46.7	8.4	21.6
El Salvador	LMIC	2018	1.5	24.7	4	3	9.3	3.8	7.4
Bolivia	LMIC	2018	4.5	15.3	1.6	7.2	19.4	9.4	12.4
Honduras	LMIC	2018	16.9	12.5	12.4	8.4	7.7	8.4	20.9
Nicaragua	LMIC	2014	3.4	14.1	8.1	20	42.7	12.5	15.2

MP=Pobreza multidimensional

Fuente: Poverty and Shared Prosperity 2020, Word Bank Group (2021)

Figura 1
La Teoría del cambio general del *Libro Blanco ALC*

Drivers of rural poverty in LAC	Amplify Impact themes			Example supporting activities	Example outputs	Example outcomes	Impacts		
1) Few public resources directed towards rural development	Theme 1: Climate Change Adaptation & Resilience	Theme 2: Market Linkages	Theme 3: Inclusive Rural Finance	▪ Innovate & Partner: Policy engagement at multiple levels; non-sovereign loans to commercial financial institutions for on-lending to rural areas ▪ Speak & convene: Organize policy exchanges; connect rural beneficiaries to existing programs	▪ National policies that incorporate more focus on rural development ▪ More private and public finance deployed to support rural economic activities	▪ Increased rural incomes ▪ Increased financial inclusivity	Reduced rural poverty in LAC	Increased climate resilience in LAC	Increased inclusive rural economic development in LAC
2) Lack of access to finance									
3) Lack of rural linkages to competitive agricultural value chains		Theme 2: Market Linkages	Theme 3: Inclusive Rural Finance	▪ Innovate: Apply circular economy concepts to rural areas; design market-enabling regional mechanisms ▪ Partner: Leverage co-financing for programs directed towards climate change and/or marginalized peoples ▪ Speak & convene: Develop case studies of innovative approaches for replication	▪ Pilot programs linking rural small-scale producers, especially marginalized peoples, to national and global agricultural value chains ▪ Issuance of debt-relief green bonds for LAC countries	▪ Sustainable management of resources ▪ Climate resilience			
4) Marginalization of women, youth, and indigenous people									
5) Climate change impact									

Fuente: LAC (2022)

Matriz de evaluación y clasificación temática de las áreas de intervención del FIDA en el Corredor Seco

Cuadro 1
Aplicación de criterios y preguntas

Criterio	Ejemplos de Aplicación	Recopilación de datos
Pertinencia de préstamos y donaciones con respecto a desafíos sub-regionales corredor Seco	¿El diseño de las intervenciones reflejan las estrategias y políticas de los gobiernos, del FIDA y de organismos subregionales en lo que pertenece al corredor seco (¿por ejemplo, temas de medio ambiente, adaptación al cambio climático)?	Repaso de documentos disponibles sobre las operaciones apoyada por el FIDA
	¿En qué medida el diseño del proyecto / préstamo (y sus cambios) y de las donaciones han abordado el tema del Corredor Seco? ¿Cuáles temas y sub-temas han desarrollado? ¿Se hace referencia de manera explícita o implícita?	Revisión de estudios y publicaciones sobre el contexto regional y nacional
	¿Los proyectos se han adaptado al contexto de pobreza (por ejemplo, emigración, mujeres solas, acceso limitado a educación y servicios de base, pocas oportunidades de empleo y generación de ingresos, mala calidad de la comida)?	Repaso de las evaluaciones OIE disponibles
	¿Se han tomado en cuenta elementos de fragilidad (actividades ilegales, violencia), debilidad institucional?	Entrevistas virtuales y en los países con socios claves (representantes de gobiernos, organizaciones internacionales y subregionales, ONG, organizaciones de la sociedad civil, organizaciones del sector privado, académicos y especialistas del sector)
	¿Se ha tomado en cuenta (y fortalecido) la capacidad de ejecución de las agencias nacionales y locales?	
	¿Hubo aprendizaje de experiencia de proyectos previos en la subregión o de experiencias del FIDA en otras subregiones (por ejemplo, el caso del Nordeste brasileño)?	Observación de la situación en el terreno en las zonas de los proyectos
	¿Se ha adaptado el diseño en curso de ejecución para responder a los desafíos encontrados”?	

Resultados y valor agregado del FIDA	¿Cuáles objetivos temáticos, vinculados al tema Corredor Seco, se han logrado en mayor / menor medida y por cuáles razones / factores?	Repaso de las evaluaciones OIE disponibles
(Eficacia, Impacto, Equidad e Innovación)	¿Cuáles datos / información están disponibles sobre los cambios impulsados por los proyectos y donaciones? Se consideran en este rubro los efectos directos de los proyectos (resultados o outcomes) y también los cambios a más largo plazo (impactos) en las condiciones de vida de hogares y comunidades.	Revisión de estudios de impacto de FIDA-RIA
	¿Cuáles son los cambios más importantes (a nivel de outcome y de impacto), tomando en cuenta los desafíos del Corredor Seco? ¿Se trata de cambios significativos o marginales en las condiciones de vida de los pequeños productores y pobres rurales?	Análisis sobre las informaciones secundarias disponibles sobre resultados e impacto.
	¿Cómo se compara la experiencia del FIDA con la de otras organizaciones de desarrollo en el Corredor Seco?	Entrevistas con otras agencias que apoyaron programas de desarrollo en el Corredor Seco
	¿Cuáles son las áreas de intervención que han logrado menores resultados y por cuáles razones? ¿Cuál ha sido la experiencia de otras agencias en estas áreas?	Visitas en los países y especialmente en las áreas de los proyectos, observaciones y entrevistas con socios locales
	¿Se alcanzaron grupos sensibles o marginados (por ejemplo, indígenas, mujeres, jóvenes, afrodescendientes)? Considerar también interacciones entre factores de marginación (interseccionalidad)	Entrevistas individuales y grupos de discusión focal con usuarios de los proyectos y otros informantes claves
	¿Se observan cambios a nivel institucional (¿p.ej. cómo operan las instituciones en el ámbito de la lucha contra la pobreza rural? Se consideran instituciones a nivel local (organizaciones de base, municipalidades, mancomunidades), estatal (ministerios, agencias gubernamentales, asociaciones nacionales de la sociedad civil) y subregional (como en el caso del SICA y de sus órganos técnicos).	Revisión de las informaciones disponibles a través de sistemas de información geográfica
	Innovación: ¿en qué medida el apoyo del FIDA ha promovido innovaciones, tal como soluciones técnicas u organizativas que no existían antes?	
	¿El FIDA ha brindado soluciones originales y en cuál manera? En general, el FIDA no genera innovaciones directamente, sino que apoya a individuos, grupos, ONG, instituciones de investigación con ideas novedosas.	
	El redescubrimiento de prácticas tradicionales o ancestrales puede contar como ejemplo de innovación	

Coherencia interna y externa, a nivel de los países y de la sub-región

Coherencia interna. Sinergia entre: i) actividades financiadas por el FIDA a nivel de los países, que pueden incluir una mezcla de actividades financiadas por préstamos y donaciones; ii) actividades financiadas por el FIDA a nivel sub-regional (sobre todo donaciones) y actividades en los países. ¿Hay intercambio, aprendizaje entre actividades FIDA nacionales y subregionales?

Repaso de documentos disponibles sobre las operaciones apoyada por el FIDA

Coherencia Externa: colaboración con intervenciones apoyadas por otros actores a nivel subregional (agencias internacionales, SICA). Gestión de conocimientos, involucramiento en dialogo sobre políticas subregionales.

Repaso de las evaluaciones OIE disponibles

¿Con cuales organizaciones / socios los programas financiados por el FIDA han interactuado? *Por ejemplo:*

- Entidades intergubernamentales (SICA...)
- Agencias financiadoras internacionales (BCIE, OFID)
- Agencias ONU, entidades técnicas y ONG internacionales (FAO, PMA, PNUD, ILO, UNODC, OXFAM...)
- Tanques de pensamiento y organizaciones de investigación aplicada
- Federaciones de organizaciones de base e indígenas

Entrevistas virtuales y en los países con socios claves (representantes de gobiernos, organizaciones internacionales y subregionales, ONG, organizaciones de la sociedad civil, organizaciones del sector privado, académicos y especialistas del sector)

Entidades del sector privado

Entrevistas específicas con otras agencias que apoyaron programas de desarrollo en el Corredor Seco

¿Cuáles han sido los logros principales de estas colaboraciones:

- a nivel de las operaciones (p.ej., calidad de desempeño de los proyectos, innovaciones, impactos más importantes sobre pobreza rural)
- a nivel de diálogo sobre las políticas públicas (por ejemplo, políticas y programas con atención especial a los rurales pobres y a los pequeños productores en zonas rurales afectadas por el cambio climático)
- a nivel de la gestión de conocimiento (buenas prácticas para la adaptación al cambio climático, para el manejo de recursos rurales, para apoyar productividad y diversificación de producción e ingresos)

¿Cuáles son las oportunidades no aprovechadas en términos de asociaciones?

¿Cuáles son las oportunidades futuras?

Eficiencia	temas e indicadores 'tradicionales' de la eficiencia de los proyectos, tal como:	Repaso de documentos disponibles sobre las operaciones apoyada por el FIDA
	- plazo del diseño y la ejecución del proyecto. Procesos gerenciales	
	- ¿Análisis económico financiero, tomando en cuenta los aspectos contextuales y los acontecimientos imprevisibles?	
	Cuestiones de eficiencia que se derivan de actividades subregionales: por ejemplo, la colaboración interagencial e intergubernamental	Repaso de las evaluaciones OIE disponibles
		Entrevistas virtuales y en los países con socios claves (representantes de gobiernos, organizaciones internacionales y subregionales, ONG, organizaciones de la sociedad civil, organizaciones del sector privado, académicos y especialistas del sector)
Sostenibilidad Incluyendo: i) Gestión de recursos naturales, adaptación al cambio climático y ii) ampliación de escala	¿Cuáles son las perspectivas de mantener los resultados e impactos de las intervenciones en el largo plazo, teniendo cuenta de los rubros siguientes?	Repaso de las evaluaciones OIE disponibles
	-Perspectivas de continuidad de apoyo político	
	-Riesgos vinculados a instituciones locales débiles	Revisión de estudios de impacto de FIDA-RIA
	-Riesgos relacionados a situaciones de ilegalidad o violencia	
	-Capacidad de las organizaciones de base de productores	
	- Viabilidad económica de las iniciativas apoyadas	Análisis sobre las informaciones secundarias disponibles sobre resultados e impacto.
	- Compromiso de socios de desarrollo (gobierno, organizaciones internacionales, sector privado, comunidades) en dar seguimiento y movilizar recursos para agrandar y ampliar los resultados (escalamiento)	Entrevistas con otras agencias que apoyaron programas de desarrollo en el Corredor Seco
	- Medidas apoyadas para proteger y manejar agua, suelo, vegetación y otros recursos naturales	Visitas en los países y especialmente en las áreas de los proyectos, observaciones y entrevistas con socios locales
	- Medidas para reducir los riesgos de contaminación ambiental	

- Medidas reducir los efectos del cambio climáticos sobre los campesinos y fortalecer la resiliencia de las comunidades		Entrevistas individuales y grupos de discusión focal con usuarios de los proyectos y otros informantes claves
		Revisión de las informaciones disponibles a través de sistemas de información geográfica
Desempeño del FIDA, del Gobierno y de organizaciones sub-regionales	¿Cuál ha sido la contribución del FIDA, de los gobiernos (y eventualmente de organismos subregionales) a la calidad de la formulación de préstamos y donaciones? ¿En qué medida han contribuido a responder a los desafíos del Corredor Seco?	Repaso de documentos disponibles sobre las operaciones apoyada por el FIDA
	¿Cuál ha sido la contribución del FIDA, de los gobiernos (y eventualmente de organismos subregionales) a la calidad de la ejecución de préstamos y donaciones? Eso incluye también la disponibilidad de recursos humanos y financieros, aspectos organizativos, aspectos fiduciarios	Repaso de las evaluaciones OIE disponibles
	¿En qué medida el FIDA, los gobiernos y los organismos sub-regionales han intercambiado sobre las experiencias y los resultados de las operaciones?	Entrevistas virtuales y en los países con socios claves (representantes de gobiernos, organizaciones internacionales y subregionales, ONG, organizaciones de la sociedad civil, organizaciones del sector privado, académicos y especialistas del sector)
	¿En qué medida el FIDA, los gobiernos y los organismos sub-regionales se han involucrado en el diálogo sobre las políticas públicas, para establecer políticas favorables al desarrollo rural en el Corredor Seco?	
	¿ Cuáles son las oportunidades para fortalecer el apoyo a la ejecución, el intercambio de experiencias y la contribución al diálogo sobre políticas públicas, vinculadas al Corredor Seco?	

Definición y calificación de los criterios de evaluación utilizados por la OEI

Manual de Evaluación de 2022

Criterio	Definición *
Pertinencia	La medida en que: (i) los objetivos de la intervención / estrategia son compatibles con los requisitos de los beneficiarios, las necesidades del país, las prioridades institucionales y las políticas de los socios y donantes; (ii) el diseño de las intervenciones / estrategia *, las estrategias de focalización adoptadas son consistentes con los objetivos; y (iii) la intervención / estrategia ha sido (re) adaptada para abordar los cambios en el contexto.
Coherencia	*En las evaluaciones se analizará la estrategia seguida, ya sea explícita (escrita) o implícita. Engloba los conceptos de coherencia externa e interna. La coherencia externa es la congruencia de la estrategia con las intervenciones de otros actores en el mismo contexto. La coherencia interna se refiere a la lógica interna de la estrategia, incluido el carácter complementario de los objetivos crediticios y no crediticios dentro del programa en el país. Las actividades no crediticias son ámbitos específicos para evaluar la coherencia. Gestión de los conocimientos Medida en que el programa en el país financiado por el FIDA capta, crea, destila, difunde y utiliza los conocimientos. Creación de asociaciones Medida en que el FIDA establece asociaciones oportunas, eficaces y sostenibles con instituciones gubernamentales, organizaciones internacionales, el sector privado, organizaciones que representan a grupos marginados y otros asociados para el desarrollo a fin de cooperar, evitar la duplicación de esfuerzos y aprovechar la ampliación de escala de las buenas prácticas e innovaciones reconocidas en apoyo de la agricultura en pequeña escala y el desarrollo rural. Actuación en el ámbito de las políticas Medida en que el FIDA y las partes interesadas en el país se comprometen, y los progresos realizados, en el apoyo al diálogo sobre las prioridades en materia de políticas o el diseño, la aplicación y la evaluación de las instituciones, las políticas y los programas oficiales que conforman las oportunidades económicas para que un gran número de personas de las zonas rurales salgan de la pobreza.
Eficacia	La medida en que la intervención / estrategia de país logró, o se espera que logre, sus objetivos y sus resultados en el momento de la evaluación, incluidos los resultados diferenciales entre los grupos. Un subámbito específico de la eficacia se refiere a: La innovación, es decir, medida en que las intervenciones han aportado una solución (práctica, enfoque o método, proceso, producto o norma) que es novedosa con respecto al contexto específico, el marco temporal y las partes interesadas (usuarios previstos de la solución), con la finalidad de mejorar el desempeño y/o hacer frente a uno o varios problemas relacionados con la reducción de la pobreza rural.
Eficiencia	La medida en que la intervención o estrategia cumple, o es probable que logre, resultados de manera económica y oportuna. "Económica" significa la conversión de insumos (por ejemplo, fondos, conocimientos técnicos, recursos naturales, tiempo) en productos, efectos directos e impactos de la manera más rentable posible, en comparación con las alternativas viables en el contexto. La consecución "oportuna" es la que se produce en el plazo previsto, o en un plazo razonablemente ajustado a las exigencias de la evolución del contexto. Esto puede incluir la evaluación de la eficiencia operacional (grado en que se ha gestionado adecuadamente la intervención).
Impacto en la pobreza rural	La medida en que una intervención / estrategia de país ha generado o se espera que genere efectos de mayor nivel, positivos o negativos, previstos o no previstos. El criterio incluye los siguientes dominios: -cambios en ingresos, activos y capacidades productivas -cambios en el capital social / humano -cambios en la seguridad alimentaria y la nutrición de los hogares -cambios en la institución y las políticas El análisis del impacto buscará determinar si los cambios han sido transformadores, generando cambios que pueden llevar a las sociedades a vías de desarrollo fundamentalmente diferentes (por ejemplo, debido al tamaño o los efectos distributivos de los cambios en los grupos pobres y marginados).

Criterio	Definición *
Sostenibilidad de los beneficios	Medida en que las autoridades gubernamentales, las organizaciones donantes, el sector privado y otros organismos mantienen y amplían de escala (o es probable que mantengan y amplíen de escala) los beneficios netos de la intervención o la estrategia. Nota: Esto entraña un examen de la capacidad financiera, económica, social, ambiental e institucional de los sistemas que se necesitan para mantener los beneficios netos a lo largo del tiempo. Implica el análisis de la resiliencia, los riesgos y las posibles contrapartidas. Ámbito específico de la sostenibilidad: Gestión de los recursos naturales y el medio ambiente y adaptación al cambio climático. Medida en que las intervenciones o la estrategia de desarrollo contribuyen a mejorar la sostenibilidad ambiental y la resiliencia al cambio climático en la agricultura en pequeña escala. La ampliación de escala* se produce cuando: i) los asociados bilaterales y multilaterales, el sector privado y las comunidades adoptan y difunden la solución probada por el FIDA; ii) otras partes interesadas invierten recursos para llevar la solución a escala, y iii) el gobierno aplica un marco normativo para generalizar la solución probada por el FIDA (de la práctica a la política). *Téngase en cuenta que la ampliación de escala no solo se refiere a las innovaciones.
Igualdad de género y empoderamiento de la mujer	Hasta qué punto las intervenciones del FIDA han contribuido a mejorar la igualdad de género y el empoderamiento de la mujer. Por ejemplo, en lo que respecta al acceso de las mujeres a los bienes, recursos y servicios y a su propiedad; la participación en la adopción de decisiones; el equilibrio de la carga de trabajo y el impacto en los ingresos, la nutrición y los medios de vida de las mujeres; y la promoción de cambios sostenibles, inclusivos y de gran alcance en las normas sociales, las actitudes, los comportamientos y las creencias que sustentan la desigualdad de género. En las evaluaciones se valorará en qué medida las intervenciones y estrategias han sido transformadoras en materia de género con relación al contexto, al: i) abordar las causas profundas de la desigualdad y la discriminación de género; ii) actuar sobre los roles de género, las normas y las relaciones de poder, y iii) promover procesos más amplios de cambio social (más allá de la intervención inmediata). Los evaluadores tendrán en cuenta el impacto diferencial en función del género y la forma en que interactúan con otras formas de discriminación (como la edad, la raza, la etnia, la condición social y la discapacidad), lo que también se conoce como interseccionalidad de género.
Logros generales del proyecto	Media aritmética de los criterios clave de evaluación
Desempeño de los asociados - FIDA - Gobierno	Desempeño de los asociados (evaluado por separado para el FIDA y el gobierno) En qué medida el FIDA y el Gobierno (incluidas las autoridades centrales y locales y los organismos de ejecución) apoyaron el diseño, la ejecución y el logro de resultados, un entorno normativo propicio y el impacto y la sostenibilidad de la intervención / programa de país Idoneidad del sentido de apropiación y la responsabilidad del prestatario durante todas las fases del proyecto, incluidos el gobierno y el organismo de ejecución, para garantizar la calidad de la preparación y la ejecución, el cumplimiento de los convenios y acuerdos, el apoyo a un entorno normativo propicio y para sentar las bases de la sostenibilidad y fomentar la participación de las partes interesadas en el proyecto.

* Estas definiciones se basan en el Glosario de los principales términos sobre evaluación y gestión basada en resultados del CAD de la OCDE, el marco metodológico para la evaluación de proyectos según el Manual de Evaluación del FIDA 2022 examinado en junio 2021 con un grupo de expertos internacionales designados por la OEI y la Dirección del FIDA. El nuevo Manual de Evaluación del FIDA se adhiere a la Política de Evaluación del FIDA, revisada en abril 2021

Fuentes Análisis Sistema de Información Geográfica

En el marco de la Evaluación Subregional del Corredor Seco, se elaboró una serie de ocho indicadores geográficos a nivel municipal para cada uno de los cuatro países involucrados en la intervención (Nicaragua, Honduras, El Salvador y Guatemala). El propósito de este ejercicio es realizar una comparación entre los municipios del Corredor Seco que han sido beneficiados por el FIDA y aquellos que no. Se construyó también un noveno indicador que calcula la diferencia en el NDVI¹¹⁷ para un radio de 1 km en los puntos visitados por las misiones de cada país. A continuación, se presenta un resumen de las fuentes empleadas para calcular los indicadores:

1. **Número de proyectos FIDA en el municipio (Unidad: número de proyectos):** Para el cálculo de este indicador, se utilizan los datos del shapefile proporcionados por la oficina de mapas del FIDA¹¹⁸. Estos archivos contienen información georreferenciada de los proyectos del Fondo en la región.
2. **Habitantes circa 2020 (Unidad: número de habitantes):** La población aproximada de cada municipio en 2020 se determina utilizando los mapas de alta densidad de población provenientes de la colaboración entre Meta y Columbia University¹¹⁹. Estos mapas proporcionan estimaciones precisas de la población en diferentes áreas geográficas.
3. **Municipios con proyecto FIDA desde 2008 (Unidad: variable dicótoma):** Para este indicador, se recurre a al shapefile de la oficina de mapas del FIDA y a un estudio de gabinete de los préstamos del FIDA en la región. Estas fuentes permiten identificar qué municipios han estado involucrados en proyectos del FIDA desde 2008.
4. **Municipios que pertenecen al Corredor Seco (Unidad: variable dicótoma):** La identificación de los municipios que pertenecen al Corredor Seco se hace utilizando el estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano realizado por la FAO en 2012¹²⁰.
5. **Ingreso per cápita en la zona en USD (Unidad: USD constantes de 2011 en PPA):** Este indicador se calcula a partir de los conjuntos de datos globales para el Producto Interno Bruto y el Índice de Desarrollo Humano, proporcionados por Kummu, Taka y Guillaume (2018)¹²¹. Estos conjuntos de datos ofrecen información sobre el ingreso per cápita en las áreas geográficas de interés.
6. **Elevación sobre el nivel del mar en metros (Unidad: metros sobre el nivel del mar):** Para determinar la elevación media sobre el nivel del mar de cada cluster, se recurre a la capa global de topografía producido por el Modelo de Elevación Digital de la NASA disponible a través del USDG.
7. **Tiempo de viaje a la ciudad grande más cercana en minutos (Unidad: minutos):** Este indicador se calcula utilizando un conjunto de indicadores de accesibilidad global proporcionados por Nelson et al. (2019)¹²². Este conjunto de datos ofrece información detallada sobre el tiempo de viaje a las ciudades más cercanas.
8. **Deforestación (Unidad: hectáreas; porcentaje):** Para cuantificar la pérdida de superficie boscosa en cada cluster entre 2008 y 2021, se recurre a los mapas

¹¹⁷ Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada.

¹¹⁸ Esta información fue actualizada manualmente utilizando como parámetro la tabla 6 del estudio de gabinete del portafolio de préstamos del FIDA en la región del corredor seco.

¹¹⁹ «Data For Good at Meta High Resolution Population Density Maps».

¹²⁰ «Corredor Seco Centroamérica - Openlayers - "FAO Catalog"».

¹²¹ Kummu, Taka, y Guillaume, «Gridded Global Datasets for Gross Domestic Product and Human Development Index over 1990–2015».

¹²² Nelson et al., «A suite of global accessibility indicators».

globales de cambio de cobertura forestal del siglo XXI proporcionados por Hansen et al. (2013)¹²³. Estos mapas permiten determinar la cantidad y el porcentaje de área boscosa perdida en cada cluster durante el periodo mencionado.

9. **NDVI:** Para construir el índice se utilizaron las imágenes satelitales de 4,7 m2 por pixel del mosaico bianual para la zona tropical del mundo de la empresa Planet disponibles a través del esquema NICFI¹²⁴. El cálculo del índice se realizó conforme al procedimiento que indica la empresa Planet para el trabajo con este tipo de imágenes que se puede consultar [aquí](#).

Referencias

«Corredor Seco Centroamérica - Openlayers - "FAO Catalog"». Accedido 22 de mayo de 2023. <https://data.apps.fao.org/catalog/dataset/rlc-fao-corredor-seco-centroamerica/resource/95b98d23-f5cc-46bd-8af9-efcf7f1c8852>.

«Data For Good at Meta High Resolution Population Density Maps». Accedido 1 de junio de 2023. <https://dataforgood.facebook.com/dfg/tools/high-resolution-population-density-maps#methodology>.

Hansen, M. C., P. V. Potapov, R. Moore, M. Hancher, S. A. Turubanova, A. Tyukavina, D. Thau, et al. «High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change». *Science* 342, n.º 6160 (15 de noviembre de 2013): 850-53. <https://doi.org/10.1126/science.1244693>.

Kummu, Matti, Maija Taka, y Joseph H. A. Guillaume. «Gridded Global Datasets for Gross Domestic Product and Human Development Index over 1990–2015». *Scientific Data* 5, n.º 1 (6 de febrero de 2018): 180004. <https://doi.org/10.1038/sdata.2018.4>.

Nelson, Andy, Daniel J. Weiss, Jacob van Etten, Andrea Cattaneo, Theresa S. McMenomy, y Jawoo Koo. «A suite of global accessibility indicators». *Scientific Data* 6 (7 de noviembre de 2019): 266. <https://doi.org/10.1038/s41597-019-0265-5>.

Quesada-Hernández, Luis Eduardo, Oscar David Calvo-Solano, Hugo G Hidalgo, Paula M Pérez-Briceño, y Eric J Alfaro. «Dynamical Delimitation of the Central American Dry Corridor (CADC) Using Drought Indices and Aridity Values». *Progress in Physical Geography: Earth and Environment* 43, n.º 5 (1 de octubre de 2019): 627-42. <https://doi.org/10.1177/0309133319860224>.

«rasterstats — rasterstats 0.10.3 documentation». Accedido 2 de junio de 2023. <https://pythonhosted.org/rasterstats/>.

¹²³ Hansen et al., «High-Resolution Global Maps of 21st-Century Forest Cover Change».

¹²⁴ [Norway's International Climate and Forests Initiative Satellite Data Program](#).

Alcance de los proyectos FIDA en los municipios del Corredor Seco

Cuadro 1
Ejemplo de clasificación temática de las intervenciones de las iniciativas apoyadas por el FIDA en el Corredor Seco

I. Capital humano	A. Atención a las necesidades básicas de familias y comunidades	Infraestructura básica (caminos rurales, puentes, alcantarillas) Alfabetización funcional
II. Capital social e inclusión	B. Apoyo organizacional a asociaciones de base	Apoyo a la gobernanza de las asociaciones Preparación de planes de negocio Apoyo técnico y formación Gobernanza local a nivel comunal y de las mancomunidades
	C. Fortalecimiento de instituciones locales, enfoque territorial y manejo de conflictos	Servicios técnicos y capacidad de planificación de desarrollo local y de protección de recursos naturales Diálogo entre organizaciones públicas locales y asociaciones de base y manejo de conflictos
	D. Promoción de equidad socioeconómica y manejo de conflictos socio económicos	Equidad de género e interseccionalidad Atención a las oportunidades económicas de los jóvenes y a sus redes nacionales e internacionales Atención a grupos indígenas y enfoques culturalmente receptivos Atención a otras situaciones de marginación socioeconómica y al manejo de conflictos socioeconómicos
	E. Manejo de los recursos naturales y adaptación al cambio climático	Medidas de protección de sol y agua Forestación, reforestación agrosilvicultura Consumo eficiente de leña y otros productos de los bosques; Fuentes de energía renovable a nivel comunitario Variedades de cultivos / ganado mejoradas y/o resistentes a choques naturales
III. Producción agropecuaria primaria, manejo de recursos naturales, resiliencia del ecosistema a choques climáticos	F. Apoyo a la productividad agropecuaria y acceso a técnicas y tecnologías	Sistemas eficientes de riego Sistemas geográficos de información y 'grandes datos' (big data) para el diseño y la ejecución de los proyectos Estaciones meteorológicas para mejor seguimiento de la situación climática, generación de datos
IV. Actividades no agrícolas y finanza rural incluyente	G. Diversificación de las fuentes de ingresos	Diversificación hacia actividades fuera de la producción primaria (transformación, microempresas) Productos financieros adaptados o novedosos (préstamos, depósitos, micro seguros, arrendamiento y factoring)
V. Mercados y cadenas de valor	H. Acceso a mercados y cadenas de valor (nacionales e internacionales)	Integración vertical y horizontal entre actores de la cadena de valor Plataforma de múltiples partes interesadas de la cadena y sistemas de información
		Infraestructura de almacenamiento y condicionamiento Transformación de la producción primaria Apoyo a prestadores de servicios técnicos y comerciales; certificación de productos

Cuadro 2
Municipios del Corredor Seco, según FAO (2012)

País	Municipios
El Salvador ¹²⁵	San José, Bolívar, Comarcarán, Meanguera del Golfo, San Antonio Pajonal (norte y este), San Alejo, Metapán (oeste), Yucuaiquín, San Miguel (centro-este), San Lorenzo (norte), Santa Rosa Guachipilín (oeste), Masahuat (noroeste), Pasaquina (oeste y sureste), San Idelfonso (sur), Santa Rosa de Lima, Texistepeque (norte), La Unión (norte), Conchagua (norte); también son afectadas pequeñas áreas: Uluazapa, Ahuachapán (norte), Santiago de la Frontera (norte), San Miguel y Apastepeque y San Vicente (norte).
Guatemala	Estanzuela, Asunción Mita, Huité, Guastatoya, Cabaoas, San Manuel Chaparrón, San Agustín, Gualán, Jerez, Cabañas, El Progreso, Cubulco, Zapotitlán, San Pedro Pínula, Comapa y San Pedro Ayampuc, Sanarate (centro-norte), El Júcaro, Zacapa (centro-noroeste), Morazán (centro-sur), San José del Golfo (centro-norte), San Luis Jilotepeque (centro-este), Ipala (noroeste y noreste), Chuarrancho (norte y este), Sansare (noreste), Agua Blanca (sur), Teculután (sur), Pachalum (centro-sureste), Usumatlán (sureste), Chiquimula (este), Santa Catarina Mita (este y porción noroeste), Monjas (centro-este), San José La Arada (suroeste y porción noreste), Granados (sur), Atescatempa (noreste), San Antonio La Paz (noroeste), San Diego (centro y oeste), Río Hondo (sur), Salama (sur y centronorte), El Chol (sur), Jocotán (centro de este a oeste), Rabinal (centro), Camotán (diagonal de suroeste a noreste), San Jerónimo (noroeste), San Jacinto (este), Quetzaltepeque (centro-noroeste), San Raymundo (porción norte), San Miguel Chicaj (porciones centro este y centro oeste), San Juan Ermita (porción oeste), San Juan Sacatepequez (porción norte), y en muy pequeñas áreas afecta a los municipios de: Acasaguastlán (sur), Jutiapa (porción noreste), San Martín Jilotepeque (porción noreste), Cubulco (porción centro este).
Honduras	La Venta, Alauca, Liure, San Antonio de Flores, Oropolí, Orocuina, San Matías, Morolica, Yauyupe, Vado Ancho, Apacilagua, Amapala, Duyure, Pespire, Morocelí, Texíguat, Villa de San Antonio, Sabanagrande y pequeñas áreas de: San Isidro, Alianza, El Paraíso, Yuscarán, Sulaco, Aguanqueterique, Goascorán, Mercedes de Oriente, Potrerillos, Soledad, Comayagua, San Antonio del Norte, Jacaleapa, San José, Marale, Reitoca.
Nicaragua	Santa María, San Isidro, Ciudad Darío, Palacagüina, Sébaco, Santa Rosa del Peñón, El Jicaral, Somoto, Ciudad Sandino, San Francisco Libre, Ciudad Antigua, Mateare, Managua, Tipitapa, Terrabona, Ocotal, Macuelizo, Mosonte, Yalagüina, Condega, La Trinidad, Estelí, Totogalpa, San Lucas, Teustepe, El Crucero, Telpaneca.

Fuente: Van der Zee Arias et al., 2012

¹²⁵ Un estudio realizado en 2014 por la Dirección General de Economía del MAG - DGEA/MAG, identifica en El Salvador la presencia de Corredor Seco al menos en 104 municipios (ahora distritos) del país

Cuadro 3
Instrumentos y Políticas de Agricultura Familiar en Centroamérica

País	Instrumentos y Políticas
Guatemala	Programa de agricultura familiar para el fortalecimiento de la economía campesina (PAFFEC 2012 - 2015) MAGA
	Decreto 16 Ley de Alimentación Escolar 2017 y Acuerdo 183 Reglamento de la Ley 2018
	Programa de Agricultura Familiar para el Fortalecimiento de la Economía Campesina 2016-2020 MAGA
	Lineamientos estratégicos para el fortalecimiento de la agricultura familiar y la inclusión en Guatemala. IICA 2017
	Agenda 2016-2020 hacia el desarrollo social, rural, territorial y sustentable. FAO 2017
	Estrategia Nacional para el Desarrollo de la Producción Orgánica y Agroecológica de República de Guatemala 2013-2023
	Plan estratégico de seguridad alimentaria y nutricional 2016 2020
El Salvador	Programa de agricultura familiar para el encadenamiento productivo. MAG ELS 2010
	Plan de agricultura familiar y emprendedurismo rural para la seguridad alimentaria nutricional MAG 2011 – 2014
	Que incluyó: -El Programa de Agricultura Familiar para Encadenamientos Productivos -Colaboración con FAO en “Programa de Abastecimiento Nacional para la Seguridad Alimentaria y Nutricional – -Colaboración con PAM”, especialmente en el subprograma “Producción de Alientos y Generación de Ingresos”; -Colaboración con IICA en el “Programa de Agricultura Familiar para Encadenamientos Productivos - PEP”.
	- Con financiamiento del BCIE se ejecutó el “Programa de Apoyo a la Agricultura Familiar Comité Nacional de Agricultura Familiar (reactivado en 2019)
	Decreto N.º 814- Ley de Agricultura Familiar 2021
Honduras	Estrategia de Agricultura Familiar 2017-2030. SAG 2017
	Programa de apoyo a la agricultura familiar 2012
	Acuerdo 286 creación de la comisión nacional pública de agricultura familiar 2016
	Ley de alimentación escolar 2016
	Estrategia nacional de agricultura familiar de Honduras 2017 2030
	Acuerdo 62 creación de la unidad de agricultura familiar 2019
Nicaragua	Programa Productivo Alimentario (Hambre Cero) 2007
	Ley No 804 que crea el Ministerio de Economía Familiar Comunitaria Cooperativa y Asociativa (MEFCCA) 2012
	Acuerdo No 201/12- Traslada el Programa Hambre Cero al Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa 2012
	Ley 693 de soberanía y seguridad alimentaria y nutricional 2009
	El Programa Nacional de Agroindustria PNAIR. GRUN-IDR 2011
	Estrategia Nacional de promoción de la agricultura familiar para la SAN 2019-2021

Fuente: Datos recopilados por IICA 2023. Programa de Agricultura y Desarrollo Territorial.

En **El Salvador** se ha avanzado en el marco del Plan Nacional de Cambio Climático, el cual, de acuerdo con Rodríguez et al (2015), es el "instrumento referente para el diseño de políticas, estudios de impacto y vulnerabilidad de los diferentes sectores" (p. 31). En la misma línea, se encuentra la Política Nacional de Adaptación al Cambio Climático para el sector Agropecuario, Forestal y Pesquero. De esta forma, tanto el Ministerio de Agricultura y Ganadería como el Ministerio de Recursos Naturales actúan en conjunto para la optimización de programas y estrategias, así como en la coordinación de ambos instrumentos señalados sumados al Plan Nacional de Biodiversidad y el Plan Nacional de Saneamiento Ambiental. Desde el año 2021, El Salvador también ha implementado el Plan Maestro de Rescate Agropecuario, iniciativa con la finalidad de modernizar y fortalecer la institucionalidad agropecuaria enfocando sus acciones en tres ejes principales: soberanía alimentaria, rescate del café y ruralización.

En **Guatemala**, el Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación (MAGA) ha desarrollado el Plan Estratégico de Cambio Climático, con la gestión de 3 ejes estratégicos en la adaptación, mitigación y fortalecimiento institucional para hacer frente al cambio climático en el sector agropecuario. De igual modo, cuenta con el Programa de Agricultura Familiar para el Fortalecimiento de la Economía Campesina, teniendo en consideración que al menos un 31% de la población se desempeña en el sector agrícola.

Honduras, por su parte, cuenta con el Plan Nacional de Adaptación al cambio climático (2018) orientado a incorporar acciones de adaptación y estrategias de desarrollo sostenible con la finalidad de reducir los impactos adversos del cambio climático. De igual manera, el año 2014 se dictó la Ley de Cambio Climático (Decreto 297-2013) que establece principios y regulaciones para planificar, prevenir y responder de manera adecuada los impactos generados por el Cambio Climático. Además, la Secretaría de Agricultura y Ganadería creó la Unidad de Riesgo Agropecuario (URA); mientras que, desde el 2009, cuenta con un Comité de Seguros Agrícolas.

El año 2020, el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales (MARENA) de **Nicaragua** estableció los lineamientos estratégicos del Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático, el cual está bajo la dirección de la Unidad de Cambio Climático de dicha cartera. El objetivo del plan es reducir la vulnerabilidad frente a los efectos del cambio climático, con la creación de capacidades de adaptación y resiliencia en los distintos sectores de desarrollo en el país.

Cuadro 5
Grupos objetivo de los proyectos en el Corredor Seco

País	Proyecto	Grupo objetivo	Atención especial a grupos vulnerables / metas de participación
El Salvador	PRODEMORO ¹²⁶	33,000 beneficiarios/as directos y 40,000 indirectos. Se incluyen productores/as agrícolas, pequeños empresarios/as, y jóvenes a capacitar laboralmente.	- Mujeres (jefas de hogar, esposas o convivientes): 10,000 (30% approx. de beneficiarios/as directos) - Jóvenes: 15% de usuarios/as directos
	PRODEMOR-Central-Ampliación ¹²⁷	33,000 beneficiarios/as directos y 41,600 beneficiarios/as indirectos. Con ampliación /cofinanciación española en 2016 se agregan 40,000 nuevas personas totalizando 73,000 personas . Se incluyen: habitantes de las comunidades pobres que se dedican a la agricultura familiar en pequeña escala, para su propio consumo o para la comercialización en los mercados locales; agricultores/as sin tierra y jornaleros/as agrícolas; propietarios/as de pequeños negocios y microempresas (agrícolas y no agrícolas).	- Mujeres: 30% de beneficiarios/as directos ¹²⁸ - Jóvenes: 10% de beneficiarios/as directos ¹²⁹ - Pobladores de comunidades de marcada tradición cultural indígena
	Amanecer Rural ¹³⁰	40,000 familias de: pequeños productores/as agropecuarios pobres, de subsistencia, incluyendo familias sin tierra (jornaleros/as y arrendadores/as); pequeños productores/as con potencial para vincularse a los mercados; productores/as agropecuarios con vinculación incipiente a mercados y cadenas de valor; micro y pequeños empresarios/as rurales (agropecuarios y no-agropecuarios); productores/as de artesanías, artífices de productos culturales, y prestadores/as de turismo rural comunitario.	- Mujeres: 30% - Jóvenes - Familias de ascendencia indígena
	Rural Adelante ¹³¹	8,300 beneficiarios/as directos y 32,000 beneficiarios/as indirectos. Población rural en condición de pobreza vinculada a organizaciones formales.	- Mujeres (incluyendo madres solas): 40% - Jóvenes: 20% - Pueblos indígenas: 5%
Guatemala	PRONADER I ¹³²	30,000 beneficiarios/as directos y 100,000 indirectos incluyendo a pequeños productores/as agropecuarios, productores/as marginales, de subsistencia, familias rurales sin tierra, jefas de horas productoras, microempresarios/as, asalariados/as agrícolas y no agrícolas, artesanos/as.	- Mujeres: 37% de beneficiarios/as directos - Jóvenes: 20% jóvenes sin tierra - Pueblos indígenas: 65% de beneficiarios/as directos e indirectos
	PNDR Oriente ¹³³	30,000 beneficiarios/as directos y 70,000 indirectos incluyendo a grupos más vulnerables de pobres rurales del país (pequeños agricultores/as, con y sin tierra, microempresarios/as y artesanos/as, y jóvenes sin tierra).	- Mujeres adultas: 38% - Jóvenes: 26% - Pueblos indígenas: 3%

¹²⁶ Fuente: Informe del Presidente 2005, VIFP 2018.

¹²⁷ Fuente: VIFP 2021.

¹²⁸ Fuente: Documento de diseño 2007.

¹²⁹ La meta hace referencia únicamente al diseño original sin financiación española.

¹³⁰ Fuente: Informe de diseño 2010.

¹³¹ Fuente: Informe del Presidente 2015.

¹³² Fuente: Informe del Presidente 2003.

¹³³ Fuente: Informe del Presidente 2004, Informe de terminación 2018.

	PRODENORTE ¹³⁴	25,000 hogares beneficiarios/as directos y 53,000 indirectos. Se incluyen: productores/as agrícolas de subsistencia, productores/as agropecuarios comerciales emergentes, agricultores/as sin tierra/jornaleros/as agrícolas, microempresarios/as agropecuarios y no agropecuarios, artesanos/as de productos culturales y elementos de artesanía tradicionales.	- Mujeres: 30% - Jóvenes: 10% - Pueblos indígenas: 90%
	GUATEINNOVA	Miembros de 1,900 MIPYMES + 100,000 personas a través de campañas de comunicación + 10,000 personas que buscan trabajo (50% mujeres).	- Mujeres: 20% de empresas lideradas por mujeres - Jóvenes - Pueblos indígenas o afrodescendientes: miembros de 25% de empresas apoyadas
Honduras	Emprende Sur ¹³⁵	40,000 personas , incluyendo a: pequeños productores/as rurales pobres; campesinos/as y productores/as de ladera; microempresarios/as con potencialidades para insertarse en cadenas de valor (agropecuarios y no- agropecuarios); pequeños empresarios/as en transformación y agregación de valor; pequeños productores/as de pesquería artesanal.	- Mujeres: 30% - Jóvenes rurales - Población indígena Lenca
	PROLENCA ¹³⁶	13,500 familias rurales pobres / beneficiarias directas y 31,500 indirectas incluyendo: pequeños productores/as agropecuarios; artesanos/as rurales con organización incipiente y débilmente vinculadas a los mercados; microempresarios/as rurales y comerciantes a pequeña escala.	- Mujeres (incluyendo madres solas): 30% - Jóvenes: 20% - Pueblos indígenas (etnia Lenca)¹³⁷
Nicaragua	FAT ¹³⁸	15,000 familias incluyendo a pequeños y medianos productores/as y microempresarios/as rurales, en particular campesinos/as minifundistas, campesinos/as pobres, finqueros/as y productores/as medianos.	- Mujeres: 30%
	PRODESEC ¹³⁹	44,600 familias beneficiarias indirectas (incluyendo 8,500 encabezadas por mujeres) y 12,000 familias beneficiarias directas incluyendo: trabajadores/as rurales de temporada/migrantes, campesinos/as de subsistencia, pequeños productores/as relacionados con el mercado y microempresarios/as.	- Mujeres: 40% de beneficiarios/as directos
	PROCAVAL	10,500 familias beneficiarias directas. Ampliado en 2012 a 21,000 familias beneficiarias directas (109,200 personas): población rural que vive en condiciones de pobreza y de inseguridad alimentaria, incluyendo a: semiagricultores/as; minifundistas; campesinos/as finqueros; campesinos/as pobres con tierra y propietarios/as sin capital.	- Mujeres: 50% - Jóvenes: - Pueblos indígenas:
	NICADAPTA ¹⁴⁰	40,000 familias o 200,000 personas beneficiarios/as directos/as incluyendo a pequeños productores/as pobres de café y cacao, con baja productividad, bajos ingresos y amenazas relacionadas con los cambios climáticos, y en el mercado.	- Mujeres - Jóvenes - Pueblos indígenas: 10%
	NICAVIDA ¹⁴¹	30, 000 familias , (aproximadamente 152,100 personas) incluyendo: familias sin tierras, productores/as para el autoconsumo, en transición, con explotaciones comerciales.	- Mujeres: 50% - Jóvenes: 20% - Pueblos indígenas: 11%

¹³⁴ Fuente: Informe del Presidente 2008, Informe final 2020.

¹³⁵ Fuente: Informe del Presidente 2010, Documento de proyecto 2011.

¹³⁶ Fuente: Informe del Presidente 2013, Informe diseño 2013.

¹³⁷ Según el documento de diseño, en el área de intervención del proyecto se ubica casi la totalidad de la población de la etnia Lenca, la gran mayoría de la cual habita en el medio rural.

¹³⁸ Fuente: Informe del Presidente 1999.

¹³⁹ Fuente: Informe del Presidente 2003.

¹⁴⁰ Fuente: Informe del Presidente 2013, Informe de diseño 2013.

¹⁴¹ Fuente: Informe del Presidente 2016, Informe de diseño 2016.

Cuadro 6
Zonas de intervención de los proyectos en el Corredor Seco

País	Proyecto	Zona de intervención	Municipios potencialmente afectados en grado severo por efecto de la sequía
El Salvador	PRODEMORO	33 municipalidades¹⁴² ampliadas a 70¹⁴³ durante la implementación en los Departamentos de La Unión, Morazán, San Miguel, Usulután. El fondo de inversión ambiental del proyecto se enfoca en 13 municipios: - Morazán: Chilanga, Guatajiagua, San Simón, Gualococti, Delicias de Concepción, Osicala, Yamabal, Sensembra - San Miguel: Ciudad Barrios - La Unión: Poloros, Anamoros, Nueva Esparta, Lislique	Una municipalidad en fase de diseño (San José, Departamento de La Unión); 8 municipalidades durante implementación (11% de los municipios de implementación del proyecto): - La Unión: Bolívar, Conchagua, Meanguera del Golfo, San Alejo, San José, Pasaquina, Santa Rosa de Lima, La Unión.
	PRODEMOR-Central-Ampliación	66 municipalidades en los Departamentos de Cuscatlán, Cabañas, San Salvador, La Paz, San Vicente. ¹⁴⁴ En 2013, con financiación adicional, se agregaron 33 municipalidades en el Departamento de Chalatenango y 22 en el Departamento de La Libertad, totalizando 121 municipalidades. ¹⁴⁵	4 municipalidades (3% de los municipios de implementación del proyecto) en el Departamento de San Vicente: Apastepeque, San Lorenzo, San Ildefonso, San Vicente.
	Amanecer Rural	Cobertura nacional, en 196 municipios y 848 comunidades	
	Rural Adelante	87 municipalidades en los Departamentos de La Unión, Usulután, San Miguel y Morazán, con prioridad a zonas del Corredor Seco.	

¹⁴² Se incluyen los municipios siguientes: (i) La Unión: Lislique, San José, Yayantique; (ii) Morazán: Torola, Guatajiagua, Gualococti, San Isidro, Joateca, San Simón, Cacaopera, Corinto, Yamabal, Arambala, Chilanga, San Fernando, Sensembra, Lolotiquillo, Tecapán, El Rosario, Delicias de Concepción; (iii) San Miguel: San Antonio, Carolina, Sesorí, San Gerardo, Ciudad Barrios, San Jorge; (iv) Usulután: Nueva Granada, San Agustín, San Francisco Javier, Alegría, Concepción Batres, Ozatlán, Juacurán.

¹⁴³ En el curso de la implementación se agregaron los municipios siguientes: (i) La Unión (Anámodos, Nueva Esparta, Concepción de Oriente, El Sauce, Polorós, Conchagua, Intipucá, Meanguera del Golfo, San Alejo, El Carmen, Bolívar, Pasaquina, Santa Rosa de Lima, La Unión); (ii) Morazán: Sociedad, Osicala, Meanguera, Yoloaquin, Jocoaitique, Perquin, Jococho. San Isidro y Tecapan no aparecen más entre los municipios de intervención; (iii) San Miguel: Nuevo Edén de San Juan, San Luis de La Reyna, Chirilagua, Moncagua, Chapeltique, Chinameca, San Miguel, Nueva Guadalupe. San Jorge no aparece más entre los municipios de intervención; (iv) Usulután: Tecapán, Estandueles, San Dionisio, Berlín, Jiquilisco, Santa Elena, Puerto El Triunfo, Santa María, Jucuapa, El Triunfo, Usulután.

¹⁴⁴ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Cuscatlán: Candelaria, Cojutepeque, El Carmen, El Rosario, Monte San Juan, Oratorio de Concepción, San Bartolomé Perulapía, San Cristóbal, San José Guayabal, San Pedro Perulapán, San Rafael Cedros, San Ramón, Santa Cruz Analquito, Santa Cruz Michapa, Suchitoto, Tenancingo; (ii) Cabañas: Cinquera, Dolores, Guacotecti, Ilobasco, Jutiapa, San Isidro, Victoria, Sensuntepeque, Tejutepeque; (iii) San Salvador: Guazapa, Panchimalco, San Martín, Rosario de Mora, Tonacatepeque, Santiago Texacuangos; (iv) La Paz: Cuyultitán, El Rosario, Jerusalén, Mercedes La Ceiba, Olocuilta, Paraíso de Osorio, San Antonio Masahuat, San Emigdio, San Francisco Chinameca, San Juan Nonualco, San Juan Talpa, San Juan Tepezontes, San Luis La Herradura, San Luis Talpa, San Miguel Tepezontes, San Pedro Masahuat, San Pedro Nonualco, San Rafael Obrajuelo, Santa María Ostuma, Santiago Nonualco, Tapahuaca, Zacatecoluca; (v) San Vicente: Apastepeque, Guadalupe, San Cayetano Istepeque, San Esteban Catarina, San Ildefonso, San Lorenzo, San Sebastián, San Vicente, Santa Clara, Santo Domingo, Tecoluca, Tepetitán, Verapaz.

¹⁴⁵ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Chalatenango: Agua Caliente, Arcatao, Azacualpa, Cancasque, Chalatenango (ciudad), Citalá, Comapala, Concepción Quezaltepeque, Dulce Nombre de María, El Carrizal, El Paraíso, La Laguna, La Palma, La Reina, Las Flores, Las Vueltas, Nombre de Jesús, Nueva Concepción, Nueva Trinidad, Ojos de Agua, Potonico, San Antonio de la Cruz, San Antonio Los Ranchos, San Fernando, San Francisco Lempa, San Francisco Morazán, San Ignacio, San Isidro Labrador, San Luis del Carmen, San Miguel de Mercedes, San Rafael, Santa Rita y Tejutla; (ii) La Libertad: Antiguo Cuscatlán, Chiltiupán, Ciudad Arce, Colón, Comasagua, Huizúcar, Jayaque, Jicalapa, La Libertad, Santa Tecla, Nuevo Cuscatlán, San Juan Opico, Quezaltepeque, Sacacoyo, San José Villanueva, San Matías, San Pablo Tacachico, Talnique, Tamanique, Teotepeque, Tepecoyo y Zaragoza.

Guatemala	PRONADER I	56 municipios en los departamentos de Quetzaltenango, Sololá, Totonicapán, San Marcos, Huehuetenango y El Quiché (este último involucrado durante implementación). ¹⁴⁶	El municipio Chiquimula en el Departamento de Totonicapán (2% de los municipios de implementación del proyecto).
	PNDR Oriente	43 municipios de los Departamentos de El Progreso, Jalapa, Jutiapa, Zacapa y Santa Rosa, ubicados en el Corredor Seco de Guatemala. ¹⁴⁷	25 municipios (58% de los municipios de implementación del proyecto): - El Progreso: Guastatoya, El Júcaro, Morazán, San Agustín, Acasaguastlan, San Antonio la Paz, Sansare, Sanarate - Jalapa: San Luis Jilotepeque, San Manuel Chaparrón, Monjas - Jutiapa: Asunción Mita, Jutiapa, El Progreso, Santa Catarina Mita, Agua Blanca, Atescatempa, Jerez, Zapotitlán, Comapa - Zacapa: Gualán, Usumatlán, San Diego, Huité, Cabañas
	PRODENORTE	19 municipios en los Departamentos de Alta Verapaz, Baja Verapaz (atendidos hasta 2011 por el Programa de Desarrollo Rural de las Verapaces - PRODEVER) y Quiché. ¹⁴⁸	3 municipios (16% de los municipios de implementación del proyecto) en el Departamento de Baja Verapaz: San Miguel Chicaj, Rabinal, Cubulco
	GUATEINNOVA	Cobertura nacional	
Honduras			25 municipalidades (38% de los municipios de implementación del proyecto): - Francisco Morazán: Reitoca, Sabanagrande - Choluteca: San Antonio de Flores, San José, Orocuina, Morolica, Apacilagua, Duyure, Pespire, San Isidro - Paraíso: Oropoli, Liure, Vado Ancho, Moroceli, Texiguat, Yauyupe, El Paraíso - Valle: Amapala, Alauca, Alianza, Yuscarán, Goascorán - La Paz: Aguanqueteripe Mercedes de Oriente, San Antonio del Norte
	Emprende Sur	65 municipalidades en los Departamentos de Choluteca, El Paraíso, Francisco Morazán, La Paz y Valle ¹⁴⁹	

¹⁴⁶ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Quetzaltenango: Salcajá, Palestina de los Altos, Cantel, San Francisco de la Unión, Génova, San Martín Sacatepéquez, Concepción Chiquirichapa, Cabricán, Olinitepeque, San Carlos Sija, Almolonga, Quetzaltenango, Zunil, La Esperanza, Sibilia, San Juan Ostuncalco, Huitán, San Miguel Siguila, San Mateo; (ii) San Marcos: San Miguel Ixtahuacán, Tejutla, San Cristóbal Cucho, Sipacapa, San Antonio Sacatepéquez, Río Blanco. (iii) Huehuetenango: Huehuetenango, La Democracia, Malacatancito, San Antonio Huista, Santa Bárbara, Santa Ana Huista, (iv) Sololá: Nahualá, Santa Catalina Ixtahuacán, Sololá, Santiago Atitlán, San Lucas Tolimán, Santa Lucía Utatlán, San Antonio Palopó, San Andrés Semetabaj, San Pedro La Laguna, San Juan La Laguna, Santa Clara La Laguna, Concepción, Santa Cruz La Laguna, San José Chacayá, Santa María Visitación, (v) Totonicapán: Totonicapán, San Francisco El Alto, Santa María Chiquimula, San Cristóbal Totonicapán, San Andrés Xecul, Santa Lucía La Reforma, San Bartolo Aguas Calientes, (vi) El Quiché: Sacapulas, Uspantán, Chicamán.

¹⁴⁷ Se incluyen los municipios siguientes: (i) El Progreso: Guastatoya, Morazán, San Agustín Acasaguastlan, San Cristóbal Acasaguastlan, San Antonio la Paz, El Júcaro, Sansare, Sanarate, San Antonio la Paz; (ii) Jalapa: Jalapa, San Pedro Pinula, San Luis Jilotepeque, San Manuel Chaparrón, San Carlos Alzatate, Monjas, Mataquescuintla; (iii) Jutiapa: Jutiapa, El Progreso, Santa Catarina Mita, Agua Blanca, Asunción Mita, Atescatempa, Yupiltepeque, Jerez, El Adelanto, Zapotitlán, Comapa, Jalpatagua, Conguaco, Moyuta, Pasaco, San José Acatempa. Quezada; (iv) Santa Rosa: Oratorio, Santa María Ixhuatan, Casillas, Santa Rosa de Lima, Nueva Santa Rosa, San Rafael las Flores, San Juan Tecuaco; (v) Zacapa: Gualán, Usumatlán, San Diego, Huité Zacapa, Cabañas.

¹⁴⁸ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Alta Verapaz: Cahabón, Lanquín, Fray Bartolomé de las Casas, Chahal, Chisec-Raxruhá, Tucurú, Senahú, San Pedro Carchá, San Juan Chamelco, Tamahú, Panzós, Cobán, La Tinta; (ii) Baja Verapaz: San Miguel Chicaj, Rabinal, Purulhá, Cubulco; (iii) Quiché: Playa Grande-Ixcán. Se incluye área natural protegida Lachúa, (Cobán, Alta Verapaz).

¹⁴⁹ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Choluteca: Choluteca, Pespire, Duyure, San Marcos de Colón, Orocuina, Santa Ana de Yusguare, Marcovia, San Isidro, San Antonio de Flores, Apacilagua, El Corpus, Concepción de María, Namasigtie, Morolica, El Triunfo y San José; (ii) Francisco Morazán: Distrito Central, Villa de San Francisco, Santa Lucía, Valle de Ángeles, Santa Ana, San Antonio de Oriente, San Juan de Flores, Tatumbula, Maraita, Nueva Armenia, Ojojona, La Venta, Alubarén, Lepaterique, La Libertad, Sabanagrande, San Buenaventura, San Miguelito, Curarén y Reitoca; (iii) Valle: San Lorenzo, Alianza, Amapala, Aramecina, Nacaome, Caridad, Goascorán, Langue, San Francisco de Coray, El Paraíso, Yuscarán y Alauca; (iv) Paraíso: El Paraíso, Yuscarán, Alauca, Guinope, Liure, Moroceli, Oropoli, San Antonio de Flores, San Lucas, Texiguat, Vado Ancho y Yauyupe; (v) La Paz: Aguanqueteripe, Guajiquiro, Lauterique, Mercedes de Oriente, Opatoro y San Antonio del Norte.

Nicaragua	PROLENCA	42 municipalidades en los Departamentos de Intibucá, La Paz y Lempira ¹⁵⁰	2 municipalidades (5% de los municipios de implementación del proyecto): La Paz : San José; Intibucá : San Antonio
	FAT	12 municipios en los Departamentos de León, Chinandega y Managua. ¹⁵¹ Durante la implementación se extiende a 25 municipios con inclusión de Departamento de Segovia.	2 municipios (17% de los municipios de implementación del proyecto en la fase de diseño): (i) Managua : San Francisco Libre; (ii) León : Santa Rosa.
	PRODESEC	33 de los 116 municipios de la región seca en los Departamentos de León, Chinandega, Estelí, Madriz, Carazo, Managua, Masaya. ¹⁵²	8 municipios (24% de los municipios de implementación del proyecto): - León : Santa Rosa del Peñón - Estelí : Condega, Estelí, La Trinidad - Madriz : Palacaguina, Telpaneca - Managua : Mateare, San Francisco Libre
	PROCAVAL	27 municipios en los Departamentos de Jinotega, Matagalpa y Boaco. ¹⁵³ Ampliado a 108 municipios en 2012 incluyendo a los Departamentos de Nueva Segovia, Madrid, Estelí, Chinandega, León, Rivas, Masaya y Carazo.	3 municipios en Matagalpa (11% de los municipios de implementación del proyecto en la fase de diseño): Ciudad Darío, San Isidro, Terrabona.
	NICADAPTA	56 municipios que incluyen 7 territorios indígenas y afrodescendientes ¹⁵⁴ en los Departamentos de Jinotega, Matagalpa, Boaco, Madriz, Nueva Segovia, Estelí, Río San Juan y RAAN/RAAS ¹⁵⁵	
	NICAVIDA	Enfoque en Corredor Seco: 37 municipios en los Departamentos de León, Chinandega, Managua, Boaco, Matagalpa, Estelí, Nueva Segovia, Madriz. ¹⁵⁶	13 municipios (35% de los municipios de implementación del proyecto) - León : Santa Rosa del Peñón - Managua : Tipitapa, Mateare, El Crucero - Boaco : Teustepe - Matagalpa : Sébaco, San Isidro

¹⁵⁰ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Intibucá: Camasca, Colomoncagua, Concepción, Dolores, Intibucá, La Esperanza, Magdalena, San Antonio, San Francisco de Opalaca, San Juan, San Marcos de la Sierra, San Miguel Guancapla, Santa Lucía y Yamaranguila; (ii) La Paz: Cabañas, Marcala, San José, Santa Ana, Santa Elena y Yarula; (iii) Lempira: Belén, Candelaria, Cololaca, Erandique, Gracias, Gualcince, Guarita, La Campa, La Virtud, Mapulaca, Piraera, San Andrés, San Francisco, San Juan Guarita, San Manuel Colohete, San Marcos de Caiquin, San Sebastián, Santa Cruz, Tambla, Tómalá, Valladolid, Virginia.

¹⁵¹ Se incluyen los municipios siguientes: (i) León: Achuapa, El Jicaral, El Sauce, Larreynaga, Santa Rosa; (ii) Chinandega: Somotillo, San Pedro, Cinco Pinos, San Francisco del Norte, Santo Tomas, Villanueva; (iii) Managua: San Francisco Libre.

¹⁵² Se incluyen los municipios siguientes (i) León: Achuapa, El Jicaral, El Sauce, Malpaisillo/Larreynaga, Santa Rosa del Peñón, Nagarote, La Paz Centro; (ii) Chinandega: Somotillo, San Pedro del Norte, Cinco Pinos, San Francisco del Norte, Santo Tomas del Norte, Villa Nueva; (iii) Estelí: Estelí, Condega, La Trinidad, Pueblo Nuevo, San Juan de Limay; (iv) Madriz: Palacaguina, Yalacaguina, Telpaneca, San Juan del Río Coco;(v) Carazo: Diriamba, Jinotepe, Santa Teresa, El Rosario; (vi) Managua: Mateare, Villa Carlos Fonseca, San Rafael del Sur, Ticuantepe, San Francisco Libre; (vii) Masaya: Catarina, San Juan de la Concepción.

¹⁵³ Se incluyen los municipios siguientes: (i) Jinotega: San Sebastián de Yali, Santa María de Pantasma, Wiwili, Cúa, San José de Bocay, San Rafael del Norte, La Concordia, Jinotega; (ii) Matagalpa: Rancho Grande, Río Blanco, Maniguas, El Tuma, La Dalia, Matagalpa, San Ramón, Muy Muy, Esquipulas, San Dionisio. Ciudad Darío, San Isidro, Sebaco, Terrabona; (iii) Boaco: Camoapa, Boaco, Santa Lucía, San Lorenzo, Teustepe, San José de los Remates.

¹⁵⁴ Mayangna Sauni As, Mayangna Sauni Bas Sikilta, Mayangna Sauni Arungka Matumbak, Twahka y Tasba Pri en la RAAN; parte de los territorios Kriol Bluefields y Cuenca Pearl Lagoon de la RAAS.

¹⁵⁵ Región Autónoma del Atlántico Norte y Región Autónoma del Atlántico Sur.

¹⁵⁶ Se incluyen los municipios siguientes: (i) León: Santa Rosa del Peñón, Larreynaga, La Paz Centro, León, Nagarote, Telica, Quezalaguaque; (ii) Chinandega: Cinco Pinos; San Francisco del Norte, Chichigalpa, Chinandega, El Realejo, El Viejo, Puerto Morazán, Posoltega; (iii) Managua: Tipitapa, Villa Carlos Fonseca, Mateare, El Crucero; (iv) Boaco: San Lorenzo, Teustepe, San José de Los Remates, Santa Lucía; (v) Matagalpa: Sébaco, San Isidro; (vi) Estelí: Pueblo Nuevo, San Juan de Limay, San Nicolás; (vii) Nueva Segovia: Macuelizo, Mozonte, Ciudad Antigua, Santa María; (viii) Madriz: San Lucas Somoto; Las Sabanas; Totogalpa; San José de Cusmapa.

Cuadro 7

Desafíos y soluciones propuestas en el trabajo con las organizaciones de base

<i>País</i>	<i>Proyecto</i>	<i>Problema</i>	<i>Cambio aportado / ajustes</i>
El Salvador	PRODEMOR-Central-Ampliación	La falta de un estatus de organización legalmente constituida presentó una de las principales barreras para la participación de estos grupos.	Hubo un esfuerzo importante para ayudar a los grupos a formalizarse y adquirir personalidad jurídica.
	Amanecer Rural	Varias organizaciones rurales no fueron elegibles para inversiones en los proyectos impulsados por la competitividad, principalmente debido a la falta de equipo adecuado, estructura productiva y organizacional, y/o falta de bienes o recursos (tierra, acceso a agua, capital de trabajo).	El proyecto llevó a cabo un proceso de caracterización y diagnóstico de las organizaciones solicitantes. Una vez categorizadas, se adoptó una estrategia de atención diferenciada y en fases condicionando las organizaciones menos desarrolladas a pasar primero por un proceso de fortalecimiento organizacional y acompañamiento para el desarrollo de sus perfiles de proyecto.
Guatemala	PNDR Oriente	La existencia de organizaciones económicas legalmente constituidas y adecuadas para la comercialización fue un supuesto que no se verificó del todo en las comunidades pobres con las cuales el proyecto debía trabajar. La debilidad de las organizaciones afectó la cantidad y calidad de proyectos propuestos y representó un riesgo para la sostenibilidad.	
Honduras	Emprende Sur	Falta de suficientes organizaciones potencialmente beneficiarias para lograr el alcance de las metas de los proyectos	Esfuerzos adicionales para trabajar en procesos organizativos y aumentar el número de socios en las organizaciones ya establecidas y la creación y legalización de nuevas. También se introdujo un nivel inferior al de plan de negocio, definido como plan de desarrollo organizacional.
Nicaragua	FAT	Falta de organizaciones con capacidades desarrolladas en la gestión de proyectos como se suponía en fase de diseño.	FAT tuvo que invertir importantes esfuerzos para trabajar con organizaciones temporales y grupos no formalizados.
	PRODESEC		Promoción del modelo organizativo de “asociaciones momentáneas” y apoyo para su transición a formas asociativas más sostenibles.
	NICADAPTA		Utilización flexible de organizaciones consolidadas usadas como administradoras,
	NICAVIDA		Promoción del modelo organizativo de “asociaciones momentáneas” y apoyo para su transición a formas asociativas más sostenibles.

Cuadro 8
Cobertura e inversiones promedio de los proyectos por beneficiario y municipio

País	Proyectos	Municipios	Personas beneficiarias directas (total)	Inversiones / Municipio (US\$ millones) *	Invers / beneficiario directo (US\$) *
ES	PRODEMORO	70	41 303	0,220	372,7
	PRODEMOR Central Ampl	121	34 435	0,090	316,5
	Amanecer Rural	196	56 460	0,144	499,3
	Rural Adelante	87	41 905	0,170	352,1
	Promedio ES)	118.5	45 927 (=4,97% de la población) ^a	0,15	406.9 (4,97% ingreso per cápita promedio) ^b
GT	PRONADER I	56	125 000	0,118	53,0
	PNDR Oriente	43	15 033	0,428	1 223.0
	PRODENORTE	19	51 356	0,588	217,7
	Promedio GT	39.33	73 069 (=5,40% de la población) ^a	0,31	505.9 (5,40% ingreso per cápita pro-medio) ^b
HN	Emprende Sur	66	39 080	0,515	870,0
	PROLENCA	42	45 000	0,698	651,6
	Promedio HN	54	41 382 (=7,13% de la población) ^a	0,59	785.1 (17,2% ingreso per cápita promedio) ^b
NI	FAT	25	18 909	0,512	676,7
	PRODESEC	33	12 000	0,542	1 491,8
	PROCAVAL	108	24 397	0,271	1 199,7
	NICADAPTA	56	45 155	0,549	680,8
	NICAVIDA	37	152 100	1,133	275,6
	Promedio NI	51.8	45 019 (=5,78% de la población) ^a	0,51	942,2 (14,8% ingreso per cápita promedio) ^b

* Las 'inversiones' corresponden a los costos efectivos de los proyectos excluyendo los costos de manejo de los proyectos. (para los proyectos en curso en la época de la evaluación: Rural Adelante, PROLENCA, NICAVIDA, costos en el diseño).

^a Porcentaje de los beneficiarios directos en relación con la población total de los municipios en 2020

^b Porcentaje de las inversiones del proyecto por beneficiario directo, en relación con el ingreso promedio de la población de los municipios del Corredor Seco apoyados por los proyectos FIDA.

ES=El Salvador; GT=Guatemala; HN= Honduras; NI=Nicaragua

Fuente: elaboración de datos de informes de cierre / diseño.

Listado de personas encontradas

Gobierno

El Salvador

Pablo Ayala Montenegro, Gerente Meteorología, Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales

Giovani Molina, Gerente Geoestadística, Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales

Claudia Gutiérrez, Gerente, Rural Adelante

Amílcar Landaverde, Director, Dirección General de Desarrollo Rural, Ministerio de Agricultura y Ganadería

Patricia Carballo, Coordinadora Componente 1, Rural Adelante

Luis Calles, Coordinador Componente 3, Rural Adelante

Jorge A. Salinas, Encargado de seguimiento, DGDR-MAG

Eduardo Cáceres, Oficina de Políticas y Planificación Sectorial, MAG

Guatemala

Héctor Francisco Espinoza García, Viceministro de Recursos Naturales y Ambiente, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales

Pedro Rosado Pol, Viceministro de Desarrollo Económico Rural, Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación

Juan José Vélez, Subjefe apoyo a ejecución de préstamos externos, Ministerio de Finanzas Públicas

Víctor Arellano, Sub Director de Extensión Rural, Dirección de Coordinación Regional y Extensión Rural (DICORER), Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación

Héctor Chávez, Proyecto Canje de Deuda KfW-Guatemala, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales

Azucena Ramírez, Jefe apoyo a ejecución de préstamos externos, Ministerio de Finanzas Públicas

Francisco Mendoza, Director Ejecutivo PRODENORTE, PRODENORTE

Marvin Mejía, Delegación MARN Verapaces, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales

Gustavo Reyes, Delegación MARN Verapaces, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales

Juan Carlos Román, Delegación MAGA Baja Verapaz, Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación

Carla Vanessa Franco Hurtarte, Asesora técnica del Vice-Despacho de Recursos Naturales y Ambiente, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales

Wilmar Méndez, Asesor Despacho, Viceministerio de Desarrollo Económico Rural, Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación

Honduras

Juan Valery, Oficial de monitoreo y seguimiento

Juan Valerio, Oficial de Monitoreo y Evaluación de Proyectos

Guissela Martínez, Oficial de Adquisiciones, PROLENCA

Fátima Martínez, Coordinadora Intibucá, PROLENCA

Fátima Martínez, Administradora, PROLENCA

Henry Cantalicio Paz Portillo, Técnico regional, PROLENCA

Otoniel Flores, Técnico regional, Emprende Sur

Carla Patricia Gutiérrez Quiroz, Sub-Directora General de Inversiones Públicas, Secretaría de Finanzas

Laura Suazo, Secretaría, Secretaría de Agricultura y Ganadería

Manuel Antonio Martínez Guzmán, Responsable Unidad de Administración de Proyectos, Secretaría de Agricultura y Ganadería

Jeimy Soto, Especialista de proyectos, Departamento de Inversiones Públicas, Secretaría de Finanzas

José Marvin Alvarado, Director ad interim PROLENCA, Unidad de Administración de Proyectos, Secretaría de Agricultura y Ganadería

Delkin Polanco, Responsable de planificación, PROLENCA

Nicaragua

Néstor Carrillo, Oficial de proyectos, Instituto Nicaragüense de Tecnología Agropecuaria (INTA)

Mariano Gutiérrez, Dirección de Meteorología, Instituto de Estudios Territoriales (INETER)

Manuel Prado, Dirección de Meteorología, Instituto de Estudios Territoriales (INETER)

Aldo Avilés, Área de Proyectos Especiales, Instituto de Estudios Territoriales (INETER)

José Adrián Chavarría, Viceministro General, Ministerio de Hacienda y Crédito Público (MHCP)

José Benito Aragón, Viceministro, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Giovanni Alvarez, Secretario General, Ministerio de Agricultura (MAG)

Merhi Zúñiga Alemán, Responsable Ministerio de Salud, Totogalpa, Ministerio de Salud (MINSa)

Leonila del Carmen López, Responsable Ministerio de Educación, Totogalpa, Ministerio de Educación (MINED)

Norlan Tercero Bucardo, Responsable Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARENA), Totogalpa, Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARENA)

Franklin Antonio Hernández, Responsable en Totogalpa, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Wilson Pablo Montoya, Responsable en Madriz, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Guillermo Martínez, Gerente Proyecto NICAVIDA, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Rosa Argentina Rugama, Especialista de Género, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Yury Zepeda, Encargado de Relaciones con Organismos Multilaterales, Ministerio de Hacienda y Crédito Público (MHCP)

Manuel Larios Treminio, Director de Cooperación y Proyectos, Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa (MEFCCA)

Ricardo Somarriba, Director, Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA)

Norlan Tercero Bucardo, Delegado Departamental (Madriz), Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARENA)

Freydi Acuña Olivas, Delegado Departamental (Madriz), Instituto Nicaragüense de Tecnología Agropecuaria (INTA)

Vladimir Gutiérrez, Codirector, Instituto de Estudios Territoriales (INETER)

Danilo Montalván, Oficina de Cooperación Externa, Instituto Nicaragüense de Tecnología Agropecuaria (INTA)

Marlon Omar Herrera Hernández, Director General de Inversión y Crédito Público, Ministerio de Hacienda y Crédito Público (MHCP)

FIDA

Rossana Polastri , Directora Regional Latinoamérica y el Caribe, FIDA

Fabrizio Bresciani, Antiguo Economista Regional Principal, División de Latinoamérica y el Caribe, FIDA

Juan Diego Ruiz Cumplido, Jefe Oficina Multipaís Región Andina y Cono Sur, América Latina y el Caribe, FIDA

Enrique Hennings, Jefe Oficina Mesoamérica y el Caribe, FIDA

René Castro, Director País, FIDA

Isabel de la Peña, Oficial de Programa, FIDA

Miguel Gomez, Antiguo director RUTA, FIDA

Vera Salazar Canziani, Oficial de Programa, FIDA

Perla Carias Mossi, Consultora Enlace Honduras, FIDA

Adolfo Castrillo, Consultor Enlace Nicaragua, FIDA

Ana Lucía Moreno, Consultor Senior Gender Expert, FIDA

Rocío Díaz, Consultora, FIDA

Rosa Amelia Campos, Consultora enlace Salvador, FIDA

Juan José Pineda, Consultor en sistemas productivos/cadenas de valor, FIDA

Leonardo Umaña, Analista de Juventud e Inclusión Social, ECG-LAC, FIDA

Glaysen Ferrari, Antiguo Director de país El Salvador, Guatemala y Honduras, FIDA

Violeta Fargas

Ladislao Rubio, antiguo director País, FIDA

Martin Raine, antiguo director RUTA, FIDA

Ilaria Firman, Especialista Técnica Senior en Pueblos Indígenas, IPAF, FIDA

Margherita Loddoni, Consultora del Fondo de Apoyo a Pueblos Indígenas (IPAF), FIDA

Karla Pita Vidal, Consultora IPAF, FIDA

Pedro de Vasconcelos, PMI especialista senior, FIDA

Bibiana Vasquez, PMI Consultora, FIDA

Julia Marin-Morales, Oficial de Programas, FIDA

Frederic Ponsot, PMI especialista, FIDA

Agencias y Cooperantes Regionales e Internacionales

Ryna Ávila, Oficial Programa Desarrollo Sostenible y Resiliencia, PNUD en El Salvador

Mario Peñate Dávila, Oficial de Programas, FAO en El Salvador

Carmen María Marroquín, Directora de Cooperación de la SG-SICA, Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)

Patricia Palma, Directora, Programa Regional en Seguridad Alimentaria y Nutricional de Centroamérica, Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)

Álvaro Herdocia, Especialista, Programa Regional en Seguridad Alimentaria y Nutricional de Centroamérica, Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)

Raquel Sigüenza, Representante de País, UICN

Ottoniel Monterroso, Coordinador del Proyecto Altiplano Resiliente, UICN

María Febres, Representante, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA) Guatemala

Marcos Machado, Director de país, Heifer-Honduras

Jorge Cruz, Gerente de proyectos, Heifer-Honduras

Fausto Castillo, Oficial de Programa, Banco Interamericano de Desarrollo (BID)

Ana Ríos, Oficial de Programas, Banco Interamericano de Desarrollo (BID)

Gladys Morena, Oficial de Programas BID Invest, Banco Interamericano de Desarrollo (BID)

Francisco Bueso, Especialista en Desarrollo rural, Banco Mundial

Johannes Georges Pius Jansen, Proyecto Corredor Seco Nicaragua, Banco Mundial

Mauricio Peñalba Nissen, Oficial Nacional de Programas, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE)

Francisco Pérez, Asesor en Asuntos de Cooperación, Desarrollo Económico Sostenible, Delegación de la Unión Europea en Nicaragua

Amelie Bordeleau, Consejera (Desarrollo), Embajada de Canadá en Nicaragua

Valérie Potvin, Primera Secretaria (Desarrollo), Embajada de Canadá en Nicaragua

Mauricio Peñalba Nissen, Oficial Nacional de Programas, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE)

Myrna Moncada, Consultora internacional, Banco Mundial

Lucrecia Rodríguez, Secretaria Ejecutiva SECAC, Consejo Agropecuario Centroamericano, Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)

Ricardo Montero, Coordinador Técnico SECAC, Consejo Agropecuario Centroamericano, Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)

Leonardo Ferreira Neves, r Adjunto, Dirección de la OIT para América Central, Haití, Panamá y República Dominicana, Organización Internacional del Trabajo (OIT)

Marco Scuriatti, Representante del Banco Mundial en Guatemala, Banco Mundial Guatemala

Guillaume MEYSSONNIER, adjunto de la directora regional y encargado de seguimiento a las actividades del grupo AFD en América Central, Agence Française de Développement (AFD)

Matthieu Robin, Oficina AFD en CRI, Agence Française de Développement (AFD)

Lizzy Fallas-Sanchez, Iniciativa 5 bosques de la UE desde la delegación de la UE de San José, Agence Française de Développement (AFD)

Erick Quirós, Representante, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA) El Salvador

Santiago Vélez, Representante, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA) Honduras

Mauricio Guevara, Representante, Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA) Nicaragua

Michele Klein Solomon, Directora Regional para Centroamérica, Norteamérica y el Caribe, Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Jorge Peraza Breedy, Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Nicola Graviano, Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Pascal Martinez, Senior Climate Change Specialist, GEF

Evelyn Swain, Senior Environmental Specialist, GEF

Mark Zimsky, Senior Biodiversity Specialist, Latin America Regional Coordinator, Biodiversity Focal Area Coordinator, GEF

Sarah Wyatt, Biodiversity Specialist, Latin America regional team, SIDS regional team, biodiversity, SDGs, Indigenous Peoples, GEF

Jean-Gabriel Duss, Director Regional para América Central, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE)

Antoine Federer, Jefe de Gestión América Central, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE)

Gabriela García, Financiamiento Externo de la Gerencia de Finanzas, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

Humberto Rodriguez, Jefe del Departamento de Mercados de Capital y Financiamiento Externo, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

José Efraín Deras, Chief of Evaluation , Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

Shirley Orellana, Coordinadora de Evaluación, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

Jorge Carballo, Analista de Evaluación II, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

Patricia Inestroza, Assistant to Office of the Chief Economist, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE)

Marion Le Pommellec, Agriculture, Natural Resources and Rural Development Lead Specialist - Coordinator for Panama, Central America, Mexico, Haiti and Dominican Republic, Banco Interamericano de Desarrollo (BID)

Laura Oroz Ulibarri, Directora de Cooperación para América Latina y el Caribe, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID)

Haven Cruz-Hubbard, Mission Director, USAID Guatemala

Janina Jaruzelski, Mission Director, USAID Honduras

Michael Eddy, Mission Director, USAID Nicaragua

Christopher Cushing, Mission Director, USAID El Salvador

Martin McLaughlin, Director de Asuntos de América Central y México, USAID CA

Emily Rostkowski, Oficina de Programas, Oficina Regional América Latina y el Caribe, USAID CA

Todd Anderson, Asesor Monitoreo y Evaluación, Oficina Regional América Latina y el Caribe, USAID CA

Lola Castro, Regional Director, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Panama

Raphael Leao, resilience senior advisor, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Panama

Andreia FAUSTO, Head Of Programme, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Guatemala

Jorge BARRIENTOS, Digital Finance & Climate Risk Innovation Expert, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Guatemala

Priscila MOLINA, Senior Monitoring and Evaluation Officer, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Guatemala

Rafael Trejo, Gerente Programas, Resiliencia para la Seguridad Alimentaria y Nutricional, Programa Mundial de Alimentos (PMA) Honduras

Gerd Weißbach, Team Leader Latin America and the Caribbean, La Sparkassenstiftung Alemana para la Cooperación Internacional

Christina Olsen, Project Director IFAD, La Sparkassenstiftung Alemana para la Cooperación Internacional

Jacqueline Bonilla, especialistas Senior de Programas en FAO Nicaragua., FAO Nicaragua

Ligia Calderón Moreno, especialistas Senior de Programas en FAO Nicaragua., FAO Nicaragua

Johannes Jansen, Economista senior de agricultura, Banco Mundial

Mauricio Penalba-Nissen, Oficial Nacional de Programa, Nicaragua, Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE)

Marc Dumas-Johansen, Agriculture Specialist, GCF, Fondo Verde del Clima (GCF)

Adoniram Sanches Peraci, Coordinador Oficina Subregional de FAO para Mesoamérica, FAO

Dina López, Oficial Cooperación Sur, FAO

Julián Carrazón, Oficial de Agricultura, FAO

Pablo Rabczuk, Oficial de Comercio y Sistemas Agroalimentarios., FAO

Erika Zárate Baca, Consultora, FAO Oficina Subregional

Francisco Javier Bueso Ucles, Senior Agriculture Specialist, Agriculture and Food Global Practice, Banco Mundial, Honduras

Marta Moneo Lain, Oficial de Programa, Programa para el Medio Ambiente (PNUMA)

María Paula Quintero, Jefa de la Misión Adjunta OIM en El Salvador , Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Johan Aldana, Enlace Gobernanza con SICA , Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Rosalinda Solano, Coordinadora Nacional Proyecto Respuestas Integrales sobre Migración en Centro América , Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Guillermo García, Experto Unidad de Información, Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Antonio Meaño , Experto Unidad de Información, Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Gladis Morena Gómez Gavarrete, Banco Interamericano de Desarrollo (BID) Honduras

Fausto Tomas Castillo, Banco Interamericano de Desarrollo (BID) Honduras

Ana Ríos Gálvez, Banco Interamericano de Desarrollo (BID) Honduras

Organizaciones y Asociaciones No Gubernamentales

Ileana Gómez, PRISMA

Cesar Martínez, Subgerente , Fondo de Tierras (FONTIERRAS)

Pablo Hurtado, Director Ejecutivo, Asociación de Investigación y Estudios Sociales (Asies)

Olga Duarte, Secretaria Ejecutiva, Asociación de Investigación y Estudios Sociales (Asies)

Directora, Fundación para el Desarrollo Tecnológico Agropecuario y Forestal de Nicaragua (FUNICA)

Víctor Campos, Director Asociación Centroamericana , Centro Humboldt

Ileana Gómez, Investigadora Principal de Fundación Prisma, El Salvador, PRISMA

Rita Bórquez, Institutional grantee focal point, PROCASUR

Juan Moreno, Presidente Corporación, PROCASUR

Pablo Olmenó, Coordinador Centroamérica, PROCASUR

Jesús Amadeo Martínez, Consejero Mayor y Consejo Coordinador Nacional Indígena Salvadoreño (CCNIS), Consejo Indígena de Centroamérica (CICA)

Zulema Burneo de la Rocha, Coordinadora Regional para América Latina y el Caribe

International Land Coalition, International Land Coalition

Ismael Merlos, Coordinador Daki El Salvador, FUNDE

Aníbal Hernández, Representante , FUNDE

Johanis Amador, Coordinadora en Colombia, Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI)

Centros de Investigación

Jesus Quintana, Director Gerente, Américas, Alianza Bioversity-CIAT, Grupo Consultivo sobre Investigación Agrícola Internacional – CGIAR y Centro Internacional de Agricultura Tropical - (CIAT)

Joaquín Lozano, Regional Director, Latin America and the Caribbean y Antiguo Director de país Guatemala y Honduras, Grupo Consultivo sobre Investigación Agrícola Internacional – CGIAR y Centro Internacional de Agricultura Tropical - (CIAT)

Jenny Wieger, Regional Coordinator for Central America, Alianza Bioversity-CIAT, Grupo Consultivo sobre Investigación Agrícola Internacional – CGIAR y Centro Internacional de Agricultura Tropical - (CIAT)

Valeria Piñeiro, Jefa a.i., Región América Latina y Coordinadora , Grupo Consultivo sobre Investigación Agrícola Internacional – CGIAR y El Instituto Internacional de Investigación sobre Políticas Alimentarias (IFPRI)

Mario Naira, Coordinador de Sistemas Agrosilvopastoriles y Agricultura Familiar , Instituto de Investigación y Desarrollo Instituto (Nitlapana) de la Universidad Centroamericana (UCA) de Nicaragua.

Gobiernos Locales

El Salvador

Ramón Santos, Responsable Unidad de Medio Ambiente, Alcaldía de Pasaquina

Miguel Arriaza, Concejal y Alcalde interino, Alcaldía de Pasaquina

Honduras

Eligio Cedillo, Alcalde, Santa Lucía, Intibucá

Ana Yaneth Salazar Guevara, Vice Alcaldesa, San Juan Intibucá

Zimry Vásquez, Responsable de Oficina de Desarrollo Local, Alcaldía de San Juan Intibucá

Nicaragua

Ana Jaquelin Arauz Acuña, Alcaldesa, Municipio de San Nicolás

Brendaly Molina Cruz, Exalcaldesa, Municipio de San Nicolás

Asisclo Laguna Mairena, Alcalde, Municipio de San Juan de Río Coco

Melvin Gadea, Alcalde, Municipio de Totogalpa

Marisol López, Vicealcaldesa, Municipio de Villa del Carmen

Organizaciones y representantes de beneficiarios

El Salvador

Socios y representantes de junta directiva, MANORSARM

Socias y representantes de junta directiva, ACMM

Socios y representantes de junta directiva, ACPACUV

Socios y representantes de junta directiva, ASACHA

Socios y representantes de junta directiva, Fauna Silvestre

Socios y representantes de junta directiva, ACICAFOC Cacaoopera

Guatemala

Socios y representantes de junta directiva, Asociación de Desarrollo Salamchó

Socios y representantes de junta directiva, Asociación de Apicultores US KAAB, - ASAPUSKA

Socias y representantes de junta directiva, Asociación de Mujeres Unidas por el Trabajo AMUT – KEEM MIIT PAMINOX

Honduras

María Muñoz, Presidenta, La Sureñita

Bilsa Gonzales, Junta Fiscalizadora, La Sureñita

Lenin Gudiel, Asesor comercial, La Sureñita

María López, Presidenta de cadena de marañón, La Sureñita

Reina Mendoza, Tesorera, La Sureñita

Belsahi Herrera, Comercialización, La Sureñita

Ramon Laínez, Administrador, JICASUR

Leslie Flórez, Junta Fiscalizadora, JICASUR

Nancy Espinal, Socia, JICASUR

Socios, Asociación de Ganaderos, Municipio de Santa Lucía, Intibucá

Socias y representantes de junta directiva, CRAC Mujeres Unidas de Maiquira, Municipio de San Francisco

René Cruz, Presidente de Fundación para el Desarrollo de la Caficultura Sostenible de San Juan, San Juan Intibucá.

Socios, Federación de Cajas Rurales Desarrollo económico Alianza Corpeño, Departamento de Choluteca

Socias y representantes de junta directiva, Junta Directiva , Cooperativa Regional de Producción Agropecuaria La Sureñita Ltda. (COREPROSUL). Namasigue, Departamento de Choluteca

Lenin Gudiel, Gerente, Cooperativa Regional de Producción Agropecuaria La Sureñita Ltda. (COREPROSUL). Namasigue, Departamento de Choluteca

Ramon Laínez, Administrador, El Jicaral de Linaca municipio de Choluteca.

Nicaragua

Merling Preza Ramos, Gerencia General, Central de Cooperativas de Servicios Múltiples PRODECOOP R.L., Pequeños Productores de Café

Representante, Consejo de Ancianos, Comunidad Indígena de Totogalpa

Referencias bibliográficas seleccionadas

- Agrinotas (2021) 'El riego para vegetales cambiará el altiplano de Guatemala'. Available at: <http://agrinotas.com/?p=6267> (Accessed: 24 January 2023).
- Alfaro, E., H. Hidalgo, P.M. Pérez-Briceño, J.D. García-Girón (2020). Riesgos hidrometeorológicos en el Corredor Seco Centroamericano. Fundación Universidad de las Américas, Puebla, México
- Arias, P. (2002). Hacia el espacio rural urbano: una revisión de la relación entre el campo y la ciudad en la antropología social mexicana. *Estudios Demográficos y Urbanos*, 50, 363-380.
- Ayales, I. et al. (2019) *Migraciones climáticas en el Corredor Seco Centroamericano. Integrando la visión de género*.
- Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) (2021) *Remesas en Centroamerica. El rol del BCIE*. Tegucigalpa.
- Banco Mundial (2011) *Crimen y Violencia en Centroamérica. Un desafío para el Desarrollo*.
- Banco Mundial (2019) *Hacia una Centroamerica más Resiliente. Pilares para la acción*.
- Banco Mundial (2021) *Poverty and Shared Prosperity 2020*.
- CEPAL (2015). Cambio Climático en CentroAmérica. Impactos Potenciales y Opciones de Políticas Públicas. LC/MEX/L.1196, México, D. F.
- CEPAL/FAO/IICA (2014). Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe: nuevas perspectivas.
- Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo (CCAD) and Sistema de integración Centroamericana (SICA) (no date) *ESTRATEGIA REGIONAL AMBIENTAL MARCO (ERAM) 2021-2025*.
- Consejo Nacional de Rectores (CONARE, 2021). Estado de la Región 2021. Costa Rica.
- Consortio de Organizaciones Humanitarias (2021) *LOS ROSTROS DEL HAMBRE EN CENTROAMÉRICA*.
- Cordero, C. (2015) *Geoweb: una herramienta inteligente para la agricultura*. Available at: <https://www.elfinancierocr.com/tecnologia/geoweb-una-herramienta-inteligente-para-la-agricultura/XUOFAFGNUVDMXATFP27INCVNDM/story/> (Accessed: 24 January 2023).
- R.E Díaz Bolaños (2019). El Corredor Seco Centroamericano en perspectiva histórica. Anuario de Estudios Centroamericanos, vol. 45, pp. 288-313, 2019. Universidad de Costa Rica.
- Espinosa, M.L. (2016) *Sistema de Riego en Nicaragua*.
- FAO (2015) *Perfil de País. Honduras*.
- FAO. (2021). Estado de los recursos forestales y de la biodiversidad en América Latina y el Caribe
- FAO (2022) *Corredor Seco Centroamericano. Construyendo Resiliencia*.
- FAO (no date) *Fran de Oportunidades. Corredor Seco en El Salvador, Guatemala y Honduras*.
- FAO and MAGA (2008) *Guatemala. El estado de los recursos fitogénicos*.
- FAO and Programa Mundial de Alimento (2010) *Evaluación rápida de seguridad alimentaria y nutricional en 23 municipios del Corredor Seco de Nicaragua*. Available at: <https://issuu.com/nicaragua.nutrinet.org/docs/esae1> (Accessed: 24 January 2023).
- García Mora, María Elena, Steven Schwartz Orellana y Germán Freire. 2021. Inclusión de las personas con discapacidad en América Latina y el Caribe: Un camino hacia el desarrollo sostenible. Washington, DC: Banco Mundial.

- Gardi, C. *et al.* (2014) *Atlas de suelos de América Latina y el Caribe*. Edited by Ciro Gardi et al. Luxembourg: Unión Europea.
- Global Water Partnership (GWP) (2014) *La sequía en Centroamérica*.
- Global Water Partnership (GWP) (2017) *La situación de los recursos hídricos en Centroamérica*.
- Gómez, I. and Morán, W. (2021) *Mapeo de actores de cambio climático: Zona sur del departamento de Lempira en el Corredor Seco de Honduras*.
- Harvey, C.A. *et al.* (2018) 'Climate change impacts and adaptation among smallholder farmers in Central America', *Agriculture and Food Security*, 7(1). Available at: <https://doi.org/10.1186/s40066-018-0209-x>.
- Hidalgo, H.G., J. A. Amador, E. J. Alfaro, B. Quesada. (2013). Hydrological climate change projections for Central America, *Journal of Hydrology*, Volume 495, 2013.
- Instituto de Investigación y Desarrollo Nitlapan (2021), Universidad Centro Americana, Managua.
- INVEST-Honduras (2020) *Seguridad Hídrica en el Corredor Seco de Honduras*. Tegucigalpa.
- Jarufe, J.P. (2019) *Dinámica migratoria del 'Triángulo Norte' Impacto sobre México y Estados Unidos Autor*.
- Manzanares, D. (2019) 'Informe del análisis de inseguridad alimentaria agua. '.
- Ministerio de Agricultura y Ganadería (2019) *Informe de entrega de Arroz donado por la República Popular China*.
- Organización Internacional del Trabajo (OIT) (no date) *Corredor Seco, Empleo y Migración*.
- Oxfam (2021) *Crisis climática y pandemia incrementan el hambre en el Corredor Seco Centroamericano*. Available at: <https://lac.oxfam.org/latest/press-release/crisis-clim%C3%A1tica-y-pandemia-incrementan-el-hambre-en-el-corredor-seco#:~:text=Luego%2C%20en%20el%202020%2C%20tras,Seco%20viven%20e n%20inseguridad%20alimentaria> (Accessed: 24 January 2023).
- Organización Internacional para las Migraciones (OIM, 2022). Encuesta sobre migración internacional de personas guatemaltecas en el exterior y remesas 2022.
- Pörtner, H.-O. *et al.* (2022) *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Available at: https://report.ipcc.ch/ar6/wg2/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf (Accessed: 24 January 2023).
- PRISMA-CDKN. 2014a. "Institucionalidad y gobernanza en el Corredor Seco Centroamericano". Policy Brief, Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente (PRISMA) and Climate and Development Knowledge Network (CDKN).
- Quesada-Hernández, L.E., O.D. Calvo Solano, H.G. Hidalgo (2019). Dynamical Delimitation of the Central American Dry Corridor (CADC) Using Drought Indices and Aridity Values. *Progress in Physical Geography* 2019, Vol. 43(5) 627–642
- Ramírez, Diana, Juan Luis Ordaz y Jorge Mora (2010), «Istmo Centroamericano: efectos del cambio climático sobre la agricultura (LC/MEX/L.924/Rev.1), CEPAL, publicación de las Naciones Unidas, México, D. F.
- Red Centroamericana de Mujeres Rurales, Indígenas y Campesinas (2015). *Tierra Para Nosotras. Propuestas políticas de las mujeres rurales centroamericanas para el acceso a la tierra*. https://genderandsecurity.org/sites/default/files/RECMURIC_-_Tierra_para_nosotras.pdf
- Ribó-Pérez, D. *et al.* (2021) 'Electrificación de la última milla del Corredor Seco Mesoamericano. Solución del nexo agua-alimentación-energía', *Enerlac*, v(1).

- Rodríguez, A. *et al.* (2015) *Innovaciones institucionales y en políticas sobre agricultura y cambio climático*.
- Romero, B. (2012) *Distrito de Riego y avenamiento de El Salvador, C.A.* San Salvador.
- Ruano, E. (2013) *Corredor Seco se extiende, pasa de 5 a 11 departamentos*. Available at: http://www.infoiarna.org.gt/rediarna/Articulos_prensa_iarna/adjuntos/2013/Corredor_seco_se_extiende.pdf (Accessed: 24 January 2023).
- Sabourin, E., M. Samper y O. Sotomayor (2014). Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe Balance, desafíos y perspectivas. CEPAL.
- Suárez San Román, B. y E. Zapata Martelo (2011): "Efectos psicosociales d la migración internacional en mujeres jefas de hogares en el Municipio de Hueyotiplán, Tlaxcala". *Revista de Ciencias Sociales* 24 (2011).
- Segnestam, L. (2017) 'Gendered experiences of adaptation to drought: Patterns of change in El Sauce, Nicaragua', *Latin American Research Review*, 52(5), pp. 807–823. Available at: <https://doi.org/10.25222/larr.220>.
- Shifter, M. (2012) *Countering Criminal Violence in Central America*. Council on Foreign Relations. Available at: https://books.google.cl/books?hl=es&lr=&id=1fJtcScTKW8C&oi=fnd&pg=PR7&dq=crime+and+violence+in+central+america&ots=g9P8R3xkXk&sig=Dyu_EuQORXHcFQwL7FRSrMatqnc#v=onepage&q=crime%20and%20violence%20in%20central%20america&f=false (Accessed: 24 January 2023).
- Sistema Nacional de Producción, consumo y comercio (no date) *Plan Nacional de producción, consumo y comercio 2022-2023*.
- Solera, E. (2021) *Caracterización del Corredor Seco del Triángulo Norte de Centroamérica*. San José, Costa Rica.
- UICN (2018). Tendencias, Enfoques y oportunidades de los proyectos sobre cambio climático y adaptación en Mesoamérica.
- van der Zee Arias, A. *et al.* (2012) *Estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano (Países CA-4)*. FAO, Italia.
- E. Zevallos, G. Lathrop y F. Rodríguez (2018): *La situación de la Juventud Rural en el Área del Sistema de Integración Centroamericana*, FLACSO Costa Rica.